

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE

RISQUE PROFESSIONNEL

HISTOIRE ET PRINCIPE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public concernant les matières ci-après sera soutenu le
Jeudi 22 Décembre 1898, à 1 heure

PAR

ROBERT HUCHARD

Président : M. LÉON MICHEL

Suffragants } M. LYON CAEN
 } M. SOUCHON

PARIS

IMPRIMERIE CHARLES SCHLAEGER

257, RUE SAINT-HONORÉ, 257

1898



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE RISQUE PROFESSIONNEL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
probation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE

RISQUE PROFESSIONNEL

HISTOIRE ET PRINCIPE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public concernant les matières ci-après sera soutenu le
Jeudi 22 Décembre 1898, à 1 heure

PAR

ROBERT HUCHARD

Président : M. LÉON MICHEL

Suffragants } M. LYON CAEN
 } M. SOUCHON



PARIS

IMPRIMERIE CHARLES SCHLAEGER

257, RUE SAINT-HONORÉ, 257

1898

INTRODUCTION

Dans un article que publiait, en 1883, la *Revue Critique*, il y a par conséquent de cela quinze ans, M. Marc Sauzet écrivait : « Ni la jurisprudence ni la doctrine n'hésitent, et pour elles la responsabilité du patron a son point de départ dans les articles 1382, ..83, ..84 du Code civil. » Certes, à l'heure qui la vit naître, cette affirmation était incontestable, deux ou trois ans plus tard, tant la question s'était précipitée, elle ne contenait déjà plus qu'une partie de la vérité, et voici maintenant qu'elle nous apparaît comme une simple constatation historique. Longtemps, l'accord subsista entre la doctrine et la jurisprudence, puis, sous l'influence de divers jurisconsultes dont M. Sauzet ne fut pas un des moindres, l'harmonie fut troublée et la doctrine varia. Le 10 mars 1898 vit avec la promulgation d'une nouvelle loi, l'apparition d'un principe tout différent. La doctrine va le commenter, les tribunaux l'appliquer, les articles 1382, 1383, sont désormais irrévocablement écartés.

Au moment donc où les longues contestations qui surgirent sur la responsabilité des patrons se trouvent être définitivement closes, il nous a semblé intéressant d'en retracer l'histoire ; il nous a paru curieux de montrer quelle énergie ont déployée tour à tour jurisconsultes, magistrats et législateurs pour arriver au but qu'après quinze ans d'efforts ces derniers seuls devaient atteindre.

Tel sera donc le sujet de cette thèse : la matière en est aussi complexe que la structure en est simple : l'on verra dans le cours de cette étude se dessiner trois grandes parties, l'une consacrée au système admis par la jurisprudence, l'autre à l'interprétation élaborée par la doctrine, la dernière, enfin, au principe récemment proclamé par le législateur. C'est dans cette dernière que nous analyserons d'une façon succincte et générale les principales dispositions de la nouvelle loi.

Les grandes lignes ainsi fixées, un seul mot en terminant cette introduction rapide sera suffisant, espérons-nous, pour écarter un reproche que nous nous sentons susceptible d'encourir : au début d'une étude entièrement consacrée à délimiter exactement l'étendue des responsabilités, il ne saurait nous être refusé de décliner justement la nôtre. C'est pourquoi à ceux qui nous feraient un grief d'avoir adopté un plan déjà ancien et traditionnellement admis, nous répondrons que le choix ne saurait exister lorsque apparaît à l'esprit une division qui ressort, pour ainsi dire, de la force des choses. A nos prédécesseurs comme à nous, la marche à suivre fut imposée, bien moins par un désir de clarté ou le souci de la composition, que par l'histoire des étapes successives qu'a parcourues l'idée juridique pour aller de la théorie de l'article 1382 à celle du risque professionnel.

*L'on est prié de se reporter à la fin du volume pour consulter
les errata.*

PREMIÈRE PARTIE

LA JURISPRUDENCE

.

PREMIÈRE PARTIE

LA JURISPRUDENCE

1. La jurisprudence n'a guère varié. Pour elle, hier encore, l'affirmation de M. Sauzet restait inattaquable, et c'est dans les articles 1382 et suivants qu'elle allait chercher le fondement de la responsabilité patronale. Dans la suite des arrêts que nous aurons à passer rapidement en revue, nous pourrions voir en vérité des conséquences assez inattendues et même illogiques découler de cette responsabilité; mais le principe formellement admis demeurera cependant immuable, et pour la jurisprudence, la responsabilité patronale ce sera toujours la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle des articles 1382 à 1384. Si l'on se souvient de la différence profonde qui sépare la faute délictuelle de la faute quasi délictuelle, celle-ci exigeant l'intention de nuire, celle-là ne l'exigeant pas, l'on voit de suite qu'en matière d'accidents de travail, cette dernière se trouvait être de beaucoup la plus fréquente.

Quant aux conséquences qu'engendra pour la jurisprudence ce principe une fois adopté, elles furent multiples. On peut toutefois, pour plus de simplicité, les envisager sous deux grands aspects différents : d'abord, au point de vue de la naissance de l'action en responsabilité, puis au point de vue de son extinction.

Pour donner naissance à l'action en responsabilité, la jurisprudence exigeait trois conditions : une faute ou une négligence qui fût légalement imputable au patron, un préjudice résultant de cette faute, enfin la preuve rapportée

par l'ouvrier de ces deux éléments nécessaires; et quant à l'extinction de cette même action, les tribunaux qui admettaient la prescription de trente ans, la transaction et le désistement écartaient au contraire, en se fondant sur les principes d'ordre public qui ont dicté les articles 1382 et suivants, toute clause contraire et conventionnelle tendant à remplacer la responsabilité légale par un rapport contractuel.

Tel fut, en peu de mots, le système de la jurisprudence.

TITRE PREMIER

Conditions de naissance de l'action en responsabilité

§ 1^{er}. — La Faute

2. Ainsi, le premier élément nécessaire à la naissance de l'action en responsabilité, c'est la faute (1), et par faute, les tribunaux entendirent la plus stricte que l'on puisse déduire de l'article 1383. La jurisprudence écarta en vérité la théorie dite de la faute contractuelle, théorie en vertu de laquelle, par le seul contrat de louage, le maître s'engage à garantir la sécurité de ses subalternes, mais il lui répugna d'admettre cependant que les rapports unissant le patron à ses ouvriers fussent totalement indifférents; elle pensa au contraire qu'il était juste d'apprécier les fautes commises par une personne au préjudice de son personnel, beaucoup plus strictement et avec plus de rigueur, que celles

(1) Cass. 5 avril 1894, 15 juillet 1896. (S. et P. 1897, I, 229). — Cass. 20 juillet 1897. (S. et P. 1897, I, 440.)

La faute est dans ce te theorie l'élément essentiel de l'action en responsabilité; tous les articles du chapitre des délits et des quasi délits, ne répètent pas le mot faute, mais ils sont tous dominés à cet égard par le principe écrit dans le premier article du chapitre, l'art.

1382. Voir Labbé et les auteurs qu'il cite. Cass. 19 juillet 1870. (S. 71, 1, 9, P. 71, 1, 12, 1^{re} col. in fine). Au contraire, en l'absence d'une faute, aucune réparation n'est due, même note, 2^e col. in fine, et les auteurs cités; la faute est une condition *sine qua non* de la responsabilité du défendeur. (Id., p. 13, 1^{re} col. in fine.)

dont on est susceptible de se rendre coupable à l'égard d'un étranger. A cet ordre d'idées se rattachent les arrêts où nous voyons déclaré, que le patron devait pourvoir à la sécurité des ouvriers qu'il employait (1), prendre toutes les mesures propres à les prémunir contre leur propre imprudence (2), prévoir les causes non seulement habituelles, mais simplement possibles d'accidents afin de prendre des mesures suffisantes pour les éviter. Nous reviendrons d'ailleurs sur tous ces points, il nous suffit d'indiquer pour le moment d'une façon générale que la faute la plus légère tant active que passive fut jugée suffisante pour rendre le patron passible de l'action en indemnité (3). Toutefois, d'une part, les espèces successives sur lesquelles les tribunaux eurent journellement à se prononcer, d'autre part, les principes mêmes du droit, amenèrent forcément des différences d'appréciation dans la responsabilité. On arriva à distinguer les cas où la responsabilité était entière ou simplement mitigée de ceux où elle disparaissait complètement. Si la faute était imputable au patron, c'était la responsabilité entière ; imputable au patron et à l'ouvrier, c'était la responsabilité mitigée ; imputable à l'ouvrier seulement, ou résultant soit d'un cas fortuit, soit d'une force majeure, la responsabilité disparaissait.

CAS OU LA RESPONSABILITÉ EST ENTIÈRE

3. Les cas où la responsabilité était entière furent multiples, car le dommage pouvait être d'abord le fait du patron lui-même, au contraire résulter de la faute de son préposé, enfin être la conséquence de sa propre chose. Peut-être serait-on tenté de trouver exagérées ces divisions et ces subdivisions, si elles ne se trouvaient être l'œuvre du législateur lui-même. « On est responsable, dit l'article 1384, non seulement du dommage que l'on cause par son propre

(1) Lyon, 13 décembre 1854. Dalloz, 55, II, 86.

(2) Caen, Paris, 29 mars 1883. Dalloz, 84, II, 89.

(3) Nous devons faire remarquer ici que la naissance d'une action en respon-

sabilité suppose toujours l'existence d'une obligation préexistante, soit légale, soit conventionnelle, obligation qui, pour une cause ou pour une autre, n'a pas été exécutée. (Voir Robin, 1887, p. 82, 83, 97).

fait, mais encore de celui qui est causé par le fait de personnes dont on doit répondre et des choses que l'on a sous sa garde.

Faute personnelle au patron

4. Il nous faut étudier les cas où l'on se trouvait en présence d'une faute personnelle au patron. De ces fautes, les arrêts nous en montrent une variété tellement imposante, qu'il nous semble à peu près irréalisable d'en faire une énumération limitative, tout au plus est-il possible de donner un aperçu de leur diversité dans une classification générale. C'est là d'ailleurs ce que nous aurions voulu tenter, si, d'autre part, en 1889, cet aperçu n'avait été donné par M. Tarbouriech, avec une clarté qui semble si définitive, qu'il est inutile aujourd'hui de le vouloir recommencer. Le tableau qui va suivre ne fait donc que résumer cette excellente partie de son intéressant ouvrage.

Pour M. Tarbouriech, toutes les fautes que pouvait commettre un patron et qui étaient de nature à engager sa responsabilité vis-à-vis des ouvriers pouvaient se classer en trois catégories, car, dit-il, ou bien elles résulteront de l'emploi fautif de telle ou telle partie de son personnel, ou bien de la mauvaise installation du matériel, de fourniture d'outils insuffisants, de matériaux de qualité défectueuse, ou bien enfin elles seront la conséquence d'un travail dans des conditions dangereuses.

5. S'agissait-il du cas où la responsabilité découlait de l'emploi fautif du personnel, M. Tarbouriech nous en cite quelques exemples caractéristiques. Supposons un personnel insuffisant pour le travail que l'industrie exigeait ; le surmenage, la fatigue s'en suivent, un accident se produit : le patron était responsable (1). Autre exemple : un industriel faisait usage, soit pour un travail dangereux d'un ouvrier inexpérimenté (2), soit pour un travail trop

(1) Nîmes, 20 février 1871. D. 72, I. 387.

II, 86), Orléans, 31 décembre 1884. (D. 86, II). Lyon, 26 avril, 1871, (P. 71 I, 53).

(2) Lyon, 13 décembre 1854. (D. 55,

pénible de femmes ou d'enfants (1), les conséquences préjudiciables en étaient encore à sa charge. Ce n'est pas tout : employait-il une personne à une besogne qui ne rentrait pas dans l'exercice habituel de sa profession, il devait lui faire toutes les recommandations, lui donner tous les renseignements de nature à lui permettre d'apprécier le risque qu'elle allait courir; ne le faisait-il pas : encore et toujours l'action en indemnité naissait à son préjudice. Faut-il ajouter que le patron était de même en faute lorsqu'il avait contrevenu aux dispositions expresses de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements publics; la chose était certaine, bien que M. Tarbouriech n'en parle pas. Il en est d'ailleurs bien excusable, puisque la loi fut promulguée trois ans après la publication de son ouvrage; encore est-il juste de remarquer qu'il n'omet pas d'en citer le projet.

6. Passons aux cas où les accidents provenaient d'une installation vicieuse du matériel. La condition essentielle pour qu'il y ait faute en cette espèce, c'est que cette installation défectueuse eût pour résultat d'exposer l'ouvrier à des dangers particuliers et indépendants des risques inhérents à l'exercice même de la profession (2), l'outillage, par exemple, n'était pas au courant de tous les perfectionnements en usage dans les ateliers similaires (3), les machines n'étaient pas entretenues en bon état (4), l'agencement en était défectueux (5), les ouvriers n'avaient à leur disposition pour exécuter le travail que des outils insuffisants (6), un engin nouveau avait été remis entre leurs mains sans qu'on leur en indiquât complètement la ma-

(1) Bourges, 23 janvier 1857 (D. 67, II, 397), Lyon, 9 décembre 1854, (D. 55, I, 391).

(2) Sur l'irresponsabilité des risques inhérents : V. Cass, 20 juillet 1897, (S. et P. 1897, I, 140). Paris, 16 nov. 1871, (D. 71 2, 208). Grenoble, 8 avril 1876, (S. 77, II, 271). Aix, 27 nov. 1877. (S. 78, II, 232), Caen, 17 mars 1880, (S. 80,

II, 186), Amiens, 15 nov. 1883, (S. 84, II, 6).

(3) T. C. Seine, 25 avril 1882, Ricou, II, 150.

(4) Nîmes, 12 juil. 1887, Ricou II, 243.

(5) Paris, 4 février, 1870, (P. 1870 1186, S. 1870, 2,231).

(6) Dijon, 24 janvier 1883, (D. 84, II, 89).

œuvre (1), ou bien encore on leur avait procuré pour exécuter leur tâche, des matériaux d'une qualité inférieure, ou présentant des dangers spéciaux dont ils ne pouvaient se rendre compte (2). Autant de cas où la jurisprudence admettait la faute du patron, partant la naissance de l'action en responsabilité à son préjudice.

7. Nous avons dit que M. Tarbouriech avait adopté trois grandes divisions, nous arrivons ainsi à la dernière : Elle consistait à ranger dans une même classe tous les travaux exécutés dans des conditions dangereuses pour la sécurité des ouvriers. Dans cet ordre d'idées, la jurisprudence avait décidé que le patron devait disposer de tous les appareils protecteurs requis par les règlements, de tous ceux qui étaient d'usage constant dans les usines similaires de la région, de tous les moyens de sauvetage suffisants pour atténuer les conséquences d'un accident (3). Le patron était responsable lorsque toutes ces dispositions avaient été incomplètement prises (4), et il répondait en outre de son manque de précaution, dans un travail ou une manœuvre, et de son manque de surveillance, lorsque ce manque de surveillance avait été la cause totale ou partielle de l'accident (5). C'était encore à lui qu'incombait le soin de veiller à l'application du règlement qu'il avait édicté (6).

Ainsi, lorsque nous disions que la jurisprudence avait étendu jusqu'à ses limites les plus lointaines, la théorie de la responsabilité dérivant des articles 1382 et suivants, nous ne pouvions être taxé d'exagération. Dans nombre de ces cas, non seulement la faute active, *in faciendo*, mais la faute la plus légèrement passive, *in omittendo*, était jugée suffisante pour engager la responsabilité du patron.

8. Une telle rigueur semblant anormale, on s'est sou-

(1) Lyon, 10 août 1872, (D. 75, II, 189).

(2) Paris, 25 janvier, 1869, (R'cou, I, 75).

(3) Alger, 7 novembre 1870, (Daloz, 70, II, 3). Poitiers, 13 fév. 1888.

(4) En revanche, il est déclaré irresponsable lorsqu'il s'est livré à des recherches actives, mais vaines, pour découvrir un appareil protecteur. Nancy,

19 déc. 1896 (Daloz, 1897, II, 51), lorsque son outillage est en harmonie avec le dernier état de la science, (1871, P. 12; 2^e col. in fine, Labbé et les auteurs qu'il cite).

(5) Paris, 21 décembre 1874 (D. 76, 272).

(6) Lyon, 26 avril 1871 (D. 1871, 241).

vent demandé quelle en pouvait être la cause; fallait-il y voir seulement, comme nous le disions au début de ce chapitre, l'influence non avouée de cette idée, que les rapports légaux (le contrat de louage), devaient faire apprécier plus strictement la responsabilité du patron à l'égard de ses ouvriers qu'à l'égard des tiers, n'en était-ce là au contraire que le motif plus prochain et plus palpable, et devait-on en chercher la véritable raison dans une cause plus réelle, plus éloignée et plus profonde; c'est à cette dernière opinion que nous n'hésitons guère à nous rallier; nous nous proposons un peu plus loin (1) d'en justifier l'adoption. Pour le moment, il nous suffira en terminant de faire observer qu'en rangeant les cas d'accidents cités plus haut dans le chapitre intitulé de la faute personnelle, nous n'avons pas entendu dire que celle-là seule était susceptible de s'y appliquer. En fait, il en était souvent autrement. La réalité des choses dément presque toujours les subdivisions adoptées pour la commodité de l'esprit. Il était rare qu'un accident, (et cela suivant la manière dont il se présentait) ne fût pas susceptible de donner naissance et à la responsabilité de l'article 1382 et à celle de l'article 1384, voire même à celle de l'art. 1386. Si nous nous sommes contenté de mentionner ici la faute seule qui découle de l'art. 1382, c'est qu'un besoin de clarté nous y obligeait. En réalité, répétons-le, les divers cas de responsabilité s'imbriquent et se confondent. Le maître dirige, il y a très souvent un préposé en cause ainsi qu'une machine, et le résultat d'un accident est toujours de faire naître la responsabilité du patron (2).

Faute du préposé du patron

9. Nous arrivons ainsi au cas où le dommage était causé par la faute du préposé du patron; sur ce point c'est l'article 1384 du code civil dont s'inspiraient les décisions de la jurisprudence. Les maîtres et les commettants, dit cet article, sont responsables du dommage causé par leurs

(1) Voir n° 10.

| (2) Laurent. tome XX. p. 506.

domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les emploient (1).

Voici donc un cas où le patron répondait du fait d'autrui. De prime abord cette règle du code civil semble contraire à toute justice, et violer les règles les plus évidentes de la plus vulgaire équité, car si toute faute pour être imputable à quelqu'un doit lui être personnelle, comment donc de celle d'un étranger le patron pouvait-il être déclaré responsable? Devant un texte aussi formel que celui dont nous nous occupons, le doute cependant n'est guère possible, et d'ailleurs la solution est fort simple : à première vue dérogation aux principes élémentaires du droit, l'article 1384, on n'a pas de peine à le montrer, est une anomalie plus apparente que réelle. C'est qu'en effet si certaines personnes sont déclarées responsables du fait de personnes étrangères, n'oublions pas que toutes sont tenues de diriger et surveiller les actions de ces dernières (2). Notre législateur fut ainsi naturellement amené à présumer que le fait dommageable survenu l'était par un manque de surveillance de la part du patron, et par conséquent se trouvait être la conséquence d'une faute susceptible elle-même d'engendrer l'action en indemnité. C'est ainsi que d'une présomption de faute résulta dans nos lois la responsabilité du fait d'autrui (3).

10. Cette règle, que le code civil pose ainsi dans sa généralité, en matière d'accidents de travail, la jurisprudence n'hésita pas à l'appliquer de la façon la plus stricte; et si l'on réfléchit un instant sur les causes de cette sévérité on ne tarde pas à saisir le véritable motif de ses décisions, à découvrir les raisons profondes qui lui dictèrent cette conduite.

Aujourd'hui les agglomérations innombrables d'ouvriers dans une même fabrique rendent dans leur suite et dans leur étendue, les accidents plus graves qu'ils ne l'étaient autrefois. N'est-ce point pour cette raison, et aussi grâce

(1) Cassation. 13 mars 1897. (I, 544. Sirey, 1897.)

(2) *Qui mandat ipse fecisse videtur.*

(3) Laurent : tome XX. p. 589. Aubry et Rau : tome IV. p. 756.

à l'affinement d'une sensibilité plus exigeante, affinement qu'amène inévitablement toute civilisation, que ceux-ci ont dans l'organisme du corps social, une répercussion plus profonde et occasionnent un trouble plus permanent.

Dans cet ordre d'idées où tout est conjecture, il est difficile d'être affirmatif, mais si l'on peut hésiter sur les causes véritables, l'effet du moins est certain. Après chaque accident survenu le retentissement plus considérable qui s'ensuivait dans la masse de leurs contemporains, dut avoir une singulière influence sur l'appréciation des hommes appelés à le juger. Sans doute les tribunaux se souvinrent alors que, non seulement répressive, c'était encore la mission de leurs arrêts de se montrer préventive, et les mêmes causes quelles qu'elles soient, qui faisaient dans le corps social tout entier les accidents du travail plus douloureux qu'autrefois, firent aussi que nulle interprétation ne leur sembla trop stricte, et nulle sévérité trop grande si elles devaient avoir comme résultat, d'être pour les patrons un salutaire avertissement et pour les ouvriers une sauvegarde.

Ce serait un sujet fort intéressant que de rechercher attentivement puis de longuement développer les motifs de cette jurisprudence, mais il y faudrait un temps dont nous ne pouvons disposer et surtout un tact, un sens philosophique de la marche des idées humaines que nous avouons en toute humilité être fort loin de posséder et ne pouvoir acquérir. Tel n'est point d'ailleurs le sujet de cette étude. Plus modeste et préoccupée seulement du côté juridique de la question, elle doit se renfermer dans la constatation de ce qui est, en laissant à d'autres le soin plus méritoire, mais plus difficile aussi d'en scruter et d'en rapporter les causes.

11. C'est pourquoi si l'on veut remonter un peu plus haut, au delà de cette longue parenthèse, on y pourra voir affirmer une idée qui au point de vue simplement du jurisconsulte ne va pas sans quelque difficulté. C'est sur la présomption d'un manque de surveillance, avons-nous écrit, qu'en matière de responsabilité, est fondée la respon-

sabilité d'autrui. Affirmation qui n'est guère contestable, mais qui réclame certaines distinctions, car si pour les pères et mères, pour les instituteurs et artisans, elle est universellement admise, pour les maîtres et commettants, c'est-à-dire pour le sujet qui spécialement nous occupe, la jurisprudence fut partagée, et la doctrine peu d'accord.

12. Si nous tournons quelques pages du livre de M. Laurent, nous voyons qu'après avoir admis cette présomption d'un manque de surveillance pour expliquer en général la responsabilité du fait d'autrui, lorsqu'il s'occupe des maîtres et commettants le savant auteur n'est plus du même avis. Or quand il adoptait sa première théorie, quand il nous disait que la faute présumée par le législateur dans l'hypothèse où survient un dommage par le fait d'un tiers était tout simplement un manque de surveillance sur l'acte de cette tierce personne, lorsqu'il raisonnait ainsi, le maître appuyait son affirmation d'une raison de texte ainsi conçue : « Le texte même, « disait-il, prouve que telle est la théorie légale de la responsabilité, car après avoir dit quelles sont les personnes qui « sont responsables du fait de ceux dont elles doivent « répondre, l'article 1384 ajoute que cette responsabilité « cesse quand elles n'ont pu empêcher le fait qui y donne lieu ». C'est donc, en conclut M. Laurent, que jusqu'à preuve contraire il y a présomption qu'elles ont pu l'empêcher, et si elles ne l'ont point fait, peut-on ajouter, c'est que leur vigilance fut en défaut.

Valable pour les pères et mères, les instituteurs et artisans que vise expressément le dernier alinéa de l'art. 1384, cet argument *à contrario* ne pouvait s'appliquer aux commettants que le même texte passe absolument sous silence. Pour ces derniers, peu importe qu'ils aient pu ou non empêcher le fait dommageable de se produire, peu importe qu'ils rapportent la preuve de cette impossibilité, ils sont toujours et dans tous les cas responsables. Le même raisonnement ne militait donc point ici en faveur d'une présomption d'un manque de surveillance, car puisque la preuve contraire n'était pas admise en faveur des

commettants, n'eût-il pas été absurde de soutenir que jusqu'à son admission, ils seraient présumés avoir pu empêcher le dommage mais avoir négligé de le faire.

En parcourant les ouvrages de M. Laurent, nous n'avons pu trouver la succession certaine de ses idées sur ce point. Comment ce jurisconsulte éminent, de sa théorie générale affirmant que la présomption d'un manque de surveillance fondait la responsabilité d'autrui, passa-t-il à celle plus spéciale, il est vrai, consistant à dire que la présomption d'un choix défectueux du préposé la légitime, nous l'ignorons ; mais il est permis de croire qu'en voyant, dans le cas spécial qui nous occupe, la preuve textuelle dont il avait fait l'étai le plus fort de sa primitive théorie lui manquer tout à coup, il fut conduit insensiblement à en élaborer une seconde.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, M. Laurent arrivant à l'analyse du troisième paragraphe de l'art. 1384, change brusquement d'avis. C'est encore la responsabilité du fait d'autrui, nous dit-il après avoir cité ce texte, cette responsabilité est encore fondée sur une présomption de faute, de la part des maîtres et commettants, mais la faute présumée n'est plus la même. Elle ne consiste plus dans un défaut de surveillance sur les préposés, mais sur le mauvais choix qu'en ont fait les patrons. Pothier, remarque-t-il, confirme cette opinion ; ne lit-on pas dans son traité des obligations que cette règle de la responsabilité du fait d'autrui a été établie pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques. D'ailleurs il est juste d'ajouter que les auteurs du Code semblent avoir consacré cette doctrine, car dans le rapport fait au tribunat, voici les termes dont le rapporteur se servait : « Cette disposition, disait-il, n'a rien que de très équitable, n'est-ce pas en effet le service dont le maître profite qui a produit le mal qu'on le condamne à réparer ; n'a-t-il pas à se reprocher d'avoir donné sa confiance à des hommes méchants, maladroits ou imprudents et serait-il juste que des tiers demeurassent victimes de cette confiance inconsidérée qui est la cause première, la véritable source du dommage

qu'ils éprouvent ». Cette pensée d'ailleurs n'était point nouvelle et bien avant tous ces auteurs, Gaius avait écrit : *Aliquatenus culpæ reus est quod opera malorum utentur.* » Comme on le voit, il n'est plus question ici d'un manque de surveillance et partant la preuve contraire tendant à prouver que toute la vigilance possible avait été exercée ne pouvait détruire la présomption de faute qui avait un autre fondement. Mieux valait donc passer sous silence cette preuve, et c'est ce que fit le législateur (1).

13. D'ailleurs, pour confirmer son opinion, M. Laurent n'avait nul besoin de réclamer le sentiment et l'autorité des anciens. S'il l'eût voulu, il n'eût eu que l'embarras du choix parmi les jurisconsultes modernes qui l'entouraient, car sa thèse n'était point de celles qui sont des thèses isolées.

La faute consiste ici, dit M. Labbé, sinon dans un défaut de surveillance, tout au moins dans le choix de la personne (2). M. Demolombe affirme voir dans le choix des préposés le motif principal et prédominant, si ce n'est même unique de la responsabilité du commettant (3) et M. Colmet de Santerre est loin d'être d'un avis contraire lorsqu'en parlant du patron il prononce : « Il ne s'agit pas de savoir s'il a bien ou mal surveillé son serviteur ou préposé, mais s'il a eu tort de lui confier des fonctions que celui-ci a remplies au détriment d'autrui, et ce tort n'est pas diminué par cette circonstance que le maître n'a pu empêcher le fait particulier qui a causé le dommage. » (4).

(1) On peut aussi en donner comme raison que la responsabilité des pères, mères, instituteurs et artisans, est illimitée, mais que celle du patron est bornée aux actes commis par l'ouvrier dans l'emploi auquel il est affecté. Ce motif est plus plausible que celui que nous donnons au texte et qui, nous l'avouons, n'est pas absolument convaincant, car si l'on ne pouvait admettre la preuve contraire que le maître avait donné toute vigilance possible, il était facile de lui réserver cette autre preuve qu'il avait apporté dans le choix des préposés, tout le soin désirable, et

partant, comme c'était justice, de le décharger dans ce cas de toute responsabilité. Aussi quelques auteurs voient-ils ici une lacune dans l'œuvre du législateur et critiquent le Code de n'avoir pas pris cette mesure : Sic Laurent, tome XX, p. 625.

(2) Labbé (S. I. 9. 1871) (P. I. 13° 1871, 2° colonne in principio et les auteurs cités).

(3) Demolombe : Traité des engagements qui se forment sans convention : tome XXXI, n° 610.

(4) Colmet de Santerre : Cours analytique de droit civil. Tome V, p. 663.

14. C'est toutefois le sort des opinions contestables de susciter des appréciations contraires dont la véracité semble également fondée, et celle de ces estimables auteurs n'échappa pas au droit commun. Dans sa brochure « de la responsabilité et de la garantie », voici quelle était l'opinion de M. Sainctelette (1)-(2). Ce n'est pas à cause du choix qui peut n'avoir pas été possible, ou avoir été exercé d'une façon irréprochable, c'est à cause d'une direction défectueuse, ou d'une surveillance imparfaite que le patron est vis-à-vis des tiers, responsable du fait de l'ouvrier au cours de l'ouvrage et à raison de l'ouvrage (3), puis à cet endroit appelant à l'aide M. Sourdat, il cite de lui ces paroles : « La faute de l'ouvrier remontera jusqu'au maître, soit parce qu'il aura donné l'ordre de commettre l'action nuisible, dont il est alors véritablement l'auteur ou le complice, soit parce que les instructions qu'il devait donner à son agent, la surveillance qu'il devait exercer sur lui n'ont été ni intelligentes ni complètes (4) ».

Ajoutons cependant que M. Sourdat admet concurremment que la liberté du choix fait par le commettant dans la personne de son préposé, est aussi un élément de la responsabilité qu'il encourt, ce qui fait sur ce point tant discuté une troisième thèse, qui, donnant satisfaction à l'une et à l'autre des deux opinions primitives, semble devoir les accorder (5).

(1) Sainctelette : De la Responsabilité et de la garantie, p. 126. Nous profitons de ce que le nom de M. Sainctelette vient pour la première fois dans cette étude pour rappeler que suivant cet auteur, la responsabilité est le lien de droit qui assure le respect de la loi, et garantit celui qui assure le respect des contrats. Cette distinction est violemment prise à partie par les partisans de l'unité de responsabilité, doctrine que nous exposerons en note un peu plus tard. Pour ces auteurs, la garantie est l'obligation qui naît directement de la loi ou du contrat, la responsabilité est l'obligation secondaire, de réparer les faits illicites commis à l'encontre de cette obligation primitive: v. Robin, p. 98. De la Responsabilité.

(2) M. Tarbouriech est d'un avis analogue, p. 22.

(3) Un peu plus haut cet auteur avait exprimé la même opinion d'une façon plus énergique et plus complète encore : « On ne peut être responsable des autres qu'à la condition d'être la tête de leur bras », écrivait-il.

(4) Traité de la responsabilité : n° 885, tome II, p. 119.

(5) M. Larombière (Traité des obligations, art. 1384, 11) semble partager cette opinion : Si l'art. 1384, nous dit l'estimable auteur, soumet les commettants à l'obligation de répondre du fait de leurs préposés, ce n'est pas seulement parce qu'ils les ont choisis, c'est encore parce qu'ils ont le droit de leur donner des ordres et des instructions sur les ma-

15. Nous venons ainsi d'examiner le fondement de la responsabilité patronale, mais est-ce là tout ce que nous avons à dire pour en déterminer les conséquences ? Ou plutôt dès lors que cette responsabilité exige d'un côté un commettant, de l'autre un préposé n'y aura-t-il nulle difficulté sur le sens exact de ces termes ? Quand donc avait-on en face de soi un commettant, quand pouvait-on affirmer au contraire que l'on était en présence d'un préposé ? Telle est la question qui se pose et qu'en matière de responsabilité d'autrui, nous nommerons la question de détermination des personnes.

Lorsque cette difficulté même sera élucidée aurons-nous achevé notre tâche ? Nous saurons en vérité quel fondement avait cette responsabilité, quelle personne elle pouvait atteindre, mais il nous manquera pour en connaître les cas les plus divers d'application, de savoir quels actes elle pouvait embrasser. S'étendait-elle à toutes les actions faites par le préposé, ou se restreignait-elle au contraire, à certains actes nettement déterminés laissant les autres sous l'empire du droit commun : ce sera la seconde question que nous aurons à résoudre. Nous la nommerons la question de détermination des actes qui donnent naissance à l'action en responsabilité.

Si comme nous l'avons vu plus haut le fondement de la responsabilité du patron fut ardemment discuté, lorsqu'il s'agit de la détermination des personnes qui peuvent engager la responsabilité du patron, nous allons trouver l'accord mieux établi.

A cette question : que faut-il entendre par commettant et préposé, et à quels signes pourra-t-on reconnaître la responsabilité qui s'y attache ? MM. Sourdat, Larombière, Demolombe, Aubry et Rau donnent une réponse à peu près identique, seul un peu à l'écart M. Laurent sur ce sujet émet un avis discordant.

nières de remplir les fonctions auxquelles ils les emploient. En un mot, et pour nous résumer, il existe sur la responsabilité du fait d'autrui trois opinions : la principale y veut voir la présomption

d'un défaut de surveillance ; la seconde, la présomption d'un choix defectueux ; la dernière enfin y reconnaît l'un et l'autre.

Les premiers sont unanimes à reconnaître que le préposé sera celui qui tient la place d'un autre dans une gestion commerciale ou autre analogue et qui ne procède que sous les ordres, la direction et la surveillance du commettant; celui-ci étant toujours censé agir dans la personne de son préposé (1). A l'inverse suivant ces auteurs, la qualité de commettant doit être attribuée à celui-là seulement qui a choisi les préposés placés sous ses ordres.

Pour M. Laurent le principe n'est plus celui-là. Pour qu'il y ait un préposé, dit-il, il faut qu'il y ait une convention entre le préposé et le commettant, puis examinant le cas où le préposé nommerait à son tour des agents secondaires qui l'aideraient dans ses fonctions, et se demandant si le commettant sera responsable du fait de ces subalternes il nous répond : « oui, s'il a donné pouvoir au préposé de les nommer, non, s'il n'a donné aucun pouvoir. Dans le premier cas il y a un contrat entre le commettant et les agents secondaires, dans le second cas il n'y en a aucun, et sans un lien de droit il ne saurait y avoir ni commettant ni préposé ». En un mot, pour M. Laurent, les qualités respectives de commettant et de préposé impliquent l'existence d'un contrat, pour les auteurs précédemment cités, elles n'en supposent aucun.

16. Est-ce à dire que l'adoption de l'une ou l'autre de ces dispositions impliquait des conséquences diamétralement et toujours divergentes. En général nous ne le croyons pas, et la preuve en va suivre :

Supposons un travail à l'entreprise, et adoptons la première opinion, celle de M. Sourdat. Sur la qualité de l'entrepreneur vis-à-vis des ouvriers nulle difficulté ; il dirige et surveille l'ouvrier : c'est un commettant, il est donc responsable. Il est difficile d'en dire autant du patron : en

(1) Sic Larombière. Des obligations : art. 1384, note 8. « Leur condition se caractérise, et se définit essentiellement, dit M. Larombière, par leur dépendance, leur subordination, leur soumission et leur obéissance nécessaire à la direction, à la surveillance et aux ordres du maître et commettant. Plus ce dernier leur prend de leur préposés liberté et de leur

initiative, plus il les réduit à l'état d'instrument de sa volonté plus sensible en même temps est la responsabilité qui pèse sur lui à raison des délits, des quasi-délits commis par eux, dans le service de leur fonction. » M. Tarbouchiech ; 1896, p. 24, est également de cet avis.

effet, d'une part entre le maître et l'entrepreneur il n'y a qu'un contrat de louage d'ouvrage, ne soumettant par lui-même les contractants à aucune responsabilité vis-à-vis des tiers (1), et d'autre part, entre le patron et des ouvriers qu'il n'a pas choisis, il est impossible de découvrir une ombre même de relation : nulle responsabilité ne peut donc exister ici (2).

Prenant maintenant l'opinion de M. Laurent, nous dirons : entre les ouvriers et l'entrepreneur il intervient un contrat, donc l'entrepreneur est commettant et partant responsable ; entre le patron et les ouvriers il n'en intervient aucun, par conséquent l'action en indemnité n'est pas susceptible de naître à son préjudice. L'on voit donc qu'en adoptant l'un ou l'autre des systèmes, le résultat est ici le même, et que ce résultat c'est l'irresponsabilité du patron à l'égard des actions commises par les ouvriers. Toutefois il est prudent de faire des réserves, et peut-être si nous avions le loisir d'étudier plus complètement la question pourrions-nous observer parfois des conséquences différentes suivant que l'on adoptait l'une ou l'autre théorie (3).

17. Nous arrivons maintenant à la seconde question : cette responsabilité qui incombe ainsi au patron, par le fait de son préposé, était-elle limitée à quelques actes de celui-ci, ou au contraire s'étendait-elle à tous ceux que le préposé pouvait faire : en un mot, quelle était l'étendue de la responsabilité du patron, à raison des actes ou des faits de son préposé ?

L'art. 1384, répond M. Laurent, exige une condition pour que les commettants soient responsables du fait de leurs préposés, c'est que le dommage ait été causé dans les fonctions (4) auxquelles ils les ont employés. M. Sourdat est aussi de cet avis (5) et cette opinion est facile à justifier.

(1) Sourdat : Traité de la responsabilité, tome II, p. 131.

(2) Laurent : tome XX, p. 618. « Le propriétaire ne traite ni directement, ni indirectement avec les ouvriers, il n'est donc pas leur commettant et par suite il n'est pas responsable, il ne les a pas choisis ».

(3) Voir à ce sujet, Douai, 26 décembre 1865 (Dalloz, 2,237).

(4) Sic : Paris, 16 juin 1896, Sirey, 2,208, 1896 ; Amiens, 13 juillet 1895, Sirey, 2,67 1897.

(5) Sourdat : tome II, p. 528, de même Larombière : Traité des obligations, art. 1384, n° 8.

La responsabilité du fait d'autrui, on ne l'a pas oublié, est fondée sur une présomption de faute, et cette faute c'est le mauvais choix du commettant à l'égard du préposé; mais bien évidemment l'appréciation de l'habileté, de la prudence du subalterne, ne pouvait porter que sur la prudence et l'habileté dont il était susceptible de faire preuve dans l'acte, ou à l'occasion de l'acte qu'il devait accomplir. On comprendrait difficilement qu'il en fût autrement, et la loi n'a pu obliger le commettant à se faire une opinion qu'elle savait être impossible. N'est-ce pas ce qui serait arrivé, si elle avait obligé le maître à prévoir la prudence et l'habileté que l'ouvrier peut apporter dans la généralité de ses actes. La présomption de faute cesse donc dans ce dernier cas, et avec la présomption la responsabilité de l'art. 1384 dont elle n'est que la conséquence. « C'est ainsi qu'un seul et même fait peut engager la responsabilité du commettant, ou ne pas l'engager, suivant qu'il est commis dans le service ou en dehors du service », nous dit M. Laurent.

18. Nous avons terminé la tâche que nous nous sommes assignée, mais il reste quelques points de détails qui pretaient encore à controverse et que nous désirons éclaircir. Le premier de ces points consiste à se demander si le maître était responsable du dommage causé par son préposé, alors même que le fait avait eu lieu, simplement à l'occasion du service qui lui avait été confié. Les principes y semblaient bien contraires, car quelle faute le législateur aurait-il pu présumer dans ce cas? Le manque de surveillance? Mais pour un acte étranger à l'ouvrage le patron n'a ni ordre, ni instruction à donner, ni surveillance à exercer (1). Le mauvais choix du préposé? Mais si la chose n'est pas absolument impossible, il semble bien difficile cependant d'admettre que le maître ait pu prévoir l'inhabileté ou l'imprudence de l'ouvrier dans un acte ayant un rapport aussi éloigné avec la fonction primitive déparée à ce subalterne (2). Certains auteurs vont toutefois jusque-

(1) Sainctelette : De la responsabilité et de la garantie, p. 129.

(2) Cette matière pour être traitée à fond nous entraînerait trop loin, nous

devons citer cependant l'opinion de M. Larombière : Traité des obligations, art. 1384, tome IX. Cet auteur :

1° Ne considère point comme commis

là et à la rigueur leur opinion est admissible, elle ne déroge point aux principes essentiels, mais elle en est une telle extension, que l'on peut vraisemblablement prêter au législateur à l'égard des personnes civilement responsables déjà si lourdement obligées, une intention empreinte de plus de bienveillance et de modération. Pour notre part, nous rangeant à l'opinion émise par un arrêt de la Cour de Bruxelles, nous aurions tendance à décider que la responsabilité des commettants doit être restreinte aux faits qui constituent une faute dans la manière d'accomplir les fonctions auxquelles les préposés sont appelés : Quand le préposé, dit cet arrêt, cause méchamment un dommage qu'aucune prévoyance humaine ne saurait prévoir ni empêcher, le commettant n'est plus responsable (1). Dans ce cas, en effet, une présomption de faute à l'encontre du patron peut-elle être admise, et si elle n'est pas admise c'est le fondement même de la responsabilité qui disparaît.

19. Il est encore une autre cas qui offrait quelques difficultés, c'était lorsque le service était permanent. Ici le préposé semble toujours agir dans l'exercice de ses fonctions, parce que, dit M. Laurent, il ne peut pas se dépouiller de sa qualité de domestique, d'ouvrier, ou de commis. Cependant un arrêt de la Cour de Paris avait admis « qu'il n'y avait pas lieu à responsabilité de la part du patron, pour un crime commis par un domestique en dehors de son service et par suite de l'animosité personnelle que le coupable nourrissait contre la victime ». M. Laurent citant cet arrêt, fit observer qu'un tel texte répondait à l'objection, puisqu'il implique que le préposé domestique peut causer un dommage en dehors de ses fonctions, et que dans ce cas le maître n'est pas responsable.

dans les fonctions, les faits qui semblent se rapporter par certaines circonstances de temps et de lieu au service du domestique et du préposé ; par exemple le fait d'un concierge, d'avoir excité et facilité la débauche d'une fille mineure en recevant pour elle des lettres corromptrices ;

2° Considérer au contraire la responsabilité du patron comme engagée lorsque les préposés ont commis le fait pen-

dant qu'ils vauaient aux devoirs de leurs fonctions ou de leur service :

(1) Pour M. Tarbouriech (La responsabilité des accidents, page 26), il ne suffit pas que le dommage ait été causé par le préposé pendant qu'il exécutait le travail ou exerçait les fonctions à lui confiées, il faut supposer en outre que le préposé a exécuté le travail ou exercé les fonctions, avec imprudence, inhabileté, méchanceté et malhonnêteté.

20. Le patron attaqué et condamné avait-il un recours contre l'auteur du fait? Devait-il au contraire supporter définitivement les conséquences de la faute commise par son préposé : on n'en verrait pas la raison. Le recours existait, l'affirmative n'est guère douteuse, et d'ailleurs il est expressément réservé par quelques dispositions particulières : citons l'art. 201 du code forestier, l'art. 74 de la loi du 15 avril 1829 et l'art 8, titre 2 de la loi du 6 octobre 1791. Quant à savoir quel bénéfice procurait ce recours au commettant, M. Larombière (1) nous l'apprend : Suivant cet auteur il comprenait tout ce que la personne responsable avait été contrainte de payer pour restitution, indemnité, ou frais à la partie lésée ; il pouvait même comprendre, suivant les circonstances, des dommages et intérêts au profit de celui qui l'exerçait. A peine est-il besoin d'ajouter qu'en exerçant un recours contre les auteurs du fait, les personnes civilement responsables étaient subrogées de plein droit aux actions et garanties que pouvait posséder la partie lésée, car c'est là le droit commun (3^e alinéa de l'article 1251). Bien plus, tenues de payer la dette d'autrui, les personnes responsables avaient non seulement le droit d'en être indemnisées, mais encore celui d'appeler en cause le préposé qui s'était rendu coupable d'une faute ou d'une négligence, afin de lui faire supporter le montant de la condamnation : c'était là un moyen excellent pour éviter ce qu'on nomme en droit un circuit d'actions (2). Observons que parfois le patron ne pouvait recourir contre son préposé pour la totalité de la créance : il pouvait avoir en effet une faute personnelle à se reprocher, et dans cette hypothèse il devait en supporter les conséquences. D'ailleurs nous n'insistons pas sur ce sujet qui sortirait vite du cadre de notre étude (3).

(1) Larombière : art. 1384, n° 43.

(2) M. Laurent nous dit, page 672 : « Il ne faudrait pas induire de là que les personnes responsables soient des cautions, elles sont tenues personnellement en vertu d'une présomption de faute : donc elles sont débitrices principales. Ce qui le prouve, c'est qu'il peut arriver qu'elles n'aient point de recours. Elles

sont tenues par cela seul qu'il y a un dommage causé, tandis que l'auteur du fait n'est tenu, que si ce dommage lui est imputable. De là suit que s'il ne lui est pas imputable, il n'y a pas de délit ni de quasi délit à son égard : partant il ne peut être sujet à aucune action. »

(3) Il est encore d'autres questions importantes, par exemple, en cas de so-

Enfin et pour terminer cette question, nous devons rappeler que la victime d'un accident pouvait négliger l'action qui découle de l'article 1384, pour attaquer directement l'auteur du préjudice : elle en avait le droit. Quelle était l'action la plus avantageuse ? C'est une question de fait : tout dépendait évidemment de la solvabilité respective des deux débiteurs (1).

Domage causé par la propre chose du patron

21. Nous avons dit que le troisième cas où la responsabilité du patron pouvait être totalement engagée, c'était lorsque l'accident était causé par la propre chose du patron.

Mais quel était le fondement de cette responsabilité ? Ici encore nous trouvons les auteurs et la jurisprudence divisés. Il y a trois articles susceptibles de fonder cette responsabilité, et ces trois articles furent invoqués tour à tour.

Quelques arrêts s'en réfèrent à l'art. 1384, article énonçant cette règle générale, que chacun est responsable du dommage causé par les choses qu'il a sous sa garde. Ces arrêts admettent, en outre, que le patron doit être présumé en faute. Pour soutenir cette théorie, voici comment l'on raisonne : L'art. 1384, dit-on, proclamant la responsabilité du propriétaire à l'occasion de choses qu'il a sous sa garde au même titre que la responsabilité provenant de personnes dont on doit répondre, il s'ensuit que la présomption de faute est la même dans les deux cas et que, par conséquent, l'accident produit par une machine engage la responsabilité du patron au même titre que l'accident causé par une personne dont il doit répondre, d'où présomption de faute dans les deux hypothèses.

Le raisonnement va à merveille, répond une seconde théorie, mais alors passons sous silence les autres dispo-

lidité. Plusieurs commettants devaient-ils être déclarés solidairement responsables ? Le pouvaient-ils tout au moins ? De même pour le commettant et son préposé ? Toutes ces questions nous entraîneraient trop loin, ce serait un

véritable traité de la responsabilité qu'il faudrait pour les résoudre. V. Laurent, tome XVII.

(1) Voir en outre sur cette question note 2 de la page 21.

sitions du Code. L'article 1384 n'est pas la seule qui concerne la responsabilité du dommage causé par une chose. Que faites-vous de l'art. 1386? Celui-là ne vise-t-il pas aussi la responsabilité des choses que l'on a sous sa garde et, de plus, ne dit-il pas très nettement que c'est au demandeur de prouver, et le défaut d'entretien, et le vice de construction dont résulte le dommage : par conséquent, la faute. Tout revient ainsi à se demander si l'art. 1386 est une disposition particulière, susceptible d'extension à toutes les choses inanimées, si ce texte en un mot, est la règle générale qui les concerne, ou au contraire ne se trouve être que le développement de l'art. 1384, qui serait à cet égard le droit commun. Avec cette dernière opinion, l'art. 1386 deviendrait une simple dérogation aux règles générales. La place des deux textes fait évidemment pencher en faveur de cette seconde hypothèse, mais il est juste de dire que la solution est surtout affaire d'appréciation.

Toute cette matière étant traitée plus loin à propos de la dévolution de la preuve, nous ne faisons que mentionner très rapidement la troisième opinion. Elle semble, d'ailleurs, fort difficile à admettre et consiste à dire que l'on doit appliquer le droit commun des art. 1382 et 1383. Nous renvoyons un peu plus loin pour de plus amples développements (1).

CAS OU LA RESPONSABILITÉ EST MITIGÉE

La faute est imputable au patron et à l'ouvrier, ou au commettant et à la personne civilement responsable

22. Nous venons de voir trois cas où la responsabilité du patron était entière, nous n'en trouvons que deux lorsque la responsabilité est mitigée : le premier, lorsque la faute est commune au patron et à l'ouvrier ; le second, lorsqu'elle est partagée par le commettant et la personne civilement responsable.

(1) Voir page 43, n^o 43 et suivants.

A l'égard de la première hypothèse est-ce à dire que ce fut là l'unique solution qui se présentait ? Nullement, on pouvait en effet considérer que l'imprudence de la victime avait pour conséquence de faire disparaître la responsabilité du patron ou bien, au contraire, la faute du patron, couvrir celle de l'ouvrier, mais ces décisions auraient été manifestement contraires à l'équité. N'est-il pas juste, en effet, que chacun souffre dans une mesure proportionnelle de son propre fait ? N'avons-nous pas vu plus haut que la faute la plus légère du patron est une cause de responsabilité ? Le maître est responsable dès qu'il y a faute de sa part et, dès lors, qu'importe la faute plus grave du subordonné ? D'un autre côté, en cas de faute de l'ouvrier, pourquoi ce dernier serait-il dispensé d'en subir les conséquences, par ce fait seul que le patron est également coupable ? On n'en voit guère les raisons (1). Dans ce cas, chacun est responsable, chacun souffrira du dommage causé ; l'indemnité de l'un sera diminuée de celle due par l'autre, voilà tout ; et, c'est ainsi, qu'en considérant les conséquences de la faute de l'ouvrier à l'égard du patron, l'on pouvait dire que la responsabilité de ce dernier était une responsabilité mitigée. Tous les arrêts d'ailleurs furent en ce sens (2).

23. Nous ferions les mêmes raisonnements au cas où le commettant et son préposé auraient chacun une faute à

(1) Cependant, il existe un cas, croyons-nous, où la faute de l'ouvrier n'atténuerait en rien celle du patron (en droit, bien entendu, car, en fait, la chose devait être fréquente le juge étant souverain), c'est celui de l'art. 1386. S'il existe, dans une chaudière qui vient d'éclater par exemple, un vice de construction prouvé, et que la faute de l'ouvrier consistant à avoir trop activé le chauffage soit également constante, le patron se trouve être cependant responsable de la totalité du dommage, car ce fonctionnement exagéré, peut-on dire, n'a pas causé les avaries, il n'a eu pour résultat que de manifester plus rapidement le mauvais état du métal. Bourguignat, sous Cass. P. 76. I. 942. 1^{re} col. *in principio*. Arrêt de la Cour d'Amiens du 5 juin 1875.

Il s'agit là d'un recours en garantie contre le vendeur, de la part de l'acheteur responsable, et l'on pourrait être tenté de dire que l'hypothèse n'est plus la même lorsqu'il s'agit de l'ouvrier et du patron ; mais l'analogie est cependant très nette. En effet, le patron acheteur ne recourt contre le vendeur que pour ses débours, si donc on partage l'indemnité entre lui et ses ouvriers, son recours aura moins d'étendue contre le vendeur, puisque le préjudice causé par le mauvais état de la chose livrée sera moins grand ; on arriverait à nier ainsi une part de la responsabilité du vendeur, ce qui, nous l'avons dit plus haut, a semblé inadmissible à la jurisprudence.

(2) Cass. 7 août 1895. S I, 127, 96 P. I. 461, 96.

se reprocher. Là, encore, la faute étant partagée, la responsabilité qui la sanctionne le serait aussi. M. Larombière visant ce dernier cas s'exprime en ces termes dans son *Traité théorique et pratique des obligations* : « Lorsque indépendamment de la responsabilité civile qui lui incombe, la personne civilement responsable a participé au délit ou au quasi délit pour y avoir coopéré, ou l'avoir provoqué, commandé ou ordonné, les tribunaux sont autorisés, en prononçant contre elle et son consort une condamnation solidaire, à répartir entre eux le montant des condamnations dans une proportion égale ou inégale (1) ».

Auparavant, le même auteur s'était occupé du premier cas, de celui où la responsabilité de l'ouvrier et du patron sont parallèlement en jeu, et il était également d'avis qu'elles devaient se neutraliser l'une l'autre dans une certaine mesure. Voici d'ailleurs les propres paroles de ce jurisconsulte : « Quant à la partie lésée, les juges ont à considérer, par rapport à elle, les circonstances diverses qui sont de nature à aggraver ou à atténuer les conséquences dommageables du fait à son égard, ou qui, sans détruire complètement toute responsabilité de la part de l'auteur du délit ou quasi délit, tendent néanmoins à la diminuer, en établissant que le fait dans son existence même ou dans ses résultats nuisibles est dans une mesure plus ou moins considérable également imputable à l'imprévoyance, la légèreté, la négligence, l'imprudence, à la faute en un mot de celui qui poursuit la réparation. Les juges laissent alors à la charge de ce dernier une portion plus ou moins forte du dommage qu'il a éprouvé, en proportion de sa responsabilité propre, et de l'imputabilité du fait à son égard. L'indemnité se détermine ainsi proportionnellement aux fautes et aux torts que la partie lésée doit imputer à elle-même et à son adversaire. Ce mode de détermination est une très légitime satisfaction donnée aux principes du droit et de l'équité (2) ». A deux endroits différents de son

(1) *Traité des obligations*, art. 1384, n° 45.

(2) *Larombière* : art. 1382, 1383, n° 28. Mais ici une difficulté se présentait :

Quand y avait-il faute de la part de celui qui éprouve un dommage ? Doit-on appliquer à la partie lésée le principe que l'on applique à l'auteur du

ouvrage, M. Sourdat confirme l'opinion de M. Larombière. Dans l'hypothèse, dit-il, où le dommage résulte d'une faute commune aux deux parties, la responsabilité peut se partager, puis ailleurs il ajoute : « Si quelque négligence et surtout une faute plus grave de la partie lésée avait augmenté le dommage, le délinquant ne devrait pas être tenu de cette obligation : du moins les tribunaux arbitreront jusqu'à quel point la faute de l'un et celle de l'autre sont intervenues comme éléments dans la perte, et en feront supporter à chacun la valeur proportionnellement à ce qui lui est imputable (1). »

Ainsi, pour nous résumer, nous dirons : cette théorie de la responsabilité partagée à laquelle nous avons fait allusion plus haut dans les rapports du préposé et du commettant lorsque la faute est imputable à chacun, c'est celle que la jurisprudence adoptait également pour l'ouvrier et le patron lorsque la faute leur était commune.

CAS OU LA RESPONSABILITÉ N'EXISTE PLUS

Le dommage résulte d'une faute imputable à l'ouvrier seulement

24. Il y a, cite M. Laurent, un vieil adage qui nous dit : Celui qui éprouve un dommage, par sa propre faute, n'est pas censé être lésé, c'est-à-dire que quoique lésé, il n'a pas l'action en dommages et intérêts. Ce principe, la jurisprudence l'appliquait aux accidents de travail. Chaque fois que surgit un cas où nulle faute ne se trouvait susceptible d'être reprochée au maître, parce que l'imprudence totale était du côté de l'ouvrier, il lui sembla difficile de condamner le patron. C'est que l'art. 1382, ne l'oublions

fait dommageable? M. Laurent n'est pas de cet avis. Il fait remarquer que si celui-ci est tenu de la faute la plus légère, de la moindre imprudence, de la moindre négligence, c'est parce que (comme nous l'avons dit plus haut), la sécurité des hommes commande cette rigueur ; mais on ne peut invoquer pareille raison pour l'imprudence ou la négligence de celui qui est lésé. Il faut

donc revenir à la règle générale en matière de fautes. Concluons donc que sous l'empire du système de la jurisprudence, si l'ouvrier n'avait fait que ce qu'auraient fait le plupart des hommes, on ne pouvait dire qu'il était en faute.

(1) Sourdat : De la Responsabilité, tome I, p. 109. Sic Amiens, 13 juillet 1895. Sirey : 1897, II 67.

pas, était pour la jurisprudence le point de départ, le fondement de la responsabilité patronale ; or, suivant l'opinion commune du moins, qu'exige cet article comme condition de la naissance de l'action en indemnité, si ce n'est une faute et un dommage ? Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer : nous voyons bien ici le dommage ; de faute, il n'y en a certes point, donc, en concluait la jurisprudence, de responsabilité pas davantage. La plupart des auteurs d'ailleurs souscrivaient à cette conséquence (1). Entre tant d'autres, voici l'opinion de M. Larombière : « Il arrive souvent, écrit cet auteur, que tel est le degré de la faute imputable à la partie lésée, que le fait, tant dommageable soit-il, ne prend plus cependant les caractères d'un délit ou d'un quasi délit. Celui qui éprouve un dommage par sa faute, est en effet censé ne pas en éprouver du tout : *Quod quis ex sua culpa damnum sentit, non intelligitur damnum sentire*. Il n'a du moins qu'à s'en prendre à lui-même du préjudice qu'il a souffert et nul autre n'est responsable du tort qu'il s'est causé par sa propre faute (2) ». Mais pour que la responsabilité du patron disparaisse complètement, il fallait, nous l'avons déjà dit, que l'imprudence de l'ouvrier fût la seule cause directe et immédiate du préjudice souffert, autrement dit que l'accident fût le résultat du propre fait et de la seule imprudence de la victime ; sinon l'on serait retombé dans le cas précédent et la responsabilité aurait été partagée (3). A plus forte raison, il est presque superflu de le dire, tous ceux dont la propre faute ou la mauvaise foi seules avaient occasionné le dommage se virent refuser le droit à toute réparation. L'on ne peut qu'approuver la jurisprudence

(1) Sourdat : tome I, n° 108. Laurent, tome XX, n° 488. Larombière, tome V, art. 1382-1383, n° 29 et 30.

(2) Citons encore à ce sujet l'opinion de MM. Aubry et Rau tome IV, p. 755. On ne peut considérer comme quasi délit, disent ces auteurs, un fait qui n'a porté préjudice à autrui que par suite d'une faute imputable à la personne même qui a éprouvé le préjudice.

(3) Cass. 8 mai 1893 (S. et P. 1894, 1. 214) et les renvois. Tribunal de commerce du Havre : 20 mai 1891, sous Rouen 25 janvier 1892 (S. et P. 1894, 2. 141). Grenoble 27 décembre 1892 (S. et P. 1894, 2. 139 et les renvois). Nancy 29 juin 1895 (S. et P. 1896, 2, 201). Conseil d'Etat, 1^{er} mars 1895 (S. et P. I 56, 1897).

d'avoir appliqué ici l'adage : *Nemo auditur propriam suam turpitudinem allegans*. Il en fut de même lorsque celui qui avait éprouvé le dommage s'y était exposé volontairement. On ne l'admit point à s'en décharger sur un autre, car il ne pouvait exister à la charge de qui que ce soit obligation de le réparer : *Volenti non fit injuria*.

Le préjudice résulte d'un cas fortuit, de force majeure ou d'une cause inconnue

25. Le système de la jurisprudence, avons-nous dit, reposait tout entier sur ce principe que la responsabilité était inséparable de l'idée de faute : mais pour que cette faute existât, il fallait évidemment que le fait d'où elle dérivait fût imputable à son auteur effectif ou prétendu. Tel n'était pas le cas, on le voit de prime abord, lorsque le dommage était arrivé par suite d'événements fortuits, de force majeure, ou résultant d'une cause inconnue (1). Dans ces trois cas, nulle imputabilité, nulle responsabilité ne devaient exister parce que ces trois éléments, peut-on dire, étaient exclusifs de l'idée de faute. Le législateur aurait, il est vrai, pu l'exprimer comme il le fit pour les obligations conventionnelles. En effet, l'art. 1147 prend soin de nous dire qu'il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts lorsque par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit. A l'égard des obligations délictuelles, semblable règle ne fut pas énoncée, mais pour les raisons que nous avons données plus haut, ni la jurisprudence ni les auteurs n'hésitèrent à se rallier à ce principe. Ces derniers le tempérèrent seulement par quelques restrictions auxquelles d'ailleurs souscrivirent les tribunaux. C'est ainsi qu'ils firent une réserve pour le cas où l'événement fortuit se trouvait être la conséquence directe ou indirecte d'une faute commise par le patron. Il fut décidé que dans cette hypothèse, le cas fortuit devait lui être légalement imputable (2). « Pour

(1) Demolombe ; tome VIII, n° 664 ; Sourdat, tome II, n° 1468 ; Larombière, tome VII, art. 1386, n° 4.

(2) Laurent ; tome XX, p. 400 ; Sourdat, tome I, p. 643.

que le cas fortuit ou la force majeure, dit M. Sourdat, soient exclusifs de la responsabilité, il faut qu'ils n'aient pas été eux-mêmes précédés d'une faute de la part de celui qui les subit, de telle sorte qu'il s'y soit exposé pour ainsi dire volontairement ». Hors ce cas l'on peut dire en règle générale que les cas fortuits ou de force majeure, étaient dans le système de la faute délictuelle, toujours subis par ceux qu'ils frappaient (1). A-t-on besoin d'ajouter que tout patron ayant par sa faute aggravé le dommage résultant primitivement du cas fortuit ou de la force majeure, était incontestablement responsable de cette aggravation. En adoptant une telle décision, la jurisprudence ne faisait que consacrer le droit commun.

Nous avons ainsi terminé l'étude de la première condition requise pour la naissance de l'action en responsabilité : la faute ; nous savons qu'elle n'est pas la seule, mais qu'il y faut aussi et l'existence d'un préjudice et la preuve rapportée de ces deux premiers éléments.

§ 2. — Le Préjudice

26. Le préjudice constituait, venons-nous de dire, le second élément essentiel de l'action en indemnité. Les termes de l'art. 1382 semblent formels à cet égard, puisqu'ils nous parlent de la réparation d'un dommage : d'ailleurs la jurisprudence l'a toujours entendu ainsi, les auteurs à ce sujet sont unanimement d'accord, il est donc inutile d'insister.

Autre et plus difficile, était la question qui consistait à se demander de quelle nature devait être le dommage pour donner naissance à l'action en responsabilité, en un mot quels caractères il devait présenter. Sur ce point toutefois il n'exista pas de longues et sérieuses controverses, et la jurisprudence comme la doctrine, arrivèrent à

(1) Lyon, 26 avril 1871 (S. 1871, 2, 156).
Chambéry, 5 juin 1872 (S. 1872, 2, 275).
Aix, 10 janvier 1877 (S. 1877, 2, 336).

Bordeaux, 3 juillet 1878 (S. 1879, 2, 4).
Cass. Req. 26 novembre 1877 (S. 1878, 1, 148).

décider rapidement que, seul, un intérêt direct, un droit actuel et certain, pouvait servir de base à l'action en dommages et intérêts. « Ce principe, dit M. Sourdat (1), ne saurait être contesté » et, comme s'il eût voulu donner plus de crédit à son opinion, il cite cette phrase de Merlin : « Pour être admis à rendre plainte, il faut avoir à la fois un intérêt direct, et un droit formé de constater le délit lorsqu'il existe et d'en poursuivre la réparation contre le délinquant (2). »

27. Ainsi jusqu'ici, nulle véritable difficulté ne surgissait ; mais lorsqu'on en vint à se demander quelle devait être la nature du préjudice souffert, la question parut tout à coup s'obscurcir. Bien qu'elle doive se présenter beaucoup plus rarement aujourd'hui dans l'hypothèse des accidents du travail (3), elle est toutefois d'un ordre assez général pour qu'il nous soit permis d'y apporter quelques développements.

Tout d'abord, il s'agissait de savoir si le préjudice devait toujours être un dommage physique et matériel, dommage qui se trouvait être la cause, soit de la mort de l'ouvrier, soit de blessures plus ou moins graves. Certains auteurs l'affirmaient. Que cette opinion fût exacte lorsqu'il s'agissait du dommage causé à l'ouvrier, nous ne voyons pas trop comment l'on aurait pu y contredire, mais lorsqu'il s'agissait de ses ayants cause, nous prétendons qu'elle

(1) Sourdat : I. p. 20 et suiv.

(2) M. Larombière (art. 1382. 8. n° 37 et suivants.) semble avoir donné du préjudice la meilleure analyse. Selon cet auteur, pour être admis à porter plainte il faut avoir à la fois un intérêt direct, et un droit formé de constater le délit lorsqu'il existe, puis d'en poursuivre la réparation contre le délinquant (art. 94 du Code du 3 brumaire de l'an IV). Cette disposition détermine, dit-il, le sens de cette maxime générale que l'intérêt est la mesure des actions. Quant à cet intérêt il doit être toujours, suivant M. Larombière :

1° *actuel* : c'est-à-dire qu'il ne suffit pas d'avoir un intérêt éloigné et indirect. Tout intérêt sera actuel, lorsqu'il naîtra d'un préjudice dont les effets sont ac-

tuellement ressentis, et non d'un préjudice éventuel, dont les effets peuvent être simplement nuisibles et préjudiciables à l'avenir ;

2° *personnel* : c'est-à-dire qu'il doit résulter de dommage individuellement souffert. Ce n'est pas un dommage légalement éprouvé que celui qui l'a été par des tiers.

3° *appréciable* : c'est-à-dire susceptible d'une évaluation en argent, ou de tout autre mode de réparation légitime.

(3) En effet la nouvelle loi prévoit et règle ces divers cas pour les accidents survenus dans les industries qu'elle vise expressément ; pour les autres le droit commun subsiste : la question a donc encore son importance.

était certainement trop générale. Pour ceux-ci l'action en indemnité, devait-elle naître immuablement d'un préjudice matériel, et seulement d'un préjudice de cette nature, n'y avait-il pas lieu au contraire, de reconnaître et d'apprécier parfois un préjudice purement moral : telle était la question.

28. Deux hypothèses se présentaient : ou la mort de la victime suivait instantanément l'accident, l'ouvrier était mort sur le coup, ou bien au contraire, blessé grièvement il avait cependant survécu quelque temps puis était décédé.

Si l'ouvrier était mort sur le coup, il n'était plus question d'action en indemnité qu'il intentât lui-même. Comment en effet l'aurait-il pu ? Donc, de ce chef aucune difficulté ; mais lorsqu'on se trouvait en face des ayants cause de la victime, la question reprenait alors toute son acuité ! Eux du moins pouvaient-ils agir, et s'ils le pouvaient, de quel droit le faisaient-ils ? Deux cas bien distincts étaient susceptibles de surgir !

Le patron pouvait d'abord se trouver en présence de personnes qui éprouvaient par le fait de la mort du défunt, un préjudice certain, actuel et personnel. Ce préjudice elles le prouaient, et par suite d'une application très nette de l'art. 1382, l'action en indemnité naissait immédiatement à leur profit : On essaya bien de contester ce résultat, mais on ne put y parvenir, car nul texte, et nulle raison ne purent être produits susceptibles de confirmer cette dénégarion. S'appuyait-on sur un argument de raison ; disait-on qu'il importait de savoir si les ayants cause étaient héritiers ou non, s'ils acceptaient ou refusaient la communauté, l'on répondait que nul motif déterminant n'existait de semblables distinctions, mieux eût valu pensait-on refuser purement et simplement, toute action en indemnité aux ayants cause de la victime, que de souscrire à une théorie, à ce point irrationnelle. Qu'importent les qualités d'héritier ou de commun en biens, puisque l'action née en la personne même, soit des héritiers soit de l'époux, n'avait jamais appartenu à leur auteur, n'avait jamais fait partie de son patrimoine. Comment donc ce dernier aurait-il pu transmettre un bien qu'il n'avait jamais eu ! Aussi

était-il possible au fils aussi bien qu'à la femme de prendre le parti qu'ils jugeaient opportun, sur la succession ou la communauté, et ce faisant ils ne compromettaient pas leur recours. Par ce fait seul que le défunt les soutenait de son travail, et que par conséquent sa disparition leur causait un préjudice, ils avaient contre le patron une action en indemnité, et quel que fût le sens de leur option ils la conservaient intacte (1).

29. Telle était donc sur ce point l'opinion dominante, juste et raisonnable d'ailleurs, et à laquelle nous aurions pleinement souscrit, mais voici que nous arrivons maintenant, à une question plus délicate, plus discutée et plus douteuse aussi. Pouvait-on donner la même solution lorsque les intéressés n'alléguaient qu'un préjudice purement moral; y avait-il là matière à une action; pouvait-on agir *propter causam doloris*? Ce fut là une question célèbre, encore plus contestée, qui, à la veille de la promulgation de la nouvelle loi, l'était encore; et qui, pour les matières non prévues par cette dernière, le sera toujours. Voici quelle était l'espèce: un ouvrier succombait laissant des enfants et des petits-enfants en bas-âge ou non, mais qui n'étaient plus à sa charge. Supposons même pour faire saillir plus complètement l'exemple, qu'il se trouvait à la leur: c'était un ouvrier vieux et infirme dont le travail ne soutenait plus ou soutenait imparfaitement l'existence. Dans cette hypothèse, prétendre que les héritiers étaient lésés dans leur patrimoine, semblait absolument inadmissible, car s'ils étaient lésés, c'était uniquement dans leurs affections: l'on était donc en présence d'un préjudice purement moral; devait-il donner lieu à l'action en indemnité? Il y eut presque autant d'opinion que d'auteurs, et de précédents que d'arrêts.

(1) En ce sens des arrêts ont jugé que les frères et sœurs d'une personne morte par accident pouvaient être admis à réclamer des dommages et intérêts à l'auteur de l'accident, si la mort de leur parent leur a causé un préjudice réel: Lyon, 18 mars 1865. (S. 1865, 2,258, P.

1865, 957). Bourges, 16 décembre 1872 (S. 1874, 2,71, P. 1874, 342), même s'il n'y a pas entre eux une dette alimentaire; Besançon, 5 déc. 1860 (S. 1861, 2,20, P. 1861, 1,219; Dijon, 12 mai 1897 (Dalloz, 1897, 2,414).

Les uns disaient que cet intérêt d'affection ayant paru suffisant dans l'ancien droit pour accorder l'action en indemnité *aux parents très rapprochés et au conjoint survivant*, il n'y avait pas de raison de la leur refuser de nos jours : la morale change-t-elle avec le temps, disait-on ! On agissait *propter causam doloris* autrefois, que l'on agisse de même aujourd'hui. L'opinion adverse objectait que le motif n'était pas très pertinent et voici comment elle le soutenait : La morale évidemment ne se modifie guère, disait-elle, mais ses applications peuvent être plus ou moins justes. Était-il raisonnable de l'interpréter autrefois dans ce sens ; toute la question est là, voilà ce qu'il eût fallu prouver. Cette preuve faite, le raisonnement était inattaquable, et la solution évidente ! Chacun de bonne grâce s'y serait aussitôt rallié ; mais tant que cette preuve n'était pas rapportée la question demeurait en suspens.

Quant *aux autres parents* (1), décidaient ces mêmes auteurs, et cela toujours à l'exemple de l'ancien droit, ils ne devaient avoir l'action en indemnité qu'à la condition d'être héritiers, c'est-à-dire qu'ils étaient réputés l'avoir recueilli du défunt et l'exercer du chef de ce dernier (2). N'oublions pas qu'il s'agit de mort instantanée. On admettait donc ici, une sorte d'instant de raison pendant lequel la victime aurait été maîtresse de son action ; en expirant elle l'aurait transmise, avec le reste de son patrimoine. Pour nous, loin d'être une fiction juridique comme on le prétend trop souvent, cet instant de raison n'est que l'expression concrète de la réalité. Ce que l'on nomme vulgairement mort instantanée ne l'est en définitive jamais ; un accident survient, une mort s'ensuit, quelque infinitésimal que soit le laps de temps qui sépare ces deux événements il existe, et ceux-ci ne sont point concomitants. L'action est née en la personne de la victime, elle peut donc être transmise. Mais cette opinion qui est la nôtre est loin d'être universel-

(1) Ceux qui sont plus éloignés.

(2) Le recours *propter causam doloris* n'est donc plus ici en question ; ces parents ne l'ont jamais. Ajoutons que les parents très rapprochés ont, outre le

recours *propter causam doloris*, cet autre recours que nous allons examiner en tant qu'héritiers s'ils le sont. Quelle raison pourrait-on donner pour le leur refuser ?

lement admise; pour bien des auteurs cet instant de raison, n'est qu'une fiction très contestable, et même à peu près inadmissible. Cette dernière opinion semble même être celle de la majorité, et sans heurter aucun texte, l'on peut juridiquement s'y ranger; aussi serait-il heureux que le législateur fixât les idées sur ce point.

30. On voit combien difficile était la question; ajoutons qu'elle l'est encore. Si elle n'eût présenté qu'un intérêt purement historique, nous aurions pu passer outre et nous l'eussions fait, mais nous l'avons déjà dit plus haut, pour toutes les hypothèses et elles sont nombreuses, que ne concerne pas la nouvelle loi, elle est ouverte, actuelle et brûlante. C'est pourquoi après avoir donné notre sentiment sur le cas où l'action exercée par les héritiers leur avait été transmise par la victime, voici celui que nous croyons devoir suivre, lorsque des personnes agissent par une action propre et dans un intérêt de pure affection. Comme ce point est particulièrement délicat, nous adopterons, en en citant les termes mêmes, l'opinion d'un maître criminaliste. Les lignes qui vont suivre sont de M. Laborde (1).

« Rien, dit cet auteur, ne peut compenser l'affection qu'on avait pour une personne : l'affection est un sentiment, ce n'est pas un bien dont la perte puisse être qualifiée de dommage. La preuve ne peut émaner de la personne qui l'invoque; on ne saurait l'admettre sans violer la règle que nul ne peut se créer un titre à soi-même. Les atteintes à l'honneur, à la considération, à la réputation font éprouver un préjudice moral *d'une évaluation difficile sans doute mais non impossible*, car pour l'établir on fait appel à l'opinion des tiers (2), c'est pourquoi il faut rejeter la préten-

(1) Ce passage de M. Laborde extrait de son traité de droit pénal a trait à l'action civile, mais quelle serait la raison de décider autrement pour l'action en dommages et intérêts; c'est une question commune à la jurisprudence civile et criminelle, dit ce même auteur autre part. (Revue critique 1894, p. 25.)

(2) V. Sirey, D. p. 225, 1896. Voici les trois objections données dans la note de cet arrêt :

1° Il répugne à la loi autant qu'à la

morale de faire d'un malheur de famille une source de gains ;

2° Il faudrait permettre d'apprécier, de discuter et même de nier les sentiments d'affection existant entre la victime et le réclamant ;

3° Le juge n'aurait aucun criterium, pour la fixation du chiffre des dommages et intérêts.

On répond :

1° Il s'agit simplement de réparer le malheur dans la source du possible ;

tion des héritiers qui voudraient exercer l'action civile de leur propre chef : *propter causam doloris* (1).

31. Telle est donc, si nous avons eu à statuer, la solution qui nous eût semblé préférable; mais pour être complet sur la question, nous devons dire que des auteurs considérables étaient d'un avis contraire.

M. Dupuis, lui, admettait parfaitement qu'on pût agir en vertu d'un simple intérêt d'affection; il pensait que toujours il fallait accorder aux héritiers l'action en dommages et intérêts, même lorsque la victime leur était à charge, car si c'était là l'unique raison qui devait la leur faire refuser, « on pourrait, disait-il, en poussant le raisonnement dans ses extrêmes conséquences, aller jusqu'à dire que, loin de leur nuire, l'accident leur a été favorable. » Le motif était plutôt d'ordre moral que juridique, et, à ce titre, nous eût semblé peu déterminant; il le parut cependant à M. Sourdat. C'est en le commentant que cet auteur écrivait les lignes suivantes : « Refuser aux héritiers l'action en indemnité sous prétexte que la victime leur était à charge, aller jusqu'à prétendre que loin d'y perdre ils gagnent plutôt à ce que l'accident soit survenu, c'est méconnaître la morale du droit, mettre l'argent à la place des affections et de l'honneur; au contraire, de la part d'un fils ou d'une veuve, se porter partie civile en pareille matière, c'est quelquefois un devoir soit pour aider l'action du ministère public, soit pour suppléer à sa mollesse et à son inertie. Quoi qu'il en soit, c'est au moins un droit (2) »

2° Les magistrats sauront prévenir de tels débats en repoussant les enquêtes lorsqu'elles seront scandaleuses ;

3° Le juge a ici un pouvoir arbitraire qui tient à la nature des choses. Voilà tout.

(1) Il est nécessaire de bien préciser que nous n'entendons parler ici que d'un intérêt d'affection, et non pas d'un intérêt moral. Comme le montre la citation de M. Laborde, il semble bien définitivement établi qu'une action peut être fondée sur un intérêt purement moral, et très contestable, et pour nous même inadmissible, qu'elle puisse trouver sa source dans

un intérêt d'affection. Sur la différence de ces deux intérêts on consultera Laborde : *Revue critique*, p. 27, 1894. M. Charme qui à ce point de vue critique cet auteur, paraît l'avoir mal compris : v. *Revue critique* 1895, p. 441, in medio.

(2) Sourdat, t. I, p. 25. En ce sens Cass. 20 février 1863. (P. 1864, 623, S. 1863, I. 321). Bourges, 16 décembre 1872 (P. 1874, 342, S. 1874, 271). Labbé 1861. P. 221, 1^{re} col. in fine. Besançon, 1^{er} déc. 1880 (S. 1881, 2, 20, P. 1881, 1, 219). Cass. Belgique, 17 mars 1881 (P. 1882, 2, 14), 13 janvier 1890 (4, 23, S. 1890), 26 février 1892 (1892, 4, 39 S.).

et ce droit, bien que cet auteur ne le dise pas explicitement, c'est évidemment l'intérêt d'affection qui le leur donne.

Quelque distingués que fussent les auteurs qui soutenaient cette opinion, nous maintenons la nôtre, c'est-à-dire celle de M. Laborde; il était utile de montrer cependant combien la question était ardemment controversée (1).

32. Passons maintenant à la seconde hypothèse. L'accident avait causé la mort de la victime, mais celle-ci y avait quelque temps survécu.

Que l'action en indemnité dût appartenir d'abord à la victime elle-même, nul ne pouvait le contester; elle avait subi un préjudice, par hypothèse il y avait faute de la part du patron, par conséquent l'action prenait directement naissance dans sa personne : que la victime l'exerçât ou qu'elle ne l'exerçât pas, peu importe, elle en était le maître.

D'autre part, si, comme tout à l'heure, le patron se trouvait être en présence de personnes qui avaient éprouvé un dommage direct du fait de la mort de l'ouvrier, la solution était de même évidente, elle était celle que nous avons vu adopter lorsque la mort était instantanée. En effet, il y avait faute, il y avait préjudice matériel, l'action que les héritiers voulaient exercer était une action qui leur était personnelle, c'était leur droit propre qu'ils faisaient valoir, pourquoi le leur eût-on nié?

35. La question devenait plus délicate lorsqu'on se trouvait en présence d'héritiers qui n'éprouvaient aucun préjudice direct; ils ne pouvaient avoir l'action en indemnité de leur propre chef, la chose était certaine, l'avaient-ils du chef de leur auteur?

Prenons quelques espèces :

D'abord, *pendente lite*, l'ouvrier succombait; il avait donc

(1) Il y a sur ce point encore une difficulté, car M. Labbé prétend d'abord qu'en vertu d'une théorie romaine, qu'il est nécessaire de ressusciter dans la matière, l'hérédité jacente soutient la personne du défunt, puis qu'il existe dans le patrimoine une action en dommages et intérêts qui passe aux héritiers en tant que tels, action que les créanciers héréditaires avaient la facilité d'exercer

en vertu de l'art. 1166, C. C. Ce qui fait que même si la victime du délit est morte insolvable et qu'aucun héritier ne veuille accepter sa succession, l'action en dommages et intérêts est dans le patrimoine à l'avantage de ceux qui ont des droits sur lui. Labbé (P. 1871, p. 221, 2^o col, in fine, 222, 3^o col.). L'arrêt est en notre sens.

exercé son droit (1) : l'action passait-elle à ses héritiers ? Il faut laisser à ceux qui décidaient le contraire le soin de nous en donner les raisons. Pour nous, à la suite de la jurisprudence, nous eussions voté pour l'affirmative. De prime abord, il nous eût répugné d'admettre qu'une action ainsi recueillie par des héritiers, dans le patrimoine de leur auteur, ne pût devenir la propriété de ces héritiers au même titre que tout le reste de l'héritage. A cette dérogation exceptionnelle, nous eussions cherché une raison qui la légitimât, tout au moins un texte quelconque susceptible de la consacrer, mais, enfin, bien obligé d'avouer qu'il nous était impossible d'en découvrir, nous eussions admis que les héritiers pouvaient agir, et qu'ils le pouvaient, *hereditario nomine*.

Certes, en soutenant cette idée, nous ne prétendons point innover, nous constatons simplement que telle fut dans cette question la marche adoptée par tous les juristes et nous croyons qu'il eût été bien difficile d'en suivre une opposée.

Voici maintenant que succombait l'ouvrier avant d'avoir engagé l'instance. Qu'advenait-il ? Observons d'abord combien le préjudice causé à la personne physique par la perte de la vie, semble difficilement réparable ; de ce chef, les héritiers n'avaient donc le droit de rien réclamer, encore est-il juste d'ajouter que cette solution se trouvait contestée. En tous cas, ils pouvaient certainement demander compte du dommage que la mort de leur auteur causait à son patrimoine, à la condition, cela va de soi, de prouver l'existence de ce préjudice et son étendue. S'ils établissaient, par exemple, que le patrimoine était en voie de développement, que l'ouvrier était jeune, qu'il aurait gagné un salaire plus élevé, qu'il était susceptible de faire ou qu'il faisait des économies, la preuve du préjudice se trouvait ainsi faite et l'action en indemnité née au profit du patrimoine qui représentait la personne défunte, passait à ceux qui le

(1) Je passe sous silence, le cas où | de question : le droit est évidemment
ayant exercé son droit, il a obtenu sa- | épuisé.
tisfaction ; dans ce cas il n'y a plus |

recueillaient proportionnellement à la part héréditaire de chacun d'eux.

Quant à savoir si les parents non héritiers avaient l'action *propter causam doloris*, la question était la même que celle posée et résolue plus haut, les solutions, par conséquent, devaient être et furent semblables (1).

34. Dans tous ces cas divers où l'action en dommages et intérêts pouvait être exercée par les héritiers et successeurs de la personne lésée, pouvait-elle l'être également par ses créanciers? Tout dépendait, d'abord, de l'étendue et du sens que l'on voulait reconnaître à ces mots : « droits attachés exclusivement à la personne ». Si, comme M. Sourdat en exprime le désir (2), on comprenait sous ce terme les actions en dommages et intérêts à raison des délits contre la personne, si on les rangeait, comme il le fait dans les actions *vindictam spirantes* du droit romain, la solution alors n'était pas douteuse et la voici : Supposons le silence gardé par le blessé, ce silence contenait remise explicite du dommage, il s'opposait à ce que toute personne étrangère, sauf le ministère public, pût intenter une action en indemnité, car, par suite de la réserve gardée par la victime, cette action se trouvait n'avoir plus aucun fondement (3). Mais si, au contraire, comme le veut M. Labbé (4), on distinguait les intérêts moraux « auxquels les créan-

(1) Pour être complet ajoutons qu'il fut décidé, que l'action en dommages et intérêts pouvait encore être intentée par les représentants légaux de la victime (Sourdat, tome I, p. 27), le père ou le tuteur par exemple ; M. Faustin Hélie en donne comme raison, que si l'action est recevable à l'égard des fautes commises au préjudice des personnes placées sous notre puissance, c'est parce que nous exerçons leur droit, nous les représentons en justice, aussi la poursuite, doit-elle être exercée en leur nom.

(2) Sourdat, tome I, N° 73 et suivants.

(3) Si la demande avait été formée, l'action dès lors faisant partie du patrimoine du débiteur se trouvait comprise dans le gage général que les créanciers avaient sur ses biens.

(4) On comprendra qu'il est bien difficile d'épuiser toutes les questions ; en

voici une très intéressante mais ses grandes lignes seules rentrent dans le cadre de ce travail, car nous voulons simplement exposer la situation de l'ouvrier vivant il y a quinze ans, sous l'empire de l'article 1382, afin de faire sortir les différences que les théories successives y ont apportées. On lira à ce sujet une note très curieuse de M. Labbé, dans P. 1881, I., p. 220. « Chose singulière, dit M. Labbé critiquant Sourdat, la personne du débiteur a été à l'origine considérée comme le seul sujet passif de l'obligation, puis par une considération d'indulgence la poursuite a été dirigée contre le patrimoine du débiteur ; aujourd'hui faisant volte-face complète, se jetant d'un extrême dans l'autre, on veut que la personne du débiteur soit étrangère à l'obligation, qui devient en quelque sorte un rapport entre le créancier et le patrimoine du débiteur. (2^e col. in principio).

ciers ne peuvent toucher, à la défense desquels ils ne peuvent prétendre » et « les facultés, la puissance du travail » (1) qui les intéressent et les concernent; comme lui, on décidait « que ces derniers comptaient et avaient droit de compter sur les émoluments à provenir de l'activité de leur débiteur, activité qu'attestait et dont répondait le passé de l'ouvrier » (2). En conséquence, l'on autorisait les créanciers à exercer l'action de la victime, conformément à l'article 1166 (3).

35. Dans cette dernière opinion, si la victime était morte sans avoir intenté d'action, la solution était la même que précédemment, lorsque les héritiers se trouvaient dans le même cas. Les créanciers pouvaient réclamer de leur chef, une indemnité, à raison du préjudice que leur causait la mort prématurée de leur débiteur (4). Il ne pouvait, évidemment s'agir ici de leur accorder une action fondée sur un intérêt d'affection. A leur égard, une telle question ne se posait même pas.

Si, au contraire, la demande en dommages et intérêts avait été formée, les créanciers ayant sur les biens de leur débiteur un droit de gage général, poursuivaient l'exercice de cette action qui s'y trouvait comprise.

Si, enfin, l'indemnité avait été touchée, et que, par là même, l'action fût épuisée, il n'était évidemment plus question ni de l'intenter, ni de la poursuivre, mais toujours en vertu de ce même droit de gage, la somme représentative de cette indemnité devenait, comme tout le reste du patrimoine, leur propriété exclusive, et ils avaient le droit de prendre toute mesure susceptible de s'en faire attribuer le paiement.

(1) Idem 2^e col. in medio.

(2) Voir dans la note précédente, 4, p. 38, l'exposé de l'erreur de Sourdat sur l'opinion d'Aubry et Rau et sa critique (221, 1^{re} col. in principio), voir aussi sur cette question, Demolombe (des oblig., t. II, n^o 72), Larombière (tome I. sur l'article 1186, n^o 2 et suivants), Colmet de Santerre (tome v. n^o 81 bis, 9), cités par Labbé.

(3) Si la victime a renoncé à son action, les créanciers pourront faire tomber cette renonciation, car il n'est pas permis d'être généreux aux dépens d'autrui. (Sic Labbé, note précitée, p. 221 1^{re} col. in medio).

(4) Le délit rejaillit contre eux. ils ont droit à des dommages et intérêts, Labbé (P. 1881, I, p. 221, 2^e col., in principio).

36. Tel était donc, sous l'empire du système délictuel de la jurisprudence, la situation de ceux qui pouvaient agir par l'action en dommages et intérêts : créanciers et héritiers. Si l'on se demande maintenant contre qui, cette même action était susceptible d'être intentée, la réponse était encore plus simple. C'était contre l'auteur du fait dommageable, nous dit M. Laurent (1), c'était contre l'auteur du délit, car l'agent doit supporter les conséquences de sa faute, ajoute M. Sourdat (2).

D'un autre côté, nous avons vu que les personnes civilement responsables étaient également passibles de cette action, et nous devons ajouter ici que l'action civile en réparation du dommage se donnant et contre le prévenu et contre ses représentants, les héritiers en étaient également tenus. « Toutes les obligations passent en principe aux héritiers, tout successeur universel succède aux dettes, comme il succède aux droits du défunt ». Ce sont les termes mêmes dont se sert M. Laurent (3).

§ 3. — Dévolution de la preuve

37. Le troisième élément essentiel à la naissance de l'action en responsabilité, c'était la preuve; il fallait, avons-nous déjà dit, qu'elle fût rapportée par l'ouvrier, elle consistait, pouvons-nous ajouter ici, dans l'établissement certain : d'abord du fait de l'accident, puis de la faute du patron, enfin de la relation de cause à effet qui joignait ces deux éléments. L'on sait, et nous ne ferons que glisser sur ce point, combien la situation du demandeur est inférieure à celle de l'adversaire. Il doit établir les faits qui constituent le délit ou le quasi délit, s'il surgit des doutes dans l'examen de la question, ils seront interprétés à son désavantage, s'il est des points obscurs que l'on ne puisse élucider tous les inconvénients en seront pour lui. Ce ne sont là que les traits les plus saillants de cette situation, il y en a d'autres, mais c'est là une question d'ordre général

(1) Laurent, tome XX, p. 580.

(2) Sourdat, tome I, p. 71.

(3) Laurent, tome XX, p. 581. Sourdat, tome. I, p. 70.

qui ne saurait trouver place dans le cadre de cette étude.

38. Ici encore nous allons retrouver les subdivisions précédemment adoptées : Du dommage survenu par la faute personnelle du patron, il nous faudra distinguer celui causé par son préposé ou occasionné par sa propre chose.

Si le dommage était le résultat d'une faute personnelle au patron, la responsabilité était fondée sur l'art. 1382, et voici quelles en étaient les conséquences : L'ouvrier devait d'abord fournir la preuve de l'existence de la faute (1), car cette faute, nous l'avons vu, est un des éléments essentiels sans lesquels la responsabilité du patron ne saurait exister. En équité, pensaient les partisans de cette théorie, cette règle se comprend sans effort. La présomption n'est ni en faveur des délits, ni en faveur de la culpabilité de l'homme, mais bien plutôt en faveur de son innocence. Aux yeux du législateur, l'ordre est la règle générale, le délit une anomalie; l'homme innocent, l'homme normal, le délinquant une exception. A celui qui prétend renverser une situation acquise ou plutôt existante doit incomber le soin de justifier le bien fondé de ses prétentions (2).

En droit (3), cette justification d'ailleurs, il est nécessaire de le faire observer, n'était point extrêmement difficile : l'obligation de réparer le dommage résultant ici d'un délit ou d'un quasi délit. Or une telle obligation se formant indépendamment de toute convention, et sans la volonté du créancier, il ne pouvait être question de s'en procurer une preuve écrite ; partant c'était l'article 1348, visant spécialement notre cas qui se trouvait applicable. La preuve écrite (procès-verbaux), la preuve testimoniale, les pré-

(1) Cassation : 5 avril 1894, 15 juillet 1896. (S. et P. I. 229), v. la note et les arrêts cités.

(2) C'est en effet un principe juridique incontesté que la nécessité de prouver s'impose à celui qui avance un fait contraire à l'état normal et habituel des

choses, ou bien à une situation acquise. Baudry-Lacantinerie : II p. 881 4^e édition.

(3) Nous verrons en effet un peu plus loin qu'il en était tout autrement en fait.

somptions, l'avou, le serment, en un mot tous les moyens de preuve qu'admet le droit commun se trouvaient donc susceptibles de s'appliquer (1).

39. Une fois cette preuve établie et celle du préjudice qu'il avait dû faire auparavant, le demandeur était encore tenu d'établir la relation directe entre le préjudice et la faute. Le défendeur pouvait chercher à écarter la responsabilité qui lui incombait en prouvant soit que le préjudice était purement imaginaire, soit que la relation entre la faute et celui-ci n'était qu'apparente, soit enfin que la faute n'existait pas. Il avait encore la ressource d'invoquer le cas fortuit, la force majeure, l'ordre d'un supérieur, ou encore la propre faute de l'ouvrier (2).

40. Telle était la situation respective des parties, lorsque la faute était personnelle au patron.

Si le dommage émanait du préposé du patron, la situation n'étant plus la même, les conséquences différaient. En supposant le préjudice constant et le fait matériel prouvé, l'action en dommages et intérêts naissait indubitablement, nulle autre preuve n'incombait à l'ouvrier ; il ne pouvait être question en effet d'établir la faute du commettant, puisque celle-ci, en vertu de l'art. 1384, se trouvait déjà présumée. A peine est-il besoin d'ajouter, qu'à proprement parler, le commettant n'était pas tenu personnellement de l'action en indemnité. Il n'était pas en effet l'auteur du fait dommageable, il n'en répondait que parce que la loi le déclarait responsable du fait d'autrui. Quant à ce fait, il fallait évidemment qu'il présentât tous les éléments nécessaires pour fonder une action en indemnité ; il fallait qu'il eût causé un préjudice, qu'il émanât d'une faute du préposé, que la preuve de l'existence de cette faute, de ce

(1) Cassation : 15 juillet 1896 (S. et P. 229, 1897), et suivants cités ; Cassation : 19 août 1874 (S. 1875, 1,24. P. 1875 37). 20 janvier 1880 (S. 1881, 1,359, P. 1881, 1,871). 19 mars 1886, motifs, (S. 1890, 1,397, 1,961). 22 novembre 1892 sol. imp. (S. et P. 1893, 1,23). 6 février 1894 (S. et P. 1894, 1,309). Nancy : 29 juin 1895 (S. et P. 1896, 2,207) et

la note. Cassation, 12 janvier 1897 (P. S. 1897, I 231 et la note. Cassation 7 août 1895 (S. et P. 1896, I. 1,127).

(2) Cette dernière preuve il est vrai n'était pas destructive de la faute personnelle, mais au point de vue des dommages et intérêts, elle était susceptible de les réduire dans une proportion infime.

préjudice, et de leur relation fût rapportée par l'ouvrier ; c'était seulement alors que la présomption de l'art. 1384, pouvait fonctionner au profit de ce dernier.

41. Mais si cette action contre le commettant supposait l'existence d'un fait délictueux dommageable et prouvé à l'égard du préposé, elle n'en était pas moins une action principale et nullement subsidiaire. Elle pouvait être intentée directement sans que le demandeur appelât même en cause l'auteur du délit ; après la condamnation du préposé, ou auparavant ; subsidiairement à l'action dirigée contre ce dernier, ou indépendamment de tout autre recours (1).

42. Quels étaient les moyens de défense dont pour se disculper, il était loisible aux commettants de faire usage : Sauf la preuve contraire spéciale réservée expressément par l'art. 1384, aux pères et mères, instituteurs et artisans, tous les moyens du droit commun peut-on dire, étaient à leur disposition. Ils en usaient d'ailleurs largement et s'efforçaient d'établir soit le cas fortuit, la force majeure, la propre faute de l'ouvrier, soit la non existence du préjudice, ou même encore l'obéissance aux ordres de l'autorité légitime.

43. Nous voici arrivé au cas où le dommage était occasionné par la propre chose du patron. Ce fut de beaucoup le cas le plus délicat et c'est celui qui prêta aux controverses les plus aiguës. Sur cette hypothèse, il exista trois opinions : L'une affirmait que l'on devait appliquer l'art. 1384, puis accessivement l'art. 1386 ; l'autre reconnaissait à l'art. 1386 une étendue générale ; la troisième enfin, désireuse d'éviter ces dissensions, s'appuyait sur l'article 1382. Dans le doute, pensaient sagement les jurisconsultes qui s'y étaient ralliés, appliquons le droit commun.

44. Cette dernière, par laquelle nous commençons, consistait à dire que les articles 1382 et 1383 régissaient ici la matière : Voici les raisons que l'on faisait valoir pour soutenir

(1). Sic Laurent (page 671.) Gre- | responsabilité n° 642. 19 février 1860,
noble, 18 mars 1884. Dalloz au mot | Dalloz : 1860, I. 420.

cette théorie. La faute est la condition de la responsabilité, disait-on, et c'est au demandeur de prouver que la personne ayant une machine sous sa garde a commis une faute, car le principe général est que la faute ne se suppose pas. Ce n'est que par exception, dans un certain nombre de cas, et contre certaines personnes, que la loi érige une présomption de faute. Pour étendre cette présomption au propriétaire d'une chose inanimée, vainement argumente-t-on des termes généraux de l'art. 1384, qui embrasse dans la même disposition la responsabilité du fait des personnes et la responsabilité du fait des choses, l'on n'a qu'à considérer l'ensemble de l'art. 1384 pour voir la vanité de cette objection. Que fait en effet la suite de cet article, si ce n'est de limiter la présomption légale au fait des personnes, en laissant au contraire de côté la responsabilité qui peut découler du fait des choses (1). Le principe posé dans le premier alinéa de l'art. 1384, ne serait ainsi que la continuation et le développement du principe général édicté dans les articles 1382 et 1383. Il n'aurait que la simple valeur d'une déclaration de principe, d'une disposition de renvoi, annonçant deux nouveaux cas d'extension de l'article 1382, mais il n'aurait point pour but d'indiquer les cas ainsi prévus (2). Seuls les alinéas suivants de l'article 1384 et les articles 1385 et 1386, établiraient les présomptions légales de faute, présomptions qu'il n'est jamais permis d'étendre qu'en présence de dispositions expresses (3). D'ailleurs, même si l'on ne se rallie pas complètement à ces raisons, on est forcé du moins d'admettre qu'elles sont extrêmement sérieuses, et que par conséquent, si elles n'apportent point la certitude, elles entraînent du moins le doute. Or dans le doute, écrivait M. Labbé, sous un arrêt de la Cour de cassation, on ne saurait nier la sagesse d'un procédé d'interprétation qui préfère revenir aux principes plutôt que d'admettre,

(1) Sic Jossierand : De la responsabilité des choses inanimées, p. 13.

(2) Sic Fromageot, p. 99 et suiv. Esmein (S. 97.1.17). Sourdat, tome II. n° 1451.

(3) C'était là, dit-on, le cas de l'ancien droit qui n'admettait déjà que ces deux seuls cas : v. Esmein (S. 1897, 1.17).

sans une disposition expresse, une présomption légale de faute (1).

45. Les partisans de l'article 1384 ne se déclarèrent point convaincus et firent valoir les raisons suivantes : Si l'on s'appuie seulement sur l'art. 1383, disaient-ils, alors la question n'est pas douteuse, mais la difficulté est précisément de savoir si les articles 1384 et 1386, qui traitent de la responsabilité du fait d'autrui ne modifient pas la règle générale des articles 1382 et 1383 ; or, ils la modifient. Il est faux de prétendre que le principe posé dans le premier alinéa de l'article 1384 ne soit que la continuation et le développement du principe général édicté dans les articles 1382 et 1383. Il est lui-même un principe général, c'est lui qui établit la responsabilité du fait d'autrui et du fait des choses que l'on a sous sa garde et partant une présomption de faute (2). Il est erroné de soutenir que les alinéas suivants des articles 1384 et l'article 1385-86 établissent seuls les présomptions légales de faute, présomption qu'il n'est jamais permis d'étendre, qu'en présence de dispositions expresses ; cela serait vrai si le premier alinéa de l'art. 1384, n'était pas une règle générale, mais il en est une (3), les alinéas et les articles suivants n'en sont parmi toutes les applications virtuellement contenues, que des applications exprimées, et par conséquent, ce n'est pas étendre ses termes que d'y rattacher toutes les hypothèses qu'il concerne.

46. On pourrait croire ainsi les articles 1382 et 1383 complètement hors de cause, il n'en est rien ; nous les retrouvons en arrivant à la discussion que soulevait l'art. 1386. Deux ordres de questions bien différentes se posaient à propos de ce dernier.

(1) Labbé. (S. 71. I. 9. 2^e col. in fine. 3^e col. in principio.) v. en outre Cassation : 19 avril 1897. (S. 1897. p. 218. 1^{re} col. in principio). Larombière. Art. 1386, n° 4. Marcadé, id. n° 11. Dans ce système où l'on admettait que la responsabilité des choses inanimées était uniquement réglée par les articles 1382 et 1383 que devenait l'art. 1386 ? Il faut répondre qu'il était une disposition spéciale, particulière, dé-

rogatoire au droit commun et établissant une présomption qui le concerne exclusivement

(2) Labbé : (S. 71. I. 9. 2^e col. in medio).

(3) Sic Saleilles : Les accidents du travail et la responsabilité civile. p. 24, « ce sont des formules complètes par elles-mêmes. (Art. 1382 et 1384) et qu'il faut accepter dans toute leur généralité. »

1° L'art. 1386 était-il susceptible d'extension ou strictement limitatif.

2° L'art. 1386 était-il une disposition indépendante, ou au contraire une application dérogatoire d'autres principes (1).

Nous commencerons par élucider cette seconde question, la première étant à notre sens commandée par le parti que l'on prenait sur la seconde.

47. Il existait sur l'article 1386 trois opinions : l'une voulait, nous l'avons dit, qu'il soit une disposition complètement indépendante; l'autre, au contraire, désirait en faire une application de l'art. 1384; la dernière enfin prétendait qu'elle dérivait en droite ligne des articles 1382 et 1383.

Il est évident, disait-on dans cette dernière théorie, que l'art. 1386 est en un sens dérogatoire au droit commun, mais il l'est au droit commun de l'article 1382, car il impose toujours la preuve à la charge du demandeur; il la limite seulement à celle du défaut d'entretien, ou du vice de construction, et ne permet point au propriétaire de dégager sa responsabilité en établissant qu'il n'a commis aucune imprudence. Ce sont là des anomalies, on ne le nie point, mais ce sont des anomalies qui respectent cette grande règle : *pro-batio incumbit actori*. Par conséquent, il en faut conclure que l'article 1386 n'est qu'une application dérogatoire des articles 1382 et 1383.

En résumé, les promoteurs de cette opinion lisaient l'article 1386 comme ainsi conçu : « Le propriétaire d'une chose inanimée, ou pendant qu'elle est à son usage celui qui s'en sert, sont responsables suivant les termes des articles 1382 et 1383, c'est-à-dire ne sont pas présumés en faute; cependant le propriétaire d'un bâtiment est présumé en faute lorsque le dommage résulte d'un défaut d'entretien, ou d'un vice de construction prouvé (2) ». C'était là un

(1) Il existait bien une troisième question : La preuve contraire était-elle réservée au propriétaire? Mais pour ne pas alourdir le texte nous l'avons omise ici : elle est d'ailleurs extrêmement simple : dans un cas particulier nous

en parlons un peu plus loin : en note.

(2) Si le défaut d'entretien ou le vice de construction n'était pas prouvé, il était bien évident qu'il était nécessaire alors d'établir la faute. (V. cass. 87, S. II. p. 218, 3^e col. in medio).

sentiment commun à d'éminents auteurs (1). Par un détour habile on revenait ainsi à l'opinion que nous avons exposée en premier lieu.

48. Dire que l'article 1386 est une application à la responsabilité des choses inanimées des articles 1382 et 1383, qui eux posent les règles générales de la responsabilité, et à ce titre le représenter comme une règle générale, c'est, répondait M. Laurent, effacer de l'article 1384 la disposition générale concernant le dommage causé par une chose qui est sous notre garde. Il est vrai que l'article 1384 établit une présomption de faute, tandis que l'art. 1386 met la preuve à la charge du demandeur, mais qu'y a-t-il là d'à ce point inconciliable ; au lieu de soutenir comme la partie adverse que la dérogation consiste dans la restriction de l'étendue de la preuve, et dans son irréfragabilité, l'on peut soutenir au contraire que cette dérogation est tout entière dans la création de cette preuve restreinte. L'article 1386, comme l'article 1384 dont il n'est qu'une application, érige lui aussi, en règle générale, une présomption de faute, en y apportant aussitôt cette restriction : dès que le vice de construction ou d'entretien sera prouvé.

En un mot, M. Laurent lisait l'article 1386 comme ainsi conçu : « Le propriétaire d'une chose inanimée, ou pendant qu'elle est à son usage celui qui s'en sert, est responsable suivant les termes de l'art. 1384, c'est-à-dire est toujours présumé en faute, à condition toutefois, s'il s'agit du propriétaire d'un bâtiment, que le défaut d'entretien et le vice de construction soit prouvé, sinon on doit prouver la faute (2) ».

49. Enfin il existait une autre opinion, avons-nous dit, qui voulait voir dans l'article 1386, une disposition complète-

(1) Sourdat : tome II. p. 145. Larombière : Des obligations, tome V art. 1386, 10. « Le principe de la responsabilité, lorsqu'il survient un dommage causé par la ruine, la chute ou le choc des choses inanimées, est écrit dans les articles 1382-1383 du code civil, et si l'art. 1386 s'occupe spécialement de la ruine d'un bâtiment, ce n'est pas pour restreindre le cas de responsabilité, mais seulement pour y comprendre

un cas d'une importance particulière. »

(2) Jossérand : Responsabilité des choses inanimées, p. 43 et 89. Bourguignat (76, P. I. 946 2^e col. in medio). « Mieux vaut donc dire qu'il n'est que le développement pour une hypothèse spéciale d'une règle générale prise dans l'article 1384 qui le précède. » C'est en somme la seconde opinion que nous avons exprimée plus haut.

ment indépendante. L'article 1386, faisait-on remarquer dans cette théorie, parle seulement du propriétaire qui doit répondre de ses immeubles en tant que propriétaire (1), et l'art. 1384 parle seulement du gardien qui doit en répondre en raison de l'utilisation de la chose et de la maîtrise qui lui en revient : les deux domaines sont donc absolument distincts, et l'on ne peut identifier un cas avec l'autre.

Tels étaient sur la responsabilité du fait des choses, avant le 10 avril 1898, les trois systèmes en présence.

50. Nous avons dit plus haut que la première question, celle qui consistait à se demander si l'article 1386 était susceptible d'extension était commandée par la solution que l'on adoptait sur la seconde : nous allons maintenant justifier cette allégation.

Si l'on admettait en effet que l'article 1386 n'était qu'une dérogation au principe des articles 1382 ou 1384, la question était résolue. L'article 1386 étant un article exceptionnel, nulle extension n'était possible : *exceptio est strictissimæ interpretationis* ; la solution contraire pouvait être admise, si dans le même article, on reconnaissait une disposition indépendante. Certains auteurs et la jurisprudence se rangeaient à cette dernière opinion que l'on nomma bientôt la théorie de l'art. 1386 généralisé. Nous l'avons citée un peu plus haut comme étant la troisième interprétation de l'art. 1386, il nous faut maintenant en peu de mots l'exposer.

En faveur de l'extension on invoquait l'esprit très large dans lequel l'article 1386 avait été conçu. Ce texte, disait-on, n'est qu'une application du grand principe général exigeant qu'un propriétaire soit responsable des vices dont sa chose est atteinte, et des accidents qui peuvent en résulter. Une raison de sécurité publique exige que tout propriétaire surveille son bien et le fasse disparaître lorsque son existence constitue un danger pour autrui. Pourquoi donc cette obligation imposée aux propriétaires de bâtiments demeurerait-elle étrangère aux autres choses inanimées (2) ? on

(1) Voir sur cette interprétation : Saleilles, p. 24 in fine et les auteurs qu'il cite.

(2) Voir sur toute cette question, Josserand, p. 44, 45 et les autres qu'il cite.

doit par analogie étendre les termes de l'article 1386 à toutes celles-ci.

A ces raisons d'ordre purement moral, les adversaires de cette opinion opposaient le texte formel du code ; les termes de l'article 1386 visent, disaient-ils, une seule catégorie de dommages nettement déterminés, ceux qui sont causés par la ruine d'un bâtiment, par la chute d'une propriété bâtie : hors de là rien d'autre. « Il est au moins osé de soutenir, dit M. Josserand (1), que le législateur par le mot bâtiment ait entendu désigner toutes les choses inanimées, d'autant plus que l'article 1386 figure à la suite de dispositions spéciales qui ne présentent plus le caractère de généralité des articles 1382 et 1383, et qu'on s'accorde à ne pas étendre à des situations voisines, il doit donc comme celles-ci comporter l'interprétation rigoureusement exacte ; puis un peu plus loin dévoilant complètement sa pensée, le même auteur fait sienne cette phrase de M. Laurent : « je crois qu'il faut s'en tenir aux textes, maintenir l'article 1384, comme règle générale et n'appliquer l'article 1386 qu'aux bâtiments (2) ».

Par cette dernière phrase M. Josserand semble confondre deux situations très nettement distinctes, car de deux choses l'une : ou bien l'article 1386 n'est qu'un satellite des articles 1382 ou 1384, et alors, nous l'avons déjà dit, la solution est évidente, l'extension est impossible ; ou bien l'article 1386 est complètement indépendant, et dès lors, il peut être étendu en dehors de ses termes. Quant à nous, nous ajouterions qu'une telle extension doit être faite ; les motifs tirés de l'intention du législateur priment, à notre avis, toute interprétation strictement littérale (3).

(1) Id., 49.

(2) Laurent, tome XX, numéro 639, in fine.

(3) L'on trouvera de plus amples détails sur cette question dans Josserand, p. 42 et suivantes. L'exposé très court que nous avons donné au texte n'est d'ailleurs qu'un résumé et un extrait de cet ouvrage concernant notre question.

Il nous paraît intéressant d'examiner ici si la preuve contraire était réservée au propriétaire du bâtiment.

1° Si l'on admettait que l'article 1386 était une application de l'article 1384, il s'ensuivait que sauf pour les points où l'art. 1386 y dérogeait expressément, les règles générales de ce dernier texte étaient applicables ; or on admettait, nous l'avons dit, qu'à l'exception des pères et mères, instituteurs ou artisans, les personnes responsables ne peuvent pas décliner la responsabilité en prouvant qu'elles n'ont pu empêcher le dommage, (v. Cass. 19 avril 1887. S. I.

TITRE SECOND

Conditions d'extinction de l'action en responsabilité

§ 1^{er}. — De la clause d'irresponsabilité

51. Si la jurisprudence avait admis la clause de non garantie, nous aurions là une des conditions d'extinction de l'action en responsabilité et voici pourquoi c'est sous ce titre que nous en parlons ici, mais la jurisprudence ne l'a point fait (1) et étant donnés les principes qu'elle avait adoptés, elle ne pouvait guère le faire.

52. Aux regards des tribunaux la faute la plus légère, avons-nous dit, était susceptible d'engendrer l'action en responsabilité : le patron était dès lors fort tenté de s'affranchir d'une obligation aussi considérable, et de tous les moyens qu'il eût cherchés pour atteindre ce but, la clause de non garantie se présentait d'elle-même comme étant le plus simple, le plus expéditif et le plus sûr. En contractant il eût stipulé qu'il ne répondrait pas des accidents dont les ouvriers pourraient être victimes, ceux-ci eussent été forcés d'accepter cette clause de non garantie qui se trouvait ainsi la condition *sine qua non* de leur embauchage et devant cette clause devenue de style, tous les efforts faits par la jurisprudence en faveur du sort des travailleurs fussent restés vains et stériles.

Un tel résultat était-il pratiquement admissible, et d'ailleurs même en le concédant, pouvait-il être juridiquement consacré ? S'il eût été question pour la jurisprudence d'une responsabilité contractuelle formellement admise, l'affirmative serait presque évidente; du moins la

4.217, 2^e col. in medio et tous l-s auteurs cités), donc dans cette théorie une telle preuve contrairien'était pas admise en faveur du propriétaire du bâtiment.

2^e Si l'on admettait que l'article 1386 était, soit une application des articles 1382 et 1383, soit une disposition indépendante on retombait en tous points dans le droit commun : la preuve contraire spéciale prévue par l'article 1384

n'avait donc pas lieu de fonctionner

(1) Voir à cet égard un jugement très net du tribunal de Saint-Etienne, le 10 août 1886 (S. 1887, 2, 48), qui déclare nulle la clause de police d'assurances portant déchéance contre l'ouvrier qui aurait actionné le patron en responsabilité; dans le même sens : Nîmes, 24 avril 1882 (S. 83, 2, 202), maintenu par cassation le 1^{er} juillet 1885 (P. 86, I 202).

stipulation d'irresponsabilité n'aurait rien de contraire aux principes juridiques les plus stricts, elle satisferait les juriconsultes les plus intransigeants, et l'efficacité de sa puissance ne viendrait expirer qu'aux limites extrêmes au delà desquelles s'étend le domaine illimité de la faute lourde et du dol ; mais comme il s'agissait de délit ou de quasi délit il semblait bien qu'il en dût être différemment.

53. Rappelons d'abord, comme le faisait M. Labbé (1), dans une note célèbre, que les faits dommageables à autrui peuvent être ou des cas fortuits ou des fautes ou des dols. Cette distinction nous vient de la législation romaine et il faut la maintenir. Que l'on n'admette point la validité d'une clause d'irresponsabilité lorsque le fait dommageable est puni d'une peine, lorsqu'il y a délit criminel, en même temps que délit civil, la décision est fort juste (2). Que l'on réponde toujours de son dol et aussi de sa faute lourde, nul ne le conteste (3) ; mais où le cas devient plus délicat, c'est lorsqu'il s'agit de fautes légères. Il semble bien qu'ici nous soyons obligés de faire une distinction et d'examiner séparément les clauses de non responsabilité qui s'appliquent aux dommages causés aux choses, et celles au contraire qui concernent les blessures faites aux personnes.

54. Sur le premier point nous serons aussi brefs que possible, ce n'est point là notre sujet.

L'argument que l'on fit surtout valoir pour déclarer nulle une pareille clause, c'est qu'elle eût été contraire à l'ordre public ; on a dit que la clause de non responsabilité aurait pour conséquence inévitable de rendre la personne au bénéfice de laquelle elle fonctionnerait, insouciant de ses actes, négligente dans le choix et la surveillance de ses préposés ou de ses choses, et par conséquent indifférente aux dommages qui pourraient en résulter.

Le fait est probable, mais la raison ne semblait nullement décisive à M. Lyon-Caen (4). L'argument que l'on

(1) Cassation, 15 mars 1876, Labbé, P.I. 834, 1^{re} col., in fine.

(2) Même arrêt, 2^e col., p. 835 et les auteurs cités.

(3) Sic Labbé, 15 mars 1876 (P.I. 835, 2^e col., in fine).

(4) Sirey, 1887, I. 123.

faisait valoir, disait-il, est tiré d'une observation de fait incontestable (1). Mais comment peut-on en conclure que toute clause d'exonération est contraire à l'ordre public ? Cela est absolument divinatoire, et la preuve c'est que l'assurance comme la clause de non garantie aura pour effet d'endormir la vigilance du patron ; cependant il est hors de doute qu'en s'assurant, un patron peut se décharger des conséquences de sa faute légère. La crainte d'une moindre surveillance ne suffit pas pour faire considérer l'assurance comme contraire à l'ordre public, et pour la faire interdire ; bien au contraire elle est même vue avec une grande faveur. Dès lors comment se fonder sur ce même motif pour déclarer non valable une clause d'irresponsabilité. En outre, remarquait M. Lyon-Caen, on autorise cette clause d'irresponsabilité dans les contrats, puis on la refuse lorsqu'il s'agit de délits, mais on ne peut donner aucune raison déterminante d'une semblable distinction. C'est pourquoi, pensait l'éminent jurisconsulte, il fallait admettre que la clause d'affranchissement était valable dans l'un et l'autre cas. Plutôt que de méconnaître sans raison suffisante ce grand principe de la liberté des conventions, il était plus sage et plus juridique selon lui de se conformer aux principes généraux du droit. Chez nous, disait-il, où le législateur fut plus respectueux assurément de la liberté des conventions que ne le fut jamais le législateur romain, il serait étrange que l'on ne reconnût point la validité de toute convention déchargeant une partie des fautes, qui ne sont ni des fautes lourdes ni des dol, alors qu'à Rome c'était là un principe incontestablement reconnu (2).

55. Nous arrivons maintenant aux clauses d'irresponsabilité concernant les blessures faites aux personnes, c'est là proprement notre sujet.

M. Lyon-Caen ne s'en occupe point. Evidemment les mêmes raisonnements semblent bien applicables à une telle situation, mais ici apparaissait un autre argument toujours

(1) On voit que M. Lyon-Caen est plus affirmatif que nous. A notre avis, ce fait n'est pas absolument certain.

(2) Voyez Lyon-Caen, arrêt recité et ses arguments de texte.

fondé sur l'ordre public, issu toutefois d'une origine un peu différente. Cet argument consistait à dire que la sécurité des personnes étant d'ordre public, on n'y pouvait déroger par des conventions expresses : c'était là l'opinion de M. Planiol (1). Affirmer que la sécurité des personnes était d'ordre public, voilà qui est bientôt dit, mais en réalité rien n'est plus contestable, c'est là une affirmation que nul argument décisif ne prouve; c'est un sentiment personnel, on peut en avoir un autre. Tel paraît être cependant l'opinion de M. Labbé : « il est possible de s'exonérer de la responsabilité de ses fautes, écrivait ce jurisconsulte, quand le préjudice porte sur des choses d'intérêt pécuniaire. » On ne peut s'exonérer de la responsabilité de ces simples fautes quand le préjudice porte sur l'homme lui-même et met en péril la vie ou l'intégrité de la personne (2). Pourquoi ? le célèbre arrêteste ne nous le dit pas; il est bien probable qu'il partageait sur ce point l'avis de M. Planiol, et qu'il considérait une telle clause comme contraire à l'ordre public; mais encore une fois une semblable allégation étant essentiellement subjective, puisque nous l'avons déjà dit elle reposait sur une opinion simplement personnelle, rien n'était plus fragile que cette raison.

56. A notre avis, l'on en invoquait une meilleure en soutenant, comme le faisait l'arrêt du 1^{er} juillet 1885 (3), que la clause d'irresponsabilité était nulle parce qu'elle tendait à dépouiller l'ouvrier d'un droit octroyé par la loi même. Il est bien certain en effet que la loi impose à tout homme l'obligation de réparer le dommage dérivant d'une faute commise. Ce dernier argument n'a cependant pas convaincu tous les jurisconsultes et M. Labbé entre autres s'efforça de démontrer qu'il était loin d'être pertinent (4), nous renvoyons aux développements que le maître arrêteste a donnés de son idée, mais nous avouons que les raisons invoquées ne nous

(1) Planiol, *Revue critique* 1888, p. 286. « Cette sévérité qu'exige à la fois l'humanité et la morale se justifie tout aussi bien entre personnes liées par un contrat qu'entre personnes étrangères l'une à l'autre. »

(2) Labbé 1885, Palais I., 1009, Sirey

(3) Sirey, p. 413, 2^e col., in fine, 1885.

(4) Labbé. 1885 (S. p. 411, 2^e col. in medio). Nous ne parlons point de M. Sainctelette ou de M. Sourdat; ils invoquent tous deux l'ordre public

touchent guère. Pour nous, en matière de délits et de quasi délits et sans faire aucune distinction, nous pensons que la jurisprudence adopta les vrais principes du droit en refusant de reconnaître la validité d'une clause de non garantie.

A ceux qui nous demanderaient de justifier cette opinion, nous ne pensons pas qu'on puisse le mieux faire que l'a tenté M. Sauzet (1). C'est dans l'analyse de la clause d'irresponsabilité elle-même que cet auteur s'efforce de trouver des arguments; à notre sens il y réussit pleinement.

Dans cette convention antérieure qui supprimait ou simplement modifiait pour quelques-unes de ces conséquences la responsabilité délictuelle que pouvait-on découvrir? Evidemment une transaction sur l'intérêt civil résultant d'un délit, or l'art. 2046 permet bien de transiger sur l'intérêt civil qui provient d'un délit, et cette transaction comme nous le verrons plus loin était parfaitement licite en matière d'accidents de travail, mais à une condition toutefois, « c'est que le délit ait été consommé et que l'intérêt étant né et actuel, il puisse par là même être apprécié ».

§ 2. — De la prescription

57. Les faits qui engageaient la responsabilité du patron étaient non seulement prévus par la loi civile dans les articles 1382 et suivants, mais aussi par la loi pénale aux articles 319 et 320. Toutefois, la simple lecture de ces derniers textes montre qu'ils ne concernaient pas tous les accidents du travail : ils sont essentiellement limitatifs et la loi pénale ne pouvait atteindre et n'atteignait que les accidents causés par maladresse, imprudence, inattention, négligence et inobservation des règlements. Ce sont là les termes mêmes dont se sert le législateur. En dehors de ces cas, seule l'action en dommages et intérêts résultant des articles 1382 et suivants, était à la disposition de la partie lésée.

(1) Sauzet, De la responsabilité des | 679. Sainctelette, Responsabilité et gapatrons, page 46. Sourdat, tome II. p. | rantie, p. 15 § 2.

58. Lorsqu'un accident avait donné naissance à l'action publique et à l'action civile, le principe qui dominait l'exercice de ces deux actions, dit M. Laborde, c'était leur indépendance. Elles naissaient du même fait, elles étaient souvent soumises aux mêmes règles, elles ne dépendaient point cependant l'une de l'autre. Ainsi, l'action publique pouvait rester inactive et l'action civile s'exercer séparément devant les tribunaux civils(1), ainsi encore, l'une des deux actions pouvait s'éteindre et laisser subsister l'autre. Quant au principe qui dominait l'exercice exclusif de l'action civile, lorsque l'action pénale était également admissible, il était fort simple; on pouvait l'énoncer comme il suit : « La partie lésée avait un droit d'option absolu entre la compétence des tribunaux civils et celle des juridictions pénales. » D'autre part, si l'on se souvient qu'en matière de responsabilité civile, les tribunaux répressifs; pour être aptes à statuer, doivent être saisis de l'action pénale, on en arrive à conclure que leur compétence, quant à l'action civile, était à la fois accessoire et facultative. Ce sont là, d'ailleurs, les règles générales qui régissent la matière.

Ces principes, une fois reconnus, étaient féconds en conséquences, nous en pouvons citer quelques-unes. C'est ainsi que les juridictions pénales, nous l'avons déjà laissé entendre, ne pouvaient, en principe, prononcer sur l'action civile, quand elles ne relevaient aucun délit pénal; qu'il fallait pour que les personnes civilement responsables pussent être jugées par les tribunaux de répression, que l'auteur du délit fût en même temps poursuivi; qu'après l'extinction de l'action publique, l'action civile devenait régulièrement de la compétence exclusive des tribunaux civils; qu'enfin, la compétence des juridictions pénales étant un avantage offert à la partie lésée, elle pouvait y

(1) Remarquons toutefois que lorsqu'un obstacle arrêta l'exercice de l'action publique, l'action civile portée devant les juridictions de répression, l'était également, les tribunaux ne pouvant juger celle-ci sans celle-là. Les obstacles à l'action publique sont en

effet des obstacles à ce qu'on appelait autrefois l'action criminelle, c'est à-dire à la poursuite du délinquant devant la juridiction pénale soit par le ministère public, soit par la partie civile : Laborde. Traité de droit pénal, p. 460.

renoncer et choisir, de préférence, celle des tribunaux civils (1).

59. Est-ce à dire que cette indépendance des deux actions, dont nous avons formulé plus haut la règle et déduit quelques conséquences, fût une règle absolue? Non pas. C'était une règle simplement générale et, à ce titre, susceptible et souffrant de nombreuses exceptions. La règle, le criminel tient le civil en état, en est une preuve (2), l'autorité de la chose jugée, une autre; mais la plus caractéristique, nous la trouvons dans l'étude de la prescription à laquelle nous arrivons.

En matière d'accidents de travail il était, en effet, admis tant par la jurisprudence que par la doctrine, que si la responsabilité du patron tombait sous le coup de la loi pénale, l'action civile se prescrivait par les mêmes délais que l'action publique et, par conséquent, par trois ans. C'était là une décision en tous points conforme à celle du législateur; ce dernier ayant considéré l'action civile à ce point de vue, comme un accessoire de l'action publique et, l'ayant fait, nous dit M. Laborde, prescrire en même temps et dans les mêmes conditions. Les origines les plus lointaines de cette

(1) C'est en cela que consiste son droit d'option : ce droit suivant quelques auteurs est limité, d'autres le considèrent comme absolu; c'est la fameuse controverse, sur le sens de la règle traditionnelle ainsi formulée : *una via electa non datur regressus ad alteram*, ce n'est pas le lieu de la discuter ici : V. Laborde p. 500.

(2) Il y aurait encore fort à dire sur cette fameuse règle : Le criminel tient le civil en état, mais nous ne pouvons véritablement épuiser toutes ces discussions qui rentrent plutôt d'ailleurs dans une thèse de droit pénal; un mot suffira :

1° Si l'exercice de l'action civile s'est terminé devant les tribunaux civils avant que l'action publique soit intentée, l'influence de cette dernière ne peut se faire sentir sur la première, quant à la solution des deux questions communes, l'infraction existe-t-elle, l'accusé en est-il l'auteur. Quelle que fût la décision des juges civils elle ne s'impose pas aux tribunaux de répression. Il n'y a point, en effet, entre les deux

actions les conditions exigées par l'art. 1351 du Code civil pour produire la chose jugée, et les tribunaux pénaux peuvent apprécier le fait d'une manière absolument différente.

2° Si l'exercice de l'action civile a commencé devant les tribunaux civils après le jugement définitif de l'action publique, il en est de même au point de vue de l'influence de cette dernière : elle n'a pas lieu; mais la jurisprudence décide que la décision des tribunaux de répression sur les deux questions communes enchaîne les juges civils; Le criminel emporte le civil, dit-on. La doctrine n'admet cette opinion qu'avec certaines distinctions (Laborde p. 782).

3° Si l'action civile est exercée devant les tribunaux civils pendant que l'action publique est portée devant les tribunaux de répression; alors se produit l'influence de l'exercice de l'action publique sur l'exercice de l'action civile; celle-ci est suspendue tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique.

règle se retrouvent dans l'ancien droit, elle fut affirmée par les art. 9 et 10 du Code de l'an IV, et consacrée définitivement par notre Code d'instruction criminelle, qui, dans les articles 637 et 640, nous en montrent les plus rigoureuses conséquences. Toutefois, l'ancienneté d'une théorie n'en prouvant pas toujours l'équité, est-il nécessaire d'ajouter que l'on trouva une meilleure raison pour en légitimer l'adoption ; le législateur voulut, dit-on, prévenir le scandale public, résultant d'une déclaration de culpabilité par la justice civile, alors que la justice pénale resterait, elle, impuissante et désarmée (1).

60. On le voit, c'était donc un motif d'ordre public qui justifiait la fin de non recevoir contre l'action civile (2). Les conséquences en étaient remarquables. Le défendeur à l'action civile, ne pouvait renoncer à la prescription acquise. Les juges devaient l'appliquer d'office, elle pouvait être proposée et supplée, en tout état de cause : telles étaient les plus importantes.

Quant à décider si les mêmes causes d'interruption étaient susceptibles de s'appliquer à l'action pénale comme à l'action civile, l'affirmation ne faisait nul doute. Les articles 637 et 640, après avoir fixé le même délai pour la prescription des deux actions, les faisant interrompre par les mêmes actes. Sur ce point, il existait cependant une controverse ; les uns voulaient que la poursuite de l'action civile, devant les tribunaux civils, pût interrompre la prescription de cette action, sans toucher à l'action publique ; les autres, que la poursuite de cette même action, devant les mêmes tribunaux, interrompît la prescription des deux actions ; et les derniers, enfin, tout en admettant que la poursuite de l'action civile devant les tribunaux civils

(1) M. Laborde en donne une autre raison qui semble excellente également. D'ailleurs, bien que différente, à première vue, elle se ramène, croyons-nous, en dernière analyse, à celle exprimée au texte : « Cette assimilation, dit-il, ne peut s'expliquer que par une raison d'utilité pratique. On a voulu faire de la partie lésée l'auxiliaire de la répression. L'unité de

prescription stimule la partie lésée à devenir l'auxiliaire du ministère public. »

(2) Muyard de Vouglans exprimait cette idée en ces termes : « On ne peut obtenir la réparation de l'accusé sans le convaincre de son crime, on ne peut le condamner sans se mettre dans la nécessité de le punir. »

n'interrompait la prescription ni de l'une ni de l'autre, pensaient que les tribunaux ne perdaient pas le droit de statuer sur une demande introduite en temps utile, parce que, disaient-ils, la recevabilité d'une action devait être appréciée, non pas au moment où elle est jugée, mais au jour où elle a été introduite.

Le silence gardé par les articles 637 et 640 explique suffisamment la diversité de ces opinions. Quant à cette absence de dispositions, elle est généralement mise sur le compte d'un oubli du législateur. M. Laborde, toutefois, n'est pas de cet avis. Le Code d'instruction criminelle, dit cet auteur, ne s'occupe que des juridictions pénales, il n'avait à viser que les actes de procédure, posés devant ces juridictions, ou des jugements rendus par elle, et par suite, seul l'exercice de l'action pénale ou civile devant les tribunaux répressifs, doit avoir un effet interruptif. C'était sur cette question tant discutée une nouvelle et quatrième opinion. Il nous suffira de la rapporter, ne voulant pas dans un ordre d'idées étranger à notre thèse pousser l'étude plus avant.

61. Un autre point, encore plus ardemment controversé, était celui qui concernait les causes de suspension de la prescription. Il est bien évident que si l'on reconnaissait à certains obstacles, la vertu d'interrompre et de suspendre la prescription de l'action publique, ces obstacles, par là même, en vertu de l'unité de prescription, devaient avoir le même effet sur la prescription de l'action civile, mais des obstacles de cette nature existaient-ils? Toute la question était là. Or, à cet égard, la jurisprudence et la doctrine se trouvaient divisées. La jurisprudence, par application de la maxime *contra non valentem agere non currit prescriptio* l'admettait. Cet adage dont l'application est si rare, si exceptionnelle en droit civil, dont l'usage semble encore plus bizarre en droit pénal, là où la prescription n'est point fondée sur la négligence du demandeur, mais sur un oubli de l'infraction amenée insensiblement par le cours du temps, fut cependant celui qui fournit à la jurisprudence la base de toutes ses sentences. Ce fut, grâce à lui, qu'en matière de prescription, les obstacles de fait comme les

obstacles de droit, se virent reconnaître le pouvoir absolu de suspendre le cours de la prescription. Seule, la doctrine fit quelques réserves, et refusa de s'engager à fond dans cette voie irrégulière. Quelques jurisconsultes se souvinrent que la raison d'être de toute suspension, était l'adage contre *non valentem agere*, adage qui ne touchant pas au principe de la prescription criminelle n'y pouvait faire échec; aussi, se refusaient-ils à voir, dans un obstacle quelconque, la force suffisante pour interrompre la prescription (1), d'autres, au contraire, et c'étaient les plus nombreux, admettaient la suspension provenant exclusivement des obstacles de droit.

62. Telle était, sous le système de la jurisprudence, la situation de l'ouvrier relativement aux actions dont il pouvait être maître. Nous terminerons ce chapitre par l'examen d'une question d'ordre général, qui se trouvait avoir une certaine importance en matière d'accidents de travail (2).

(1) Pour les raisons données aux textes, cette opinion nous semble dans l'état actuel de la législation incontestablement préférable. Il est nécessaire toutefois de faire remarquer que quelque opinion que l'on adopte le sort de l'action civile, en vertu toujours de l'unité de prescription, est indissolublement lié à celui de l'action publique. La jurisprudence fit une application très juste de ce principe en décidant que la minorité de la partie lésée n'ayant pas la vertu de suspendre la prescription de l'action publique, n'aurait de même nul effet sur celle de l'action civile.

(2) Dans la pratique plusieurs cas se présentèrent qui réclamaient quelques observations.

L'on s'est demandé en premier lieu s'il appartenait au demandeur de dépouiller le fait de son caractère délictueux en le présentant comme un fait simplement dommageable; autrement dit pouvait-on relever seulement dans l'infraction le délit civil: La question est importante car si l'on opte pour l'affirmative l'action en dommages et intérêts fondée sur l'art. 1382 du code civil, durerait trente ans et serait de la compétence exclusive des tribunaux civils. La négative prévaut.

1° Parce que ce serait enlever tout sens utile à la disposition des art. 637 et 640 qui déclarent l'action civile prescrite en même temps que l'action publique, l'infraction donnant naissance à l'action civile, contenant toujours un délit civil.

2° Parce qu'on ne peut admettre qu'un changement de juridiction puisse modifier l'application d'une règle de fond comme celle qui détermine la durée de la prescription. Sic: Caen; 22 déc. 1877. (S. 1877. 249).

L'on s'est demandé en second lieu dans le cas où la demande n'a été basée sur aucun fait intrinsèquement délictueux, où elle invoque une responsabilité purement civile en écartant les circonstances par lesquelles le fait revêtirait le caractère délictueux s'il appartenait au défendeur au mépris de la règle: « *nemo auditur propriam turpitudinem allegans* », de relever lui-même pour se couvrir de la prescription criminelle des circonstances non articulées dans la demande, et de nature à donner au fait allégué un caractère délictueux.

La question est controversée:

Les uns disent que l'affirmative ne saurait être admise car nous aurions ici par le fait du défendeur même le scan-

Comme le choix des juridictions appartenait, en effet, à la partie lésée, on se demande si la solution devait être la même, soit que les deux actions aient été portées devant les mêmes juges, soit qu'elles le fussent devant des juges différents. Or, en outre de l'unité de prescription, une jurisprudence constante soutenue par la majorité des auteurs, décidait que la prescription de l'action en dommages et intérêts, soit intentée devant le tribunal correctionnel accessoirement à l'action publique, soit par voie principale devant le tribunal civil était toujours régie par le Code d'instruction criminelle; il en était de même lorsque l'action civile était exercée après l'extinction de l'action publique ou lorsque épargnant le préposé directement coupable, elle s'en détournait pour aller atteindre le patron civilement responsable (1).

[§ 3. — De la Transaction

63. L'article 2046 nous disant qu'il est permis de transiger sur l'intérêt civil né d'un délit, la jurisprudence reconnut comme valable la transaction intervenue entre le patron et l'ouvrier à la suite d'un accident.

L'action publique restait cependant libre; car aux termes de l'art. 2046, § 2, la transaction ne peut empêcher la poursuite du ministère public; de plus, suivant l'article 4 du Code d'instruction criminelle, la renonciation à l'action civile n'arrête ni ne suspend l'exercice de l'action publique.

Ajoutons que malgré la transaction intervenue entre le

dale résultant d'une déclaration de culpabilité par la justice civile alors que la justice pénale reste elle impuissante et désarmée, et que dans ce cas particulier invoquer l'unité de prescription, c'est aller contre les raisons mêmes qui firent adopter cette règle exceptionnelle : celle-ci ayant pour effet de prévenir ce scandale; qu'en outre cette solution ne contredit en aucune façon les articles 637 et 638, car ces articles visent seulement la prescription de l'action civile résultant d'un crime ou d'un délit, or ici l'action du deman-

deur telle qu'elle est formulée ne résulte pas on le suppose d'un fait qualifié crime ou délit. (Sic Bertauld 29^e leçon p. 635. Le Sellyer, Action publique et civile t. II, n^o 551. Hauss. t. II, n^o 1340). Les autres prétendent que les défendeurs ont le droit de restituer à l'action sa qualification propre, et qu'on ne peut pour repousser l'exception invoquer la maxime « nemo auditur »... puisque la torpitude consiste ici dans l'acte, et non dans sa dénomination.

(1) V. Laborde p. 534.

patron et l'ouvrier, la jurisprudence admettait cependant ce dernier à intenter une action en supplément d'indemnité lorsque la blessure venait à s'aggraver.

CONCLUSION

64. C'était ainsi que la jurisprudence avait cherché dans une compréhension anormale de l'article 1382, dans une application plus stricte de l'article 1384 et surtout dans une extension considérable de l'art. 1386 (1), la satisfaction de besoins que chacun sentait confusément devoir être inévitablement apaisés et la tranquillité d'une conscience agitée, nous dit M. Josserand (2), d'un sentiment plus vif de la responsabilité.

Le succès ne couronna point l'effort et le but ne fut pas atteint. Cette multiplicité d'arrêts, cette incohérence de décisions, ce système en un mot qui, d'une part, découlait d'un principe continuellement travesti et violé, et dont l'efficacité pratique apparaissait d'une part, de jour en jour plus insuffisante, devait montrer et montra surabondamment l'impérieuse nécessité de solutions meilleures (3). On vit se mettre à l'œuvre et le législateur et la doctrine; chacun apportant à l'œuvre commune un appoint d'un caractère particulier. Le premier, écho plus sonore des revendications populaires, proposait d'adopter un principe

(1) On trouvera la justification de cette assertion, dans les n^{os} 4, 5, 6, et principalement 7 in-fine, dans tous les exemples rapportés en ces endroits et principalement dans les autres cas, en note. On remarquera sans peine que pour faire dériver des articles 1382 et suivant l'obligation pour le patron de veiller à la sécurité de ses ouvriers, de prendre des mesures de précautions variées suivant les rapports issus du contrat, la jurisprudence est forcée de donner à ces textes une portée qu'ils n'ont pas, d'ordonner au nom d'articles qui interdisent, de trouver des injonctions variables dans des dispositions qui n'admettent aucune distinction : en ce sens Sainctelette. Responsabilité et garantie p. 144. Pour ce qui concerne

l'extension anormale de l'art. 1386, on consultera avec fruit : Josserand : De la responsabilité des choses inanimées, p. 42 et suiv.

(2) Josserand, p. 42.

(3) « Le rôle du législateur est précisément de se substituer aux tribunaux car les tribunaux ne doivent qu'appliquer la loi et non pas la faire. L'art. 1382, a été interprété par eux depuis quelques années d'une façon beaucoup trop large étant donnés les commentaires de notre ancien Code civil » : Journal Officiel p. 332, Sénat, séance du 18 mars 1898, 3^e col. in-fine : M. Thevenet rapporteur. « Infidèle aux vieilles traditions et à la saine application des principes, on aboutissait partout aux résultats les plus fantaisistes. » (Drouineau; p. 18 in-médio.)

tout nouveau : le risque professionnel ; la seconde, au contraire, avant tout vigilante gardienne et dernière sauvegarde des antiques principes cherchait à rattacher au passé les solutions récentes, qu'elle sentait désormais inévitables. Il arriva ce qui se produit souvent : l'opinion la plus radicale l'emporta et le 10 avril 1898 le système préconisé par le législateur fut définitivement consacré.

Les chapitres qui vont suivre exposeront les efforts parallèles des jurisconsultes et des Chambres. Dans cette conclusion, nous voulons simplement examiner les raisons pour lesquelles une réforme législative s'imposait, et celles d'autre part qui faisaient du système de la jurisprudence, un système dont ne pouvait être satisfait l'esprit logique et subtil de la doctrine.

65. Une réforme législative s'imposait, parce que la législation telle qu'elle ressortait des arrêts des tribunaux était encore pleine d'inconvénients, et ces inconvénients, les voici :

Pour donner droit à une indemnité, il fallait d'abord qu'un accident fût dû soit à la faute directe du patron, soit à une faute de ses préposés, et qu'ensuite la preuve en fût rapportée par l'ouvrier et ses ayants droit. En vain sur le premier point la jurisprudence s'était-elle montrée très favorable, en vain avait-elle fait preuve d'une bienveillance extrême dans l'appréciation des fautes, sur le second point, enchaînée par les principes, elle avait dû rester intransigeante. Il fallait une preuve, cette preuve était à la charge de la victime, et c'était là un des côtés les plus défectueux du système. En effet, imaginons un sinistre dans sa réalité : L'homme blessé, on en conviendra, sait rarement la façon dont l'accident est survenu, le sait-il, c'est au prix de bien des difficultés déjà qu'il est parvenu à en avoir la connaissance certaine, mais lorsqu'il s'agit d'en rassembler les preuves, il se heurte à d'autres difficultés plus considérables encore. Ne parlons point de la longue attente d'une convalescence suffisante qu'il dut subir avant de commencer l'enquête, ou bien de l'avance considérable de fonds que la guérison nécessita : Supposons qu'il fut

assez heureux pour triompher de tous ces obstacles, et voyons-le vaillant et de bonne santé aux prises avec les difficultés de la preuve. Elles seront presque insurmontables. Il s'est passé un certain laps de temps entre le fait de l'accident et le premier acte de l'enquête, et neuf fois sur dix, la chose est inévitable, l'état des lieux ne sera plus le même, les constatations matérielles partant impossibles. Plus de transports sur les lieux efficaces, plus de procès-verbaux de constat : les expertises deviennent inutiles, et quand les pièces à conviction ont ainsi disparu, sur quoi pourrait porter une perquisition et une saisie ? Heureux dans ce cas, si le délit du maître est une infraction et si le juge d'instruction régulièrement saisi par le ministère public peut faire, au nom de la société, ces premiers actes qui à l'ouvrier surtout sont d'une utilité primordiale ; sinon ce sera l'enquête unique et forcée : les témoins règneront en maître. Supposons d'abord que toutes les circonstances de fait soient présentes à leur mémoire, que leurs souvenirs ne soient point confus, qui répondra de l'indépendance de leur esprit, qui pourra soutenir que dans une société où l'intérêt personnel est si souvent la loi souveraine des relations humaines, leur témoignage sera libre et désintéressé ? Entre le maître dont dépend leur situation, leur avenir et leur vie, et l'ouvrier dont la seule arme est un appel à la loyauté de leur conscience, la tentation ne sera-t-elle pas forte pour quelques-uns d'opter pour le patron, et si, pour beaucoup, l'indépendance du caractère les empêche de témoigner contre l'ouvrier, ne garderont-ils pas du moins à son égard un silence tel qu'il équivaudra presque à une accusation. Mais passons encore sur ce point, poussons les choses au mieux, supposons obtenu un témoignage favorable : toute difficulté est-elle aplanie ? Il faudrait ne pas savoir combien temporisatrice est la justice, oublier les complications incessantes d'une action judiciaire, la mauvaise foi, sinon probable, du moins possible, des hommes de loi ; si l'argent manque à la maison, ne point songer enfin combien lente, difficile même est l'obtention de l'assistance judiciaire. Bien plus, si l'acci-

dent se trouve avoir entraîné la mort, que l'on considère toutes ces difficultés accumulées et pour ainsi dire concentrées sur la tête de femmes ou d'enfants incapables de les surmonter, et que l'on nous dise maintenant en toute justice, si la situation faite à l'ouvrier et à sa famille dans une instance aussi difficile était une situation privilégiée.

66. Lorsqu'à des inconvénients si palpables l'on aura joint les hypothèses où l'accident n'engageait en rien la responsabilité du patron, où nulle réparation ne pouvait être due, le cas fortuit, la force majeure, la faute exclusive de l'ouvrier par exemple (et ces hypothèses étaient fréquentes puisqu'une statistique traditionnelle les porte à 80 0/0), lorsqu'on se sera rendu compte, combien, dans de telles conditions, n'ayant à sa disposition qu'une action judiciaire aussi aléatoire, l'ouvrier devait être porté à des transactions dérisoires, l'on se trouvera avoir le bilan assez exact des reproches que les classes ouvrières pouvaient justement adresser au système de la jurisprudence (1).

67. Ces réclamations incessantes de la classe ouvrière, avaient leur contre-coup sur l'opinion que pouvaient se faire les industriels eux-mêmes de la législation existante. Ils devaient trouver bien insuffisante une loi qui les exposait à de semblables revendications, et légitimait les haines qu'ils sentaient grandir confusément contre eux. Outre ce triste résultat moral l'imperfection de cette législation avait souvent des conséquences plus directes, plus palpables encore à leur égard. Le chantage était l'arme favorite qu'employaient les ouvriers contre eux; à ce point de vue, les articles 319 et 320 étaient de précieuses réserves. Dès qu'un accident se prêtait à revêtir les formes mêmes très vagues d'une infraction, l'article 1382 était délaissé, l'action publique seule était intentée. Là même

(1) Tout ce passage concernant l'énumération des inconvénients qui avaient ainsi une réforme législative à été emprunté au livre de M. Tarbouriech qui lui-même l'avait emprunté à M. Marc Sauzet, p. 14 et 15; v. aussi du même auteur les difficultés au point de vue des

éléments de la preuve elle-même. Vavasseur, le *Droit* du 20 mai 1880, cité par Sauzet, p. 14, n° 14; les arguments ont été repris à la Chambre des députés par M. Julien Goujon, p. 2202, 1^{re} colonne, in medio et in fine. Séance du 26 octobre 1897.

où leur droit était incontestable, la crainte, l'ennui d'une comparution en cour d'assises amenaient à composition le patron récalcitrant. Souvent même, il faut le dire, l'ouvrier avait des intentions moins noires, et s'il invoquait le délit pénal, c'était parce que, pour le démontrer, la procédure était plus accélérée; mais qu'importe l'intention, le résultat était le même, l'industriel n'en souffrait pas moins.

68. L'indépendance dont jouissaient les tribunaux, dans l'appréciation des indemnités, était une autre cause de graves inconvénients; cette latitude engendrait l'arbitraire, on voyait les dommages et intérêts varier dans des proportions étonnantes; on les voyait tour à tour s'élever à leur maximum ou descendre à leur minimum sans qu'on pût en donner ou en découvrir d'autres raisons que la diversité de l'époque, du tribunal ou des lieux (1). Le sens de l'unité de législation, celui de la justice absolue semblait irrémédiablement perdu. L'article 1384 était une menace perpétuellement suspendue sur la tête des industriels, leur initiative s'en trouvait largement compromise. Cette grave disposition qui les rendait responsables, *in infinitum*, des conséquences de la faute de leur préposé, leur semblait plus lourde que toutes celles qui furent proposées dans la suite. Ils s'avouaient impuissants à conjurer l'effet désastreux d'une responsabilité si étendue; la surveillance la plus stricte et la plus continue, s'était montrée mainte et mainte fois insuffisante à les en garantir.

69. A des difficultés déjà si graves, s'en ajoutaient d'autres plus considérables encore. Les déféctuosités venues de l'assurance, vinrent compliquer une situation déjà si tendue, et ces déféctuosités étaient la conséquence directe de ces conséquences plus lointaines. L'immense étendue de l'obligation engendrait pour le patron le besoin de s'en garantir. Poursuivant ardemment un tel but, il se flatta un moment que l'assurance le lui ferait atteindre, mais il était dit que de tels espoirs étaient incompatibles avec une situation sans issue. La réalité des faits vint lui faire sou-

(1) 12 mars 1889. Journal officiel, page 240.

venir de la responsabilité sans limites qui, de par la loi, pesait toujours sur lui. L'étendue de ses obligations effraya les compagnies, et ces administrations refusèrent de le garantir d'un risque dont le quantum était aussi incertain. Les polices reproduisirent toujours une double disposition restrictive, en vertu de laquelle leur obligation était limitée à un maximum pour chaque accident frappant l'industriel, sans que l'ensemble des indemnités pût en dépasser un autre, fixé pour l'ensemble des sinistres qui pourraient survenir. Les patrons ainsi incomplètement garantis restaient souvent exposés aux revendications ouvrières. Ceux-ci, d'ailleurs, ne s'en privaient pas. Tantôt prétendant qu'ils avaient droit à une indemnité supérieure à celle de la police, tantôt soutenant qu'on ne leur donnait pas ce que celle-ci leur attribuait. A peine les patrons avaient-ils triomphé dans une instance portant sur l'indemnité même de l'accident qu'ils se voyaient accusés de retenir sur les salaires la totalité de la prime alors qu'ils devaient y contribuer pour la part de responsabilité qui leur incom- bait. Les points litigieux se modifiaient à l'infini, une contestation était à peine évanouie qu'une autre semblait déjà poindre, et c'est ainsi que se vérifiait en législation comme ailleurs, cette règle immuable et générale que les effets désastreux en engendrent de plus désastreux encore.

Telle était donc la situation lamentable qui provoquait l'attention du législateur.

70. La doctrine elle-même ne restait pas insensible au système de la jurisprudence; le côté social la préoccupait moins, mais la question juridique était loin de la laisser indifférente, et de ce côté non plus les arrêts des tribunaux n'étaient pas sans offrir de nombreux points vulnérables. Le principe d'où ils découlaient fut d'abord violemment contesté, les auteurs les plus considérables furent mis à contribution, et l'on n'eut pas de peine à démontrer que c'était une situation imprévue, un événement inattendu, une éventualité en un mot que visaient exclusivement les articles 1382, 1383 et suivants du Code civil, que la loi en

les créant avait voulu se substituer à la volonté des parties, que cette substitution pour être explicable devait s'appliquer à des cas où l'élément contractuel faisait complètement défaut, et qu'en les transportant ainsi sur le domaine conventionnel on en faisait des articles sans force et sans application. Caractériser et apprécier les fautes qui dérivent des obligations résultant d'un contrat ce n'est point là de leur ressort, disait-on (1). En vain les partisans de la responsabilité délictuelle défendaient-ils leur principe par des arguments divers. Vainement arguaient-ils du silence du contrat de louage à cet égard, de la nécessité où ils avaient été de recourir au droit commun, et, partant, de s'inspirer de l'article 1382. Sur ce point encore ils jouaient de malheur, et l'on n'eut aucune peine à les confondre! Le raisonnement péchait dans les prémices, répondait-on, il y a droit commun et droit commun. Il y a celui qui se dégage des principes contenus dans le titre « Des engagements qui se forment sans convention », mais il y a aussi celui qui émane du titre « du contrat et des obligations conventionnelles ». Lequel appliquera-t-on et dans le doute quelle raison définitive pouvait-on donner pour s'inspirer du premier.

71. Critiquable dans son principe la jurisprudence l'était encore dans les conséquences qu'elle en voulait tirer et ce point était particulièrement à charge à la logique de la doctrine (2). Elle ne pardonnait point aux tribunaux leur inconséquence. En adoptant comme point de départ les articles 1382 et 1383, logiquement ils devaient aboutir à faire

(1) Sic Larombière, tome V sur l'article 1382, n° 463. Aubry et Rau, tome IV, p. 755, § 446, note 4. Laurent tome XX, n° 463. Sirey, 90, IV, 17 note

(2) Selon nous, disait M. Labbé en 1885, la jurisprudence suit en général une voie que nous croyons erronée; elle ne la suit même pas avec une constance infaillible (P. 1885, 2, 83, S. 1885, 425. Cassation Bruxelles, 27 nov. 1884). Elle a des tendances plutôt que des principes; et un peu plus bas il résumait ainsi le système de la jurisprudence :

1° Les patrons sont responsables des accidents arrivés à leurs ouvriers dans leurs travaux, quand il y a eu faute de leur part ;

2° Il y a faute par cela seul que l'accident eût pu être évité quelque coûteuses et quelque inusitées qu'aient été les précautions nécessaires à garantir les ouvriers d'accidents, même survenus par leur propre imprudence. (V. les arrêts qu'il cite) ;

3° Le patron n'est responsable qu'autant que la faute lui est imputable.

de l'obligation patronale une obligation stricte et rigide et tel n'était point le but atteint, tel n'était pas le résultat obtenu. Que voulait dire, en effet, cette dette de sécurité reconnue au profit des ouvriers ? Oubliait-on le principe d'où l'on était parti lorsqu'on décidait que le patron devait veiller à la sécurité de ses ouvriers, qu'il devait les protéger contre leur propre maladresse, leur propre imprudence, leurs manquements personnels, prévoir les causes non seulement habituelles mais encore possibles d'accidents, et prendre toutes les mesures qui seraient de nature à les éviter ; en un mot que venait faire ici cette obligation de préserver les ouvriers des conséquences de dangers inhérents à leur travail (1). Bien plus, lorsqu'on décidait que la responsabilité du patron devait s'interpréter d'une manière plus étroite, plus rigide, plus rigoureuse lorsqu'il s'agissait d'enfants, de jeunes apprentis, d'ouvriers inexpérimentés, était-ce bien toujours les art. 1382 et suivants dont émanaient ces décisions ? Le doute était presque permis, car depuis quand la qualité des personnes faisait-elle varier et différemment apprécier une obligation simplement délictuelle ?

Tels étaient les reproches et les reproches fondés qu'adressait à la jurisprudence la presque totalité de la doctrine. C'est parce qu'elle avait adopté un principe faux, disait cette dernière, que la jurisprudence s'est trouvée dans l'impossibilité de lui rester fidèle. Les articles 1382 et suivants édictent l'obligation de réparer un dommage injustement causé, mais hors de là rien d'autre. Leur principe est unique, c'est le respect des droits d'autrui : il n'en peut découler aucune disposition impérative, aucune obligation de faire (2) ; si l'évidence de l'équité nous entraîne plus loin, si notre esprit répugne à supposer un patron qui ne doive ni secours, ni protection, ni sécurité et garantie à son ou-

(1) V. Sauzet, p. 25 et les arrêts qu'il cite : Toutes ces expressions sont des termes de cet auteur. V. aussi Saintellette, p. 40.

(2) Remarquons toutefois que quelques auteurs n'étaient point choqués du sys-

tème de la jurisprudence ; il en est ainsi de M. Chesney qui semble bien rejeter le système contractuel ou du moins ne l'admet qu'avec de telles modifications qu'il en devient illusoire. (V. Cassation janvier 97, Pandectes I., 513.)

vrier, cherchons à ces solutions indispensables, le véritable principe d'où elles puissent découler, mais par amour des situations acquises ne gardons point celui que la jurisprudence a jusqu'ici adopté et dont elles ne peuvent et ne pourront jamais être la conséquence que par l'illogisme le plus absolu (1).

(1) Nous vivons sous l'empire d'une loi qui est *une véritable loi de jurisprudence*, disait M. Julien Goujon. Chambre, séance du 26 octobre 1897, page 20.201, 3^e col. in medio.

Les mœurs ont devancé la loi, disait à

son tour M. Joseph Jourdan, toutes les fois que le patron ne prouve pas qu'il y a eu imprudence de la part de l'ouvrier il est fatalement condamné par les Tribunaux, p. 2.209, v. col. in fine.

SECONDE PARTIE

LA DOCTRINE

SECONDE PARTIE

LA DOCTRINE

TITRE PREMIER

Systeme de l'obligation contractuelle.

Nous avons vu les décisions des tribunaux s'acheminer peu à peu vers la reconnaissance du contrat de louage, comme fondement de l'action en responsabilité ou du moins n'y point répugner, nous avons vu même plusieurs de ces décisions n'être que la conséquence non avouée de ce principe. Dans le dernier état de la jurisprudence, les articles 1382 et 1383 ne sont pour ainsi dire plus que des articles de façade, en arrière de ceux-ci, c'est l'article 1780 qui gouverne et qui agit (1). De là à complètement éliminer ces articles inutiles pour mettre en pleine lumière le véritable principe, il n'y avait qu'un pas; la doctrine le franchit : En 1883, par trois articles de la *Revue critique*, M. Sauzet

(1) Le bien fondé de cette assertion résulte suffisamment, pensons-nous, de la longue étude qui précède. Nous avons amplement démontré, semble-t-il, qu'au lieu de faire de l'obligation du patron une obligation rigide, comme le réclame le principe relatif aux actes formés en dehors de toute convention, la juris-

prudence oubliant son point de départ, transformait cette responsabilité délictuelle rigide en une responsabilité contractuelle souple, se pliant aux rapports créés par le contrat, variant selon les personnes, se modelant enfin aux intentions présumées des parties en cause.

inaugura le nouveau système qui reçut le nom de système de la faute contractuelle (1).

Le principe fondamental de cette théorie consistait à dire que les articles 1382 et suivants visaient simplement les personnes qui n'étaient liées par aucun contrat, mais que c'était dans l'art. 1780 relatif au louage de services que la responsabilité du patron avait sa source et sa mesure. Seules étaient applicables en cette matière, disait-on, les principes et les règles de la responsabilité contractuelle.

CHAPITRE PREMIER.

LE PRINCIPE

§ 1^{er}. — **Fondement contractuel de la responsabilité du patron**

Les raisons qui furent mises en avant pour établir sur cette assise le principe de la responsabilité patronale étaient multiples.

En premier lieu, disait-on, il est certain qu'en analysant les relations existantes entre patrons et ouvriers on y découvre toujours l'existence d'un contrat, nul ne peut le nier, et dès lors, il semble naturel et juridique en même temps, lorsqu'on parle de responsabilité patronale d'en tenir un certain compte (2).

(1) Cependant est-il juste de faire observer que la première idée de ce système appartient à M. Vavasseur. (Le *Droit* 20 mai 1880, discours à la Société de protection des apprentis du 7 avril 1881, cité dans Dalloz, 1886, II, p. 153, 1^{re} col.). Cet auteur était d'avis de rejeter l'art. 1382, mais voulait ajouter à l'art. 1780 une disposition complémentaire permettant de décharger l'ouvrier du fardeau de la preuve. Il n'admettait donc point que la responsabilité contractuelle pût résulter du texte

tel qu'il était dans la loi. C'est donc MM. Sauzet et Saintelette qui sont les vrais promoteurs du système tel qu'il est formulé au texte.

(2) Entre les personnes qui sont liées par un contrat et relativement à l'objet de ce contrat toute question de faute doit être jugée d'après les clauses du contrat, d'après les volontés des parties. L'art. 1382 qui régit les rapports des personnes qui n'ont point contracté ensemble devient inapplicable. (Labbé, P. 1885, II, p. 34, 2^e colonne, in medio.)

Or ce contact de louage est un contact synallagmatique engendrant à la charge des deux parties des obligations particulières : pour le patron le paiement du salaire convenu, pour l'ouvrier la prestation en retour d'une certaine somme de travail. Mais peut-on dire que ce soit là l'extrême limite des obligations réciproques, ou plutôt n'admettra-t-on pas que le patron, de par l'existence même du contrat, se trouve à l'égard de ses ouvriers dans une situation particulière, situation qui lui interdit de les considérer, en cas d'accident, comme des tiers auxquels nul lien ne les rattache. C'était là l'avis de M. Labbé (1), cet éminent jurisconsulte dont on connaît l'esprit d'équité, remarquait que l'accident était connexe à l'exécution du contrat, contrat qui ayant mis l'ouvrier en contact avec la machine du patron, se trouvait en quelque sorte la cause indirecte de l'accident, et que c'était ainsi faillir aux lois évidentes de la justice d'oublier ce lien préalable lorsqu'il s'agissait d'en régler l'indemnité (2).

72. A ces raisons si nettes et si limpides on en opposait d'autres à première vue non moins convaincantes, on arguait du silence que gardait le Code à cet égard ; on disait avec juste raison qu'à l'exception du paiement du salaire, aucune autre obligation n'était mise à la charge du patron par la loi, et l'on en concluait, allégation plus contestable, que le salaire payé, le patron devait être absolument libéré, ou du moins n'être responsable qu'en vertu de l'art. 1382. A ces raisons, on répondait, suivant nous, d'une façon péremptoire en faisant remarquer le laconisme du Code civil quant à la détermination exacte des obligations

Larombière, Obligations, tome VII, sur l'art. 1382, n° 8. Demolombe, C. et oblig., tome VII, n° 472. Aubry et Rau, tome IV, p. 755, texte et note 7. Laurent, Principe de droit civil, t. XX, n° 463.

C'est la thèse soutenue par M. Delcroix, note anonyme dans Dalloz, 1885, p. 153, 2° col., in fine, 154, 1° col., in principio.

(1) Ce jurisconsulte un peu avant avait dit : « Nous devons en vertu du droit commun respecter la vie, la répu-

tation, la propriété d'autrui, l'art. 1382 reflète ce devoir et le sanctionne. Mais si en outre nous le devons en vertu d'une promesse spéciale, par laquelle nous avons mis nos forces au service d'un créancier déterminé ; la manière plus ou moins zélée et prudente avec laquelle nous devons agir doit être proportionnée à la teneur du contrat qui nous oblige. » (P. 85, II, 34, 2° colonne, in fine.

(2) Sirey, 1885, IV, p. 26. Palais 85, II, 35, 1° colonne, in medio.

des parties dans le contrat de louage ; on soulignait la négligence extrême avec laquelle ces articles avaient été rédigés (1). L'obligation de payer le salaire n'est même pas mentionnée d'une façon spéciale dans les articles 1779 et suivants, elle figure simplement dans la définition de l'art. 1710, écrivait M. Sauzet en 1883. Dira-t-on cependant que le patron n'en est pas tenu (2) ?

73. D'autres motifs militaient d'ailleurs puissamment en faveur de la thèse contractuelle ; les décisions de la jurisprudence elle-même n'étaient pas les moindres.

Nous avons vu plus haut que de nombreux arrêts mettaient à la charge du patron l'obligation de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder la santé et la vie des ouvriers. Une analyse juridique exacte montrait rapidement, nous l'avons dit, l'inanité de telles sentences avec le système de la responsabilité délictuelle ; celui de la responsabilité contractuelle en faisait ressortir au contraire toute la logique et le bien fondé (3). La force des choses avait ainsi vaincu les théories les plus invétérées. Dès lors, comment un esprit indépendant pouvait-il hésiter lorsque l'équité d'une façon si inattendue s'était fait jour à travers

(1) Des deux articles, dit M. Glisson, qui au contrat de louage parlent de domestiques et ouvriers, l'un, c'est l'art. 1780, consacre une disposition presque banale en disant qu'on ne peut engager ses services qu'à temps ; l'autre, l'article 1781, consacrait en matière de preuves une dérogation au droit commun, et fut abrogé par la loi du 2 avril 1818 : il n'en est donc plus question.

L'art. 1780, il est vrai, est aujourd'hui plus compréhensif, mais l'ouvrage de M^e Glisson est de 1886 et la loi qui complète cet article de 1890, M. Glisson avait donc raison à cette date. (V. Glisson. Le Code civil et la question ouvrière, extrait du compte-rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, p. 13 et 14.

(2) Sauzet, p. 24, 25 et les arrêts qu'il cite.

M. Labbé prétend que l'étendue de la responsabilité du patron dépendant des circonstances, le législateur se vit ainsi obligé de ne pas tracer de règle et de

laisser toute latitude à la sagesse des juges. C'était là une opinion que ne pouvait donner M. Sauzet, elle est contraire en effet, comme on le verra, à l'idée que se faisait ce juriste de l'étendue de la responsabilité patronale. (P. 85, II, 36, 2^e colonne in medio.)

(3) On ne saurait faire sortir de l'art. 1382 l'obligation pour le maître de prendre d'office et activement soin de la vie et de la personne de l'ouvrier, plus qu'il ne doit veiller à la conservation de la vie de tous ses autres semblables. C'est dans le contrat seul que peut se trouver le principe d'une obligation pour le maître de pourvoir par des mesures actives de prudence, au salut de l'ouvrier. Labbé, (P. 1885, II, p. 38, 2^e col. in medio). Voir à la suite l'exposé du système de M. Delacroix et sa réfutation. Ce système était fondé sur l'art. 407 du Code de commerce ; son influence a été nulle dans l'évolution, nous n'en parlerons pas.

l'esprit préconçu des juges eux-mêmes et sous une forme mensongère, avait vivifié leurs sentences.

Tels étaient les principaux motifs que l'on faisait valoir en faveur de la thèse contractuelle et ces motifs, on le voit, étaient surtout des motifs d'équité.

74. Ce n'est pas d'ailleurs que pour soutenir cette thèse l'on manquât de raisons proprement juridiques : Les articles 1134, 1135 et 1137 en fournissaient de multiples, et elles étaient surabondantes.

L'obligation de garantie résulte du contrat lui-même, disait-on, elle en découle tacitement. S'en tenir aux termes exacts de l'article 1710, c'est nous ramener aux contrats de droit strict que n'admet plus notre Code ; soutenir que les dispositions générales qui régissent les contrats ne s'appliquent pas ici, c'est décréter leur inanité (1). Les conventions aujourd'hui doivent être exécutées de bonne foi, elles obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature. Ce sont les termes mêmes des articles 1134, 1135. Quelles raisons pourrait-on donner pour y déroger ici ; qui ne voit la vanité d'une théorie allant jusqu'à prétendre que l'équité, l'usage et la raison n'imposent point au patron de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la vie et la santé de ceux qu'il emploie (2). Equité singulière et singuliers usages, raison plus étrange encore qui se refusent à consacrer les plus élémentaires devoirs, de la plus élémentaire solidarité (3). Quand l'ouvrier entre à l'usine, écrit M. Marc Gérard, il y entre légitimement fondé à croire que le patron, se conformant à la loi, a pris et

(1) En effet si les articles 1884, 1885 n'étaient pas applicables en cas de silence du législateur quand le seraient-ils.

Nous avons dans notre Code, écrivait M. Labbé, d'autres dispositions qui permettent ou mieux qui font aux juges un devoir de combler les vides laissés soit dans la rédaction d'un contrat individuel, soit dans la réglementation légale d'une espèce particulière du con-

trat. Labbé, P. 1885, II, 36, 2^e colonne, in principio.

(2) C'était cependant là l'opinion de la Cour de Bruxelles qui donna lieu à la savante note de Labbé (P, 1885, II, 39, 2^e col., in medio.)

(3) Tout contractant doit agir en bon père de famille, dit M. Labbé, par conséquent s'il dirige l'ouvrier il doit le faire avec diligence. Idem.

prendra toutes les mesures destinées à prévenir les accidents et, dans cette croyance, il a accepté un salaire. De son côté, le patron n'a pu ignorer les conditions dans lesquelles l'ouvrier se présentait à lui : ce fait que l'ouvrier a accepté un salaire et ce fait que le maître l'a promis impliquent qu'il a été tacitement convenu que le patron avait pris ou prendrait toutes les mesures de sécurité voulues (1).

75. Cette opinion presque tous les partisans de la nouvelle théorie y souscrivirent : quelques-uns l'appuyèrent sur des raisons d'équité, d'autres sur des raisons de texte. On fit remarquer tout d'abord que l'article 1456 militait en sa faveur, qu'il en était même la source la plus directe et la plus profonde. Prétendre qu'en embauchant l'ouvrier, le respect de la santé et de la vie de celui-ci dût être présent à l'esprit des deux contractants, c'était bien rechercher, disait-on, la commune intention des parties et ne point s'attacher au sens littéral des termes. Telle était entre tant d'autres la principale raison de texte mise en avant pour légitimer l'allégation de M. Marc Gérard. Quant aux motifs d'ordre purement moral ils furent brillamment résumés par M. Saintelette (2). L'éminent publiciste après avoir montré toutes les conséquences de la théorie adverse concluait ainsi : « Tout cela me paraît sonner mal à l'esprit et au cœur. Je ne comprends pas en droit ce contrat si sec qui se réduirait à un troc de services alors que dans la vente, le louage, etc., autour de l'obligation principale convenue de bonne foi gravitent tant d'obligations secondaires. Je ne sais pas me faire à l'idée que nos domestiques, nos ouvriers, nos collaborateurs ne nous soient pas de droit autre chose que les premiers venus et ne nous tiennent pas de plus près que des étrangers. Je me refuse à croire pour l'honneur du droit moderne, qu'il ait brisé toutes les attaches anciennes sans en rien laisser subsister. Il me semble qu'il y aurait là dans l'harmonie générale de nos mœurs et de nos lois quelque chose qui détonnerait d'étrange façon. »

(1) *Revue critique* p. 429

| (2) Saintelette. p. 117

76. Tous les juriconsultes ne furent cependant point de cet avis. M. Desjardins entre autres (1) prétendait au contraire que l'ouvrier se soumettait à toutes les chances d'accidents inséparables du travail auquel il s'astreignait. Le risque qu'il court est un élément même du service qu'il va rendre, disait-il : la preuve c'est que, plus les ouvriers sont exposés, plus leur salaire est rémunérateur. Cette argumentation nous eût paru fort loin d'être convaincante. A notre sens il était facile de montrer que souvent le patron était seul maître du contrat, qu'il n'y avait que pour la forme échange de volontés (2), et qu'en admettant même théoriquement que les deux parties concourant à la formation du contrat de louage d'ouvrage eussent été également libres, en fait il dépendait du patron de prendre toutes les mesures de précautions convenables sans qu'appartint au subalterne le pouvoir de les exiger. C'était là l'opinion de M. Sauzet (3). L'ouvrier ne discute pas, dit-il, il n'a pas le droit de discuter ; les innovations, les changements il les subit, sans quoi il n'y aurait plus relation d'ouvrier à patron, nous ne serions plus en face de contractants unis par cette convention déterminée, le louage d'ouvrage. Lorsqu'il s'agissait de savoir si le salaire était proportionnel aux dangers de chaque industrie M. Souzet le contestait également. Tout en rejetant pour certaines raisons qu'il expose les affirmations catégoriques de M. Félix Faure (4) ; en admettant même que les ouvriers les plus exposés soient les plus payés, il nie que ce supplément de salaire puisse exempter le patron de son obligation de veiller à la sécurité de ses ouvriers, le faire échapper *ipso facto* à toute responsabilité contractuelle : « Ce salaire surélevé, dit-il, c'est le prix des risques qui restent à la charge de l'ouvrier, malgré la responsabilité du patron ». L'ouvrier peut être victime d'un accident par suite d'un manquement personnel, d'une faute grave ou

(1) *Revue des deux mondes*, p. 426. 1888

(2) Sauzet, p. 31 et suivantes.

(3) Saleilles. Les accidents du travail, p. 21. « Les circonstances, les milieux ont des nécessités inéluctables ; il faut vivre, il faut travailler. Le péril est subi, il

n'est pas accepté. » Labbé : P. 1886, p. 46 II. in principio.

(4) Séance du 7 mars 1883, p. 526, col. 3. cité par Sauzet p. 31, in fine ; 32, in medio § 44.

bien d'une maladresse grossière qui n'est imputable qu'à lui seul. Ce risque-là est tout pour lui, la responsabilité du patron qu'on le déclare délictuelle ou contractuelle ne l'en exonère point. Et ce risque ne suffit-il point à expliquer l'exigence d'un supplément de salaire (1).

77. M. Desjardins objectait aussi le caractère synallagmatique du contrat, il montrait qu'il donnait naissance à deux classes d'obligations, une classe à la charge de chaque partie, qu'en un mot la promesse de sécurité n'était pas unilatérale, et que si le patron la faisait à l'ouvrier celui-ci devait la faire au patron. Dès lors si un accident se produisait pourquoi supposer que c'était telle classe d'obligation plutôt que telle autre qui avait été violée (2). C'était là il faut l'avouer une raison extrêmement sérieuse, nous verrons plus loin que l'on tenta d'y obvier (3), qu'elle subsista néanmoins, et qu'elle fut une des principales causes qui ébranlèrent le nouveau principe. Il nous suffit pour le moment de faire remarquer que M. Marc Gérard croyait y répondre en citant l'exemple des Compagnies de chemins de fer qui s'obligent implicitement vis-à-vis de leurs voyageurs à les préserver contre toute espèce d'accidents sans que jamais on ait dû prétendre, disait-il, que cet engagement fût réciproque. Que vient faire ici ce motif, et où trouve-t-on une analogie ; il était plus habile pour écarter cette théorie, de la combattre sur un autre terrain, de montrer les conséquences désastreuses qu'elle allait engendrer, l'exception singulière qu'elle consacrerait sans texte pour la légitimer au milieu du droit commun qui régissait les contrats. Si vous admettez cette théorie, disait-on, vous laissez de côté les fautes engendrant les conséquences les plus graves, tandis que dans les autres conventions on admet que toutes les fautes connexes au contrat doivent être régies par les règles mêmes de ce contrat. C'était là une singulière anomalie que seul un texte de loi pouvait victorieusement con-

(1) Cette raison est contestable, M. Labbé en donne une meilleure en disant que le salaire se proportionne plutôt à l'habileté déployée à l'utilité des services

qu'au péril couru ; c'était l'idée de M. Faure, elle est la bonne.

(2) Sic : Josserand, p. 37, 38.

(3) Théorie de M. Chavegrin.

sacrer. On devait au contraire revenir au droit commun, admettre que la responsabilité découlant des obligations engendrées par un contrat devait être régie par les règles de ce contrat. C'était là une théorie générale qui dominait le Code tout entier, il en avait fait de nombreuses applications dans des contrats mieux réglés que celui du louage de services. Parmi ceux-ci, pour leur analogie on pouvait citer le contrat de mandat et de transport. L'art. 2000 portant pour la première de ces conventions que le mandant doit indemniser le mandataire de pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable. C'était bien là, disait-on, l'application du principe général qui résout les questions connexes à l'exécution d'un contrat selon les règles mêmes du contrat de louage de services. Si le mandant doit indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a éprouvées dans sa gestion, parce que le mandant dirige l'opération et que le mandataire est tenu d'exécuter ses ordres, combien plus doit être admis que le patron, uni à l'ouvrier par des règles plus étroites, doit encourir la même obligation. La sujétion, l'obéissance qu'exige le patron d'un ouvrier ainsi privé de toute l'initiative, de toute la liberté d'allures, laissées par le mandant au mandataire, légitime nécessairement une telle extension.

78. A défaut de motifs juridiques, pouvait-on du moins trouver des motifs d'ordre pratique pour écarter la théorie de la faute contractuelle et légitimer la théorie adverse ; en un mot aboutissait-on à des conclusions choquantes, à des solutions qui heurtaient la raison ? On ne pouvait songer un instant à le soutenir ! Était-il donc insensé de prétendre que la responsabilité des accidents devait peser sur celui qui avait l'autorité, la direction de l'entreprise, sur celui en un mot qui, seul, avait le pouvoir de les éviter. Pour l'affirmer, disait M. Sauzet, il faudrait méconnaître la situation respective faite aux deux parties en présence, situation qu'on peut résumer en deux mots : au patron la direction, à l'ouvrier l'exécution du travail ; or, une charge de directeur et de surveillant, c'est l'obligation

de veiller à ce que le travail s'accomplisse dans des conditions aussi parfaites que possible de sécurité et de salubrité pour l'ouvrier; prétendre le contraire c'est dire que le patron est responsable vis-à-vis de l'ouvrier comme il le serait vis-à-vis d'un tiers, c'est ne point tenir compte du contrat intervenu entre le patron et l'ouvrier.

M. Sainctelette n'était point d'un autre avis : « La responsabilité *sensu lato*, écrivait-il, est le corrélatif nécessaire et inséparable de l'autorité. C'en est l'ombre, point d'autorité sans responsabilité est la condition même de notre humaine nature. La responsabilité naît avec l'autorité, grandit avec elle, décroît avec elle, cesse avec elle, tel l'angle de réflexion égale toujours l'angle d'incident. Une autorité contractuelle ayant pour corrélatif une responsabilité délictuelle serait, juridiquement parlant, un phénomène aussi monstrueux que le serait un angle d'incidence rectiligne, produisant un angle de réflexion curviligne, ou qu'un arbre projetant l'ombre d'un château (2) ».

Nous terminerons ce chapitre sur cette citation d'un des adeptes les plus fervents et les plus illustres du système de la faute contractuelle : tel était le sentiment unanime de ceux qui soutenaient le principe et le fondement de la nouvelle théorie.

§ 2. — Étendue de l'obligation du patron

79. A peu près d'accord sur l'origine contractuelle des obligations imposées au patron, la doctrine ne retrouva pas cette quasi unanimité lorsqu'il s'agit d'en limiter l'étendue. Il se produisit, en effet, sur cette importante question quatre théories divergentes ; nous les nommerons chacune d'un seul nom et, bien que pour la plupart elles

(1) Sauzet.

| (2) Sainctelette, p. 119 et 130.

eussent d'autres promoteurs, nous dirons qu'elles furent représentées l'une par M. Sauzet, l'autre par M. Labbé, les deux dernières par MM. Chavegrin et Esmein.

80. Ce fut une obligation très rigoureuse et plus précise encore que mirent à la charge du patron MM. Sainctelette et Sauzet.

Pour M. Sainctelette le contrat comporte virtuellement la garantie de sûreté. L'ouvrier, dit-il, est comme l'assuré, un créancier de sûreté; n'est-il pas juste que celui qui fait travailler, qui dirige et commande soit pendant toute la durée de l'entreprise garant de la sûreté de celui qui travaille (1)? Un an avant lui M. Sauzet (2) avait formulé la même idée, en termes différents. Pour nous, disait-il, voilà notre formule : l'obligation que le contrat de louage met à la charge du patron, c'est l'obligation de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder la santé et la vie des ouvriers (3).

Ainsi, pour les premiers promoteurs du caractère contractuel de la responsabilité en cas d'accidents, la situation des deux parties était nette et tranchée : l'une, c'était le patron, était créancière de sûreté; l'autre, l'ouvrier, en était la débitrice.

81. Tout en adoptant le système contractuel, M. Labbé ne pensait point qu'on pût sans injustice le pousser jusqu'à ces dernières conséquences (4). Il critiqua l'opi-

(1) Sainctelette p. 156 et 169.

(2) Sauzet. Responsabilité des patrons p. 24, 34.

(3) Dans cette théorie le maître, garant de sûreté à l'égard de l'ouvrier, devait, de par le contrat, lui rendre sa personne intacte comme le locataire d'une chose doit à la fin de son bail restituer la chose intacte au bailleur.

(4) Il y a ici une petite difficulté. En 1886, M. Labbé écrivait : « Nous croyons que le maître qui utilise et ordonne le travail de l'ouvrier, qui le met en contact avec une machine ou un animal susceptible de nuire doit en principe garantir à l'ouvrier la sécurité; il doit à la fin de la location de services ou d'industries rendre au travailleur sa personne intacte, comme le locataire d'une chose doit rendre à la fin du bail la chose in-

tacte au bailleur. » (P. 1886, I, 563, in medio.)

Il semblerait donc qu'après avoir écarté la théorie de MM. Sauzet et Sainctelette, M. Labbé l'adoptât mais nous sommes autorisés à maintenir l'opinion émise au texte : en 1889, le célèbre auteur revenait, en effet, sur son affirmation.

Il en serait ainsi, écrivait-il, si l'on interprétait le contrat de louage de services, en ce sens que l'entrepreneur promettrait de rendre l'ouvrier à lui-même sain et sauf à la fin du travail, mais cela n'est pas écrit dans la loi et cela ne saurait s'induire de l'équité, de l'usage ou de l'intention probable des parties. Nous avons toujours vu dans cette formule une exagération. (1889, S. IV, p. 2, in medio.)

nion précédente comme beaucoup trop absolue, elle élargissait suivant lui d'une façon démesurée le cadre des obligations mises par le contrat à la charge du patron. L'on ne pouvait suivre M. Sainctelette lorsqu'il prétendait assimiler l'ouvrier à un pur instrument de travail, lorsqu'il soutenait que ce dernier abandonnant toute volonté, toute initiative avait renoncé à se protéger lui-même contre les dangers de sa profession (1). Il était divinatoire et excessif de soutenir, et c'était la thèse de M. Sauzet, qu'en embauchant un ouvrier le patron s'engageait à restituer celui-ci sain et sauf à l'expiration du contrat, comme une chose louée à la fin d'un louage; une telle éventualité n'avait pu entrer aussi absolument dans les prévisions des parties (2). L'admettrait-on, il faudrait encore nier l'analogie : l'ouvrier ne se louait pas lui-même mais louait son travail et son savoir faire, le patron n'était pas en possession d'une chose qu'il devait restituer, et dont il avait la garde, et partant simple créancier de services, il ne devait plus la sûreté (3).

82. Telle fut l'idée qu'après M. Labbé adoptèrent MM. Lyon-Caen, Glasson (4), Planiol et Cotelle (5). D'après tous ces auteurs, le vide que laissait le législateur au titre du contrat de louage devait être comblé en s'inspirant des principes qui régissent les obligations conventionnelles en

(1) Sainctelette, p. 124. Contrat : Josserand, p. 30, in medio. Hubert-Valléroux : Le contrat de travail, p. 273, in medio.

(2) Labbé. 1885, P. II, p. 36. 2^e col. in medio. Il faut observer que M. Labbé admettait cependant cette idée, mais seulement lorsque l'indépendance de l'ouvrier était à ce point restreinte, qu'on pût le considérer comme une simple machine (1885, P. II, 36, in fine). Mais en règle générale, il ne l'admettait pas ; « c'eût été constituer le patron assureur de tous les risques de la profession ou de la situation de l'ouvrier, rien ne démontre que le patron ait voulu le faire » (1889. S. IV, p. 2. in fine.)

(3) Nous ne pouvons nous étendre sur toutes les questions que soulèvent ces théories. L'activité de l'homme, dit M. Cotelle, ne peut être matérialisée à

ce point que l'ouvrier disparaisse et devienne une chose baillée en location, comme une bête de somme. (Revue pratique, t. 55, p. 535, in medio.)

(4) Glasson : « L'ouvrier a pour obligation de fournir le travail procuré et si une chose lui a été remise pour la façonner, de préserver cette chose de tout dommage. Le patron a pour obligation de payer le salaire et aussi de prendre toutes les mesures nécessaires dans l'intérêt de la vie et de la santé des ouvriers. » (p. 30.)

(5) De la garantie des accidents, t. 55, d. 338, in medio. Revue pratique. « Le patron a non seulement le devoir moral, mais encore legal de veiller à la sécurité des hommes qu'il emploie en ne négligeant aucune précaution utile pour les mettre à l'abri des accidents. »

général ; on devait soumettre le contrat de louage de services aux règles des articles 1135 et 1156 du code civil. Dès lors c'était à l'équité, à l'usage, à la nature de l'obligation elle-même, et aussi à la commune intention des parties à révéler l'intention cachée du législateur, à fixer l'étendue de la responsabilité qui incombait au patron en vertu du contrat de louage (1). La solution d'une question ainsi posée, pensait-on, devait dépendre des circonstances (2), aussi était-il nécessaire d'écarter *à priori* toute formule rigide qui n'admettait point de distinction suivant les hypothèses (3). Au lieu de prétendre que le patron devait la sécurité absolue à l'ouvrier, c'était une formule plus exacte et plus près de la vérité aussi de dire que le maître devait prendre toutes les mesures propres à préserver l'ouvrier des dangers inhérents à l'industrie exercée (4). La raison que donne M. Labbé pour rejeter le système adverse et faire triompher son opinion, est celle que nous avons déjà exprimée plus haut. Le Code se gardant de dire que le patron fût créancier de sûreté, il fallait s'en référer à la commune intention des parties et dès lors il était invraisemblable de croire que le patron, maître du contrat, se soit bénévolement imposé le surcroît énorme de charges et d'obligations (5) qu'impose toute dette de sécurité.

C'était ainsi une observation plus attentive de la réalité qui fournissait à M. Labbé son argument principal contre l'ancienne théorie, ce fut elle aussi qui, lorsqu'il s'agit de trouver une formule exacte et souple qui traduisit la nouvelle, aida puissamment le célèbre professeur à la lui faire découvrir. Patron, disait-il après avoir merveilleusement analysé chaque cas particulier, je garantis la bonté, la force suffisante, la bonne adaptation au travail des instruments que je fournis, l'innocuité des substances que je procure aux ouvriers : édifier des règlements qui concernent leur sécurité, ce n'est point encore suffisant, il m'incombe de veiller à leur observation. L'industrie que je dirige exige-t-elle

(1) Labbé, 1885, P. II, p. 36, 2^e col., |
in medio.

(2, 3, 4.) Labbé, 1885, P. II, p. 34 & suiv.

(5) Sic Saleilles, p. 66, in medio.

l'emploi de substances malfaisantes, il me faudra multiplier les moyens de préservation, organiser et mettre à portée des secours et des remèdes, me tenir au courant des perfectionnements les plus récents de l'industrie et les appliquer aussitôt, et c'est encore sur moi que pèsera l'obligation d'apporter toute la diligence possible dans le choix des ouvriers réunis par mon fait dans une communauté d'efforts périlleux et dont ma volonté imposa aux autres la collaboration (1). Et comme s'il eût craint qu'ainsi disséminée, son idée ne fût incomplètement comprise il en donnait quelques lignes plus bas une formule plus homogène, plus nette, et plus concise. Le maître, écrit-il, garantit la bonne détermination de ses ordres, le bon état, l'aptitude des instruments qu'il fournit, l'emploi judicieux des moyens les plus sûrs de préservation. Quand l'ouvrier est placé dans une situation où le péril est accru par la multiplicité des agents employés ensemble il garantit le choix éclairé, prudent du collaborateur qu'il donne à cet ouvrier (2), mais il a satisfait à son devoir de contractant quand il a essayé de conjurer les risques d'un travail professionnel en prenant toutes les mesures que la prudence suggère et que la science actuelle comporte (3).

83. Telle était la doctrine que professait M. Labbé et

(1) Plus l'indépendance de l'ouvrier est restreinte, ajoutait M. Labbé, plus son autorité est soumise à la direction d'autrui, plus sont grands les devoirs du patron : c'est la simple application de cette phrase : La responsabilité est proportionnelle à l'autorité.

(2) Labbé, 1885. P. II, p. 35.

(3) Labbé, 1889. S. IV, p. 2, 1^{re} col. in fine. Nous verrons que M. Esmein propose un système tout différent de celui de MM. Labbé, Sauzet et Sainctelette, mais il paraît bien que s'il n'en a pas introduit un élément nouveau dans la discussion, il eût rejeté le système de M. Labbé pour se rallier à la théorie du publiciste belge : « La clause de style, écrit-il, ne peut être suppléée par le juge qu'autant qu'elle est purement de la nature du contrat dont elle ne fait que préciser d'une façon plus nette que la loi elle-même les conséquences ». Or, il semble bien que dans le système de M. Labbé,

l'obligation de garantir ne dérive point du contrat lui-même, comme à la rigueur M. Esmein l'admettrait (P. 16, 2, col. in principio), mais soit plutôt une clause de style que le juge doit suppléer. Cette partie de la doctrine de M. Labbé n'est pas très claire et la note de M. Esmein à ce sujet peu explicite.

Quant à M. Lecomte (note anonyme dans Dalloz 1886 t. II, p. 154), il est aussi d'avis de donner à la responsabilité contractuelle une formule très large; voici celle qu'il propose. Le patron est tenu de prendre tous les moyens qui sont en son pouvoir pour assurer la sécurité de l'ouvrier. L'ouvrier s'engage de son côté à observer le règlement et à obéir aux ordres donnés dans l'intérêt de la conservation des personnes et des choses : Le contrat de travail (Revue de législation des mines, avril, mai, juin 1895).

qu'adopta après lui un nombre considérable d'illustres commentateurs. On peut même dire que jusqu'en 1896, sauf en Belgique où la thèse de M. Saintelette continuait à faire de nombreux adhérents, elle triompha sur toute la ligne. A cette date une note de M. Chavegrin sous arrêt de la cour de Paris vint proposer une nouvelle conception de la responsabilité contractuelle en matière de transports. Son auteur d'ailleurs, exprimait l'intention très arrêtée de la restreindre à ce chef, malgré lui cependant elle dépassa le cadre qu'il lui avait assigné; certains auteurs, pour avoir le plaisir de la réfuter d'ailleurs, voulurent y voir la formule définitive de la responsabilité patronale, plus claire, disait-on, plus séduisante encore que celle de M. Labbé (1). En cela ils avaient tort, seul son promoteur était dans le vrai en affirmant qu'elle était insuffisante à résoudre une pareille question. Quoi qu'il en soit, le fait est là, appliqué au contrat de louage de services, cette doctrine est curieuse et la voici.

84. Sur une question qui fut vivement controversée en matière de transports, M. Chavegrin prend d'abord immédiatement position. Pour lui la responsabilité du voiturier est tantôt contractuelle, tantôt délictuelle. Elle est certainement toujours contractuelle quand il s'agit du transport des marchandises, puisque l'art. 1784 dispose que le voiturier est garant de la perte ou des avaries survenues, s'il ne prouve que les choses ont été perdues ou avariées par force majeure; mais en présence du silence de l'art. 1784 la solution est plus douteuse à l'égard du transport de personnes. Or, M. Chavegrin se refuse à concéder que l'article puisse sans distinction tout au moins être étendu à cette hypothèse, l'art. 1784 pour lui ne concerne que le transport des choses, et voici les raisons qu'il donne. C'est que les choses sont inertes, nous dit-il, et cette inertie même prouve d'une façon certaine qu'elles sont étrangères à l'accident qui les frappe, qu'elles n'ont pu y concourir. Jamais en un mot elles n'introduiront un élément nouveau,

(1) Jossierand : p. 33.

une force propre dans l'exécution du contrat. On peut admettre une extrême rigueur dans l'appréciation de l'étendue d'une telle responsabilité; l'équité et la justice n'en seront jamais violées, car le voiturier ne répondra jamais que d'un fait qui lui est personnel.

Tout autre est le caractère que revêt le transport de personnes; de par son objet même il diffère totalement du transport de choses. Nous ne sommes plus ici en présence d'une chose morte et passive, mais en face d'un individu vivant, doué de volonté, d'initiative et de mouvement, il monte, il descend, il va et vient comme il lui plaît. Lorsqu'un accident se produira qui peut affirmer qu'il n'y a pas pris une certaine part, que sa responsabilité n'en est point engagée, le contraire peut être également exact mais le cas du moins est douteux, et dès lors comment pourrait-on supposer que le voiturier ait entendu contracter ici une obligation de sécurité absolue. Si un sinistre peut être causé, du moins occasionné, par le fait du voyageur lui-même, il n'a pu vraisemblablement s'engager à écarter tout danger d'accident, on ne peut admettre qu'il ait assumé par la convention même toute la mauvaise chance d'un aléa aussi scabreux, qu'il ait bénévolement couru le risque de fournir aux voyageurs des indemnités pour des dommages causés par eux-mêmes.

85. Mais si c'est ainsi la volonté, l'activité seule de la personne qui s'oppose à ce que le voiturier ait pu contractuellement s'engager à faire arriver le voyageur à bon port, il s'ensuit que si cette activité, cette volonté viennent à manquer, d'autres conséquences en résultent. Considérer en effet un voyageur comme un être doué de volonté et de mouvement, ce peut être une règle générale, ce n'est certainement point une règle absolue. Le voyageur peut avoir joué un rôle actif, cela est ordinairement vrai, mais de par la nature même de l'accident, l'individu peut apparaître aussi comme n'ayant été dans l'événement qu'un rouage absolument passif. Si les faits s'opposent à ce qu'on puisse le considérer comme ayant pu concourir à la catastrophe, il en est la victime, mais, serait-ce à une mesure

infinitésimale il n'en est pas l'auteur ; en un mot il est une chose, une chose morte.

Ce serait alors un singulier raisonnement d'arguer de sa volonté et de sa personnalité humaine pour le spolier d'une indemnité plus assurée à laquelle sans nul doute il a droit (1). Son action en responsabilité doit être placée sous la protection du contrat de transport : la Compagnie doit être déclarée responsable jusqu'à preuve contraire.

Telle est, dit M. Jossierand, la solution séduisante à laquelle aboutit M. Chavegrin.

86. Séduisante, oui il est vrai pour le contrat de transport, mais comment pouvait-on l'entendre ainsi quand il s'agissait de celui de louage de services ; et surtout la trouver plus claire, plus compréhensive encore que celle de M. Labbé. M. Jossierand n'a-t-il point lu complètement la note de M. Chavegrin, ignorait-il ou bien avait-il oublié que celui-ci protestait par avance contre toute extension de sa théorie en pareille matière. Voici les lignes que ce maître arrêteste consacrait à cette idée : « La responsabilité contractuelle entendue de la sorte, tient une place assez grande dans les relations entre voyageurs et voituriers, mais sans qu'on ait à l'appliquer de même entre ouvriers et patrons. Quelque infime que soit sa besogne, l'ouvrier n'est jamais un engrenage inerte ou une mécanique obéissante dans le travail qu'il exécute ; il reste maître de sa personne et peut appeler le danger par ses imprudences ou maladresses. Nous ne le traiterons donc pas comme l'individu qui roule en voiture et en wagon. Notre doctrine en matière de transports n'a nullement pour conséquence, l'extension de la responsabilité *ex contractu* aux accidents de l'industrie. » Voilà qui est net, clair et catégorique et c'est bien violer manifestement la pensée d'un auteur que d'aller contre de telles affirmations.

(1) D'ailleurs, dit M. Chavegrin, une responsabilité contractuelle dans ses limites est non seulement en harmonie avec l'intention probable des parties, mais est au surplus très juste. En effet, quand la personne blessée a joué un

rôle passif dans l'accident on ne peut guère lui donner un rôle actif dans le procès qui suit. Que peut savoir sur le déraillement le voyageur qui a été renversé avec son wagon. (Sirey, 1896, II. 227, 3^e col. in fine).

87. Il est vrai que M. Chavegrin se refuse à considérer l'ouvrier comme un être purement passif, comme un colis, comme une chose en un mot, que cette affirmation est contestable, comme toute opinion l'est d'ailleurs, et qu'il paraît résulter clairement que seule cette considération semble l'avoir entraîné à refuser toute extension de sa théorie au contrat de louage de services.

On voit dès lors se dresser l'objection. Peut-être M. Josserand ne partageait-il pas l'avis du savant maître sur ce point particulier et n'était-il point par suite tenu de spécialiser ainsi sa doctrine. Eh bien, même avec cette explication, en admettant ce point de départ, en concédant que cette thèse puisse être une théorie générale de la responsabilité contractuelle, nous maintenons qu'appliquée au louage de services, la formule de M. Chavegrin était inférieure à celle de M. Labbé, qu'elle était même encore à peu près inapplicable. Prenons en effet la phrase approbative de M. Josserand lui-même ; pour serrer l'argumentation, remplaçons tous les termes concernant le contrat de transport par ceux qui sont relatifs au louage de services et voyons ce qu'il en advient. « L'accident est-il de telle sorte que la volonté, l'imprudence de l'ouvrier ont pu y jouer quelque rôle ? C'est l'article 1382 qui domine la question d'indemnité, car la responsabilité du patron ne peut être rattachée au contrat : personne ne s'engageant tacitement à répondre du fait d'autrui. Au contraire l'accident est-il de telle nature, que la volonté, l'imprudence de l'ouvrier y sont restées nécessairement étrangères ? C'est la responsabilité contractuelle du patron qui sera mise en œuvre, car l'ouvrier ne s'est pas comporté dans le contrat de louage autrement que le ballot de marchandises dans le contrat de transport : il a subi l'action d'une force irrésistible qu'il n'a pas mise en mouvement et dont il ne pouvait arrêter l'élan. C'est alors seulement que l'art. 1784 fournira à la théorie de la responsabilité contractuelle un argument d'analogie vraiment puissant. »

88. Qu'est-ce cela et que veut-on dire ? Nous avons accordé tout à l'heure qu'il était possible quelquefois de

considérer l'ouvrier comme une chose inerte, est-ce à dire qu'il le sera toujours, est-ce à dire même qu'il le sera le plus souvent : assurément non. Beaucoup d'auteurs, la plupart, affirment qu'il ne l'est jamais ; tout au moins si l'on admet le contraire, ne doit-on l'admettre qu'exceptionnellement. La responsabilité de l'ouvrier n'est pas une règle absolue, soit, mais c'est tout au moins une règle générale et dès lors avec la thèse de M. Chavegrin, que va-t-il en résulter ? C'est que l'article 1382, cet article que l'on voulait écarter à tout prix, cet article pour lequel la jurisprudence avait compromis la logique elle-même, contre lequel la doctrine avait édifié ses théories les plus ingénieuses, à la suppression duquel enfin concouraient et les juges, et les prudents et le législateur, cet article, dis-je, allait reparaitre plus fort, plus intact, plus intangible qu'autrefois (1.). La légère concession qu'il faisait à la thèse contractuelle dans le cas où l'ouvrier pouvait être envisagé comme une chose inerte, eût été pour ainsi dire la part du feu. Possesseur d'un moindre domaine, il est vrai, il en eût été du moins le souverain absolu, et la jurisprudence n'aurait pu comme jadis le travestir pour l'entraîner au dehors.

En vain M. Sauzet, M. Sainctelette, M. Labbé, avaient-ils épuisé toutes leurs ressources d'argumentation pour placer la responsabilité patronale sur le terrain contractuel ; tous leurs efforts devenaient vains. Responsable du dommage jusqu'à preuve contraire, lorsqu'il avait contracté pour ainsi dire avec une chose, le patron n'avait à craindre qu'une faute démontrée, lorsqu'il avait contracté avec un ouvrier. C'était le fardeau de la preuve qui de tout son poids retombait la plupart du temps sur celui-ci et tous

(1) C'est là en effet une conséquence évidente et c'était bien d'ailleurs l'opinion de M. Chavegrin. Voici ce qu'il dit : « Pour mieux dire si l'ouvrier peut parfois se prévaloir de cette responsabilité, c'est dans les cas spéciaux où il est en fait et momentanément moins un travailleur aux gages d'autrui qu'un voyageur transporté par le patron qui l'emploie

(exemple : terrassier de chemin de fer conduit de sa résidence au chantier dans le wagon de la C^e et blessé durant le trajet). La théorie précédemment défendue pourra donc être acceptée même par les tribunaux qui ne veulent pas donner à l'action de l'ouvrier une base autre que les dispositions des art. 1382 et suivants. »

les inconvénients qui en étaient jadis résultés, renaissaient tour à tour. Bien plus un aléa nouveau s'introduisait dans les rapports des deux parties. Quand l'ouvrier était-il une chose, quand était-il une personne ? Les tribunaux devaient avoir sur ce point un souverain pouvoir d'appréciation, et c'était décidément avec juste raison que M. Chavegrin, limitant strictement au contrat de transport l'étendue de sa doctrine, avait conclu à l'impossibilité de son extension en matière de louage de services.

89. Enfin une autre interprétation de la responsabilité contractuelle, la dernière qui ait été proposée avant l'élaboration et la consécration de la nouvelle théorie du risque professionnel et qui lui fut d'ailleurs presque concomitante, fut celle de M. Esmein. Elle était très ingénieuse et M. Saleilles a fort bien résumé les causes profondes qui présidèrent à son élaboration, les imperfections antérieures auxquelles elle voulait obvier. « Promettre la sécurité c'est beaucoup, dit-il, promettre son fait c'est bien vague, et peut-être insuffisant, ce qui est plus véritablement juridique c'est de considérer le patron comme un locataire d'ouvrage qui loue le service de ses ouvriers et de son côté, s'engage à les garantir de tous les risques provenant des machines avec lesquelles il les met en contact, à supposer par conséquent que l'accident provienne d'un vice de la machine ou de l'outillage (1) ».

Ce fut bien là en effet la thèse de M. Esmein. On ne peut admettre, écrivait ce jurisconsulte, que le contrat de louage de services produise une obligation de sécurité absolue à la charge du patron, « mais en vertu même des principes généraux qui régissent le louage, par cela seul que c'est un contrat de bonne foi, chacun des contractants est responsable des vices que peuvent présenter les choses qu'il remet ou confie à l'autre partie en exécution du contrat ». Ces vices, il en est responsable même s'il ne les a point connus, c'est une règle formulée nettement par l'art. 1721 pour le louage de choses, et cette responsabilité cesserait seule-

(1) Saleilles, p. 17, n° 11.

ment, suivant M. Esmein, s'il était humainement impossible au loueur de soupçonner leur existence : le droit français est muet à cet égard, il est vrai, mais c'est là une règle d'équité, et les jurisconsultes romains, nous dit le savant professeur, en avaient ainsi décidé (loi 19 § 1. *Digeste Locati*, livr. 19, titre 2). Ces principes incontestablement applicables au louage de choses, il n'existe aucune bonne raison pour ne pas les étendre au louage de services ; elles dérivent en effet de la nature même du contrat, et comme le louage de services et de choses sont de même espèce ils doivent être régis en commun par les mêmes principes essentiels (1). On ne voit pas de raison de distinguer (Cf. L. 62 *Dig. Locati*, livre 19, titre 2). « Ici aussi et dans les mêmes conditions le patron est responsable du dommage résultant de l'imperfection que présente l'outil confié à l'ouvrier, du vice de construction existant dans la machine que celui-ci doit conduire. Il répond de ces vices alors même qu'il les a ignorés et sauf, croyons-nous, dans le cas où il lui aurait été humainement impossible de les connaître. L'ouvrier, victime d'un accident, n'a donc pas d'autres preuves à faire que celle résultant du vice de construction ou du vice de la chose, c'est alors au patron à prouver, si l'on admet cette atténuation, qu'il lui était impossible de connaître le défaut ».

90. C'était là une doctrine ingénieuse, curieuse surtout en ce qu'elle était le point intermédiaire entre l'ancienne doctrine contractuelle et la thèse nouvelle qui tendait à créer l'obligation légale (2) ; mais au point de vue juridique était-elle sans défauts ? et au point de vue pratique, surpassait-elle celle qu'avait émise M. Labbé ? On le nia.

Cette garantie des vices, dit-on, elle est de droit commun

(1) Josseland, p. 36, in medio, sur Esmein ; S. 1896 L. p. 20, 3^e col. in medio.

(2) Voir cette idée exposée dans M. Saleilles ; Essai etc., p. 17, n° 11 in fine. « C'est donc une clause de garantie par conséquent indépendante de toute idée de faute, et entraînant responsabilité dès que le vice est prouvé, indépendamment

de toute question de surveillance, et alors même que toutes les précautions, fût-ce les plus minutieuses, eussent été prises ; on voit ainsi le point intermédiaire de cette nouvelle et très ingénieuse interprétation avec le système de l'obligation légale. »

lorsque l'objet du louage est la jouissance d'une chose, « car il faut bien avant tout en promettre la complète innocuité ». Mais ici la chose louée n'est pas la machine qui a causé l'accident, c'est le travail de l'ouvrier, l'analogie n'existe pas. « Le travail de l'ouvrier n'est possible, dit M. Saleilles, qu'à la condition d'entrer en contact avec un outillage mécanique, de telle sorte que lui aussi doit avoir ses risques, et que ces risques impliqués dans le travail manuel lui-même, ce sont précisément ceux dérivant des outils qui lui sont nécessaires et dont il supporte forcément les conséquences, que ces outils appartiennent à l'ouvrier qui s'en sert ou qu'on les lui confie (1). Puisqu'en matière de louage d'ouvrage on ne promet pas la jouissance d'une chose dont le locataire ait à se servir pour son compte et dans son intérêt, tout ce qu'ordonne l'équité et exige la bonne foi, c'est l'obligation corrélatrice du patron, de ne pas faire travailler l'ouvrier dans des conditions qui puissent constituer un danger pour lui, mais cela alors c'est une obligation de faire, ce n'est plus forcément une clause de garantie pour vices cachés » (2). C'était la thèse de M. Labbé.

Telles étaient donc les raisons juridiques que l'on faisait valoir contre l'opinion de M. Esmein : elles n'étaient point les seules, elles n'étaient même point les plus grandes, celles d'ordre pratique étaient plus considérables encore. Comme pour résoudre le problème de la responsabilité patronale, il existait d'autres systèmes dont un, celui de M. Labbé, était prépondérant, tout consistait à se demander si celui-là leur était supérieur, car s'il ne l'était pas, il n'avait plus de raison d'être. Or, quelle que soit la déférence que nous ayons pour un maître tel que M. Esmein, la vérité nous oblige à dire que nous ne le pensons pas. Le nouveau système ne faisait guère avancer la question, il ne créait point « une commodité de plus ». Il était en somme plus facile, nous dit M. Saleilles (3), de prouver un défaut de précaution comme l'entendait la juris-

(1, 2, 3) Saleilles, p. 18, in medio, p. 19 in principio.

prudence ou comme le comprenait la doctrine lorsqu'elle rattachait la responsabilité à une obligation de faire plutôt qu'à une cause de garantie proprement dite, « que d'établir, non seulement l'existence d'un vice caché, mais encore le rapport de causalité qui eût permis d'attribuer l'accident au vice découvert après coup ».

Comme la théorie de M. Chavegrin, celle de M. Esmein était donc loin d'être un progrès ; la question restait stationnaire ; tout, plutôt, semblait même être remis en question. L'ouvrier que les tendances modernes voulaient de plus en plus protéger, se trouvait dans une situation plus désavantageuse. Les preuves, qu'après l'accident survenu, réclamait de lui M. Esmein, étaient à peu près impossibles à fournir ; et, sans être taxé d'exagération, l'on pouvait dire que l'obtention de l'indemnité à laquelle il avait incontestablement droit, était devenue, dans ce dernier système, la chose du monde la plus douteuse et la plus précaire (1).

91. Ainsi, des trois systèmes (2) édifiés tour à tour pour résoudre cette difficile question de la responsabilité contractuelle, un seul surnageait. L'un, novateur à l'excès, se condamna à l'impuissance par son exagération même. Orthodoxe et rigide, il posait un principe absolu dont il avait déduit des conséquences inexorables. Son inflexibilité se prêtant mal à l'opportunité de la vie, les quelques tribunaux qui l'appliquèrent furent obligés de l'abandonner. Sur le terrain de la pratique, il se brisa contre la réalité des faits ; il fut vaincu, put-on dire, par l'expérience même dont il avait été l'objet. L'autre, temporisateur à l'excès, ne fut admis ni par la généralité de la doctrine, ni par la jurisprudence. Par son insuffisance pratique, il se condamnait à n'arriver jamais à la pleine éclosion de la vie. Dans cette confuse élaboration de la doctrine de la responsabilité contractuelle, il semble bien représenter l'élément sage, important et nécessaire, attaché invinciblement aux formes vénérables du passé et aux antiques institutions.

1) Jossierand, p. 27, in principio.

(2) Nous considérons ici les systèmes de MM. Chavegrin et Esmein, comme

un tout unique : au point de vue où nous nous plaçons ici ils représentent la même idée.

Entre ces deux points extrêmes, celui où la vie va commencer, et celui où le déploiement, l'exagération de sa propre activité entraîne tout organisme à la mort, M. Labbé eut le mérite de faire naître un système et de le formuler, et l'habileté plus difficile encore, de savoir le conduire et l'arrêter.

CHAPITRE II.

LES CONSÉQUENCES DU PRINCIPE

§ 1^{er}. — **Dévolution de la preuve**

92. Dans tout procès, la question de la dévolution de la preuve est une des questions les plus graves, mais en matière d'accidents de travail, dans une instance, où se débat, a-t-on dit, le prix de la vie et du sang, on comprend qu'elle revête une importance plus considérable encore. M. Labbé en a résumé l'acuité dans une formule nette et concise. Selon la solution qu'elle reçoit, écrit-il, le défaut de preuve entraîne une réparation sans faute, ou une faute sans réparation (1). C'est ainsi, d'ailleurs, que tout le monde le comprit, et la charge de la preuve devait être et fut véritablement l'enjeu de la lutte qui s'ouvrit entre les partisans de la responsabilité contractuelle et ceux de la responsabilité délictuelle (2).

(1) Labbé, Cass. 19 juillet 1870. (1871. P. 13 1^{re} col. in medio, S 71, 19).

(2) Sic Che-nev : « Quel est au surplus l'intérêt de la discussion, nous l'avons dit, il s'agit surtout d'une question de preuve » : Pandectes 1897, I, 514, 3^e col. in fine). Revue critique, 1898, p. 310 in medio, de même Planiol : Revue critique : id. p. 531. Saleilles : p. 20, n^o 13.

« Il faut bien se rendre compte de ce qu'il y avait au fond de la thèse contractuelle, l'idée d'un résultat que l'on voulait fonder sur un principe juridique, au lieu de le faire constater purement et simplement par la loi ; on voulait arriver à intervertir la charge de la preuve. »

93. Au chapitre précédent, nous avons vu dans quel sens optaient ces derniers, nous avons montré que, considérant la faute du patron comme cause unique de la créance de l'ouvrier, ils en avaient conclu à la nécessité pour ce dernier d'en rapporter la preuve, tout demandeur étant tenu de fournir le fait générateur de sa créance, d'indiquer la cause de son droit (1). Nous avons dit que c'était là une conséquence inéluctable du système adopté, et qu'il y fallait aboutir inévitablement si l'on faisait de l'art. 1382 le fondement de la responsabilité patronale.

Il devait en aller autrement avec le système de la faute contractuelle. Dès le début de son opusculé, M. Sauzet l'indiquait en termes nets et précis. L'on voit, écrivait-il, quelle est aussitôt la conséquence nécessaire de cette manière d'envisager la responsabilité du maître: c'est que l'ouvrier n'est plus tenu de prouver la faute du patron qui a amené l'accident; au patron, pour se soustraire à la responsabilité que lui impose son contrat, incombe le soin d'établir que l'accident ne lui est pas imputable.

94. Cette conséquence, qui à première vue semble si évidente, ne fut cependant pas admise par tous les partisans de la nouvelle théorie, quelques-uns la nièrent absolument; parmi ceux qui l'acceptèrent, d'autres firent quelques réserves et réclamèrent certaines distinctions. Elles furent assez importantes pour qu'il nous soit nécessaire d'en dire ici quelques mots.

95. Pour ceux qui soutiennent, dit M. Labbé, que le maître garantit la sécurité de l'ouvrier dans le travail commandé, la conséquence à tirer du principe est très claire : l'ouvrier établit qu'il a été blessé en travaillant, il demande une indemnité, le maître doit réparer le dommage d'un accident survenu dans le travail, à moins qu'il ne démontre que l'accident provient d'un cas fortuit ou de la faute de l'ouvrier (2). C'est là en effet l'application pure et simple des principes généraux. Le débiteur est condamné

(1) Sauzet : p. 11, n° 16 § I; p 18, |
n° 23 in fine.

(2) Labbé S. 85, II. 29, 2^e colonne.

toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, il est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue, et, s'il se prétend libéré, c'est à lui de justifier du paiement ou du fait qui a produit l'extinction de son obligation : tels sont les termes mêmes dont la loi se sert dans les articles 1147, 1302 et 1315 du code civil. Tous les auteurs qui avaient admis, qu'indépendamment de toute clause expresse ou tacite, le patron avait contracté envers l'ouvrier une obligation de sécurité, devaient conclure de ces articles, que lorsqu'un accident survenait, il y avait inexécution du contrat et, que partant, une condamnation à des dommages-intérêts s'imposait. A ceux qui prétendaient qu'en vertu de l'axiome, *onus probandi incumbit actori*, c'était à l'ouvrier demandeur qu'incombait le fardeau de la preuve on répondait que la cause génératrice du droit de l'ouvrier étant le contrat de louage d'ouvrage même, celui-ci avait prouvé tout ce qu'il avait à prouver en tant que demandeur, lorsqu'il avait démontré l'existence du contrat à l'époque de l'accident (1).

Ce n'est donc pas parce que le patron était présumé en faute que l'ouvrier était déchargé du fardeau de la preuve, mais uniquement à raison de l'inexécution de la convention (2); or, dit Saintelette, n'est-ce pas le sort commun des contrats que la preuve de l'extinction de l'obligation soit faite par le débiteur? Quelle raison pourrait-on donner de soustraire le louage de services à la règle générale des louages, au droit commun des contrats? L'on n'impute aucune faute au patron, mais on le rend cependant responsable de l'accident arrivé à l'ouvrier; c'est là, la situation de tout débiteur contractuel. Le créancier contractuel est muni d'une attribution générale de faute que le débiteur a acceptée, en se réservant d'en éliminer ceux des faits par-

(1) Sauzet : p. 19.

(2) Sic. Paul Pont : Discussion à l'Académie des sciences morales et politiques à la suite du mémoire de M. Glasson. (Compte rendu de séance par Charles Vergé, juillet, 1886). Cité dans

Dalloz 1886, page 155, 2^e col. in fine : Voyez encore Saintelette ; Responsabilité et garantie, p. 31, in principio; et Chauveau ; Pandectes, 92, t. II, p. 136, 2^e col. in principio.

ticuliers qu'il prouverait lui être étrangers. « Je ne veux point que le patron soit garant de l'accident arrivé à l'ouvrier par suite d'une faute personnelle. Je dis seulement que c'est au patron, débiteur de soins, à faire la preuve de cette exception, de cette faute personnelle, qu'il prétend opposer au titre général, car, relativement à l'ensemble de la situation de l'ouvrier, à la somme des risques qu'il court, c'est là une exception, ce n'est pas le fait général; or, c'est au débiteur du fait général à prouver le fait exceptionnel qui le libère (1). »

96. Etant donné le principe que l'on avait adopté, toutes ces conséquences étaient justes, mais nous avons vu que ce principe, très contestable en lui-même, était loin d'avoir été universellement admis. Ceux qui refusaient de considérer le patron comme un créancier de sûreté, devaient les trouver erronées.

M. Labbé, lui, avait soutenu, on s'en souvient, que le maître était tenu, en vertu du contrat, de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder l'ouvrier du danger inhérent au travail accompli sous sa direction et avec ses engins; mais, hors de là, il n'admettait pas d'autre obligation. Il en résultait une obligation plus désavantageuse pour l'ouvrier, celle de prouver, outre l'existence du contrat, le rapport entre le dommage survenu et la substance, ou la machine procurée par le maître. Cette preuve faite, il avait justifié sa prétention à une indemnité. C'était au maître à démontrer que l'engin était de bonne qualité, bien approprié au travail, que la machine était irréprochablement construite et en bon état d'entretien, que l'aménagement extérieur du travail était sagement combiné, que les coopérateurs étaient prudemment choisis, que toutes les précautions avaient été prises pour prévenir l'accident ou en atténuer les effets préjudiciables, ce qui revenait, à peu près, à démontrer le cas fortuit ou la faute de l'ouvrier blessé (2).

(1) Saintelette p. 156.

(2) M. Chauveau partageait l'opinion de M. Labbé. (Chauveau, note sous ju- | gement du tribunal de Commerce de la Seine : 8 août 1891, Paudectes, 92, 2, 129.

97. M. Labbé, comme M. Saintelette, admettait donc que le fardeau de la preuve devait incomber au patron, mais il s'éloignait de la théorie de celui-ci et de M. Sauzet sur un autre point. Ces deux derniers exigeaient, en effet, pour que le maître soit absous, la preuve d'une cause déterminée de force majeure, lui, pensait au contraire, que si un tribunal affirmait, après enquête et preuves à l'appui, que toute précaution avait été prise, toute vigilance exercée, et pour le choix des instruments, et pour la disposition des milieux et la préparation des moyens curatifs, une telle sentence serait à l'abri de toute censure (1).

On voit, qu'en définitive, ce système moins absolu que l'autre faisait la preuve de l'indemnité un peu plus difficile à fournir pour l'ouvrier et celle de la libération certainement plus accessible au maître. Ici, encore, au point de vue de la dévolution de la preuve, la théorie de M. Labbé apparaissait, comme nous l'avons dit plus haut, un peu plus dure à l'ouvrier que le système adverse de M. Saintelette et Sauzet, et nous allons le montrer, incomparablement plus douce que ceux de M. Chavegrin et Esmein. La doctrine du maître arrêliste conservait donc son grand caractère de doctrine de conciliation.

98. Quant à ces deux dernières théories, lorsqu'il s'agit de la dévolution de la preuve, il serait superflu d'en longuement parler. Leur principe, comme les conséquences, en sont évidentes. On se souvient quel immense domaine laissait à l'article 1382, la théorie de M. Chavegrin, nous en avons même montré plus haut les inconvénients, et ces inconvénients, on l'a vu, se rattachent directement à cette question de la dévolution de la preuve : on s'y reportera (2). Dans la plupart des cas, l'article 1382 étant ainsi d'une application presque générale, nous retomberions dans le système délictuel, et celui-ci a été assez longuement exposé pour que nous n'ayons pas à y revenir. Lorsque l'accident était de telle sorte que la responsabilité contractuelle du

(1) Sic Labbé 1885. P. II, p. 40, 2^e co- | (2) V. p. 90, n° 88.
lonne, in medio. |

patron pût être invoquée, M. Chavegrin semble bien se rallier à la doctrine de M. Sainctelette et Sauzet et considérer le maître comme un débiteur de sécurité. L'ouvrier, pour triompher, n'aura donc qu'à démontrer l'existence du contrat, et le patron, pour se dégager, qu'à invoquer une cause déterminée de cas fortuit. Toutes ces conséquences, lorsqu'il s'agissait de l'exposé du système des promoteurs, ont été déjà longuement expliquées, nous n'insisterons pas.

Si nous passons maintenant à la théorie de M. Esmein, la solution est plus évidente encore. Le patron n'offrant plus, ici, ni d'une manière absolue, comme pour M. Sainctelette et Sauzet, ni d'une manière relative comme pour M. Labbé et Chavegrin, d'être garant de sécurité, mais seulement garant des vices cachés, ignorés ou non, l'ouvrier demandeur devait prouver et le vice de la chose et le rapport de causalité, qui pût rattacher à ce défaut l'accident survenu (1). Sinon, il n'était pas dénué de tout recours, mais il devait invoquer une responsabilité purement délictuelle. On voit combien, ici encore, le domaine de l'article 1382 se trouvait agrandi, et c'était encore là, nous avons omis de le faire remarquer plus haut, une infériorité de plus comparativement au système de M. Labbé.

99. Telle est l'influence de la thèse contractuelle sur la dévolution de la preuve. Les quatre systèmes principaux qui la concernent, pouvaient différer sur son étendue d'application, tous les quatre, du moins, étaient d'accord sur ce point, que là où cette théorie s'appliquait, le fardeau de la preuve incombait au patron. Leurs tendances se résumaient en une règle unique et générale que l'on pouvait formuler ainsi : Chaque fois qu'en matière de responsabilité l'élément contractuel est en jeu, il aboutit, dans une mesure plus ou moins large, au renversement de la preuve.

100. Cette règle n'alla point sans que des contradicteurs aussi nombreux qu'éminents, ne s'insurgeassent contre elle. MM. Glasson, Cotelle, Planiol, Nourisson, Fromageot

(1) Saleilles, p. 17, in fine.

entre tant d'autres, furent de ceux-là. De la théorie contractuelle qu'ils admettaient, ils tiraient cette conséquence importante, ils soutenaient que, malgré la nature contractuelle de l'obligation, c'était à l'ouvrier à rapporter la preuve de la faute de son maître.

Le raisonnement dont on étaya cette opinion, était ingénieux, subtil et curieux. Voici quel était son principe.

La présomption de faute est attachée par la loi, disait-on, aux cas seuls d'inexécution de l'obligation ; lorsqu'une chose reçue en dépôt ou en location, n'est pas restituée, par exemple. Or, il n'en est pas de même dans l'hypothèse d'un accident : l'inexécution de l'obligation du patron est ici précisément en question.

Le critérium de M. Glasson était celui-ci : On doit distinguer entre les obligations de donner ou de faire, et les obligations de soigner, d'agir avec diligence. Lorsque je vous ai vendu un cheval, écrivait le savant académicien, et qu'ensuite je ne vous le livre pas, je dois, pour échapper aux dommages et intérêts, prouver qu'il est mort par cas fortuit ; il est certain, en effet, que, dans ce cas, je n'ai pas rempli mon obligation de donner. Mais, lorsque le patron a livré les instruments, il n'est pas établi à l'avance qu'il n'a pas exécuté son obligation. Le patron soutient même le contraire et, en définitive, la question se ramène ainsi à savoir si la faute doit ou non se présumer contre lui. Posée en ces termes, cette question, dans le silence de la loi, doit être tranchée par l'application de ce principe élémentaire, que la faute ne se suppose pas (1). Il en va autrement dans le contrat de transport, mais c'est que dans ce contrat, lorsque la chose a péri ou a été détériorée, il y a certitude que le voiturier n'a pas exécuté l'engagement par lui contracté de livrer en bon état les objets transportés. Dès lors, s'il veut éviter de payer les dommages et intérêts, il est tenu de démontrer le cas fortuit ou la force majeure, qui seuls peuvent le libérer. De même, dit M. Planiol, après avoir cité les commodataires, locataires, dépositaires,

(1) Glasson, p. 32 et suivantes.

gagistes, voituriers, il faut remarquer que si la preuve de la libération est à leur charge, c'est parce que non seulement ils sont tenus d'être prudents, de surveiller la chose et de la conserver, mais encore, mais surtout de la rendre. « Si la preuve est à leur charge, dit-il, cela découle de leur obligation de restituer et non de leur obligation de surveiller; mais le patron n'a pas comme eux deux obligations, il n'en a qu'une : ne pas compromettre la sécurité de l'ouvrier par un défaut de précautions. Or, entre l'affirmation du patron soutenant que la machine était en bon état au moment où il l'a livrée, et celle de l'ouvrier qui maintient le contraire, laquelle doit être préférée? L'inexécution de l'obligation n'est pas constante. Les articles 1347 et 1315, § 2, n'ont rien à voir en pareille hypothèse; on revient donc au droit commun : c'est à l'ouvrier demandeur à établir la justesse de ses allégations (1) ».

101. M. Labbé combattit vivement cette doctrine : « Il tenait, disait-il, en très grand respect la compétence de celui qui venait de la soutenir, il s'excusait de le contredire, il s'en remettait au libéralisme d'esprit de son éminent contradicteur, mais il était forcé d'avouer qu'il considérait son opinion comme contraire à la loi (2). » La professer, pensait-il, c'était établir une distinction sans précédent entre les obligations de donner et celles de faire, distinction qui, à ce point de vue, du moins n'avait jamais existé dans notre législation. Les articles 1147 et 1315 § 2, siége de la matière ne s'appliquent pas, écrivait-il, à telles ou telles obligations, ils les embrassent toutes, celle d'apporter des soins, comme celle de donner ou de faire. Le principe que la faute ne se suppose pas n'est vrai que dans le rapport des personnes qui n'ont pas contracté ensemble. Cette faute est alors dans ce cas, le principe d'une obligation, nouvelle, et comme c'est une règle générale que le fardeau de la preuve incombe à celui qui prétend troubler une situation acquise, ou l'ordre général, l'ouvrier devra

(1) Planiol, *Revue critique*, 1888, p. 261, in fine 282.

(2) M. Labbé, dans cette phrase, vise M. Glasson.

démontrer la faute qui d'un tiers anonyme fait un débiteur spécial ; mais lorsqu'un contrat a fait naître une obligation quelconque la situation est inverse, de par le contrat un tiers est débiteur, un autre créancier, ce sont là des droits acquis, c'est à celui, qui prétend les renverser, au patron par conséquent qui affirme se trouver libéré, à justifier de sa libération, ce qui implique en cas d'inexécution la supposition de la faute jusqu'à la preuve du cas fortuit : c'est là le contenu exact des articles cités.

102. Tels étaient les deux corps d'argumentation qui se trouvaient en présence. La question ne présentant évidemment plus qu'un intérêt rétrospectif, on pourrait la négliger : par simple curiosité d'esprit cependant nous tenterons de la résoudre.

Si tout le monde eût admis que lorsqu'il survenait un accident, le maître n'avait pas rempli son engagement, le raisonnement de M. Labbé eût été irréfutable. Le contrat n'étant pas exécuté les articles 1147 et 1315, § 2, eussent été seuls applicables : au patron incombait désormais la preuve de sa libération. Maheureusement il était loin d'en être ainsi. Nous venons de voir M. Glasson soutenir que dans le contrat de louage de services, surtout dans le système adopté par M. Labbé, un accident survenu n'entraîne point par là même la certitude de l'inexécution du contrat. Si M. Labbé, disait-on, eût souscrit au système de M. Sainctelette et Sauzet, s'il l'avait adopté, s'il l'avait fait sien, il en eût été autrement : le contrat eût alors renfermé la preuve de la responsabilité du patron, car il eût entraîné par lui-même une garantie générale de sécurité. Si un ouvrier avait été blessé, c'était donc que la sécurité n'avait pas été fournie, il apparaissait manifestement dès lors que l'engagement était violé, et si malgré de telles présomptions le patron se prétendait libéré, c'était à lui à prouver le cas fortuit ou la force majeure. Mais ce système, M. Labbé avait multiplié les arguments pour le combattre, il l'avait trouvé faux, exagéré et contraire à toute règle juridique : « Prétendre que l'entrepreneur, écrivait-il, promette de rendre l'ouvrier à lui-même à la fin du travail, cela n'est

pas écrit dans la loi : cela ne saurait s'induire de l'équité, ni de l'usage, ni de l'intention probable des parties » (1), et à la place de cette dette de sécurité, on sait celle qu'il avait admise, dette plus complexe, moins synthétique, plus souple, se modelant davantage sur la réalité des faits, mais dette plus indéterminée aussi ; en un mot comme on l'a si bien dit, véritable dette de précaution.

Nous avons fait voir la supériorité de cette conception au point de vue de l'exactitude et de la fidélité de l'interprétation juridique, nous n'y reviendrons pas ; mais, au point de vue de certaines conséquences qui s'y trouvaient attachées, il nous faut bien dire qu'elle était moins satisfaisante, et qu'entre autres lorsqu'il s'agissait de dévolution de la preuve elle n'était rien moins que fort hasardeuse. Hasardeuse, en ce sens que l'on mettait à la charge du patron une obligation si vague et si peu définie, qu'il semblait contestable désormais, de considérer un accident survenu comme faisant présumer l'absence totale des précautions promises ; et partant l'inexécution du Contrat.

103. MM. Planiol et Chesney l'un en 1888, l'autre en 1893, développèrent après M. Glasson le côté douteux de la question, et le mirent en pleine lumière : voici quel était à peu près le raisonnement de ces auteurs. Selon M. Labbé, disaient-ils, le patron doit prendre tous les soins possibles pour la sécurité de l'ouvrier ; or qu'il survienne un accident, il ne s'ensuit nullement que le patron n'ait pas exécuté son obligation, c'est au contraire là ce qu'il faudrait prouver. Le patron a fort bien pu prendre toutes les précautions, et l'accident résulter du cas fortuit, de la force majeure, de l'imprudence de l'ouvrier. Aussi, quand l'ouvrier réclame une indemnité, le patron ne répond-il pas : Je suis libéré ; auquel cas, suivant l'article 1315, § 2, il en devrait justifier. Il dit simplement : Je ne suis pas, je n'ai jamais été obligé à payer une indemnité. L'action que vous m'intentez n'a nul fondement, vous ne légitimez point votre droit à une

(1) P. II, 1889, p. 2, 2^e colonne in medio.

indemnité. Je me retranche derrière l'adage *actori incumbit probatio* (1).

104. En outre, ajoutait M. Delecroix (2), quelques années plus tard, on parle toujours des obligations que le contrat de louage met tacitement à la charge du patron, parlons un peu des obligations corrélatives que l'ouvrier souscrit à son tour (3). La chose n'est-elle pas juste et le contrat de travail n'est-il pas un contrat synallagmatique. Admettre certaines obligations virtuelles auxquelles est tenu le patron, c'est en supposer d'égales qui pèseront sur l'ouvrier. L'un a promis de veiller sur l'ouvrier, soit; l'autre a promis de son côté, « d'obéir au patron, d'observer le règlement et de prendre toutes les précautions que nécessiteraient l'intérêt et la conservation des personnes et des choses ». Si donc un accident survient pourquoi des trois causes diverses qui peuvent l'avoir occasionné, faute de l'ouvrier, faute du patron, ou cas fortuit, présumerait-on l'une plutôt que l'autre (4) ? Dans le doute, n'y a-t-il pas lieu d'en revenir au droit commun et de mettre la preuve à la charge du demandeur ?

M. Planiol exprimait, nous l'avons vu, la même idée, lorsqu'il nous disait « que le patron ne devait pas une indemnité, par cela seul, qu'il ne démontrait pas avoir pris tous les soins possibles, avoir diligemment aménagé l'atelier (5) » ; car il n'y a aucun lien nécessaire, dit-il, entre l'absence de soins et l'accident. Toutes les imprudences commises n'aboutissent pas à des catastrophes, et celle qui est arrivée peut tenir à une autre cause (6).

(1) Sic. Chesney : 1888. *Revue critique* p. 312, in fine. Ce raisonnement a été repris tout récemment par le même auteur dans une note qu'il insérait le 13 janvier 1897 sous un arrêt de la Cour de Cassation. (Pandectes 1897, I, p. 507). Voir aussi la note relative au contrat de transport du même auteur (Pandectes 1895, t. II, 209).

(2) *Revue de la législation des mines*, 1884, p. 230. Rapporté dans Dalloz, t. II, 1886 p. 154, 1^{re} col. in medio cité dans Palais 1885, t. II, 38, 2^e col. in fine. V. aussi Tarbouriech 1896, p. 12, n^o 15.

(3) Sic. Hubert Valleroux : le contrat de travail, p. 304 in fine.

(4) Planiol : *Revue critique*, 1888 p. 282.

(5) Planiol résumé par Labbé : P. 1889, p. 3, 1^{re} col. in fine.

(6) On pourrait appliquer ici, dit M. Planiol, le raisonnement très sensé que faisaient les jurisconsultes romains pour conserver à l'enfant le bénéfice de la légitimité malgré l'adultère de la mère. « Quum possit et mater adultera fuisse, et impuber patrem maritum habuisse... » La femme a le devoir de rester fidèle à son mari mais son adultère ne prouvera

C'était, on le voit, présenté plus longuement, et développé dans ses moindres détails, le même argument qu'avait invoqué M. Glasson ; on en revenait toujours à distinguer les obligations de donner un corps certain, et les obligations de faire ; la première, obligeant le débiteur à faire la preuve de sa libération, la seconde forçant le créancier à justifier sa créance.

105. A cet argument général M. Labbé avait déjà répondu il n'y revint pas, mais ce point lui tenant décidément trop à cœur, à la dialectique serrée de M. Planiol, il pensa qu'il fallait une réfutation spéciale.

Il prétendit que le raisonnement du jeune professeur était subtil et spécieux ; subtil, parce que, disait-il, il poussait la logique à outrance ; spécieux, parce qu'il était présenté dans les termes d'une vague généralité. Malheureusement M. Labbé n'arrivait pas à justifier ces prémices. « Une faute est constante, disait-il : le défaut de soins en vue de la sécurité de l'ouvrier, une indemnité est due puisque le contrat n'est pas exécuté. Sinon ma raison n'est pas satisfaite, il y aurait une violation du contrat d'un côté et une blessure de l'autre qui resteraient sans réparation ». Fort bien, mais il y a là presque autant de pétitions de principe que d'affirmations. M. Labbé commence par admettre ce qui est en question, il n'est pas étonnant qu'il en tire des conséquences certaines. Une faute est constante, dit-il, mais pourquoi, il ne nous l'apprend pas ; parce qu'il y a eu un accident sans doute ; mais cette relation entre l'obligation de surveillance et l'accident survenu c'est là justement ce qui est en question. Le contrat n'est pas exécuté ; il y a eu violation du contrat : vous le prétendez, mais qu'en savez-vous ? Le patron a peut-être pris toutes les précautions que vous lui avez imposées par la convention ; vous affirmez le contraire : prouvez-le. Poursuivons l'argumentation de M. Labbé. « Le raisonnement est spécieux, dit-il, on parle

pas nécessairement que son enfant soit illégitime. Le patron a le devoir de prendre certaines mesures de précau-

tions à la sûreté de l'ouvrier mais l'accident survenu ne prouve pas qu'il ait pour cause le manque de précautions.

d'une façon générale de soins à prendre dans l'atelier, dans la conduite du travail. Nous n'avons jamais cru ni soutenu qu'un ouvrier blessé pût actionner son patron et lui dire : prouvez que vous avez été diligent, attentif dans l'organisation et la direction du travail, sinon vous serez condamné, sans qu'une corrélation apparaisse entre la négligence, l'inertie du patron, et l'accident source du dommage. Non, c'est à notre avis un excès, nous n'allons pas jusque-là, nous disons seulement : le patron fournit des cordages, des instruments, des machines, tout un milieu artificiel. Les cordages cassent, les instruments fonctionnent mal, la machine éclate. Une blessure *en résulte*. Au patron incombe la preuve que le cordage était en bon état, proportionné à son service, que les instruments, les machines étaient d'une bonne fabrication et bien entretenus et non d'une vétusté à faire craindre un malheur (1) ».

C'est là une pétition de principe. A quoi s'est engagé le patron : non pas à éviter tout accident, mais simplement à ceci « s'assurer que l'outillage est propice à un bon fonctionnement (2) ». Ce sont là les termes mêmes de M. Labbé et ils sont exacts ; le patron ne s'est pas engagé à autre chose. Or que veut dire ceci : une blessure en résulte, résulte de quoi ; de ce que le patron n'a pas fourni de bons instruments ; pas le moins du monde. C'est là justement ce qu'il faudrait prouver. Cette phrase, une blessure en résulte, n'a qu'un sens ou elle n'en a pas, et ce sens est celui-ci : la blessure résulte du contact de l'outillage et de l'ouvrier. Fort bien, chacun l'admet, mais encore une fois en quoi cela prouve-t-il que le patron débiteur de précautions ne les a pas prises, en quoi cela peut-il faire supposer que cette obligation est inexécutée (3). Nous ne voyons pas la raison

(1) Voir pour toute cette discussion le texte de Labbé, P. 1889, p. 3, 2^e col.

(2) Idem p. 4, in fine.

(3) M. Chauveau s'exprime en ces termes : Quand on veut mesurer la responsabilité relative à un contrat déterminé il faut d'abord rechercher avec la

plus grande précision les obligations qui dérivent de ce contrat. Toutes les fois que *l'une de ces obligations* restera inexécutée, en tout ou en partie, la responsabilité du débiteur sera engagée s'il ne parvient à prouver l'existence d'un cas fortuit : Pandectes, 1892, II. 130, 2^e col. in medio.

et ne saisissons pas le rapport. Il n'y a qu'un cas où ce raisonnement pourrait aboutir c'est celui où le cordage serait manifestement en mauvais état, où les machines apparaîtraient sans contestation possible d'une fabrication défectueuse, insuffisamment entretenues ou d'une vétusté anormale, car alors certainement le patron n'a pas exécuté son obligation (1). Hors cette hypothèse, nul ne peut le soutenir, sans faire peser sur lui, à l'encontre de la réalité des choses et malgré le principe que la faute ne se suppose pas, une présomption générale de faute. On a vu plus haut que cette présomption, M. Labbé l'admet, mais sur ce point encore nous ne pouvons partager son avis. Pas de présomption sans texte dirions-nous (2).

(1) Réduite à cette hypothèse, la responsabilité contractuelle n'offre guère d'avantages sur la responsabilité délictuelle : L'art. 1382 étant ici d'une application facile, puisque la faute est prouvée et le préjudice certain. C'est d'ailleurs l'opinion de M. Labbé. « Il n'est guère important de se prononcer entre les deux théories (celle de la responsabilité délictuelle, et celle de la responsabilité contractuelle), dans les affaires où la cause de l'accident est connue et ressort de circonstances » (P. 1885, t. II, p. 34, 1^{re} colonne in medio).

(2) Nous sommes heureux d'avoir trouvé dans l'ouvrage de M. Cornil, ouvrage qui a obtenu le prix Rossi au concours de 1894, la reproduction presque exacte de notre raisonnement et les mêmes idées émises ; il s'agit du contrat de transport. « Qu'un voyageur arrive blessé à destination, pour obtenir des dommages et intérêts du voiturier, il n'aura pas seulement à prouver l'existence du contrat de transport et la réalité de sa blessure ; il devra établir en outre qu'il y a corrélation entre sa blessure et une *négligence* du voiturier, que sa blessure a pour cause un manquement à l'obligation du voiturier de veiller à la sécurité des voyageurs. » Et plus loin, « il arrive parfois que le voyageur ble se trouve *en fait* dispensé de rapporter cette dernière preuve, par le motif que la corrélation de la blessure avec un manquement du voiturier à son obligation est

manifeste, appert de l'événement lui-même. Du louage de service, p. 206. Comment après avoir si nettement vu et si justement analysé, M. Cornil émet-il un peu plus loin une idée contraire à celle que propose M. Glisson, nous ne le comprenons point : V. p. 213, in principio.

A la suite de cette discussion citons encore quelques arguments de M. Labbé : « La machine éclate, l'entrepreneur, le maître de l'usine devait la procurer l'entretenir en bon état, exercer une surveillance continue, etc. A-t-il rempli son obligation ? nous n'en savons rien ! mais l'art. 1315 § 2, dispose que le débiteur doit démontrer le fait qui le libère, quand il est *incertain* si l'obligation a été exécutée. » Nous contestons ; l'art. 1315 § 12, ne dit rien de pareil : nous le comprenons dans un tout autre sens : quand il est certain que l'obligation a été inexécutée.

Plus loin M. Labbé a un argument plus solide. « Si le contractant, dit-il, était tenu de démontrer que le dommage provient d'une faute, d'une omission de soins imputable à l'autre partie, l'art. 1147, qui nous dit que le débiteur est condamné à des dommages et intérêts toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, ne se comprendrait pas ; car cette preuve préalablement faite impliquerait l'absence d'une force majeure : (S. 1886 IV. II. p. 28, 2^e col.) L'argument semble pertinent.

§ 2. — Au point de vue de la faute.

106. Il est un point de départ qui semble bien commun aux deux théories de la faute délictuelle, et de la faute contractuelle, point de départ sur lequel nous n'avons peut-être pas assez insisté et qu'il nous faut mettre tout d'abord en pleine lumière. C'est que, soit que l'on adopte l'un ou l'autre principe, jamais la responsabilité patronale ne sera engagée s'il n'y a une faute, et qu'à l'inverse elle ne le sera pas toujours dès que celle-ci sera démontrée (1). Le degré de faute requis pour faire naître une action varie, en effet, suivant la nature contractuelle ou délictuelle de cette dernière.

S'agit-il de l'obligation légale sanctionnée par l'art. 1382 du Code civil; toute faute quelle qu'elle soit, même la plus légère, suffit à faire naître la responsabilité patronale : *in lege Aquilia, levissima culpa venit* : le principe n'a point changé depuis les vieux Romains. S'agit-il au contraire de la faute conventionnelle, c'est l'art. 1137 qui régit la matière, la faute requise est celle que ne commettrait pas un bon père de famille.

107. Ce principe général posé, il nous faut voir maintenant quelle était la conséquence du système de la responsabilité contractuelle, lorsque le dommage était le résultat, d'abord du fait personnel du patron, ensuite du fait de sa propre chose, enfin du fait de son préposé. Nous examinerons ensuite ce qu'il devait advenir de sa responsabilité lorsque la faute était imputable aux deux parties contractantes, à l'ouvrier seulement, ou résultait d'un cas fortuit, de la force majeure ou d'une cause inconnue.

Nous nous sommes étendu assez longuement sur le cas

(1) Il est une autre conséquence commune aussi aux deux systèmes : c'est que dans l'une ou l'autre théorie, on est toujours obligé d'agir de bonne foi. C'est un point sur lequel, dit M. Labbé, les deux responsabilités, du droit com-

mun et conventionnelle s'accordent et se ressemblent. « La ruse et la mauvaise foi ne sont jamais excusables, il n'est pas permis en contractant de s'excuser par une clause formelle de la responsabilité de son dol » : S. 85, IV, p. 25.

où le dommage était causé par le fait personnel du maître pour qu'il soit inutile d'y insister de nouveau, on n'a qu'à se reporter au chapitre qui traite de l'étendue de l'obligation du patron, pour voir les différences qui, à ce point de vue, existaient entre les différents systèmes. Toute faute personnelle entraînait pour M. Saintelette responsabilité contractuelle; M. Labbé était du même avis pour toute faute prévue dans son énumération; la faute personnelle ne faisait naître la responsabilité contractuelle que si l'ouvrier était comparable à une chose inanimée pour M. Chavegrin; enfin M. Esmein pensait que la faute personnelle n'occasionnait jamais la responsabilité contractuelle puisque cette responsabilité se limitait pour lui aux vices de la chose (1).

108. En ce qui concernait le dommage causé par le préposé du patron, la solution était plus compliquée; et d'abord, il semble bien, qu'il faille établir ici une distinction. Ou le commettant a traité directement avec les ouvriers, ou il n'a pas traité. S'il a traité simplement avec un entrepreneur qu'il surveille et dirige, mais, entrepreneur dont la liberté a été laissée entière en ce qui concerne le choix des ouvriers, on comprendrait mal, que ceux-ci pussent avoir contre le patron primitif une action contractuelle; car le mot l'indique, toute action de cette nature dérive d'un contrat; et dans l'espèce, il n'y en a pas. La responsabilité contractuelle pourra jouer entre l'entrepreneur et ses ouvriers, elle ne jouera pas entre le patron et ceux-ci : seule la responsabilité délictuelle pourra être invoquée (2).

Au contraire, si le patron a contracté directement avec les ouvriers et leur a imposé en sus une direction subalterne, le cas devient plus intéressant, car sans contredit, ici la responsabilité contractuelle se trouve avoir matière à s'exercer. Suivant M. Saintelette : nulle difficulté; le patron a promis la sécurité, un accident arrive par la faute de son

(1) Ou du moins elle ne faisait naître cette responsabilité qu'autant qu'elle se référait à un certain vice.

(2) Et encore pas toujours; nous

avons examiné plus haut quelles conditions supposait cette responsabilité, v. n^{os} 15 et 16.

préposé, c'est par le fait même du contrat de travail qu'un tel préposé est ici présent : le patron est responsable, il a manqué à son obligation. En définitive, remarquons-le, nous rentrons dans le cas précédent, c'est en somme par suite d'une faute personnelle que le patron est condamné. Dans le système de M. Labbé, nulle difficulté ne surgit. Le bon choix des préposés étant une des clauses virtuelles du contrat, encore ici la convention n'est pas exécutée, d'où responsabilité. Dans celui de M. Chavegrin, il en est de même, si l'ouvrier apparaît manifestement comme ayant été purement passif. Si par exemple un ouvrier employé comme manœuvre, à mettre du charbon dans une chaudière, est blessé par l'éclat de cette chaudière, parce qu'un autre employé préposé à l'ouverture et à la fermeture des robinets a négligé son service, il appert manifestement dans ce cas qu'il a subi l'action d'une force irrésistible qu'il ne pouvait ni prévoir ni empêcher, et l'on ne voit point la raison qui l'empêcherait de recourir contractuellement. Enfin, dans le système M. Esmein, si une chose avait été fournie par le préposé, et qu'elle eût des vices, peut-être pourrait-on admettre que l'ouvrier ait dans ce cas l'action en garantie contre le patron, mais le plus sûr serait de ne point y consentir et de conclure au contraire, que seule la responsabilité délictuelle pourrait s'exercer ici.

109. Nous arrivons au cas où l'accident est survenu par le fait de la chose du patron. Continuons d'examiner comment va se comporter dans les différents systèmes la responsabilité contractuelle. Dans la théorie de M. Sainctelette; toujours pas de difficultés. La sécurité n'a pas été fournie : responsabilité. Dans la théorie de M. Labbé, si c'est une des choses qui rentrent dans les clauses que cet auteur suppose, le contrat est violé, la responsabilité contractuelle s'exerce, sinon l'article 1384 est seul applicable. Pour la théorie de M. Chavegrin, nous renvoyons à ce que nous avons dit plus haut quand il s'agissait de la faute du préposé, la distinction est la même. Quant à la théorie de M. Esmein, c'est là son domaine propre. La responsabilité contractuelle s'exercera chaque fois que l'ouvrier pourra

démontrer que l'accident est dû à un vice de la chose, sinon l'art. 1382 reprend son empire (1).

Telles sont les influences diverses des quatre principales théories en matière de responsabilité contractuelle.

110. Il nous reste à examiner maintenant comment se comporte la responsabilité contractuelle lorsque l'accident résulte d'une faute imputable aux deux parties contractantes.

Il semble alors qu'il faille tenir compte des obligations réciproques nées du contrat de louage; suivant les différents systèmes, la responsabilité du patron varierait. Nous ne voulons point entrer dans de nouveaux détails sur chaque théorie particulière, mais dans toutes, il est bien certain que la faute de l'ouvrier aurait pour effet de diminuer les dommages et intérêts qui lui seraient dus; chacune des deux parties contractantes n'ayant pas exécuté son obligation, ce serait au juge du fait à répartir leur respon-

(1) Nous parlons ici de responsabilité délictuelle s'exerçant à défaut de responsabilité contractuelle, nous devons indiquer une difficulté : les deux espèces de responsabilité peuvent-elles concourir ensemble ? Les contractants ne sont-ils pas, au point de vue de leurs fautes, régies *exclusivement* par les règles de leur contrat ? c'était l'opinion de M. Labbé (S. II, 1886, p. 97, 1^{re} col. in medio et les auteurs qu'il cite 1^{re} col. in fine). « Il n'y a pas, disait-il, entre les deux causes d'obligation, incompatibilité absolue pour ainsi dire matérielle : c'est vrai, mais il y a incompatibilité morale ou juridique. »

D'ailleurs il avait déjà dit en 1885. « Si le contrat exonère une partie de la responsabilité de ses fautes (et cela est permis), est-il permis de faire retomber cette partie sous cette même responsabilité en invoquant l'art. 1382 ? Non, car le droit commun destiné à régir l'absence de contrat ne doit pas servir à renverser un contrat licite » (v. la suite dans Sirey IV p. 25 1885. P. 1885. II p. 35. 1^{re} col. in medio). Toutefois il est juste de faire observer qu'ici encore on ne sait trop ce qu'a voulu M. Labbé, plus loin dans le même arrêt à propos d'une autre question il est vrai, il nous parle de la loi des parties : il nous dit que c'est une loi spéciale, substituée, ou mieux, ajoutée superposée à la loi générale. En droit

il faut faire attention à ces termes. Il n'y a point de mieux ou de pire, il y a l'un ou l'autre; si une loi est ajoutée elle n'est point substituée et si elle n'est pas substituée elle n'est pas ajoutée. Les conséquences n'en sont point les mêmes, on le voit par exemple ici. (v. Labbé. P. 1885 p. 35 2 col. in principio).

Quoi qu'il en soit cette opinion était très controversée. « Il nous semble quant à nous, écrivait M. Chesney, qu'on ne peut aller jusqu'à soutenir que par cela seul que deux personnes ont fait ensemble une convention, elles ne sont plus soumises qu'aux règles fixées par le contrat qu'elles ont formé et qu'elles échappent entièrement à l'application des principes généraux du droit, même pour les points qui sont en dehors du contrat. A la règle tracée par M. Labbé « l'art. 1382 régit les rapports des promesses n'ayant point contracté ensemble » nous ferons une légère addition : et aussi les rapports de personnes ayant contracté ensemble quant aux obligations qui sont étrangères au contrat passé par elles et qui d'rivent du droit commun. » C'était aussi l'opinion de Sainctelette : p. 35 in medio. « Deux actions sont ouvertes à l'ouvrier, disait-il, l'une contractuelle, l'autre délictuelle, entre lesquelles à ses risques et périls il peut faire son choix. »

sabilité respective. Remarquons que, décider ainsi, ce n'est pas revenir aux règles de la responsabilité délictuelle. Toute faute de l'ouvrier, en effet, par cela seul qu'elle a contribué à augmenter l'accident, ne diminuerait pas les dommages et intérêts du patron (1); il faut, en outre, que cette faute dénote une inexécution du contrat. On peut citer, à titre d'exemple, le cas de l'ouvrier n'ayant pas observé les règlements : une machine, d'ailleurs avariée par le manque de surveillance du maître, aurait souffert en sus de la négligence du subalterne. Si la faute de l'ouvrier ne dénote en aucune façon l'inexécution de la convention, il ne saurait être question alors de responsabilité contractuelle; dans certaines hypothèses, seules, le maître pourrait invoquer l'article 1382 (2).

111. Lorsque la faute de l'ouvrier est exclusive de celle du patron, la responsabilité de celui-ci disparaît; mais toujours suivant la même distinction, le patron ne peut agir par l'action du contrat que si la faute de l'ouvrier est une faute contractuelle; sinon il doit recourir à l'art. 1382 (3).

Dans tous les systèmes, le cas fortuit et la force majeure semblent, en matière contractuelle, tourner à l'avantage du maître; il n'en est pas de même de la cause inconnue, car le patron, en l'invoquant, ne fait pas la preuve de sa libération (4).

(1) En vertu de l'action contractuelle bien entendu.

(2) Sic Labbé, Sirey II. p. 98. 1^{re} col. in principio 1886.

(3) Pour échapper à la responsabilité qui lui incombe le patron doit prouver que la faute de l'ouvrier est cause de l'accident. (S. II. p. 98. v. col. in principio 1886).

(4) « Le droit français fait porter la charge des cas douteux sur le créancier, s'il s'agit d'engagements formés sans convention, sur le débiteur s'il s'agit d'obligation conventionnelle. La charge des cas douteux suit la charge de la preuve » : Sainctelette p. 25. Cela est parfait nous l'avons montré, si l'on admet avec M. Sainctelette que l'ouvrier est créancier de sûreté; mais le cas est plus douteux avec le système de M. Labbé : l'ouvrier dans cette opinion étant créan-

cier de précautions, devrait prouver qu'elles n'ont pas été prises (v. n^o 102).

Cependant il est arrivé à M. Labbé de faire une distinction assez étrange ! Peut-être, écrit-il, faudrait-il, au cas où une obscurité impenétrable planerait sur les causes de l'accident, condamner le maître à une indemnité envers l'ouvrier vieux et infirme, condamner l'ouvrier envers le maître à une indemnité proportionnée à la détérioration de l'animal ou de la chose et opérer une compensation : (S. 1886 II. p. 98. 2 col. in principio).

Outre l'étrangeté du système c'est là encore l'une des contradictions inexplicables que nous offre parfois ce célèbre jurisconsulte. Lorsqu'il écrivait la note précitée en 1886 M. Labbé avait-il oublié « le cas où l'obscurité plane sur l'origine de l'accident » et où, suivant lui, il importait alors de discerner sur qui pèse

§ 3, — La Prescription.

112. Nous avons vu que dans le système de la jurisprudence, l'action en responsabilité fondée sur l'article 1382 est parfois soumise à une prescription fort courte. Nous avons dit en effet que les articles 319 et 320 du Code pénal lui étaient toujours applicables, lorsque les éléments qui composent une infraction se rencontraient dans la faute qu'avait commise le patron, et nous avons montré qu'alors solidarisée avec l'action repressive elle était inévitablement soumise à la prescription de cette dernière. Si l'on réfléchit, avons-nous ajouté, que rarement un délit se présente avec des caractères qui puissent le faire considérer comme un délit purement civil, on comprendra combien peu fréquente est la prescription trentenaire, et combien générale au contraire sera l'application d'une prescription pénale de trois ans.

Cette influence qu'exerce ainsi au point de vue de la prescription l'élément criminel sur l'élément civil, ne devait plus exister, semble-t-il, dès que l'on admit le système de la faute et de la responsabilité contractuelle. C'est, en effet, ce que la presque unanimité des auteurs enseigna généralement (1), les arrêts de la jurisprudence statuèrent également dans ce sens (2). Seul, croyons-nous, ou à peu près, M. Glasson ne partagea pas cette opinion.

113. Lorsque le fait, cause de l'accident, dit M. Glasson constitue de la part du patron un délit des articles 319 et 320, alors la victime a le choix entre l'action en dommages et intérêts naissant du contrat, et l'action civile accessoire au délit. Donc si le patron a commis un fait délictueux, l'action sera fondée sur les articles 319-320 du Code pénal et se

la charge de la preuve « car c'est contre la partie chargée de prouver (p. M. Labbé le patron) que se tourne et se résout l'impossibilité de pénétrer le mystère de l'accident », (S. 1885. IV. p. 25).

(1) Sic Chesney. *Revue critique* 1893.

p. 46 — voir à ce sujet Vazeilles : *Des prescriptions* : Leroux : nouveau traité de la prescription en matière civile : II. n° 1355 et suivants.

(2) Sic. Cassation 8. Juillet 1885. (Sirey : 1885. 1. 494).

prescrira par trois ans ; dans le cas contraire, elle sera basée sur le contrat et se prescrira par trente ans (1).

Malgré la compétence et la sûreté de vues de l'auteur, il semble cependant que cette argumentation soit erronée, car pour aboutir à l'opinion qu'elle soutient ce sont deux ordres de choses absolument distinctes, et deux idées complètement différentes, qu'elle est obligée d'invoquer et de confondre. Il y a en effet l'action dérivant du contrat puis celle que fait naître le délit, chacune est régie par une prescription spéciale, à chacune correspond quant à son extinction un laps de temps différent parce que toutes deux sont complètement indépendantes et distinctes l'une de l'autre. N'oublions point la règle que nous avons formulée lorsque nous avons étudié la prescription sous le régime délictuel. « Le principe qui domine l'exercice de l'action publique et de l'action civile, avons-nous dit c'est l'indépendance des deux actions. Quoique nées du même fait, bien que soumises souvent aux mêmes règles, elles ne dépendent point en général l'une de l'autre (2). » Combien cette règle, formulée par un auteur de droit pénal, lorsque l'action civile et l'action pénale issues toutes deux du même délit se trouvaient seules en présence, doit elle être juste lorsque nous opposons une action qui dérive d'un contrat à celle que fait naître une infraction. En vain, dit-on, qu'en ce qui concerne la prescription, le législateur fit une exception, qu'à ce point de vue il établit une seule et même prescription pour les deux actions, que cette assimilation s'expliquant parcequ'il voulait faire de la partie lésée l'auxiliaire de la répression, cette raison se retrouve avec autant de force lorsqu'il s'agit de l'action contractuelle, et qu'en conséquence *ubi eadem est legis ratio, ibi eadem est legis dispositio*. Nous ne nions point la justesse du raisonnement ni l'évidence de l'analogie ; nous

(1) Cette opinion se comprenait dans le système de M. Glasson : l'ouvrier était tenu de démontrer que l'accident provenait de la faute du patron, or dans l'espèce cette faute tombant sous l'application des art. 319 et 320 du code pénal la preuve n'en pouvait être administrée après

l'expiration des délais de prescript on car il est forcé pour intenter son action de prouver un délit et il ne le peut (Sic. Chesney : 1893. p. 49. in fine. Revue critique).

(2) Laborde : Traité de droit pénal : p. 459. 2 édition.

nous retranchons simplement derrière une règle que formulaient et invoquaient déjà les jurisconsultes romains. L'argument que l'on invoque est un argument analogique, et la disposition qu'il s'agit d'étendre est une disposition exceptionnelle dirons-nous. Or *exceptio est strictissimæ interpretationis*, l'exception est de stricte interprétation ; et si l'on avait un reproche à nous faire, ce serait d'être encore trop libéral, et de ne point traduire le superlatif énergique du latin.

114. Il faut donc décider qu'ici nous sommes en présence d'un contrat régi par des règles spéciales et protégé par une action particulière (1) soumise elle-même à la prescription réglée par le Code civil, c'est-à-dire à la prescription trentenaire (2). Cette action ne saurait être confondue avec l'action *ex delicto* régie par une prescription plus courte, ni avec l'action basée sur les articles 1382 et suivants (3). Aux raisons que nous en avons données plus haut, nous pouvons encore en ajouter d'autres ; c'est que rien dans les travaux préparatoires ne permet de supposer que si la violation d'un contrat est érigé en délit, l'action du contrat régi par le droit civil doive être confondue et absorbée dans l'action basée sur le délit (4). En érigeant en crime ou en délit l'inexécution d'un contrat on a voulu créer une sanc-

(1) Voyez sur ce point Saintelette. p. 36 in médio. « L'action du contrat est indépendante de l'action du dol, ou de l'action du délit. Ces actions ne dérivent point de la même cause, ne tendent pas à la même fin et n'ont pas la même allure. » Pourquoi après avoir si bien dégagé les principes, M. Saintelette semble-t-il près d'admettre une exception à cette règle en cas de prescription : v. p. 36 note 2. opinion d'autant plus inacceptable qu'à la page 39. in principio il dit catégoriquement. « L'action en garantie c'est-à-dire contractuelle n'étant pas une action civile ne sera donc pas éteinte par la prescription de l'action publique » sic. Demolombe: XXXI. Des engagements qui se forment sans convention : n° 706. p. 611. — Sourdat. tome 1^{er} n° 376. p. 402.

(2) Cette action est même à ce point particulière qu'il semble bien que l'ex-

ception de chose jugée ne l'atteindrait pas ; n'ayant point réussi par l'action délictuelle, on pourrait tenter l'action contractuelle. (Saintelette p. 41. in médio).

(3) D'ailleurs il ne faut pas oublier que même en ce qui concerne exclusivement l'action civile, l'unité de prescription est fortement battue en brèche. (v. Saintelette p. 40).

(4) Les courtes prescriptions ne s'appliquent aux actions civiles qu'autant que ces actions ont pour base unique et exclusive, un crime, un délit ou une contravention. Or, même si le fait de la lésure de l'ouvrier est constitutif d'un délit, l'action en indemnité a une cause génératrice antérieure à ce fait : elle remonte au contrat, elle dure donc toujours trente ans.

Cornil : du louage de services : p. 200 in médio

tion plus efficace de l'obligation contractuelle, or si l'on eut modifié les règles de droit civil concernant la prescription de cette dernière, on eut été à l'encontre de ce but, on eut créé au profit de la partie, à la fois contractante et auteur du délit, un privilège injustifiable, on l'eut rendu recevable à exciper de son prétendu délit pour échapper à son obligation contractuelle (1).

115. C'est là l'avis des criminalistes les plus éminents. « Observons, dit M. Laborde, que parmi toutes les actions ou la question de délit peut s'agiter l'action civile est la seule qui s'éteigne par la prescription de l'action publique, les autres restent soumises à leur prescription particulière bien qu'elles aboutissent parfois au même résultat pratique que l'action civile »; et cet auteur, pour confirmer cette opinion, nous cite en exemple le cas de tribunaux qui ont justement statué sur la demande en dommages et intérêts pour le préjudice causé par un délit pénal, même après la prescription de l'action civile, parcequ'il y avait eu, de la part de l'auteur du délit, reconnaissance expresse ou tacite du principe de la dette, cette reconnaissance ayant nové l'obligation née *ex delicto* (2).

§ 4. — De la clause d'irresponsabilité.

116. Nous voici arrivés ici à une des questions les plus curieuses, les plus graves, les plus controversées aussi

(1) Il y a encore une autre raison si l'on admet le renversement de la preuve; c'est que l'ouvrier pour intenter son action, n'ayant rien à démontrer, on ne peut craindre qu'il fasse revivre d'une façon intempestive une infraction qui doit rester toujours dans l'oubli. Le patron serait donc mal fondé à lui opposer la prescription : (Chesney : 143. p. 40. in medio. Revue critique).

(2) Laborde, p. 534. Cass. 7 janvier 1882 (D. 83. 1. 136; S. 83. 1. 394.). 4 Juin 1883. (D. 83. 1. 385.) 8. Juillet 1885. (D. 86. 1. 184. S. 85. 1. 49.). 3. Juin 1893.

D'ailleurs, il existe encore d'autres difficultés, mais nous n'en finirions pas si nous voulions examiner complètement toutes

les conséquences qu'aurait pu entraîner l'adoption du système contractuel. Que devient par exemple ici la règle : nul n'agit propter causam doloris : que devient l'action basée sur un intérêt purement moral : on consultera sur ce point : Revue critique 1895. Chausse : p. 44. et suivantes.

Voici la fin de l'argumentation : « la théorie des dommages et intérêts n'est qu'interprétative de la volonté des parties. Or on reconnaît que les contractants auraient pu faire suivre leur convention d'une clause pénale, et par là sanctionner une convention qui n'aurait aucun intérêt pécuniaire pour le créancier : la question se trouve ainsi résolue.

de toute la matière que nous étudions. Que devenait dans le système de la responsabilité contractuelle, la validité d'une clause de non garantie. Le patron pouvait-il convenir, l'ouvrier pouvait-il consentir à ce qu'aucune action ne naquit d'un sinistre éventuel et futur ?

117. M. Marc Sauzet était catégorique et radical ; et partant fort net. Jamais la clause d'irresponsabilité ne pouvait être valable. Sans doute, disait-il, il ne partageait point l'opinion des auteurs posant en principe que nul ne peut par une convention s'exempter de sa faute contractuelle. Cette affirmation définitivement ruinée, pensait-il, par la dialectique de M. Labbé (1) lui semblait insoutenable ; mais il prétendait que c'était par l'examen des conditions essentielles à chaque contrat, conditions au nombre desquelles pourraient *en certains cas* être comprise la responsabilité des fautes, que la question devait être résolue (2) ; et comme selon lui le contrat de louage de services rentrait *dans un de ces cas*, il en tirait cette conséquence naturelle, qu'une clause d'irresponsabilité était littéralement impossible.

Souvenons-nous en effet, que pour M. Marc Sauzet, la responsabilité du patron, son obligation de veiller, était un élément essentiel du contrat de louage ; on comprendra alors l'habileté du raisonnement et la puissance du syllogisme.

1^o Comme tout contrat, le contrat de louage ne peut se former que par la réunion de ses éléments essentiels.

2^o Or la responsabilité du patron est un de ses éléments essentiels.

3^o Donc le contrat ne peut se former qu'avec la responsabilité du patron.

Tel était le raisonnement que faisait M. Sauzet pour déclarer nulle la clause d'irresponsabilité (3). M. Saintette partant du même principe fut aussi du même avis. Il

(1) Labbé sous Cass. 15 mars 1876. (P. 1876. 1. p. 883. S. 1876. 1. p. 337).

(2) Sauzet p. 48. n° 66.

(3) M. Sauzet prévoyant sans doute que son système serait rejeté, en tout cas fortement controversé, et voulant quand

même conserver la responsabilité patronale, concluait alors à une réforme législative qui viendrait prohiber absolument les conventions contraires.

Sauzet : p. 48. n° 67.

en donnait, il est vrai, d'autres raisons. « Ce qui touche à la sûreté des personnes, écrivait-il, est d'ordre public, semblable principe est absolu ; sous aucun prétexte, d'aucune façon, en aucune mesure, vous ne pouvez valablement consentir à ce que je vous empoisonne, vous blesse et vous rende malade. Votre consentement le plus positif n'empêchera pas que ce faisant, je ne commette un désordre, un attentat (1). Le patron et l'ouvrier ne peuvent donc point dans les termes les plus exprès convenir que le patron sera si peu que ce soit, tenu moins que de droit de veiller à la sûreté de l'ouvrier, et ce dont on ne peut convenir à haute voix, on ne le peut sous entendre (2) ».

118. Tel était donc l'avis des promoteurs du système de la responsabilité délictuelle, avis qui découlait inéluctablement du principe qu'ils avaient adopté : M. Labbé, en ayant conçu un différent arriva à d'autres conclusions.

Dès 1876, avant même que la question fut posée sur le nouveau terrain, que la lutte fut engagée entre les théories contractuelles et délictuelles, et qu'il s'agit de pencher pour un système ou pour l'autre, il se prononça nettement en faveur de la liberté des conventions. Il invoquait et rappelait les lois romaines pour interdire à l'homme de s'exempter de son dol ou de sa faute lourde, mais il « posait en principe qu'il pouvait, soit en contractant avec ses semblables par un pacte exprès, soit au moyen d'un contrat d'assurance, s'affranchir de la responsabilité de toutes ses autres fautes. » (3). A ce principe, dans les notes insérées périodiquement sous les arrêts qui touchaient la question, le savant maître fut irrévocablement fidèle (4). Il y revint

(1) Sainctelette : p. 70.

(2) Ce qu'il faut faire observer ici c'est que M. Sainctelette pose en principe général qu'une clause d'exonération est parfaitement valable en matière contractuelle. « Les pactes, tout-puissants en matière de garantie, sont nuls et de nul effet, en matière de responsabilité. » p. 42, in medio. L'opinion exprimée ci-dessus, est donc une dérogation à cette règle, dérogation admise pour les raisons données plus haut.

(3) Labbé, S. I. p. 338, P. I, 1876, p. 383.

M. Labbé admettait simplement dans cet arrêt la non validité de la clause d'irresponsabilité lorsqu'elle était explicable par des motifs particuliers, mais non par des idées générales. Il critiquait M. Pardessus (D. Com., t. 2 n° 542) et M. Troplong (t. 9, n° 942) à ce sujet. Il concédait seulement que la justice devait être plus sévère quant à cette validité, lorsqu'il s'agissait d'ouvriers renonçant à la responsabilité des fautes qui compromettraient leurs personnes.

(4) C'est avec intention que nous di-

avec plus de force encore en 1885, il montra, que dire en contractant qu'on ne répondrait point de ses fautes légères c'était déroger au droit commun; mais non pas au droit commun de l'art. 1382, bien plutôt à celui qui résulte de l'art. 1137, article simplement interprétatif de la volonté des parties et partant subsidiaire, et que, lorsqu'un contractant y avait dérogé par une convention expresse, il ne devait relativement à l'objet du contrat que la mesure de diligence fixée par ce contrat lui-même.

« C'est le développement nécessaire, dit-il, de l'idée, que le contrat est la loi des parties, loi spéciale, substituée, ou mieux ajoutée, superposée à la loi générale. (1) La thèse contractuelle laisse ainsi toute liberté pour étendre et restreindre comme on le jugera convenable et juste la responsabilité du maître : Hoc servabitur quod initio convenit, legem enim contractus dat. (Ulpien. L. 23, Dig. 50. 17 De div. r. regis). En 1886, il professe encore la même opinion (2), Elle se réclame d'ailleurs d'autres noms considérables aussi : MM. Glasson et Lyon Caen la formulaient tous deux à la même époque et à peu près dans les mêmes termes (3).

119. D'autres auteurs cependant tenaient toujours pour l'idée qu'avait émise M. Sainctelette. M. Planiol, M. Marc Gérard, M. Demangeat étaient de ceux-là (4) : Tous avaient

sons dans *ses notes*, car nous lisons dans la Revue critique de législation et de jurisprudence 1886, p. 448. Nous souhaiterions lire dans la loi qu'une convention ne peut affranchir ni de la responsabilité civile d'un dol ou d'une faute lourde ni de la responsabilité d'un fait érigé en délit punissable; point de clause d'exonération valable dans un contrat ayant pour objet une personne. V. p. 53, son opinion sur cette clause « n.m. délictuelle.

(1) Labbé : S., IV, 1885, p. 35, in princ.

(2) Labbé : 1886, P. I, p. 563, 2^e col. in fine. « Il est possible que l'ouvrier affranchisse le maître de la responsabilité des fautes autres que le dol et la faute grave » v. la suite dans la note.

(3) Glasson : p. 21. « S'il s'agit d'une faute contractuelle et non pas d'un délit civil, les patrons ont incontestablement

le droit par des conventions formelles de limiter leur responsabilité et même de la supprimer entièrement. Il n'est pas permis d'échapper à la responsabilité de l'art. 1382, rien n'est plus licite au contraire que de stipuler dans un contrat la clause de non garantie ou de non responsabilité ».

Lyon-Caen, cité par de Courcy. Le droit et les ouvriers, page 49. « Je crois avec une pleine conviction que la responsabilité contractuelle peut être écartée par une convention, pourvu qu'il ne s'agisse ni de dol, ni d'une faute assimilée. Je l'admets aussi bien, lorsqu'il s'agit d'une faute ayant pour conséquence un dommage causé à la personne que lorsqu'il est question d'un dommage causé à une chose.

(4) De même M. Chauveau semble se

adopté ce principe commun, formulé par le publiciste belge, à savoir, que tout ce qui touchait à la sécurité de l'ouvrier étant d'ordre public il n'était point permis d'y déroger par des règles particulières; mais chacun avait été amené à formuler cette règle générale par des raisonnements différents. M. Planiol admettait bien qu'en général la clause de non-garantie était valable, du moins jusqu'à la limite extrême de la faute lourde et du dol (1). Mais à ce principe une fois posé, il apportait immédiatement une dérogation fort importante. On ne saurait permettre, disait-il, qu'un individu compromette la vie ou la santé d'un autre, à plus forte raison de plusieurs, fût-ce même par une faute légère, sans en subir les conséquences. Les blessures et accidents causés à autrui entraînent donc toujours pour leur auteur l'obligation d'indemniser la victime, nonobstant toute clause contraire : or, cette sévérité qu'exige à la fois l'humanité et la morale se justifie tout aussi bien entre personnes liées par un contrat qu'entre personnes étrangères l'une à l'autre : La vie des ouvriers est en péril, cela suffit pour rendre illicite la clause d'exonération ». En d'autres termes, M. Sainctelette invoquait comme on le voit l'ordre public.

M. Marc Gérard était aussi affirmatif, tout en partant d'un autre principe encore plus général. Pour exclure la validité d'une clause d'exonération il se réclamait des obligations légales. « Elles sont, disait-il, d'ordre public, car elles ont été établies dans l'intérêt général : la convention est donc impuissante à les réduire ou à les supprimer. Si elles sont

rallier à l'opinion de ces auteurs. En principe, dit-il, la volonté des parties est souveraine, à moins qu'un motif d'ordre public ne puisse être invoqué contre la restriction apportée dans l'intérêt de l'une des parties. P.1892, II, p.130, v. col. in medio. La clause de non responsabilité resterait sans efficacité appliquée au transport des voyageurs une pareille clause serait contraire à l'ordre public ».

(1) Quelques auteurs ont voulu légitimer la clause d'exonération en cas de dol, de la façon suivante; « car une telle clause, dit-on, a pour effet non pas de

rendre le dol licite mais de le rendre impossible ». On cite l'exemple d'un dépositaire stipulant du déposant que celui-ci n'agira jamais contre lui à raison de son dol; si le dépositaire dispose de la chose déposée, la clause d'exonération apparaîtra comme équivalant à une donation : ce sera une donation déguisée. M. Robin, p. 154, fait observer avec juste raison que si l'on peut à la rigueur admettre une telle explication quand il s'agit d'actes concernant les biens, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit d'outrages matériels ou moraux à la personne.

insérées dans un contrat, elles doivent l'être dans les termes où la loi les formule, on n'y peut se réserver le droit de blesser par négligence ou de tuer quelqu'un imprudemment; et il terminait en ces termes : « Quand le patron a promis la sécurité à ses ouvriers il leur a fait une promesse dont il ne peut modifier l'étendue parce qu'elle n'est que la substance d'une obligation légale (1) ». M. Demangeat se basait sur l'idée de délit pour aboutir à la même conclusion (2). « Entre parties contractantes, écrivait-il, comme entre toutes gens le mal fait à la personne est un délit. Décliner d'avance la responsabilité d'un mal fait à la personne, que cela se fasse en termes de contrat ou en dehors de tout contrat, c'est prétendre au droit de commettre impunément un délit. Or, il n'est pas permis de se soustraire d'avance à la responsabilité d'un délit futur; l'art. 2046 du Code civil ne se doit entendre que du délit accompli. »

120. Quelques noms qui s'attachent à cette théorie et quelques raisons qu'invoquent ses auteurs, nous osons dire que nous ne l'aurions point partagée. Dans tous les raisonnements que nous avons énumérés, quel principe avons-nous vu toujours invoqué, pour nier la validité d'une clause d'irresponsabilité : le principe suivant, une telle clause serait contraire à l'ordre public; mais c'est justement ce que nous nions, nous nions que tout ce qui touche à la sécurité des personnes soit d'ordre public (3). Nous ne voyons trace nulle part dans un ancien texte, de cet axiome prétendu. La nullité d'une clause d'irresponsabilité se comprendrait si l'obligation du patron était une obligation légale, mais au contraire lorsque nous analysons le contrat, nous voyons, que si le patron est tenu de veiller à la sécurité, c'est parce que cette obligation semble résulter de la volonté des parties; ce que leur

(1) Revue critique : 1888, p. 430, in medio, voir également Tarbouriech, p. 54, in medio.

(2) Demangeat : Revue pratique, t. 55, 1884, p. 558.

(3) D'ailleurs il est bien difficile de définir l'ordre public : en quoi consiste-t-il en réalité, il n'en existe aucune bonne définition.

volonté a pu faire, pourquoi donc ne pourrait-elle le défaire. Avait-elle plus de puissance pour édifier que pour détruire ; ou plutôt ne décidera-t-on pas que si l'ouvrier indépendant et libre, connaissant le danger de sa profession a accepté cette clause, il s'agit là d'une convention librement débattue, et par conséquent justement valable. C'est être véritablement trop intransigeant que de vouloir protéger un contractant qui s'y refuse (1).

121. Mais il est une autre raison que nous allons donner pour combattre l'opinion de ces auteurs, raison moins déductive peut-être, mais qui en l'espèce, pour être plus divinatoire n'en a pas moins sa valeur. Elle consiste à montrer, sous les motifs invoqués, les véritables raisons qui s'imposèrent à M. Saintelette et aux adeptes de son opinion. Pour légitimer celle-ci on pouvait invoquer en effet l'ordre public, et nous venons de le voir, on ne s'en priva guère, mais ce qu'on ne dit point et ce qui fit admettre cependant cette non-validité d'une clause d'exonération, ce fut une raison plus profonde et tout autre. MM. Saintelette et Sauzet ayant posé le principe de la responsabilité contractuelle reculèrent devant les conséquences que cette théorie entraînait. Ils craignirent, que la validité d'une clause de non-garantie ne rendit vaines, toutes les améliorations qu'apportait au sort de l'ouvrier leur nouveau système, et par le fait même le compromit totalement. Une telle clause admise, pensaient-ils deviendrait rapidement une clause de style dans tous les contrats de louage : les patrons l'imposeraient inévitablement aux ouvriers, et cette preuve d'une faute du patron dont ils voulaient avant tout exonérer ces derniers fut restée comme sous le système de la jurisprudence, immuablement à leur charge (2).

122. Nul ne peut dire avec certitude si ces prévisions

(1) De M. Saintelette, il faut en appeler à lui-même : « Le législateur ne peut énoncer la prétention absurde autant que tyrannique de mieux connaître l'intérêt privé qu'un intéressé lui-même », écrivait-il.

(2) V. pour les inconvénients pratiques de la validité de la clause, *Annales de Droit commercial*, n° 3, janvier 1897, p. 189. Thaler.

étaient vaines et chimériques, où si au contraire elles n'étaient qu'une exacte divination de ce qui se fut produit ; il est permis de faire observer cependant, que jamais les patrons n'auraient pu s'exempter de leur faute lourde ou de leur dol, qu'il s'en fut trouvé probablement fort peu qui eussent eu une audace suffisante pour se déclarer par avance irresponsables du mauvais état des outils fournis ou de leur installation vicieuse, et qu'en tout cas, pour la preuve d'une telle clause, un écrit eut presque toujours été nécessaire (1). Si l'on veut bien considérer maintenant qu'un écrit en pareille matière n'entre guère dans les usages reçus ; surtout qu'avec les moyens d'association dont ils disposent aujourd'hui les ouvriers sont vraiment libres d'accepter ou de refuser des conditions jugées inacceptables, on nous accordera bien qu'il est plausible de considérer les prévisions de MM. Saintelette et Sauzet comme empreintes d'un pessimisme exagéré. Mais ce qu'il faut dire avant tout, c'est que, les dénégations que nous avons fournies fussent-elles erronées, ou du moins problématiques, l'inconvénient redouté par le jurisconsulte belge exista-t-il réellement, il faudrait encore maintenir qu'une difficulté d'ordre pratique ne justifie jamais l'illogisme apporté dans un système. Une théorie conduit-elle à des résultats inacceptables, modifiez son principe, mais celui-ci une fois posé, les conséquences en sont aussi inéluctables qu'intangibles. Si on les veut toutefois éviter en en conservant la source, la chose est encore possible, mais cette modification partielle qui se trouve être une exception à la règle commune et générale doit être l'œuvre du seul législateur : la doctrine ou les tribunaux sont impuissants à la réaliser. M. Sauzet en jurisconsulte exercé était loin d'ignorer ces détails ; il devait même pressentir cette objection, quand il écrivait : « Si un article formel venait proclamer l'obligation contractuelle du patron, il serait prudent d'y joindre une pro-

(1) Nous n'entendons pas dire cependant qu'un écrit soit exigé ad probationem. Il suffira qu'il n'y ait aucun doute sur l'évidence de la clause, pour que les tribunaux la reconnaissent. Mais à défaut d'un écrit cette évidence sera rare.

hibition absolue des conventions contraires ». Tel eût été aussi notre avis ; mais où nous nous séparons de M. Sauzet, c'est lorsque nous soutenons qu'à défaut de cette disposition on devait revenir au droit commun, c'est-à-dire à la validité d'une clause d'exonération, car il est un point constant en matière de faute contractuelle, dirons-nous avec M. Larombière, c'est que les parties contractantes peuvent stipuler que le débiteur sera tenu de plus ou moins de soins que n'en exige la nature du contrat.

123. En vain, mettrait-on en avant un motif tiré non plus celui-là directement de l'ordre public, bien qu'il s'en rapprochât considérablement, motif formulé pour la première fois par M. Saintelette, remis en honneur par M. Demangeat, et consistant à dire qu'entre toutes personnes, soit indépendantes, soit unies par un contrat le mal fait à la personne étant un délit on n'en pouvait d'avance décliner la responsabilité. Nous répondrons qu'avec l'opinion de M. Saintelette, opinion appuyée sur la législation belge (Code pénal de Belgique de 1818) qui reconnaît explicitement pour un délit pénal tout défaut de prévoyance et de précautions, la raison était pertinente et le motif inattaquable ; mais que chez nous, en droit français, les articles 319 et 320, articles qu'il ne faut point oublier, s'opposent à une semblable opinion. Ces textes en effet essentiellement limitatifs, ne parlent que de maladresse, d'imprudence, d'inattention, de négligence ou d'inobservation des règlements ; hors de là, le juge le voulût-il, il n'y a point matière chez nous à constituer un délit pénal. Nous irons plus loin encore, nous dirons qu'en supposant même un fait susceptible de rentrer dans la définition donnée par le Code ; il ne faut point perdre de vue qu'un tribunal a sur ce point un pouvoir souverain d'appréciation, et qu'il lui appartient de considérer si le caractère de la faute est suffisant ou non pour entraîner une répression pénale. Nous concluerons donc en affirmant que dans tous ces cas ou soit par le caractère extrinsèque du fait soit par l'appréciation subjective de la culpabilité du délinquant, un acte

ou une omission, ne sont point considérés comme étant une infraction, ils n'en constituent pas moins une violation du contrat, que cette violation semble bien devoir entraîner la réparation du préjudice causé, et qu'il n'existe dès lors aucune raison pour refuser à une partie le droit de s'en exonérer par une convention expresse. Une telle solution, d'ailleurs, ne doit pas étonner ceux qui admettaient la validité d'une clause d'exonération en matière délictuelle et qui pensaient qu'une pareille clause ne serait pas dénuée de toute efficacité, même lorsqu'un fait réaliserait toutes les conditions propres à le faire considérer comme un délit pénal. Un tel délit donne naissance, en effet, à deux actions : l'action pénale et l'action civile, la première véritablement d'ordre public, la seconde essentiellement d'ordre privé. Or, faisaient observer ces auteurs, dire qu'une clause d'exonération n'est valable ni pour l'une ni pour l'autre, c'est confondre ces deux actions, ou bien c'est dire que la responsabilité civile est indissolublement liée à la responsabilité pénale.

Ce serait évidemment là une conclusion fautive ; la règle générale qui régit ces deux actions, nous l'avons dit déjà, étant un principe d'indépendance. Le sort de l'une n'est liée à celui de l'autre que dans des cas exceptionnels, et par conséquent formellement prévus par la loi, en cas de prescription par exemple, et pour des motifs spéciaux et qui leur sont communs. Pareils motifs existent, il est vrai, lorsqu'il s'agit d'une clause d'exonération, car reconnaître la validité d'une telle clause, c'est, dans l'opinion du moins des auteurs qui refusent l'application supplétoire de l'article 1382, aux clauses d'un contrat, désarmer totalement la victime d'un accident et empêcher ainsi qu'elle ne soit un auxiliaire utile de la justice criminelle. Mais dans le silence du Code, une semblable raison, ne peut suffire, à lier intimement le sort de deux actions que les principes généraux divisent, et d'ailleurs, hâtons-nous de le rappeler, pour un grand nombre de jurisconsultes cette raison n'existe même pas, car l'article 1382 est toujours applicable, même lorsqu'il y a contrat en l'espèce. Nous en revenons

donc à notre raisonnement. Il faut appliquer les principes généraux et non les exceptions ; or les principes généraux veulent que les deux actions civile et pénale soient indépendantes ; donc l'ordre public, qui se refuse indiscutablement à ce que la première soit entravée par la volonté des particuliers, n'empêche pas la seconde d'être soumise à sa toute puissance ; et la clause de non-validité certainement nulle pour celle-là, sera parfaitement valable pour celle-ci. Plus haut et pour d'autres motifs nous avons admis le contraire lorsque l'action était fondée sur l'art. 1382, nous avons vu d'ailleurs que cela était déjà fort contesté, mais lorsqu'il s'agit d'une action fondée sur le contrat, contrat qui suivant le Code lui-même tient lieu de loi à ceux qui l'ont fait une pareille allégation n'est même plus admissible (1).

124. Il est d'ailleurs une autre raison que l'on invoquait pour confirmer cette opinion, nous ne pensons point qu'elle fût absolument convaincante, mais nous devons en dire quelques mots cependant. Elle était tirée de la similitude de l'assurance et de la clause d'exonération. Nul ne contestait en effet au patron le droit de s'assurer contre les accidents qui pourraient frapper ses ouvriers. Loin même de ne pas reconnaître la validité de ces assurances, ou en sanctionnait la légitimité sous diverses variétés. L'assurance réparation qui garantissait l'ouvrier contre tout accident provenant d'un cas fortuit, d'une faute légère de la victime et peut être suivant l'opinion de la jurisprudence d'une cause inconnue, avait pris une grande extension et était universellement admise : le patron pouvait y adjoindre une assurance spéciale qui n'était que le complément de celle-ci, elle avait pour but de mettre sa responsabilité à couvert : le contrat total prenait alors le nom d'assurance

(1) Nous avons trouvé dans Robin (De la responsabilité, in principio, p. 150 qui l'expose d'ailleurs avec toute réserve, un argument très curieux pour valider la clause de non-garantie. On pourra t peut-être la légitimer, dit cet auteur, en arguant de l'art. 1152 du Code civil qui autorise la fixation, par avance, de l'indemnité qui pourra être due au **cas**

d'inexécution de l'obligation : en faisant décroître graduellement le chiffre de cette indemnité on arrive à la non-garantie. Cela est habile ; mais nous répondons que quelques divisions que l'on adopte pour les côtés d'un polygone, si infinitésimales soient-elles, on n'arrive jamais au cercle parfait : il en est de même ici.

en responsabilité (1). Nous ne rappelons que pour mémoire les éléments essentiels de cette assurance ; ce sont : le risque, la prime et l'indemnité. Or, disait-on, la garantie du risque qui n'est en définitive que l'accident envisagé dans la responsabilité pécuniaire qu'il entraîne suppose un accident du travail donnant lieu à l'assurance collective et une faute engageant la responsabilité du patron ; faute délictuelle pour la jurisprudence, faute contractuelle pour une partie de la doctrine, faute contractuelle ou délictuelle pour ceux qui admettent que l'article 1382 n'est pas écarté complètement par la présence du contrat. Mais alors qu'importe que le patron s'assure contre les conséquences ou qu'il stipule qu'il n'en répondra pas : la situation est pour lui la même. Dans les deux cas il en évite les inconvénients, dans les deux cas il s'affranchit de toute indemnité. C'était là l'avis de M. Labbé (2). Si le créancier, écrivait-il, renonce à exiger du débiteur la réparation d'une faute, il prend à sa charge le dommage résultant de cette faute, il fait l'équivalent d'une assurance. Pour l'auteur de la faute surtout, l'identité du résultat obtenu dans les deux cas, à savoir l'exonération, doit conduire à la similitude des règles juridiques.

125. Nous demandons à faire quelques réserves sur cette opinion. Il n'y a pas, disons-nous, une identité complète entre les deux hypothèses. Même pour l'auteur de la faute que M. Labbé cite surtout, et pour lequel la similitude des deux cas est évidemment presque totale, elle n'est pas absolue. Lorsqu'un patron a contracté une clause d'exonération, il est à coup sûr déchargé totalement des conséquences de ses fautes ; lorsqu'au contraire il n'a fait que s'assurer, sa situation dépendra de la solvabilité de l'assureur : si ce dernier est solvable, il sera évidemment déchargé, mais s'il ne l'est pas sa responsabilité reste entière. Si nous passons maintenant à la situation de la victime, nous

(1) Sanzet : Situation des ouvriers dans l'assurance accident collective contractée par le patron. *Revue critique de législa-*

tion et de jurisprudence, 1886, p. 364.

(2) Labbé : Note au Sirey : 76, 1, 337.

voyons qu'elle est sensiblement différente suivant les deux cas. En cas d'assurance, la victime aura toujours droit à une indemnité ; en cas d'exonération, elle ne touchera jamais rien. L'irresponsabilité du patron étant ainsi totale dans un cas, et partielle ou mieux subsidiaire dans l'autre, favorisera davantage la négligence du patron dans celui-là que dans celui-ci, et l'ouvrier se trouvera plus exposé, par l'effet d'une clause d'irresponsabilité, qu'il ne l'eût été par l'assurance.

126. Quoi qu'il en soit cependant, on ne peut méconnaître que l'argument indiqué par M. Labbé et Lyon-Caen, fût *juridiquement* exact. Qu'importe les conséquences pratiques et les considérations d'ordre purement moral ; la question est de savoir si au point de vue du droit, en matière contractuelle, on peut se décharger de la responsabilité. En faveur de l'affirmative on invoque la validité universellement admise du contrat d'assurance, qui sans contredit aboutit à un tel résultat. Cet argument est véritablement juridique, car rejeter la conséquence de ses fautes sur l'autre contractant ou le rejeter sur un tiers, aux yeux du jurisconsulte, c'est tout un ; c'est toujours s'en affranchir. C'est pourquoi il faut choisir : ou bien toute convention, contrat d'assurance et autres, par lesquelles un patron tente de s'exonérer de la responsabilité de ses fautes sera déclarée nulle comme contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, et alors il ne s'agit plus de discuter la validité ou la non validité d'une clause directe d'irresponsabilité : cette règle générale prouve évidemment qu'elle est radicalement nulle ; ou au contraire on reconnaît une pleine validité au contrat d'assurance et alors on doit admettre *à fortiori* l'efficacité d'une clause d'irresponsabilité, car il serait étrange que l'on ne pût faire directement ce qu'il est permis d'accomplir d'une façon détournée.

127. Quant à l'argument de M. Planiol affirmant, que, « lorsqu'il s'agit de la sécurité des personnes, contractuelle ou délictuelle l'action ne peut être écartée, même en ce qui concerne la faute légère, car toute faute est ici nécessai-

rement une faute lourde (1) » il n'est pertinent qu'à première vue. Pour l'admettre c'était toute la théorie classique des fautes qu'il eût fallu renverser, c'était déclarer que la faute était un élément purement objectif et non point subjectif, c'était en quelque sorte nier que l'idée de faute fût une des conditions de la naissance de l'action en responsabilité. Si l'on déclare une faute, plus ou moins grave suivant l'importance du préjudice subi, autant vaut n'en point parler, et dire que l'action en indemnité naîtra avec une étendue et une force proportionnelle au mal causé. Que sert en effet la conception de la faute, si sa gravité est régie par la gravité du préjudice, si elle en découle d'une façon mathématique adéquate et certaine ; c'est un rouage inutile. Mais toute la conception classique de la faute proteste contre une semblable interprétation ; tel n'était point l'avis des anciens auteurs qui considéraient comme une impossibilité la naissance d'une action en responsabilité si elle n'avait été précédée d'une appréciation intellectuelle et morale de l'activité coupable d'un individu. Pour eux la faute n'avait de signification, qu'autant qu'elle leur apparaissait devoir s'apprécier, non pas par son résultat matériel et palpable, mais par son caractère intime et sa gravité intrinsèque. C'est ainsi qu'elle apparaît chez le jurisconsulte romain et Pothier n'en avait pas d'autre conception. La faute, pourrait-on dire, c'était pour eux l'écart qui séparait la conduite d'un individu, d'une règle idéale ou du moins morale (2) qu'il aurait dû suivre. Cet écart plus ou moins grand faisait la diversité des degrés de la faute. La gravité de celle-ci résultait en un mot de l'activité interne d'un individu et non de son activité externe ; et dans notre espèce, à l'encontre de ce qu'en penserait sans doute M. Planiol, nous dirons : Une blessure légère, lorsqu'elle était causée par une faute grave, entraînait la

(1) C'est dire en d'autres termes, que lorsque la vie humaine est en péril, on ne saurait concevoir une faute légère.

(2) Ces derniers mots restrictifs sont nécessaires pour comprendre, dans la ré-

gle, la faute légère appréciée in concreto : car en définitive qu'est-elle, sinon l'écart qui sépare la conduite d'un individu dans un cas déterminé, de celui qu'il apportait dans ses autres affaires.

responsabilité du patron ; à l'inverse une blessure grave occasionnée par une faute légère était impuissante à la faire naître (1).

128. Nous aurions terminé cette difficile question si nous ne devions rappeler que le patron est non seulement responsable de son propre fait mais encore du fait de ses préposés, et s'il ne nous restait à rapidement examiner, dans cet ordre d'idées, quelle peut être la validité d'une clause de non garantie.

Remarquons tout d'abord qu'une faute du préposé n'implique point toujours celle du commettant. Celui-ci a pu apporter au choix et à la surveillance du préposé la diligence la plus extrême, sans pouvoir empêcher cependant l'accident de se produire ; et faisons observer en outre, que si le commettant n'a pas traité directement avec les ouvriers du préposé, il ne saurait être question de clause d'irresponsabilité *contractuelle* : Nous retomberions ici dans le domaine de l'art. 1382, et ce cas a été précédemment examiné. Si au contraire, le patron a contracté avec les ouvriers du préposé nous ne voyons point la raison pour laquelle on lui refuserait de se déclarer irresponsable du choix et de la surveillance de ce dernier. Il faut donc décider qu'en matière contractuelle, si le patron a judicieusement choisi son préposé, s'il l'a surveillé avec toute la diligence désirable, en un mot s'il est exempt de toute faute lourde, quelque grave que soit la faute du préposé, celle du patron n'est qu'une faute légère et partant est couverte par la clause d'irresponsabilité.

Ainsi, quelque controversée que fût la question, fidèle au

(1) Un argument que l'on pourrait encore donner pour valoir une clause de non garantie est le suivant : C'est que si la clause de non garantie est déclarée inefficace, le patron arriverait au même résultat en restreignant, dès l'origine, l'objet même de l'obligation, car les contractants peuvent stipuler qu'ils apporteront dans l'accomplissement de leurs obligations, dit M. Saintelette, le maximum de soins que donnerait l'homme le plus attentif ou seulement le minimum de

soins que donnerait un homme qui ne serait pas de mauvaise foi. L'on a peu affaibli cet argument en disant que les parties ne sont pas libres de fixer comme bon leur semble l'objet de leurs obligations, car elles ne doivent pas violer l'ordre public, elles ne doivent pas contrarier les règles de la bonne foi. Tout consiste à savoir évidemment si en faisant ceci on les viole ; or une affirmation n'est pas une preuve.

grand principe de la liberté des conventions, nous admettrons qu'il est loisible aux parties, de fixer d'avance le maximum des dommages et intérêts à payer en cas d'accident, de convenir que la preuve sera mise à la charge de l'ouvrier, de décider enfin que le patron ne sera pas tenu des conséquences de ses fautes. Quand aux formes extérieures que doivent revêtir ces conventions, nous nous en référons sur ce point au droit commun. Les contrats étant en général consensuels dans notre droit, toute forme se trouve admise et validée, sauf à celui qui se prévaut d'un contrat à subir les inconvénients de la difficulté de la preuve (1).

CONCLUSION

129. L'intervention législative, que M. Labbé trouvait si dangereuse, qu'il voulait à tout prix éviter (2), devait être difficilement tenue en échec par le système que nous venons d'exposer. Sur la plupart de ses conséquences la controverse était si vive, les grandes lignes qui formaient sa structure générale étaient si flottantes et si vagues, celles qui délimitaient ses frontières si peu définies, qu'il semblait impossible qu'il pût établir une doctrine et fonder une jurisprudence. Certes, MM. Sainctelette, Sauzet et Labbé avaient été inspirés par une idée première fort louable et méritoire en soi, mais leurs efforts avaient été vains ; le résultat de leur œuvre était nul. Le seul pays où la nouvelle théorie parut s'implanter avec quelque air de stabilité fut la Belgique, et ce pays lui-même y fut

(1) Avant de terminer ce sujet, nous demandons à faire une observation. En matière de contrat de transport, la Cour de cassation admet que la clause d'irresponsabilité a au moins pour effet de mettre la preuve à la charge de l'autre partie. Cette décision est violemment critiquée par M. Lyon-Caen. Tout au rien, tel est le résumé de la dialectique

du célèbre jurisconsulte. V. ce qu'en pense Tarbouriech, p. 35, *in medio*.

(2) Sic Labbé. « La politique apporte ses considérations qui priment celles de la pure équité... En l'état actuel des esprits le législateur ferait une loi politique... Le mérite de MM. Sainctelette et Sauzet est d'avoir eu confiance dans les principes du droit actuel. » (P.p.33, 1885)

bientôt infidèle. C'est en 1885, devant le tribunal civil de Bruxelles, que la nouvelle théorie put enregistrer le premier succès à son actif, et déjà en 1889 à l'occasion de la célèbre affaire de Sutter elle voyait une de ses applications, des plus discutables il est vrai, déjà contestée par la haute cour. En 1893 enfin, statuant sur une affaire analogue, cette même juridiction transforma ce premier mouvement de retraite en déroute définitive. Sur le terrain classique de la responsabilité contractuelle écrivit M. Josserrand la théorie nouvelle avait été vaincue.

En France, elle ne pouvait l'être, et pour cette raison fort simple qu'elle ne triompha jamais (1). A peine quelques arrêts isolés peuvent-ils être relevés à son actif, et seul le tribunal de commerce, en matière de transport, semblait vouloir définitivement la consacrer. Il eut contre lui toutes les juridictions supérieures ; il résista quelque temps, puis le 27 mai 1895 il céda, abandonnant sa jurisprudence antérieure il finit par se rallier à la thèse traditionnelle et commune. Tel fut en quelques mots la sphère d'influence pratique de la nouvelle conception.

130. C'était peu, il faut en convenir, pour une thèse qui se targuait d'apporter enfin entre ouvriers et patrons, et dans cette difficile question des accidents du travail, une accalmie définitive ; c'était insuffisant, on nous l'accordera, pour une doctrine dont la prétention n'était rien moins que d'écarter du débat l'intervention intempestive du législateur. Il arriva ce qui devait se produire. D'une part, loin de s'assoupir, les différends entre patrons et ouvriers subsistèrent, redoublèrent encore d'intensité ; et d'autre part, par l'insuffisance même des efforts qui venaient d'être faits pour l'éloigner, l'intervention du pouvoir suprême, jugée désormais indispensable, se produisit.

Nous tenterons dans notre dernier chapitre de retracer les modifications, que dans les relations entre patrons et ouvriers apporta la nouvelle loi, mais nous voulons déga-

(1) Cassation, 15 juillet 1896 (S. et P. 1897, 1. 229).

ger auparavant les causes qui firent de la théorie contractuelle une thèse à ce point inefficace.

131. Il en est des doctrines juridiques comme des partis politiques, ils ne peuvent se maintenir au pouvoir qu'en reposant sur un ensemble d'idées assez universellement admises pour former une majorité fidèle et constante.

Ce n'est point assez qu'un grand corps admette et reconnaisse le même principe, il faut encore que toutes les unités qui le composent en acceptent ou du moins en tolèrent les conséquences. Peu importe qu'il existe une majorité immuablement attachée à la généralité d'un dogme, si des subdivisions d'opinions s'y trouvant à l'infini empêchent l'agrégation définitive de ses éléments, les dissocient lorsqu'ils se sont joints, et en portent tour à tour des fractions flottantes aux partis les plus extrêmes. Or, nous l'avons vu, c'est là, malheureusement, ce qui se produisit pour la théorie contractuelle. Tant que s'agita seulement la question du fondement de la responsabilité patronale, tant qu'il s'agit simplement de savoir si l'on écarterait définitivement l'origine délictuelle de celle-ci, il n'y eut guère de divergences; et si l'unanimité des jurisconsultes ne se prononça point pour l'affirmative, la majorité du moins, se rallia à cette opinion; mais, où les dissensions s'accrochèrent, où la scission presque définitivement s'effectua, ce fut lorsqu'il s'agit de savoir quelle étendue on donnerait à une telle obligation. A première vue, l'accord, sur ce point, semblait facile, et toutefois il ne le fut point.

On vit les théories les plus opposées s'exclure et se renverser tour à tour, et pendant quelque temps on ne put savoir laquelle était destinée à l'emporter sans partage. L'une d'entre elles semblait avoir triomphé enfin; la thèse de M. Labbé réunit un moment la majorité des suffrages, et l'on put croire un instant cette brûlante question irrévocablement close, mais il apparut bientôt que l'élément modéré qui avait aidé si puissamment à édifier cette théorie, allait contribuer à la perdre; ne se maintenant dans sa situation

privilegiée qu'au prix d'illogismes et de compromissions elle vit commencer son déclin le jour où se posa la question de la dévolution de la preuve, et où, sur ce point, il lui fallut prendre définitivement position. On la somma de renier son principe ou d'en accepter les conséquences. D'une part, celui-ci s'opposait, nous l'avons montré, à ce qu'elle rejetât l'obligation de la preuve sur le patron; d'autre part, cette théorie ne pouvait laisser ce fardeau à l'ouvrier sans perdre la seule raison d'être qu'elle avait d'exister. Acculée entre l'aveu de son illogisme ou la consécration de sa propre déchéance, il était facile de prévoir de quels côtés pencheraient ses préférences. Pour subsister, pour écarter les résultats désastreux de l'art. 1382, elle fit, sans l'avouer, une concession au principe absolu de MM. Sainctelette et Sauzet qu'elle avait voulu cependant écarter tout entier. Elle admit le renversement de la preuve que ne comportait point son principe et que seul ce dernier commandait. Il lui survint ce qui arrive toujours aux opinions modérées et de conciliation, aux doctrines que préoccupent davantage l'équité et la réalité des faits que la construction géométrique de rigoureux raisonnements, elles succombent lorsqu'on les somme de déduire du principe opportun qu'elles ont posé des conséquences absolues.

Il est permis de supposer cependant qu'elle eût surmonté cet obstacle, qu'au prix de la logique il est vrai, la nécessité pratique qu'elle semblait devoir satisfaire, l'eût fait en retour définitivement triompher, lorsqu'une opposition, plus considérable encore, emporta la thèse contractuelle tout entière dont elle n'était qu'une interprétation. Nous ne reviendrons point sur tous ces détails; on a vu, et nous avons suffisamment montré comment la question de la dévolution de la preuve ayant déjà ébranlé cette thèse, celle de la validité de la clause d'irresponsabilité lui porta le dernier coup. D'un côté, avons-nous dit, une telle clause était en matière contractuelle, juridiquement valable; d'un autre, son admission rendait le sort de l'ouvrier aussi peu enviable que sous l'empire de l'art. 1382, et pour quelques auteurs, plus précaire encore; c'était, dès lors,

inévitablement, l'effondrement total du système contractuel (1).

132. Un premier coup porté, en appelle généralement d'autres, et c'est une règle d'expérience, que, lorsque une doctrine est ainsi combattue dans ses conséquences par ceux-là mêmes qui l'adoptent, impuissante à rallier dans son sein l'unanimité des suffrages, elle ne tarde point à voir contester par d'autres le principe même dont elle émane. Nous en avons ici un nouvel exemple. Quelques esprits indépendants refusèrent de voir dans la faute contractuelle le fondement de la responsabilité patronale; parmi ceux-ci un des plus catégoriques et des plus constants fut M. Chesney.

Admettons, disait cet auteur, la proposition de M. Labbé; disons que relativement à l'objet du contrat, toute question de faute doit être jugée d'après ses clauses, autrement dit d'après la volonté des parties, est-ce à dire que le problème soit résolu : nullement; car ce qu'il faut savoir, et ce que d'ailleurs nous recherchons, c'est précisément si cette réparation due par le patron à un ouvrier insuffisamment protégé rentre dans le contrat de louage ou n'y rentre pas, si elle est relative à l'objet de ce contrat, ou si au contraire elle n'a pas une autre base : savoir le quasi délit prévu par l'article 1382. Or, on en conviendra, c'est là pure affaire d'appréciation individuelle; on a soutenu qu'il en était ainsi, mais le contraire nous semble à nous plus admissible, et voici les raisons que nous pouvons en donner. C'est qu'il nous semble assez étrange que par le fait seul que deux personnes aient contracté ensemble, elles échappent aux règles générales du droit, elles ne soient plus soumises au droit commun (2). L'article 1382 régit les rapports des personnes n'ayant point contracté ensemble dit M. Labbé, nous l'admettons, mais nous soutenons qu'il régit aussi

(1) On faisait encore à ce système bien d'autres objections, en outre de ne pas rayonner au delà du domaine contractuel, de creuser un abîme profond, entre les victimes qui avaient contracté

avec le propriétaire de la chose, et celles qui lui étaient juridiquement étrangères (v. Josserand p. 39 et 40).

(2) M. Saleilles est de cet avis : v. p. 14, in principio.

les rapports des personnes ayant contracté ensemble, quant aux obligations qui sont étrangères au contrat passé par elles et qui dérivent du droit commun.

134. Lorsqu'on nous dit en outre, que l'article 1135 ainsi conçu : les conventions obligent à toutes les suites que l'équité, l'usage, ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature est la base du système de la faute contractuelle ; nous le contestons. Nous ne voyons point que le texte de cet article permette d'en induire que suivant l'équité et l'usage le patron doive, d'après le contrat de louage lui-même, protéger ces ouvriers contre les accidents. La chose est probable, nous le concédons, mais elle n'est pas évidente, il faudrait la démontrer, et c'est ce que l'on ne fait point. On affirme simplement, qu'en vertu de l'article 1135, la protection des ouvriers est une des suites du contrat de louage, mais on peut avec autant de raison maintenir le contraire, écarter l'article 1135, et soutenir avec la même assurance que cette obligation n'est pas le moins du monde au nombre de celles que le contrat de louage de services met à la charge du patron (1). Il n'y a nulle raison déterminante pour se décider, dans un sens ou dans l'autre, c'est là pure affaire d'appréciation.

135. M. Labbé constate qu'il est difficile de fixer l'étendue des obligations de surveillance attentive contractée par l'entrepreneur. C'est sans doute, pense-t-il, à cause de cette difficulté que le législateur n'a pas tracé de règles et a laissé toute latitude à la sagesse des juges. M. Labbé encore ici, dirons-nous, ne nous apporte pas la certitude, il nous donne simplement son opinion. Il nous est permis d'avoir la notre et de l'avoir différente. Qu'aurait-on à répondre si nous soutenions que le silence du législateur s'explique de tout autre façon et surtout par un oubli? L'industrie était moins développée, partant les différends entre patrons et ouvriers moins étendus et moins aigus lorsque notre Code fut rédigé. La question qui nous préoccupe

(1) Voir, en ce sens, décision de la Cour de Liège : 16 juin 1885. (S. 85. IV. | p. 30) et les motifs. Lire également la note tout entière de M. Labbé.

put fort bien ne pas s'imposer à l'esprit de notre législateur, tout au moins s'il y songea, pensa-t-il que les dispositions du droit commun de l'article 1382 protégeaient suffisamment une situation si peu tendue ?

136. L'argument tiré de l'article 1137 n'est guère meilleur. On étend cet article (qui impose à la personne tenue de veiller à la conservation d'une chose, l'obligation d'y apporter tous les soins d'un bon père de famille) à la préservation d'une personne soumise par un contrat à la direction d'une autre. Mais on semble oublier, dès lors, la différence essentielle existant entre une chose inerte et une personne douée d'intelligence et de mouvement. La première ne peut se protéger par elle-même des éléments extérieurs qui concourent à sa destruction, la raison unie à l'instinct si puissant de la conservation doivent suffire au contraire à la seconde à les lui faire éviter.

137. Nous ne verrons aussi qu'un sentiment personnel dans une autre raison qu'invoquent les partisans de la faute contractuelle. Ils soutiennent que le système est conforme à la commune intention des parties. Fort bien, mais quels motifs certains en donnent-ils ? aucun. Or, nous prétendons le contraire. Nous disons qu'en contractant, le patron n'a eu l'intention que de payer à ses divers ouvriers le salaire convenu ; qu'en aucune façon, il ne s'est proposé à les garantir contre la suite des accidents probables (1). Dans le silence de la convention pourquoi ne l'admettrait-on pas, est-il donc absurde de soutenir qu'une partie, maître du contrat, cherche à le passer dans les meilleures conditions possibles. N'est-ce point là au contraire la règle commune des transactions humaines (2).

(1) Sic Josserand : p. 30.

(2) Cela est vrai, mais le même raisonnement pourrait être fait en faveur de l'ouvrier, car grâce au droit de coalition le patron n'est pas toujours maître du contrat. Si l'on en tire cette conclusion inverse que la dette de sécurité est une des clauses tacites du contrat, deux autres questions se posent alors immédiatement

1° Quand doit-on présumer cette clause de garantie.

2° Quelle est pour chaque cas particulier l'étendue et le contenu de cette obligation.

Sur le premier point, M. Saleilles renvoie à une note de M. Chavegrin (S. 96, 2, 228 col. 2 in fine). Sur le second, il énumère les controverses de la doctrine, nous les avons rapportées plus haut, mais ce qu'il ne dit pas, c'est que, même en supposant admise l'une des

138. Telles étaient les raisons que M. Chesney faisait valoir contre le principe même de la théorie contractuelle ; on pouvait les juger plus ou moins convaincantes, et pour notre part nous n'hésitons pas à les rejeter, leur préférant de beaucoup les réponses qu'en avaient faites par avance MM. Sauzet, Sainctelette et Labbé ; mais on ne pouvait du moins leur refuser quelque valeur, ni surtout le mérite de l'opportunité. Émises un peu plus tôt, leur importance eût été moins grande (1) ; en 1896 alors que tous les systèmes avaient été essayés tour à tour et jugés impuissants, elles ressortaient d'un singulier éclat sur une situation si terne. Elles vinrent à leur heure, véritablement au moment où la discorde et le chaos étaient dans le camp ennemi. La meilleure raison qu'aurait pu donner M. Chesney pour justifier son opinion, eût été le fait même de son intervention. Il eût dit qu'elle avait été provoquée, bien moins par de

théories précédentes, celle de M. Labbé, par exemple, il y avait encore des difficultés de fait considérables.

Nous croyons en devoir dire quelques mots : ce sont, en effet, les difficultés pratiques, les difficultés d'application qui ont amené la chute de ce système, elles sont donc très importantes à signaler.

Deux questions, avec la thèse contractuelle, pouvaient se poser devant les tribunaux :

1° A qui appartenait-il de déterminer, en cas de contestation, l'étendue de la garantie promise par le maître.

S'il s'agissait d'interpréter la volonté spéciale des parties, volonté qui peut être différente « chaque contrat, ce rôle appartenait au pouvoir souverain des juges du fond ; dans un seul cas la Cour de cassation aurait à intervenir, celui où les juges du fond constateraient que la volonté d'une partie est dirigée dans un certain sens, et n'en tireraient point les conséquences juridiques. Cependant, si les juges constataient qu'aucune clause du contrat, aucune circonstance concomitante ne révèle l'intention des parties, ils avaient pour mission, on le sait, de consulter pour tâcher de la découvrir l'usage et l'équité. Le cas dès lors devient plus douteux ; pour l'usage, nulle difficulté, il varie de contrée à contrée, et d'industrie à industrie, les juges du fait ont donc compétence exclus ve ; pour

l'équité, au contraire, qui semble composée de règles fixes, et souffrir des réductions générales permanentes, les attributions d'une cour régulatrice, appelée à maintenir l'unité de jurisprudence y semblent bien compatibles. Les exigences de l'équité naturelle, ne sont pas plus ou moins grandes, suivant la province où le contrat est né. Cependant la Cour de cassation belge en a décidé autrement.

2° A qui appartenait-il de constater si le maître avait manqué à la prévoyance à laquelle il était tenu.

Cette question suppose une constatation, une appréciation de faits spéciaux, variables d'espèce à espèce ; elle relève incontestablement du pouvoir souverain des juges du fond. La Cour de cassation n'aurait qu'à intervenir dans le cas invraisemblable où les juges du fond constateraient la réalité d'une faute, d'une infraction à la loi du contrat, et n'y attacherait pas la conséquence de la responsabilité. Labbé 1886, S. III. p. 26, 3^e col. in fine.

(1) Ce qui le prouve bien, c'est que la note dont nous extrayons tous ces rapproches, est la reproduction à peu près fidèle, d'un article du même auteur, dans la Revue Critique, 1873, p. 295, article qui n'eut pas un grand retentissement puisque l'on n'en trouve aucune trace dans les annotations et arrêts postérieurs.

rigoureuses méditations que « par la force immanente des choses » ; il eût montré que sa principale puissance venait moins de ce qu'elle disait catégoriquement que de ce qu'elle allait suggérer ; car en attaquant un principe dont la formule exacte n'était point déduite, ni les conséquences acceptées, elle faisait penser à tous ce que beaucoup pensaient déjà qu'un tel principe était un principe erroné.

TITRE SECOND

Théorie objective de la responsabilité

139. Le champ était donc libre de nouveau, et restait à trouver un principe assez inattaquable, et par conséquent assez viable, pour écarter cette intervention du législateur, toujours plus imminente et plus encore redoutée. M. Saleilles le tenta. Il écrivit sur la question des accidents du travail un petit opuscule qu'il intitula : *Essai d'une théorie objective de la responsabilité civile*. Le titre en était plus abstrait et plus obscur que la chose⁽¹⁾. Celle-ci était en

(1) Avant d'exposer cette théorie, nous désirons dire un mot d'un système qui n'a pas eu grande influence en matière d'accidents de travail, et qui s'est fait jour principalement, croyons-nous, dans des thèses de doctorat ; on le nomme *système de l'unité de responsabilité*. Les auteurs qui le soutiennent prétendent qu'il n'y aurait, en droit, qu'une seule espèce de responsabilité, toujours délictuelle. L'inexécution des obligations contractuelles serait régie par les articles 1382 et 1383. Voir en ce sens : Lefebvre, *De la Responsabilité* ; Revue critique, 1886, p. 485 et suivantes ; Deschamps,

Responsabilité civile des incapables ; Revue critique, 1890, p. 276 ; Robin, *De la Responsabilité au point de vue de la clause de non garantie et du fardeau de la preuve*. Paris 1887 ; Grandmoulin, *De l'unité de la Responsabilité*, Rennes, 1892 ; note anonyme, Sirey, 1882, 2.252.

On invoque trois arguments :

1° L'obligation, dit-on, vient de la loi ou du contrat ; or la loi et le contrat n'ont pas une essence différente. La loi est un contrat, c'est la convention à laquelle des hommes libres ont consenti ; on cite à l'appui ce passage de Thérin. La forme de la loi n'est pas un

réalité fort simple et voici comment son promoteur l'exposait.

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE

140. M. Saleilles commence par signaler les deux directions divergentes si curieuses, dit-il, que prennent aujourd'hui le droit civil et le droit pénal. Celui-ci dominé par le point de vue subjectif, celui-là par le point de vue pure-

ordre ou une défense adressé à des subordonnés, c'est une convention passée entre des personnes égales. Le droit dans le sens objectif dérive de la convention (Theriny, *Esprit du D' Romain*, t. 3, p. 217, cité p. Grandmaison, op. cit. p. 5). A l'inverse le contrat est lui-même une loi (v. art. 1134 du code civil). En résumé, la loi est un contrat général, le contrat, une loi particulière. Par suite l'obligation *ex lege*, c'est-à-dire *ex delicto*, et l'obligation *ex contractu* ne présentent pas non plus de différences essentielles et la violation de ces obligations comme la responsabilité qui en découle ne diffèrent pas davantage.

2° L'obligation initiale de donner, faire ou ne pas faire, née du contrat est éteinte par la perte ou l'impossibilité de son objet due à la faute du débiteur. L'obligation de payer des dommages et intérêts n'est donc pas l'obligation primitive née du contrat, mais une obligation née de la loi qui dans l'art. 1382 impose la responsabilité du dommage causé par une faute (Grandmoulin p. 7, Mourlon, *Droit civil* t. II, n° 1471. Marcadé t. IV sur l'art. 1382, p. 669.

3° La lésion d'un droit de créance constitue un délit ou un quasi délit civil au même titre que la lésion de la personne ou des droits réels. Le délit est la violation d'un droit quel qu'il soit : c'est là le projet du Code civil allemand. Le projet étudie l'obligation d'indemnité en elle-même indépendamment de la cause qui lui a donné nais-

sance. C'est là aussi le point de vue du code civil français.

L'art. 1147, n'est que l'application particulière au contrat de l'art. 1382 qui prévoit la violation de tous les droits en général (Voir à l'appui de cette théorie, citation de Bigot Preameneu, par Grandmoulin p. 25).

Quant à la preuve, on pourrait croire que ce système aboutit à la mettre à la charge de l'ouvrier blessé comme en matière délictuelle, mais il n'en est rien. Suivant les promoteurs de la nouvelle théorie, cette règle a été posée, lorsqu'il s'agit des délits, par suite du système de la dualité, elle n'a plus de raison d'être dans un système unique et général de la responsabilité. Le criterium doit être cherché autre part, entre les obligations positives, et les obligations négatives.

1° S'il s'agit d'une obligation négative : le demandeur en responsabilité doit établir :

a) L'existence de l'obligation *ex lege* ou *ex contractu*.

b) L'infraction à cette obligation.

d) La naissance d'un dommage.

e) Que l'auteur de l'infraction est bien le défendeur.

2° Si au contraire l'obligation est positive le demandeur n'a qu'à établir l'existence de sa créance légale ou contractuelle en restitution, c'est au défendeur à démontrer l'exécution de son obligation ou son extinction par cas fortuit ou force majeure (p. 50-57).

Supposons admise cette théorie et

ment objectif, celui-ci tendant à faire une place de plus en plus grande à l'élément de faute, celui-là au contraire le restreignant de jour en jour. Cette remarque semble fort juste. Les nouvelles théories du droit pénal, en effet, théorie des circonstances atténuantes, théorie des sentences indéterminées, théorie des peines parallèles laissent à l'appréciation du juge un domaine de plus en plus vaste ; en un mot la culpabilité de l'agent, tend à jouer un rôle prépondérant eu égard à la criminalité du fait. Les nouveaux systèmes du droit civil, au contraire, celui par exemple de la formalité du transfert, en matière immobilière, celui du fondement de la possession de Von Ihering, les principes enfin qui régissent les transactions commerciales, prouvent que l'on s'en tient surtout aux manifestations extérieures sans aucune recherche d'intention,

Il doit en être de même, dit M. Saleilles, quand il s'agit de la responsabilité civile. « La vieille doctrine qui fonde cette responsabilité sur la faute est une conception fausse et surannée, elle nous vient en droite ligne des jurisconsultes romains qui la fondaient sur une idée de condamnation et de peine privée. Elle se substitua à l'époque des post-glossateurs à la conception coutumière et germanique qu'il nous faut aujourd'hui reprendre en sous-œuvre. »

voyons ce qui en résultait relativement au contrat de louage : admettons, comme le veut M. Grandmoulin que le patron soit tenu envers l'ouvrier d'une obligation de sécurité inhérente au louage de services (Grandmoulin, 37 in medio) et supposons qu'un accident arrive. Quelle preuve doit fournir l'ouvrier ? Tout consiste à savoir si l'obligation est positive ou négative. Si l'obligation est positive l'ouvrier n'aura qu'à en établir l'existence, c'est-à-dire à prouver l'existence du contrat de louage ; ce contrat prouvé, l'obligation de sécurité sera par là même indéniable, si au contraire l'obligation est négative l'ouvrier aura une preuve beaucoup plus longue à faire : (v. supra, p. 142)

1° On peut admettre que l'obligation de sécurité est positive ; le patron devait fournir la sécurité à l'ouvrier ; c'est une obligation de donner ou de faire : Il

doit le restituer à lui-même sain et sauf.

2° L'obligation de sécurité est négative, le patron s'est simplement engagé à ne pas porter atteinte à la vie ou à la santé de l'ouvrier ; il a contracté simplement l'obligation de ne le tuer ni le blesser, c'est une obligation *neminem ledere*, par conséquent une obligation négative ; et cette circonstance que le patron a promis à l'ouvrier par le contrat de ne point lui causer de dommage ne peut changer la nature de son obligation.

On voit combien cette thèse soulève de nouvelles controverses et de difficultés ; on consultera avec fruit à ce sujet : Grandmoulin, thèse 1892, 1896, p. 71 et suivantes ; Lefebvre, *Revue critique*, 1886 p. 485 et suivantes ; Deschamps, *Revue critique*, 1890, p. 276 ; Robin, Paris, 1887, note anonyme dans *Sirey*, 1883, 2, 252.

141. On oublie, en effet, qu'en droit civil—nous laissons ici la parole à M. Saleilles, — il ne s'agit plus de condamner à une peine, mais de faire supporter un risque. Un accident se produit, si celui qui en est l'auteur l'a voulu ou que sa négligence grossière en soit la cause, qu'on lui impute toutes les suites de sa faute, rien de plus juste. « C'est le principe de la réparation intégrale fondée sur l'idée de faute, l'ancienne conception romaine se retrouve ici... Mais si l'accident a été le fait du hasard, bien qu'on n'en puisse désigner l'auteur, il faut forcément cependant que quelqu'un en supporte les suites. »

« Il s'agit donc de savoir si ce sera, celui qui l'a causé ou celui qui l'a subi; le point de vue pénal est hors de cause, le point de vue social est seul en jeu... Forcément en raison et en justice, il faut que ce soit celui qui, en agissant a pris à sa charge les conséquences de son fait et de son activité (1). »

142. Est-ce à dire que la jurisprudence a de tout temps méconnu ce principe ? Nullement. Outre les arrêts qui le consacrent formellement et d'une façon définitive, il y eut, pense M. Saleilles, une évolution des tribunaux qui tendait à transformer la faute subjective en une sorte de faute objective si l'on peut s'exprimer ainsi. Beaucoup de jurisconsultes constatarent cette évolution, les uns pour la critiquer, les autres pour y applaudir (2), elle est d'ailleurs visible dès 1871. La jurisprudence, conformément à la théorie ayant cours, admettait autrefois que pour fonder la responsabilité civile « il suffisait du fait matériel d'un dommage se rattachant comme cause directe à une faute personnelle, c'est-à-dire au fait de la part de l'agent d'avoir été en mesure de le prévoir et de ne l'avoir point fait, elle se contenta ensuite d'un dommage se rattachant par un lien quelconque à un fait fautif, à un fait qui, suivant les usages reçus implique acceptation des risques, et sans rechercher si ce fait pouvait être ou non prévu, s'il était

(1) Saleilles : p. 4, in fine et 5. Sic | (2) Hubert-Valleroux. Le contrat de
Josserand, p. 108, in principio. | travail, p. 258, 267.

humainement possible ou non de l'empêcher ». L'irrégularité ou plutôt le caractère hasardeux d'un fait, lorsque ce fait a entraîné un dommage, devint une faute susceptible de fonder l'action en responsabilité. De là, à supprimer ce dernier vestige de faute qui n'en était d'ailleurs véritablement plus une, il n'y avait qu'un pas, que la logique des tribunaux franchit bientôt : c'est ainsi que fut consacré le principe de l'obligation légale, obligation imposée par la loi et existant par la simple preuve d'un rapport entre un dommage et un fait extérieur d'activité.

Ainsi, loin de prétendre renverser l'ordre des choses établi, loin de vouloir complètement innover, M. Saleilles n'avait la prétention que de dégager et d'affirmer les conséquences d'un système déjà depuis longtemps consacré. Sa seule ambition, il le disait formellement, était de mettre la théorie en harmonie avec les faits (1).

§ 1^{er}. — Critique des principes antérieurs.

143. Le principe posé, il s'agissait d'en déduire les conséquences, surtout avant toute chose, d'en établir la légitimité, et comme jusque-là le chapitre intitulé du code des délits et des quasi délits avait été compris d'une manière différente, comme d'autres systèmes occupaient déjà la place, il était d'abord nécessaire de les éliminer. M. Saleilles y consacra plusieurs pages de son opusculé, et quelques ingénieux raisonnements.

Pour établir sur une base vraiment solide ce principe de l'obligation légale, il fallait, pensait-il, éliminer l'idée de faute du chapitre tout entier, il fallait soutenir et démon-

(1) M. Tarbouriech semble se rallier avant la lettre à la théorie de M. Saleilles : « Le point de départ admis par tout le monde, écrit-il, est que l'idée de faute, pivot de notre législation actuelle, est une base bien trop étroite pour la responsabilité (Tarbouriech :

Responsabilité dont les ouvriers sont victimes... 1896, page 105.) De même sur la question de savoir si la nouvelle théorie n'est pas contenue à l'état latent dans les décisions de la jurisprudence (p. 117, in fine, n° 161).

trer qu'en en rédigeant les articles, jamais notre législateur n'avait eu la pensée qui lui avait été jusque-là prêtée : il fallait surtout expliquer le sens et la signification de ce mot faute, qui se trouvait formellement exprimée dans l'article 1382. C'était là, la partie la plus ardue, la plus neuve aussi du nouveau système, c'était celle de l'aveu de son auteur lui-même, qui, heurtant toutes les idées reçues, allait à l'encontre de traditions séculaires. L'obstacle était donc considérable ; M. Saleilles, toutefois, ne s'y arrêta point.

144. Tout le monde proclame, disait-il tout d'abord, que l'article 1382 doit concerner le délit proprement dit, fait intentionnel, et se restreindre à ce chef. C'est là une erreur, et nous la devons à l'influence de Pothier. Celui-ci, distinguant entre le délit, fait dommageable intentionnel, et le quasi délit fait dommageable de pure imprudence, les commentateurs du code y crurent retrouver cette distinction. L'article 1382, dit-on dès lors, se réfère au délit, l'article 1383, au contraire, ne vise que le quasi délit ; mais rien dans le texte n'autorise à penser que le domaine de l'article 1382 soit ainsi restreint, et de plus sérieuses raisons portent à croire au contraire que celui-ci édicte en matière de responsabilité, une disposition véritablement générale. La formule strictement objective par lequel ce texte débute, autorise notre supposition. En des termes plus longs, elle se résume en définitive à ceci : « Tout fait dommageable oblige à réparation ». Il n'y a point trace dans une semblable phrase d'élément intentionnel ou non, et le mot faute dont on s'est emparé pour le prétendre ne s'y trouve qu'accidentellement, à la fin, et lorsqu'il s'agit de désigner seulement celui qui devra l'indemnité. Pour qu'une personne puisse intenter une action en indemnité, il faut bien en effet qu'elle trouve, dans le texte fondamental qui lui donne ce droit, une double indication ; d'abord la notion du fait fondant le droit à une indemnité, la première partie de l'article remplit ce but, ce sera tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, puis en second lieu, la notion de l'auteur responsable, de celui qui devra la réparation, c'est là le rôle du second

alinéa, la devra, nous dit-il. celui par la faute duquel il est arrivé. Autrement dit, l'article tout entier exprime un simple rapport de causalité; sera responsable, suivant notre code, celui qui a voulu le fait, celui par la faute duquel *le fait* se sera produit et non point seulement celui par la faute duquel la *conséquence dommageable* s'en est suivie, soit parce que le dommage a été réellement voulu intentionnellement produit, soit parce que, ayant pu être prévu et évité, il ne l'a pas été par suite d'une négligence, d'une inattention, imputable à son auteur.

Par conséquent, le mot faute ayant ici comme rôle, simplement d'indiquer quel était l'auteur responsable, ne peut être invoqué pour prouver que l'art. 1382 ne se réfère qu'au fait dommageable intentionnel : il vise tout aussi bien le délit que le quasi délit; à vrai dire le législateur n'a point cherché à fixer ici les principes de l'un ou de l'autre, il n'a songé qu'à nous laisser des solutions précises et concrètes, abandonnant à la doctrine le soin d'édifier des constructions juridiques, et d'élaborer des systèmes généraux (1).

145. N'admit-on point, ajoute M. Saleilles, le raisonnement ci-dessus, comprit-on le mot faute ainsi que beaucoup le désirent comme une faute juridique, se rapportant, non pas au fait *seul*, mais encore au fait *dommageable* (2) la conséquence que l'on en veut tirer serait toujours inacceptable : l'on aurait bien établi que la faute juridique suppose non seulement la volonté d'accomplir le fait, mais celle encore de réaliser un dommage, mais on n'aurait pas encore prouvé que les définitions respectives du délit et du quasi délit se trouvent dans les art. 1382 et 1383. En effet, en droit civil comme en droit pénal, le mot faute ne désigne-t-il pas la négligence, l'imprudence à l'encontre du dol qui reflète au contraire une idée d'intention, de fraude et de mauvaise foi ? Loin donc d'établir qu'il s'agit ici de fait intentionnel, la présence de ce mot tendrait à faire croire, au contraire,

(1) Saleilles : p. 47, n° 30.

(2) Pour quelques éclaircissements com-

| plémentaires voir Saleilles : p. 44, n° 27,
| in fine.

qu'il s'agit simplement d'un fait d'inadvertance, et l'article 1382 ne viserait alors que la simple faute d'imprudence. Ce n'est point précisément, pensons-nous, la conclusion où l'on voulait aboutir. D'un autre côté, si dans les termes de l'article 1382 on voulait faire rentrer la faute intentionnelle, admettre, que, par dérogation aux règles communes, la faute ne se restreint pas ici aux simples faits d'imprudence, à la rigueur on le pouvait, mais nous demandons alors à ne point faire de distinctions, à dire que le mot faute vise toute négligence, toute imprudence, tout dol et mauvaise foi, à soutenir qu'il comprend aussi bien la faute intentionnelle que la simple faute d'imprudence (1),

En d'autres termes, dans cette dernière opinion et pour satisfaire la logique, il fallait dire que le délit et le quasi délit, tels que le comprenait Pothier, étaient tous deux prévus par l'art. 1382.

146. Restait donc à expliquer la présence et à montrer l'utilité de l'art. 1383. On pouvait être tenté de le faire en disant que cet article visait *l'abstention* fautive et constitutive du dommage, l'article 1382 au contraire *le fait positif*, intentionnel ou non, que c'était là le domaine respectif de ces deux articles, mais cette explication avait été fort ébranlée par une analyse exacte de M. Planiol (2), « L'art. 1383, disait cet auteur, a beau être un texte de loi, la négligence dont il parle comme productive d'obligation n'existe pas. Sans lien préexistant et préalable, la simple inaction n'a pu créer une obligation quelconque, puisque l'on avait le droit de s'abstenir. La seule négligence qui puisse donner lieu à l'application de l'article 1383, c'est l'inexécution d'un contrat, ce qui nous fait sortir du cas, où la faute engendre par elle-même l'obligation.

147. Quitte à y revenir, M. Saleilles admit provisoirement cette opinion de M. Planiol. Il arrivait dès lors à cette conclusion, que le Code civil dans les articles 1382 et 1383 n'avait pas défini le quasi délit. « Ce n'est pas le fait d'im-

(1) Saleilles, page 10.

| (2) Planiol : Rev. critique 1888, p.283.

prudence, disait-il, puisque celui-ci se trouve tout aussi bien compris dans la version de l'article 1382 que dans celle de l'article 1383; et ce n'est pas le fait d'omission, qui par lui-même et en principe, ne constitue ni un délit ni un quasi délit. » Le législateur n'ayant donné que des solutions et non des préceptes, le champ était ouvert aux interprétations juridiques; l'on pouvait, sans violer la loi, chercher les véritables principes qui régissaient les délits et les quasi délits. M. Saleilles songea qu'il lui appartenait de l'entreprendre.

§ 2. — Etablissement du nouveau principe.

1^o Article 1382

148. Le fait dont parle cet article, nous l'avons déjà montré, n'est point pour M. Saleilles le fait, intentionnel que l'on y veut voir généralement; « ce fait, ce n'est point quelque chose de subjectif, dit-il, c'est un acte positif par lequel l'agent s'est trouvé en contact avec la personne ou la chose endommagée. » Or, l'existence prouvée de cet acte positif, de ce fait constitutif de dommages, suffit seule, à fonder l'action en dommages et intérêts contre son auteur (1).

Ce fait positif, dit M. Saleilles, a été voulu et il a causé un dommage, ce sont là deux éléments suffisants pour entraîner la responsabilité. Dans le monde des faits extérieurs un tel fait se présente comme un fait fautif, car le dommage qui en résulte, prévu ou non prévu, est lui-même la conséquence directe d'un fait, qui lui du moins fut volontaire. Dans un pareil cas, sans rechercher si vous pouviez prévoir l'accident survenu, le premier cri de la victime n'est-il point : « C'est votre faute ? » Aussi pouvons-nous définir

(1) Nous avons suffisamment montré plus haut que la 2^e partie de l'art. 1382, ou se trouve le mot faute tend simple- | ment pour M. Saleilles à indiquer celui qui est passible de cette action en indemnité.

désormais le délit qui est prévu par l'article 1382 ainsi qu'il suit : Le délit civil est un fait qui apparaît à l'extérieur comme ayant produit des conséquences dommageables.

149. C'est d'ailleurs là l'idée première de toute législation. Aux époques primitives, où l'on ne distingue point la responsabilité civile de la responsabilité pénale, quiconque est l'auteur d'un dommage en subit la peine, qu'il l'ait voulu ou non, qu'il ait pu le prévoir ou qu'il ne l'ait point pu, peu importe ; il est constant que l'acte dommageable existe, que cet acte est le fait d'un individu déterminé, que cet individu a voulu ou pu vouloir cet acte, c'est-à-dire qu'à ce moment il avait le libre arbitre, à lui d'en supporter les conséquences. Plus tard on a distingué la responsabilité civile de la responsabilité pénale et pour cette dernière l'on est arrivé à poser une toute autre règle. Point de responsabilité sans culpabilité subjective ; point de délit sans faute, a-t-on dit. Pour punir le délinquant l'on exige désormais, que suivant la nature des infractions, le délinquant ait, ou bien exercé sa volonté en vue de commettre le délit, ou qu'il n'en ait pas fait usage afin de l'éviter. De là, tout le système des causes de non-imputabilité et des excuses atténuantes qui détruisant en tout ou en partie l'élément moral, sont exclusives dans la même proportion de la responsabilité, système qui ne pouvait ni ne devait fonctionner en matière de responsabilité civile, là où la vieille règle était restée la même, où le simple rapport d'un acte tout extérieur, intentionnel ou non, avec un dommage, suffisait pour créer une action en indemnité, et où l'on ne pouvait chercher en conséquence à atténuer ou à supprimer l'effet d'une cause qui n'existait point. En résumé, pour nous servir de la définition même de M. Saleilles, nous dirons qu'en droit pénal l'on expie une faute et qu'en droit civil on subit un risque ; qu'en droit pénal le délit est fondé et sur la criminalité du fait et sur la culpabilité de l'agent, qu'en droit civil au contraire, le délit fondé simplement sur la matérialité du fait, « implique un acte qui par lui-même, et en raison des circonstances dans lesquelles il s'est produit, est l'expression d'une activité qui a fait au hasard

sa part, et qui par suite a endossé une part corrélatrice de responsabilité (1) ».

2^o Article 1383

150. L'article 1383 est ainsi rédigé : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence ». Nous avons vu tout à l'heure que M. Planiol avait démontré, que, si l'on considérait cet article comme fondant la responsabilité sur une omission fautive, l'on faisait un véritable non sens juridique, « et cependant, dit M. Saleilles, comme un tel article existe, comme ses termes ne sont pas ambigus et qu'ils visent évidemment un fait négatif d'abstention opposé au fait matériel positif que concerne l'article 1382, il consacre une solution légale que nul n'a le droit ni le pouvoir de supprimer ». Reste donc à l'expliquer.

151. L'argumentation de M. Planiol est juste mais elle est trop compréhensive. Il est vrai, qu'en général, la simple abstention, le simple fait de non intervention ne peut point fonder la responsabilité civile, mais encore faut-il faire des distinctions. Tout consiste à se demander si l'abstention se réfère à un aménagement dépendant de celui qui aurait pu intervenir et ne l'a point fait, ou si elle ne s'y rapporte en aucune façon. Dans le premier cas il y aura responsabilité prévue par l'article 1383, dans le second au contraire nulle action en indemnité ne pourra naître. Pour appuyer cette affirmation M. Saleilles en donne quelques exemples concrets. Supposons, dit-il, un paquet de matières inflammables qui prend feu aux approches d'une maison. Quelqu'un passe à ce moment. Qu'il eût pu prévoir et empêcher le dommage bientôt occasionné par ce commencement d'incendie, cela n'est point douteux ; d'un autre côté qu'il ait voulu ce fait dommageable, la négative est certaine. Nous sommes donc en présence ici, d'une part, d'un fait de

(1) Saleilles : p. 62, n° 42.

négligence ou d'imprudence ; d'autre part, de l'abstention certaine de tout fait positif ; c'est l'hypothèse même, semble-t-il de l'article 1383. L'action en indemnité naîtra-t-elle, le passant sera-t-il déclaré responsable ? On ne l'admet point et M. Planiol en a fort bien donné les raisons. L'incendie ni de près ni de loin n'est le fait du passant. Passer sans l'éteindre devant un monceau d'herbes enflammées n'est pas un fait irrégulier, parce que l'on ne viole là aucun devoir juridique. Eût-on passé ou non, eût-on existé ou non, l'accident se serait toujours produit de même sorte. Il n'y a entre la volonté du passant et le fait du sinistre aucun rapport de causalité.

Mais supposons (1), au contraire, qu'une personne dépose dans un endroit exposé et près d'une habitation des matières inflammables, sans avertir ni le tiers ni les habitants, l'étincelle d'un fumeur, du propriétaire même par exemple, y met fortuitement le feu ; nous avons bien là un dommage causé par le fait de ce fumeur et non par celui qui a le premier déposé les matières. Ce dernier, cependant, sera-t-il responsable ? Assurément oui, et c'est là le domaine propre de l'art. 1383 : « Ce fait, dit M. Saleilles, qui est personnel au fumeur, n'est devenu dommageable que parce qu'il se rattache au fait primordial de celui qui a disposé l'aménagement matériel de telle sorte qu'il dut constituer un danger pour les autres ». Sa négligence ou son imprudence lui est imputable parce qu'elle se rattache à un fait initial personnel et volontaire. La victime, ou tout autre intermédiaire, n'a été ici que l'instrument aveugle du dommage survenu ; la négligence, tout à l'heure, était purement négative, elle ne figurait point dans les causes intermédiaires plus ou moins directes ou lointaines de l'accident ; au contraire, ici, la négligence est positive et elle y figure. En résumé, l'art. 1383 déclare que l'on est responsable d'une imprudence ou d'une négligence lorsque cette imprudence et cette négligence se rat-

(1) M. Saleilles ne garde point le même | mais il nous a paru plus simple et sur-
exemple au cours de sa démonstration, | tout plus clair de le faire.

tachent à un fait positif qui, tout en n'étant pas la cause apparente et première de l'accident, en est cependant la cause initiale et seconde.

152. Reste à savoir maintenant quelle sorte d'imprudence, quelle sorte de négligence pourra fonder l'action en responsabilité. Sera-ce une négligence subjective ou, au contraire, une négligence purement objective? Une négligence subjective, nous savons ce qu'elle pourrait être, ce serait une négligence impliquant un fait de volonté : on aurait voulu l'accident survenu, ou bien sans l'avoir voulu, on aurait prévu ou pu prévoir les conditions qui eussent pu le faire éviter et on ne l'aurait point fait ; une négligence objective ce serait celle qui n'impliquerait nul fait de volonté, si ce n'est celui qui consiste à avoir commis un fait volontaire d'imprudence. Pour M. Saleilles, la question ne fait point de doute, « la négligence dont il est question dans l'art. 1383, dit-il, suppose un fait qui, dans sa matérialité, et apprécié d'après un type purement abstrait, apparaît comme un fait fautif, un fait anormal, contraire aux usages reçus ou tout au moins tolérés par le droit (1). » En somme, cet auteur en revient à une conception semblable à celle qu'il avait exposée pour l'art. 1382 et nous pouvons compléter la règle de l'article 1383 que nous énoncions tout à l'heure, en ces termes : Un fait de négligence existe ; ce fait est volontaire, puisqu'il se rattache à l'activité externe d'un individu ; il n'est besoin de rien de plus, la responsabilité naîtra (2).

3^o Article 1384

153. Pour M. Saleilles, il le dit formellement, l'art. 1384 ne consacre ni présomption ni fiction, il n'est que l'application pure et simple de l'article 1382 tel qu'il est compris dans son nouveau système (3).

(1) Saleilles : p. 53.

(2) M. Saleilles au point de vue de la dévolution de la preuve et de son étendue, admet la même règle lorsque l'auteur direct ne fait qu'user en pareil

cas d'un droit qui lui est légalement reconnu : v. p. 66, n° 4^o, in fine.

(3) Saleilles : p. 64, in fine, p. 42 n° 26.

Tout d'abord, cet auteur examine les deux grandes théories émises sur le fondement de la responsabilité du fait d'autrui et du fait des choses que l'on a sous sa garde; toutes deux, on s'en souvient, fondant cette responsabilité sur une présomption de faute, l'une sur le défaut de choix, l'autre sur le manque de surveillance.

Celle qui présume une faute consistant dans un défaut de choix est inadmissible, dit-il, car l'ouvrier le plus habile peut commettre une imprudence, l'employé le plus circonspect peut causer un dommage; il est absurde, dans ce cas, de présumer un mauvais choix, et cependant le patron ne cessera pas d'être responsable, il ne pourra pas établir qu'il n'a commis aucune faute en choisissant un préposé qui n'est un imprudent, ni d'habitude ni de tempérament (1).

Il en est de même de la théorie qui présume une faute résultant du manque de surveillance, disons-nous en complétant la pensée de l'auteur. Le patron peut, en effet, avoir exercé la surveillance la plus active, avoir fait preuve de toute la vigilance humainement possible et, cependant, encore ici, s'il se produit un accident, il ne pourra pas en montrant que sa surveillance a été régulière et parfaite, repousser l'action en indemnité (2). Ainsi, dans les deux systèmes on aboutit à consacrer ce résultat absurde; qu'un patron est présumé en faute, même s'il est pertinent qu'il n'en existe aucune (3).

154. Au lieu de prêter une telle intention au législateur, au lieu de consacrer un mot : la présomption de faute, qui semble bien dans l'espèce absolument vide de sens et

(1) Saleilles : p. 31, 32.

(2) Pour M. Saleilles la présomption de faute n'est pas le caractère de l'obligation de l'article 1384, c'est l'un des motifs pour lesquels la loi a consacré cette obligation, v. l'esposé de son raisonnement, p. 30, v. aussi la réfutation de l'opinion qui tend à rejeter l'obligation légale sous prétexte que l'obligation de l'art. 1384, provient d'un quasi délit,

p. 34 et Josserand, p. 93, et suivantes

(3) M. Josserand a caractérisé cette conception d'un mot très juste : il l'appelle la responsabilité à raison de la faute invinciblement présumée; or dit M. Josserand c'est jouer sur les mots; une présomption irréfragable n'est pas autre chose qu'une règle de droit mal dissimulée sous le voile d'une règle de forme.

purement fictif, il est plus simple et plus raisonnable aussi de dire que la loi a posé ici le principe « d'une responsabilité qui pût atteindre même celui qui n'avait commis aucune faute » et, dès lors, l'obligation ne reposant plus sur la faute, n'est plus ni délictuelle ni contractuelle, mais simplement légale.

Il nous semble ainsi que M. Saleilles aboutit aux mêmes conséquences que pour les précédents articles, et qu'il est possible de traduire sa pensée, à peu près, dans les mêmes termes. Il existe un fait objectif : le choix des préposés. Ce choix a été volontaire, en ce sens qu'il se rattache à l'activité externe d'un individu ; ce choix a été la cause seconde d'un dommage dont la faute du préposé fut la cause première, cela suffit pour fonder l'action en indemnité. De même, si l'on passe à l'idée de surveillance ; il existe un fait objectif : la création d'une situation telle que la surveillance la plus active ne pouvait éviter quelques accidents. Cette création a été volontaire, en ce sens qu'elle se rattache à l'activité externe d'un individu. Cette création a été la cause seconde d'un dommage dont la faute du préposé fut la cause première ; cela suffit pour fonder l'action en indemnité. Le même raisonnement s'appliquerait à la responsabilité des choses (1).

C'est, on le voit, toujours la consécration du même principe ainsi formulé : « Tout fait ayant son principe dans la volonté de l'individu et ayant causé un dommage, fonde le droit à réparation, et l'art. 1384 n'est ainsi que l'extension à un cas particulier de l'idée générale formulée par l'article 1382 (2).

(1) Il existe un fait objectif, la création d'une organisation telle que le choix le plus vigilant et la surveillance la plus active ne pouvait éviter des accidents provenant de choses, etc...

(2) Bien que l'on put placer cette observation ailleurs ; nous jugeons qu'il est utile de la faire ici

M. Saleilles comprend fort bien dans son système que les pères et mères, instituteurs et artisans ne soient pas soumis à la même règle que les maîtres et com-

mettants. Nous avouons que cette opinion nous paraît très contestable.

Si l'on adopte le système de M. Saleilles il nous semble au contraire que l'on doit regarder ces dispositions comme absolument déroatoires.

On comprend très bien en effet que la preuve qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à la responsabilité ne soit pas admise pour les maîtres et commettants car à quoi leur servirait-elle puisque d'après M. Saleilles, c'est justement

4^e Article 1386

155. — Nous avons vu plus haut quelles vives controverses avait suscitées la rédaction de l'article 1386 ; son explication est plus facile avec le système de la responsabilité objective. Dans cette théorie il est indiscutablement lui aussi, un satellite de l'article 1382, et parmi tous les textes qui concernent la responsabilité civile, il est même celui qui s'accorde le mieux avec la nouvelle interprétation.

La responsabilité du propriétaire d'un bâtiment peut, nous dit l'article 1386, procéder de deux chefs ; d'abord d'un défaut d'entretien, ensuite d'un vice de construction. S'il s'agissait du défaut d'entretien il serait difficile de soutenir que c'était une présomption de faute qui fondait l'action en indemnité, car c'était évidemment la faute démontrée, et la faute entendue dans son sens simplement subjectif. Cela on ne peut le nier. Mais en quoi cette constatation ébranle-t-elle la nouvelle théorie ; celle-ci prétend simplement que la responsabilité existera toujours lorsqu'une faute purement objective, un simple rapport de causalité entre un fait et un individu sera démontrée, elle ne conclut aucunement à l'impossibilité pour la victime de démontrer une faute d'imprudence, ou même intentionnelle, afin d'obtenir une indemnité plus complète. D'un autre côté, ce qu'il faut remarquer c'est que l'existence prouvée de cette faute, d'imprudence ou intentionnelle implique, forcément et par

le fait même d'avoir créé une situation telle, que la chose ou le préposé ne pouvait être surveillé entièrement qui fonde la responsabilité. Mais il en devrait être de même des père et mère, et voici pourquoi. Ceux-ci en effet ne devaient pas pouvoir se décharger d'une responsabilité qui résulte de ce fait matériel objectif, qu'en ayant des enfants ils créent la possibilité de dommages qu'ils ne peuvent empêcher. Nous en dirons autant des instituteurs qui ont créé une situation d'éducation et de surveillance qui comportait certains risques. Encore ici que nous importe qu'ils aient pu ou non empêcher le dommage.

Nous n'en dirons pas autant des artisans ; mais pour d'autres raisons nous critiquons encore M. Saleilles d'avoir trouvé sur ce point sa théorie d'accord avec le Code : c'est que dans un tel cas, il nous semble à nous qu'il n'y a plus lieu du tout à responsabilité, et cela pour une raison bien simple, c'est qu'un fait objectif manque totalement dans l'hypothèse. L'artisan ne crée point dans la société une situation spéciale impliquant certains risques, c'est l'apprenti qui la crée ; à lui donc d'en être responsable suivant les termes de l'article 1382 ou 1384, v. Saleilles. p. 38.

elle-même, l'existence d'une faute simplement objective. Seulement pour les partisans de la nouvelle interprétation, c'est toujours cette dernière qui fonde l'action en responsabilité, la première ne fait que majorer les dommages et intérêts. Nous ne sommes plus ici dans la question de l'origine de la responsabilité, mais dans celle de l'appréciation de son étendue, ce qui est tout différent.

156. Mais, quant à ce qui concerne l'hypothèse, ou la responsabilité se fonde sur un vice de construction démontré, nous voyons bien là, pensent MM. Jossierand (1) et Saleilles (2), une garantie des vices en dehors de toute idée de faute, car un vice de construction, dit ce dernier, peut fort bien se concilier avec l'absence de faute le plus complète. « Une maison, un mur construits par un architecte dont la valeur est généralement appréciée, présentaient un vice de construction, ils s'effondrent, écrasant un passant dans leur chute. Il arrivera assez souvent que le vice était occulte, devait échapper à la vigilance, aux investigations d'un homme étranger au bâtiment, le propriétaire n'aura alors commis aucune faute, il s'est adressé à un bon architecte; il s'est comporté en propriétaire vigilant, on le déclarera cependant responsable aux termes de l'article 1386 » Pourquoi cela? c'est, nous répond M. Saleilles, qu'il ne s'agit pas de responsabilité délictuelle impliquant une idée de faute intentionnelle et subjective, mais qu'il s'agit d'une des suites, d'une des conséquences de la propriété, de risques qui y sont inhérents et qui en dépendent. Pour traduire dans une formule analogue à celle que nous avons déjà employée pour les autres articles la pensée des promoteurs de la nouvelle théorie, nous dirons que pour eux la responsabilité de l'art. 1386 peut être ainsi définie. Il existe un fait objectif, un rapport d'appropriation entre une chose et un individu, rapport, qui, dans l'état actuel des connaissances humaines est tel qu'il est impossible de garantir les tiers de certaines conséquences funestes provenant de la chose appropriée, la

(1) Jossierand. p. 95. 86.

| (2) Saleilles : p. 34.

création ou le maintien de ce rapport est pour le propriétaire un fait volontaire ; il n'en faut pas davantage pour fonder l'action en responsabilité.

Nous avons ainsi consacré le triomphe complet et le règne souverain de l'art. 1382 qui se trouve commander au chapitre II tout entier, nous allons démontrer maintenant, qu'à l'unité de sa théorie, le système de la responsabilité objective sut allier la logique rigoureuse des conséquences.

CHAPITRE II.

LES CONSÉQUENCES DU PRINCIPE

§ 1^{er}. — Dévolution de la preuve

157. A vrai dire, rien ne fut changé au grand principe de la dévolution de la preuve. *Probatio incumbit actori*, avait dit la législation romaine, et cet axiome encore, fut consacrée dans toute sa plénitude par la nouvelle théorie ; mais il se produisit ici ce que l'on avait vu lors de l'élaboration de la théorie contractuelle : le système spécial auquel était appliqué le principe, toujours le même cependant de la dévolution de la preuve, rendit ce dernier différent dans ses effets.

En ce qui touchait le rôle des parties en matière de preuve, M. Saleilles distingua deux hypothèses : la première était celle où le dommage résultait directement du fait de l'auteur, la seconde, celle où ce même dommage n'en était qu'une suite plus ou moins indirecte. Le premier cas était régi selon lui par l'article 1382 et les articles 1384 et 86 qui n'en sont que le corollaire ; le second au contraire formait le domaine exclusif de l'article 1383.

158. Si nous nous trouvons en face d'une responsabilité

fondée sur l'article 1382, la solution est simple et nous n'avons pour la dégager qu'à nous reporter au principe. Que faut-il, avons-nous dit, pour fonder cette responsabilité ? D'abord un dommage, nul n'a d'action s'il n'a d'intérêt, la nouvelle conception de la responsabilité n'infirme en rien cet axiome ; et le dommage devant être prouvé par celui qui introduit une demande, cette preuve incombe ici à la victime. Mais le dommage, nous l'avons vu, ne suffit pas pour établir la responsabilité, il faut encore un fait positif, volontaire et tout externe qui soit la cause du trouble survenu. La preuve d'un tel point nécessairement incombe au blessé ; mais, celle-ci faite, désormais il peut se taire, car le cycle des preuves exigées par la loi, est complètement épuisé. En définitive, et pour résumer en quelques termes concrets toutes ces idées abstraites, nous dirons : Un ouvrier est-il blessé, il doit s'exprimer en ces termes ; voici ma blessure, elle m'advint par le fait d'un tel. Aussitôt, l'action en responsabilité naîtra à son profit, car ayant établi le rapport de causalité entre le dommage, le fait et son auteur, la preuve qu'il avait à faire est définitive et complète.

159. Il n'en va pas de même s'il s'agit de l'article 1383 ; c'est à vrai dire le texte le plus difficile de la matière, et pour en tirer des conséquences certaines, il nous faut encore invoquer le principe. Or, comme fondement de l'action en responsabilité, l'art. 1383 exige la coexistence de trois éléments : un dommage, un fait quelconque cause de ce dommage, enfin un fait d'imprudence, occasionnel lui-même du fait premier et du dommage qu'il en résulte. Ces trois éléments doivent être prouvés par la victime, mais s'ils le sont, nulle autre preuve n'est nécessaire. On peut se demander pourquoi il est indispensable d'établir dans l'espèce, l'imprudence de la personne responsable, alors que pour l'article 1382 nous avons déclaré une telle preuve superflue, mais c'est que l'hypothèse n'est pas la même, et ici, nous laissons la parole à M. Saleilles. « Le fait de négligence ou d'imprudence n'est plus la cause première et directe de l'accident, ce n'est pas celle qui frappe au premier abord :

elle n'est pas démontrée par le fait extérieur tel qu'il a été réalisé. Il faut pour la saisir, aller au delà du fait. Donc, il faut la prouver, car l'article 1383, nous présente la négligence comme le fondement juridique de l'obligation (1). Quant à savoir quelle sorte de négligence on devra prouver, objective ou subjective, nous renvoyons à ce que nous en avons déjà dit plus haut. Ce sera nécessairement la négligence objective. M. Saleilles admet en outre que l'ouvrier n'est pas obligé d'établir un rapport direct de causalité entre cette imprudence et le dommage réalisé; qu'il prouve une imprudence, une négligence générale quelconque, telle précaution qui n'a pas été prise, tel règlement qui n'existait pas; cela suffit (2). « Pour n'avoir pas pris cette précaution jugée nécessaire, celui à qui le soin en incombait supportera les risques. » Supposons un entrepreneur faisant dans la voie publique une excavation sans l'éclairer suffisamment, un passant s'y blesse. Voici comment les choses se passeront: La victime prouvera la blessure, c'est le dommage; elle prouvera que la blessure se réfère à un état de choses qui rentrait dans la sphère d'activité de la personne qu'elle veut rendre responsable, l'entrepreneur dans l'espèce, c'est le fait positif initial; elle établira enfin qu'une précaution nécessaire pour que les tiers fussent avertis du danger, n'a pas été prise, c'est le fait objectif d'imprudence cause du dommage (3). Dès lors une indemnité lui sera due.

160. Nous voici arrivé à l'article 1384. Tout d'abord nous devons faire une distinction, car nous avons montré que cet article visait, et la responsabilité dont nous sommes tenus du fait des personnes dont nous devons répondre, et celle qui nous incombe du fait des choses qui sont sous notre garde; ce sont les termes mêmes du Code. Examinons quelle preuve devra fournir un blessé dans l'une ou l'autre hypothèse.

(1) Saleilles, p. 50. 51.

(2) Saleilles, p. 54.

(3) En définitive cette cause est une cause présumée irréfragable: Sans l'a-

vouer, en rejetant même toute présomption, M. Saleilles l'admet ici, nous ne voyons pas trop comment il pourrait se dégager.

Une personne blessée ayant subi quelque préjudice de la part ou d'un domestique et préposé, ou d'un enfant mineur, voire même encore d'un élève ou d'un apprenti, avait sous l'empire de l'ancienne théorie délictuelle, deux actions : l'une directe, contre l'auteur du préjudice; l'autre indirecte contre celui qui s'en trouvait garant. Le nouveau système de la responsabilité objective laisse intacts ces deux recours; et, comme jadis, l'un est régi par l'article 1382, l'autre par l'article 1384.

S'agit-il de recourir contre l'auteur direct du préjudice, rien n'est plus simple : il existe un dommage, puis un fait volontaire de la part du préposé, ces deux éléments prouvés celui-ci sera responsable (1); s'agit-il au contraire de recourir contre la personne civilement responsable, le cas il est vrai est alors un peu plus difficile. Inspirons-nous des principes. Que faut-il pour fonder la responsabilité objective du fait d'autrui? D'abord un dommage, c'est là une règle générale, donc la victime le prouvera; ensuite, un fait objectif, la création d'une situation telle que nul choix, nulle surveillance, nulle prévision si vigilante si exercée qu'elle pût être, ne pouvait empêcher les accidents. Lorsque cette situation sera établie, la preuve de la responsabilité sera complète. En définitive, le blessé, ouvrier ou tiers, parlera de la sorte : J'ai subi un préjudice, ce préjudice, je l'ai souffert par le fait d'un de vos préposés, que vous aviez choisi ou que vous deviez surveiller. Vous êtes responsable, car c'est à vous qu'incombe les risques de votre choix (2).

161. Passons aux cas où la responsabilité naît du fait des choses. Nous tiendrons un raisonnement absolument semblable, sauf qu'évidemment il ne saurait y avoir

(1) Nous avons supposé ici l'application de l'article 1382 : l'art. 1383 pourrait-il être applicable? assurément oui : il suffit de supposer un ouvrier blessé dans une manœuvre par suite d'un défaut d'ordre du préposé, par conséquent d'une négligence. Mais est-on tenu de dire : où donc est, dans ce cas, le fait positif, la faute seconde qu'il faut toujours

invoquer pour pouvoir incriminer la négligence? elle est selon nous dans l'acceptation de la part du préposé d'une situation telle qu'elle pouvait sans certaines précautions causer préjudice aux autres : il y a là une complète analogie avec l'exemple cité par M. Saleilles, p. 49, n° 32.

(2) Saleilles p. 32, n° 19.

lieu ici à deux actions ; le fait ayant causé le dommage étant une chose inanimée. Nous renvoyons donc aux développements auxquels nous nous sommes livrés plus haut. Rappelons brièvement le principe : toute personne est légalement responsable des choses dont elle a la garde et la direction ; c'est une obligation légale. Par suite, le demandeur n'a point à fournir d'autres preuves, que celle d'un rapport de causalité entre le dommage, la chose, son propriétaire ou son gardien. Un ouvrier blessé, parlera donc ainsi : J'ai été blessé par une chose qui fonctionnait ou existait à vos risques et périls, sous votre garde : vous êtes responsable. Telle est la preuve que suppose l'application de l'article 1384.

162. Le dernier article que nous ayons à examiner au point de vue de la preuve est l'article 1386, il ne fait surgir aucune difficulté. Il n'est, avons-nous dit plus haut, qu'un cas d'application de l'art. 1382. La première disposition qu'il édicte, concerne la nécessité d'une faute intentionnelle prouvée, simplement au point de vue de l'appréciation de de l'étendue des dommages et intérêts (1). La seconde nous montre un des cas où la preuve d'un fait purement objectif, suffit pour légitimer une action en responsabilité. Le sinistré tient simplement le langage suivant : J'ai subi un dommage ; ce dommage je l'ai subi par le fait d'un vice de construction d'une chose qui vous appartient : vous êtes responsable. C'est, on le voit, le droit commun des choses dont on a la surveillance ou la garde. On serait donc tenté de taxer cet article d'inutile ; peut-être bien que M. Saleilles ne le dise pas catégoriquement (2), le législateur a-t-il voulu montrer que la propriété des choses comportait les mêmes règles que leur garde et leur surveillance ; mais, au point de vue de la nouvelle théorie, il resterait toujours, semble-t-il, que l'article serait mal rédigé. Il semble limiter, en effet, cette responsabilité à la propriété des bâtiments, et la preuve d'un fait objectif quelconque à celle d'un vice de construction ;

(1) Ceci se rattache à un point de vue tout autre du système de M. Saleilles. | les, voyez supra, p. 168.
(2) Saleilles. p. 35 n° 21.

ce qui est faux. Aussi si l'on adopte la nouvelle théorie, mieux vaut dire, à notre sens, que ce sont-là des exemples particuliers de la règle que donnent les articles 1382 et 1383 dans son entière généralité.

**§ 2. — La preuve contraire. — Le cas fortuit. —
La force majeure et la cause inconnue.**

163. Quelles preuves et quelles excuses seront permises à l'auteur du fait dommageable se demandait M. Saleilles ? Pour le savoir, répondait-il, examinons la formule de l'article 1382 ; voici ce que l'on y découvre.

Seul, nous dit cet article, doit être considéré comme auteur responsable, celui par la faute duquel le fait est arrivé, toute personne étrangère à l'acte peut au contraire victorieusement repousser l'action en indemnité. Or, lorsqu'une partie parvient à établir l'évidence du cas fortuit ou de la force majeure, elle rompt par là même tout rapport de causalité entre son activité externe, et le fait qui s'est produit ; en vertu de la règle que nous venons d'énoncer elle n'est donc plus responsable. « Là où il y a cas fortuit ou force majeure, disait M. Tarde, il n'y a plus fait volontaire : il n'y a plus fait d'appropriation personnelle qui soit nôtre, qui nous appartienne et qui puisse engager notre responsabilité (1). »

164. Quant aux accidents survenus par une cause inconnue, M. Saleilles n'en dit mot, mais il semble facile sur ce point de compléter sa pensée. Il est évident en effet que si l'auteur prétendu du fait parvient à démontrer que l'acte objectif qu'on lui reproche n'est pas en réalité son fait volontaire et personnel, il est indemne. La victime dans ce cas, n'a pas fait la preuve totale de la responsabilité : nul fait objectif d'activité n'apparaît à la charge de la personne prétendue responsable ; l'accident dérivant manifestement d'une cause inconnue.

(1) Saleilles. p. 59. in fine.

165. Si nous passons maintenant à l'article 1383, il semble que nous devons aboutir aux mêmes conclusions. Le cas fortuit, la force majeure, et la cause inconnue pouvant être encore ici susceptibles de détruire le fait objectif d'imprudence, cause seconde du dommage survenu, doivent supprimer de même toute responsabilité. Il suffit pour s'en rendre compte, d'examiner l'exemple que nous avons donné un peu plus haut de ce genre de responsabilité. Nous avons supposé un entrepreneur qui, faisant une excavation dans une rue, n'aurait pas suffisamment éclairé ses travaux : un passant, de ce fait, aurait fait une chute, et nous avons dit que dans ce cas, seul visé par l'article 1383 selon M. Saleilles, la victime était obligée de prouver et le dommage et le fait d'imprudence de la personne responsable. La preuve en étant faite, cette dernière prouva-t-elle que l'accident serait encore survenu si cette précaution avait été observée, la responsabilité ne disparaîtrait pas encore, dit ce même auteur : une précaution a été omise, suivant les principes généraux, elle devait être prise : c'en est assez ; à l'auteur de l'imprudence incombe les risques d'une telle situation ; il est responsable (1). Cette conclusion, à notre avis déjà contestable, ne saurait être maintenue s'il s'agit d'un cas fortuit, d'une force majeure ou d'une cause inconnue. La responsabilité doit ici certainement disparaître ; ex. : les lanternes ont été allumées puis éteintes par une bourrasque, cas fortuit ; les lanternes n'ont pu être allumées car elles ont été brisées par un ouragan, force majeure ; les lanternes ont été allumées puis ont été trouvées éteintes, cause

(1) A notre avis, formulée ainsi, cette doctrine semble insoutenable. M. Saleilles aurait dû retrancher cette phrase et maintenir seulement celles qui précèdent. Selon nous, c'est parce que l'on ne peut presque jamais prouver qu'en supposant toutes les précautions prises l'accident serait encore survenu que la responsabilité de l'auteur négligent subsiste. Si ce fait était manifeste il en devrait être autrement. Ex. : C'est un individu en complet état d'ivresse qui est tombé dans l'excavation. Serait-il possible de croire que, si toutes les lumières eussent été allu-

mées, l'accident ne serait pas survenu ; il y aura toujours place pour un doute : que l'entrepreneur en supporte les risques. Mais au contraire c'est un aveugle qui a fait une chute. Le soleil lui-même eût-il éclairé l'excavation, il est manifeste que l'accident se serait produit. Les risques sont pour la victime. Il y a un dommage et le rapport est constant entre ce dommage et un fait d'activité externe : art. 1382. De M. Saleilles, j'en appelle à M. Saleilles ; l'aveugle est ici le seul responsable, il n'y a pas de place pour une autre responsabilité. V. Saleilles, p. 54, n° 36

inconnue. Ici évidemment n'apparaît aucun fait objectif d'imprudence, il manque par conséquent un des éléments à la responsabilité, l'entrepreneur est indemne.

166. Nous arrivons maintenant à l'article 1384. Il concerne, avons-nous dit, et la responsabilité du fait d'autrui et la responsabilité du fait des choses. Pour le premier cas, le texte est assez explicite et il nous faut le respecter. Il nous dit formellement que les pères et mères, instituteurs et artisans, peuvent se disculper en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui entraîne leur responsabilité; il garde au contraire le silence sur les maîtres et commettants impliquant par là même qu'il leur interdit une telle faculté. Ce texte, à notre avis, est celui qui paraît le plus inconciliable avec la théorie de M. Saleilles, mais nous avons vu qu'il ne le semble pas à son auteur. Désirant éviter des répétitions, nous renvoyons pour tout ce qui concerne la preuve contraire à l'étude anticipée que nous en avons faite un peu plus haut en note (1). Il nous suffira de rappeler, qu'à notre avis, avec la théorie objective de la responsabilité, la preuve contraire ne devrait être admise, ni dans l'un ni dans l'autre cas.

Quant à ce qui concerne le cas fortuit ou la force majeure il nous semble bien qu'en matière de responsabilité pour autrui, ils pourront décharger parfois l'auteur responsable. Mais entendons-nous : « Cas fortuit ou force majeure, ce sont dans la théorie objective des faits qui suppriment notre initiative, pour faire de nous des instruments purement passifs, et comme les agents de transmission d'une force initiale que nous subissons sans la produire : Nous l'avons déjà dit, « là où il y a cas fortuit, il n'y a plus fait objectif; là où il y a force majeure il n'y a plus fait volontaire ». Cette simple définition que nous donne M. Saleilles va nous aider à découvrir la solution que nous cherchons,

Les parents, les instituteurs, les commettants ne seront plus responsables du fait de leurs préposés, lorsque la

(1) V. n° 154, in fine : note 2, page 155.

preuve d'un cas fortuit ou d'une force majeure, fera apparaître manifestement, que l'acte dont ils étaient jusque-là garants, ne peut se rattacher en rien à la situation spéciale qu'ils ont créée ; en un mot, lorsque le cas fortuit ou la force majeure, seront destructifs d'un des éléments nécessaires à fonder la responsabilité, savoir le fait positif, externe et volontaire, qui consiste ici dans la création et le maintien d'une situation impliquant surveillance et subordination. On peut citer par exemple le cas, où dans un incendie allumé par la foudre les ouvriers se seraient nuï réciproquement dans leur fuite précipitée (1) !

Quant à la cause inconnue nulle difficulté ne peut s'élever à son sujet. Nous sommes ici ne l'oublions pas en matière délictuelle ; par conséquent, la preuve incombant au demandeur, il n'a rien prouvé lorsqu'il est avéré que le dommage résulte d'une cause inconnue, le préjudice reste donc à sa charge.

167. Reste la responsabilité qui résulte du fait des choses. Nous ne revenons point sur la longue controverse que nous avons déjà exposée et qui consiste à se demander si cette hypothèse est régie par l'art. 1384 et 1386. Nous supposons admis que seul l'art. 1384 est véritablement général en notre matière.

Ceci admis il est tout d'abord certain que le propriétaire ne peut échapper à la responsabilité de dommage en prouvant qu'il n'a commis aucune faute, aucune négligence ; et de cette certitude il existe deux excellentes raisons. D'abord, de cette preuve contraire, le texte ne dit rien, « il proclame au contraire, dit M. Josserand (2), en termes absolus et sans aucune restriction que nous sommes

(1) Il est bien évident qu'ici l'accident est une conséquence du cas fortuit ou de la force majeure et que le fait d'avoir créé une entreprise, ne s'y rattache d'aucune façon. Le patron ne saurait donc être incriminé ; il n'est pas en cause. Et encore, pourrait-on dire que dans ce cas, le patron est responsable, d'une agglomération sur le même point de tant de personnes, et que par conséquent le cas fortuit n'a pas détruit le fait objectif.

M. Saleilles a omis de faire l'étude, du cas fortuit ou de la force majeure, et, nous l'avouons, nous n'avons pu arriver sur ces divers points à des solutions claires. Voir sur cette question (Josserand p. 20 et suivantes : Responsabilité des choses inanimées). Les conclusions de cet auteur sont celles exprimées au texte : elles nous semblent parfaitement justes.

1. (Josserand : p. 81).

responsables du dommage causé par les choses qui sont sous notre garde », ensuite, eut-il apporté à son principe général, les mêmes dérogations qu'il consacre dans son dernier alinéa en faveur des personnes responsables civilement, qu'à cette mesure exceptionnelle nous appliquerions une critique semblable à celle déjà formulée plus haut (1). Nous dirions qu'une semblable restriction nous paraît inutile avec la théorie de M. Saleilles, telle que nous la comprenons. La preuve contraire, telle que la formule le Code, ne détruit pas le fait objectif, seul fondement de la responsabilité. Donc, celle-ci subsiste.

Quant à la force majeure et au cas fortuit, nous renvoyons aux développements que nous avons donnés ci-dessus en ce qui concerne la responsabilité du fait d'autrui, les règles sont les mêmes. La cause inconnue est aussi régie par les mêmes principes.

§ 3. — De la clause d'irresponsabilité.

168. En définitive, nous l'avons vu, toute la thèse de M. Saleilles, tend à faire de l'ancienne obligation délictuelle une obligation purement légale, aussi en a-t-il conclu, que, dans la mesure où elle serait d'ordre public, il fallait admettre la non-validité des clauses d'irresponsabilité. M. Jossérand dans la mesure restreinte ou il adoptait la théorie de son prédécesseur était aussi de cet avis. « La convention est impuissante à écarter une obligation établie par la loi, obligation qui présente un caractère d'ordre public, écrivait-il, il est contraire à l'ordre public que des coups soient supportés définitivement par celui qui les a reçus et non par celui qui les a dirigés, même involontairement (2) ». Il ajoutait même, et M. Saleilles bien qu'il ne le dise pas formellement, était certainement de cet avis que la préexistence d'un contrat entre l'auteur et la victime ne devait faire nullement obstacle à l'application de la responsabilité objective : « Il est certain à mon avis, écrivait-

(1) V. n° 154, in fine, note 2, p. 155. | (2) Jossérand : p. 118.

il, que les parties contractantes n'ont pas eu l'intention d'écarter cette responsabilité; mais à supposer même qu'il en fût autrement leur volonté demeurerait impuissante, une clause tacite ne saurait avoir plus d'effet qu'une convention expresse ».

Il était évident qu'en fondant la responsabilité délictuelle *directement* sur la loi l'on devait aboutir à ce résultat,

§ 4. — De l'appréciation de la réparation.

169. M. Saleilles, qui rejetait la théorie subjective quand il s'agissait du fondement de l'obligation délictuelle et du droit à indemnité, l'adoptait au contraire quand seule, la mesure de cette même indemnité était en question : il pensait d'abord que c'était là une nécessité qu'exigeait l'équité et la réalité des choses : « Croit-on que la jurisprudence, laquelle est forcément dominée par les faits, ne tienne compte ni de la cause du dommage, ni du degré de faute, et qu'elle accepte objectivement, sous forme abstraite, une mesure d'indemnité mathématiquement calculée sur le préjudice... » « Cela est d'autant moins probable, que souvent c'est d'un intérêt moral que l'on tient compte, intérêt moral, se mesurant à toute une série de sentiments pour lesquels on établit une sorte de forfait (1) ». Aussi, pense M. Saleilles, lorsqu'il s'agit de l'appréciation de la réparation, faut-il ici considérer la faute à un point de vue tant subjectif qu'objectif et y distinguer trois degrés :

1^o *La faute intentionnelle* suppose une volonté génératrice de dommages; il est donc juste dans cette hypothèse de le faire payer en entier à celui qui l'a ainsi voulu, la réparation intégrale s'impose.

2^o *La faute d'imprudence* suppose un risque qui commence, mais un risque qu'un plus habile aurait pu éviter. Dans ce cas toute la perte intégrale *qui est la conséquence directe* de la faute doit être réparée, v. chez M. Saleilles, p. 82, le développement de cette idée et p. 84, la conclusion.

(1^o) Saleilles : p. 38 ; n^o 24 : p. 79 ; n^o 59 et suivants ; p. 85, in fine.

3^o *La faute purement objective* suppose un simple rapport de causalité sans rien d'anormal. Pour une telle faute, pense M. Saleilles, il s'établirait une sorte de tarif maximum pour chaque genre d'accident, et aussi un tarif minimum, constituant les deux limites à forfait. V. p. 86 in medio, v. également p. 90 in principio.

CONCLUSION

170. Quels avantages apportait la nouvelle théorie à la situation respective de l'ouvrier et du patron ; quels progrès faisait-elle faire aux règles qui régissaient leurs rapports ? Double question, à laquelle dans le simple exposé que nous en avons fait précédemment, nous avons implicitement répondu. Nous avons montré que l'obligation légale avait pour effet d'invalider toute clause d'irresponsabilité, sans que sur ce point la moindre contestation pût surgir. La validité d'une telle clause on s'en souvient était un inconvénient considérable que n'avait point su éviter le système dit de la faute contractuelle. Nous avons montré de même combien la preuve était étrangement facilitée, puisqu'elle se trouvait restreinte à l'existence d'un préjudice et d'un fait objectif soit d'activité proprement dite, soit d'imprudence. Enfin, nous avons dit, que, seule, l'existence établie d'un cas fortuit ou de force majeure, écartant toute affinité entre ce fait d'activité externe et le préjudice ressenti, pouvait dispenser le patron d'en réparer les suites (1). La situation de l'ouvrier était donc sensiblement améliorée.

171. Maintenant, quels furent les précédents, quelles furent les idées principales qui frayèrent le chemin à cette nouvelle conception. Ils furent multiples. On les rencontre aussi bien dans les solutions que donnait la doctrine que dans les arrêts rendus par la jurisprudence, et aussi dans quelques textes exceptionnels que fournissait la loi. M. Josserand nous dit que le premier promoteur de l'idée fut M. Laurent. Nous avons vu, en effet, cet auteur affirmer que l'article 1384 « avait une portée générale et établissait

une présomption absolue (1) », mais, tout au moins, faut-il faire observer, que c'était là malgré tout une solution particulière, se restreignant au domaine de l'article 1384 et laissant complètement de côté celui de l'article 1382 et 1383.

Pareille observation est applicable au système de M. Labbé, lorsque cet auteur se rallia au nouveau principe : jamais il n'en fit un principe général. Il l'admit même tout d'abord sans le formuler explicitement, et bien certainement sans qu'il s'en rendit compte lui-même. Pressé par les arguments adverses, il transforma certaines conclusions de son système contractuel en pures déductions de la responsabilité du fait des choses. La solution que nous avons critiquée plus haut comme absolument inconciliable avec le principe d'où partait le célèbre jurisconsulte, se comprend au contraire à merveille avec celui de M. Saleilles (2).

172. M. Labbé, ainsi porté à son insu à consacrer quelques conséquences de la nouvelle théorie n'en restait pas moins manifestement attaché au sentiment qu'il exprimait en 1871. Il pensait toujours que « le système virtuellement adopté par beaucoup d'esprits, et suivant lequel le propriétaire répondait du dommage causé par sa chose, non parce qu'il était en faute, mais par cela seul qu'il se trouvait propriétaire » était erroné : pour lui nul n'était responsable d'un accident s'il n'était en faute (3). Ce n'est seulement que beaucoup plus tard, en 1890, qu'il semble se rallier au nouveau principe. « Nous avons émis en 1871, écrivait-il, une opinion contraire, nous avons lié essentiellement la responsabilité à une faute. Mais après une réflexion plus profonde, une étude plus attentive de la rédaction de la loi, plus touché que nous ne l'avions été de la corrélation entre les chances bonnes ou mauvaises d'une opération volontaire, entre les profits et les risques d'une entreprise, nous changeons de sentiment ; et nous accordons en équité notre adhésion à ce principe, que celui qui perçoit les émoluments procurés par l'emploi d'une machine susceptible de nuire au tiers, doit s'attendre à

(1) Jossierand : p. 54.

(2) Voir p. 107, n° 105 et p. 136.

| (3) Sirey, 1871, 9.

réparer les préjudices que cette machine causera », et M. Josserand, après avoir constaté cette volte-face du célèbre jurisconsulte, conclut ainsi : « Pour qui connaît le souple talent de l'éminent jurisconsulte, le bonheur et l'opportunité avec lesquels il savait adapter ses idées aux nécessités de la pratique et suivre pas à pas celles-ci dans ses fluctuations incessantes, ce changement d'opinion devait assurément correspondre à un changement important dans la vie industrielle et dans les mœurs juridiques de notre société (1). »

173. On voit donc qu'à M. Saleilles le premier revient bien l'honneur d'avoir formulé dans toute sa généralité le principe de la théorie objective. Nous ajouterons que c'est en 1894, dans le compte rendu d'une thèse de doctorat qu'il en esquissait les premières lignes.

Quant à la consécration que reçut cette nouvelle doctrine dans le domaine de la pratique, elle fut certainement assez faible. On en trouvera l'exposé complet et qui n'est plus à refaire dans le livre de M. Josserand. On nous permettra seulement de citer cet arrêt curieux du 16 juin 1896, qui donna lieu en même temps à deux notes très importantes de MM. Esmein et Saleilles, et suscita deux ouvrages remarquables sur la matière ; l'un de ce dernier auteur, l'autre de M. Josserand. Ce sont ces deux écrits, dont nous croyons avoir, dans les quelques pages qui précèdent, exposé la doctrine.

174. En ce qui concerne la législation, quelques textes, pensaient les promoteurs de la théorie objective, étaient favorables à leur opinion. M. Saleilles citait « l'article 1599 prononçant des dommages-intérêts pour nullité de contrat, par le seul fait qu'il y a eu vente de la chose d'autrui et sans qu'il y ait à distinguer si le vendeur était ou non en faute ; et l'article 1780 sur la résiliation du louage de services à durée indéterminée (2). De même la théorie objec-

(1) Il faut faire remarquer que l'opinion de M. Labbé venait après celle de M. Sainctelette, opinion qu'il formula dans son mémoire pour Mme de Sitter

en 1889 : il s'y prononçait en faveur de la responsabilité du seul fait des choses (v. Josserand : p. 55). Sirey, 1890, 4, 17.
(2) Saleilles : p. 69, 70 et 71.

tive était selon lui consacrée dans certaines législations étrangères en ce qui touchait la demeure du créancier ; et c'était une idée de risques qui lui apparaissait dominante, lorsqu'il s'agissait de faute dans les contrats. « Il ne s'agit plus en pareil cas que d'un règlement conventionnel de risques, écrivait-il (1).

M. Josserand était dans ses affirmations, plus vif et plus alerte encore. « Je me propose, disait-il, de montrer que la responsabilité du seul fait des choses inanimées a été consacrée, indiscutablement consacrée, dans quelques-unes de ses applications, soit par les législations étrangères, soit même par nos lois ». Nous renvoyons à cet auteur pour tous les détails, disons simplement, qu'en ce qui concerne les lois françaises, il citait à l'appui de son dire : l'article 262 1^o du Code de commerce, l'article 1385 du code civil, la législation relative aux dommages causés par l'exécution des travaux publics, et enfin la loi récente du 8 juin 1895 sur la revision des procès criminels et correctionnels, et les indemnités à allouer aux victimes des erreurs judiciaires(2).

175. Cependant, quelque ingénieuse que fût cette théorie de la responsabilité objective, elle semblait encore au point de vue des accidents du travail quelque peu insuffisante ; sur divers points, en matière d'assurance, par exemple, l'intervention du législateur était toujours nécessaire. A la fin de son ouvrage, M. Saleilles semble avoir entrevu le nouveau côté de la question. Il émettait la crainte qu'en faisant supporter tous les risques au patron, son système n'imposa une trop lourde charge à l'industrie. « La véritable solution juridique, la seule qui corresponde à l'équité sociale et à la réalité des choses, écrivait-il, ce serait de faire de la répartition des risques, une charge collective de l'organisme industriel ; et cela ne peut s'obtenir que par le mécanisme de l'assurance. C'était là fort bien s'exprimer et justement pressentir ; nous verrons ce

(1) id. p. 73.

(2) V. pour les détails : Josserand p.69

| 72 v. aussi Saleilles page 70.

qu'il advint de cette idée dans la nouvelle législation (1).

176. Voilà donc le long exposé des tentatives successives de la doctrine à peu près terminé. De cette tension puissante, de ce labeur acharné pour arriver à dégager un principe satisfaisant à la fois et le texte ancien du code et les besoins modernes, nous devons conclure, que jamais, la doctrine n'obéit mieux qu'ici au rôle, éminemment conservateur et novateur en même temps, qu'elle est appelée à jouer dans l'organisme moderne. Toutes ses tentatives diverses émanaient d'une seule idée : abriter de nouvelles conceptions sous le couvert de textes consacrés par cent ans d'usage, d'interprétation, et de pratique. Elle lutta constamment pour l'établissement et le triomphe définitif de « ce bon sens qui accomplit des révolutions sans commettre de ravages, qui en améliorant tout tente de ne rien renverser, et qui, élaguant les vieilles branches sans abattre le tronc, s'efforce de jouir non seulement du présent, mais encore du passé (2) ». Plût aux circonstances qu'elle y eut réussi, nous n'aurions pas à compter aujourd'hui avec l'aléa et l'incertitude d'une nouvelle législation.

(1) Nous ne pouvons avoir la prétention d'avoir épuisé le sujet et examiné toutes les théories ; on trouvera un autre système que ceux dont nous nous sommes occupés dans le livre de M. Pirmez, inti-

tulé : De la responsabilité : Bruxelles, 1836 ; et sa réfutation dans Tarbouriech : 1896 p. 15 n° 18.

(2) Hypolyte Taine : Etude sur Stuart. Mill : Hist. de la litt. angl., t. IV, p. 418.

TROISIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION

TROISIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION

Le Risque professionnel

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE

§ 1^{er}. — Définition du principe.

177. Le risque professionnel, écrit à peu près en ces termes M. Tarbouriech, pour le statisticien, c'est le coefficient d'accidents que présente chaque industrie ; pour le jurisconsulte, c'est une des multiples applications d'une théorie susceptible de développements nouveaux, théorie qui donne pour fondement à la responsabilité au lieu de l'idée de faute, celle de simple dommage (1). C'est donc l'application à un cas particulier de la théorie générale élaborée par M. Saleilles ; et la loi du 10 mars 1898 se trouvant être ainsi la consécration de la théorie objective de la responsabilité (2), le principe de cette dernière a été suffisamment étudié pour qu'il nous soit loisible d'aller de l'avant et de passer outre.

(1) Tarbouriech, p. 119. Un peu plus loin, page 123 in medio, M. Tarbouriech combat l'idée que nous soutenons au texte, mais c'est parce qu'alors la théorie objective n'était pas soutenue comme elle le fut depuis, et qu'elle admettait encore l'idée de faute v. Tarbouriech.

(2) Tel n'est pas cependant l'avis unanime : M. Bernard déclarait au sénat

que le risque professionnel, n'était en réalité qu'une extension des règles du contrat de louage, c'est à dire une extension de la responsabilité contractuelle p. 272. 2. col. in medio ; M. Julien Goujon semblait partager cet avis. v. page 2.812 Ch. des députés 1^{re} col. in medio, 26 octobre 1897. En notre sens Jossierand. p. 113 in fine.

§ 2. — Etendue du principe.

178. Un principe étant défini, reste à en limiter l'étendue ; c'est, dans les trois études qui précéderont celle-ci, une règle à laquelle nous n'avons point failli, encore ici nous suivrons la même méthode.

La nouvelle loi, sans les formuler expressément, a consacré deux grands principes qui circonscrivent l'action du risque professionnel. Nous les énoncerons ainsi qu'il suit :

1^o Le Risque professionnel ne s'applique pas à toute industrie.

2^o Il ne concerne pas toute responsabilité.

Le Risque professionnel, disons-nous d'abord, n'est pas un principe général.

L'article 1^{er}, en effet, énumère limitativement les entreprises qui se trouveront soustraites à la législation ordinaire.

« Les accidents survenus par le fait du travail, ou à
« l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés
« dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures,
« chantiers, les entreprises de transports par terre et par
« eau, de chargement et de déchargement, les magasins
« publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute
« exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont
« fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou
« dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une
« force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent
« droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à
« une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condi-
« tion que l'interruption de travail ait duré plus de quatre
« jours.

« Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront
« être assujettis à la présente loi par le fait de la collabora-
« tion accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades. »

Cet article soulève plusieurs critiques : Tout d'abord on peut lui reprocher de n'être pas arrivé à une délimitation parfaite, et de laisser aux tribunaux le soin de décider si telle ou telle industrie y est visée ou non. Il aurait été désirable que sur une question formant ainsi la base de tout

le nouveau système, le pouvoir judiciaire eût une latitude d'appréciation moins grande. Cependant, nous reconnaissons volontiers que cet inconvénient ne sera pas très grand, car, par suite de la multiplicité des accidents, une jurisprudence constante ne peut manquer de rapidement s'établir.

Autre, et plus générale, est la question de savoir si le législateur a rationnellement agi en restreignant l'application de la nouvelle loi à certaines hypothèses déterminées. Notons, tout d'abord, que ces restrictions permettent d'attaquer le bien fondé lui-même du risque professionnel. M. Darbot se faisait l'interprète de cette idée au Sénat (1) Après avoir montré certains cas, où l'application du nouveau principe était impossible, parce qu'il eût entraîné de néfastes résultats, cet auteur concluait : « Cette situation n'est-elle pas la cause de l'exception dans les faveurs d'une loi contre laquelle je m'élève. Et n'y a-t-il pas, dans le fait de cette exception, la preuve que le projet de loi pèche par la base, mettant l'inégalité et l'injustice où il n'y a place que pour la justice et l'égalité..... Ne ressort-il point des restrictions acceptées par le texte, ce fait brutal, qu'une minorité seulement de patrons est en situation de supporter le risque professionnel; et que le mettre à la charge de tous ce serait ruiner le grand nombre ».

Il est certain que l'argument avait une extrême valeur, et qu'en théorie, le nouveau principe devrait régir et embrasser toutes les industries. C'était là l'opinion de M. Tarbouriech (2) et nous ne pouvons que la partager. « Dans toutes les industries, quelles qu'elles soient, écrivait-il, la réparation des accidents ne doit pas être laissée à la charité privée ou à l'assistance publique, et doit grossir les frais de production ».

Mais, à ce principe absolu, M. Tarbouriech admettait un correctif : la nécessité pratique pouvait, et devait même, selon lui, faire limiter l'application de la loi ; « ne dédaignons

(1) Sénat séance du 3 mars 1898 p.236
2^e et 3^e colonne.

(2) Tarbouriech. 1896 p. 248 et suivantes.

aucune modification, si modeste soit-elle, du régime actuel, disait-il ; en Allemagne, on n'a pas donné dès le début toute son extension à l'assurance obligatoire : on n'en a pas moins abouti. » Et d'ailleurs, pensait M. Tarbouriech, une autre raison plaide en faveur de ce système, c'est la complexité inouïe de notre industrie moderne à laquelle il paraît bien difficile d'appliquer, de prime abord, une législation uniforme et générale.

« Si les industries que nous laissons pour le moment en dehors du risque professionnel, écrivait-il, s'accommodent du droit commun en vigueur aujourd'hui, pourquoi les troubler dans leur quiétude, le législateur continue à les ignorer, si au contraire elles réclament l'application de la théorie nouvelle, il aura tout le loisir de délibérer si, et dans quelle mesure, on doit faire droit à leur requête. Combien il sera plus facile de trancher les difficultés d'application une à une, à mesure qu'elles se présenteront, que de les prévoir et résoudre toutes ensemble et d'avance ».

Telle est l'opinion d'un des hommes certainement des plus compétents en toutes ces matières ; et nous n'hésitons pas à la partager. En législation surtout, il est préférable de marcher lentement, et à coup sûr, que d'avancer trop rapidement, et d'être obligé de rétrograder. Toutefois, n'oublions point que cette énumération limitative de l'article 1^{er} n'est point définitive, et que, dans l'état avancé de nos lois, il est probable qu'elle disparaîtra. Le risque professionnel embrassera dès lors l'universalité des entreprises. Sauf le principe du forfait, il n'est d'ailleurs qu'une simple application de la théorie objective, et dans les chapitres précédents, nous avons assez montré, pensons-nous, combien la marche des idées, tendait à faire de cette théorie une théorie générale. Si un tel fait se réalise, la nouvelle loi ne sera dès lors qu'une application un peu spéciale et légèrement détournée du droit commun ; nous aurons atteint l'unité de législation.

Une seule chose est à retenir pour le moment, et déjà nous l'avons observée, c'est qu'avec un texte aussi vaguement limitatif le pouvoir d'appréciation des tribunaux va

rester fort grand. Dans bien des cas, les juges seront maîtres d'appliquer ou d'écarter le nouveau principe. Personnellement, un tel résultat ne nous effraie pas trop. Les tribunaux jugent plus souvent en fait qu'en droit, et par là même se rapprochent davantage de l'équité. L'omnipotence des juges n'est pas pour nous déplaire ; mais nous ne croyons pas que ce soit là l'esprit qui ait dicté l'élaboration de la nouvelle loi, ni ce qu'ait voulu le législateur.

178 bis. Ayant ainsi démontré que le risque professionnel ne s'appliquait pas à toute industrie, il nous reste à faire voir maintenant qu'il ne concerne pas toute responsabilité. C'est ce que nous allons entreprendre.

Remarquons tout d'abord, qu'à notre avis du moins, les cas de force majeure absolue restent complètement en dehors du principe. Nous les écartons du débat. Si quelque dommage survient à leur suite, celui-ci sera supporté tout entier par la victime. Le patron de ce chef ne devra aucune indemnité. Si nous avons besoin ici d'une autre preuve que l'évidence même de l'équité, nous la trouverions dans l'article 1^{er} de la loi du 10 avril 1898, article qui reflète bien cette idée (1). Donnent droit à réparation, les accidents, énonce-t-elle, « survenus par le fait du travail » ; c'est bien là dire, en d'autres termes, que tout accident ne se rattachant pas à la situation présente de l'ouvrier par quelque rapport de causalité ne saurait être visé par le texte de la loi. Seul, le cas fortuit, et ce sont les propres termes de M. Trarieux, se rattachant intimement à l'exécution du travail et constituant un risque en rapport avec la profession exercée, demeurent à la charge du patron. Pour notre part, nous inclinerions fort à considérer de même les accidents dont la cause reste inconnue, et nous croyons qu'ils doivent rester alternativement à la charge du patron ou à celle de l'ouvrier, suivant qu'ils se sont produits à l'occasion du travail ou non. Bref, en toute cette matière, notre avis est que le criterium de M. Saleilles doit être suivi. Est destructif de toute responsabilité l'accident qui dérive soit d'un cas

(1) Tarbouriech. 1896. 127.

fortuit, d'une force majeure, ou d'une cause inconnue, ne laissant subsister aucun lien entre l'accident survenu et l'entreprise. Tout cela est un peu abstrait et fort court, mais ces points ont été déjà développés; un peu plus haut nous avons été plus abondant et nous demandons qu'on s'y reporte (1).

(1) Tarbouriech. p. 126 in medio. « Ce qu'il faut écarter : C'est ce que l'on peut appeler le risque de l'humanité, car nous n'entendons point imposer au patron une charge quelconque du chef de faits absolument étrangers à l'industrie, qui n'ont pas avec les appareils dont il se sert, avec l'exploitation qu'il dirige, plus de rapport que n'en a la rupture d'un anévrisme ou une attaque d'apoplexie ». v. également Jossierand, p. 120 et suivantes, en notre sens. Mais nous devons faire observer toutefois, que cette idée, qui nous est personnelle, ne sera probablement pas partagée par les tribunaux. Somme toute, rien dans la loi (sauf peut-être les mots et à l'occasion du travail), ne s'oppose à une telle interprétation. Le texte, tel qu'il est, dénué de tout commentaire, n'est point rebelle à notre opinion. Malheureusement, lorsque l'on examine les débats parlementaires, on voit que le législateur a eu une tout autre intention. Loin d'être pour ce dernier, comme le désirait M. Tarbouriech, une des multiples applications d'une théorie générale, le risque professionnel n'est à ses yeux qu'un droit tout nouveau, engendré par les progrès de la science appliquée à l'industrie : (Discours de M. Thévenet, Sénat séance du 4 Mars 1898. p. 257. 3 col. in fine). « L'idée de forfait domine ce droit nouveau, et ce forfait, dit-on, doit englober toutes les causes multiples de l'accident » (id. p. 258. 1^{re} col. in principio). « Tous les accidents qui auront lieu dans une usine seront couverts par le risque professionnels; en d'autres termes, on ne recherchera plus la cause de l'accident, on ne se demandera plus s'il a été produit par un cas fortuit, ou de force majeure, ou même par une faute du patron ou une faute de l'ouvrier; tout cela est englobé d'une façon absolue dans le risque professionnel : la loi dit, il y a forfait sur l'accident comme il y a forfait sur l'indemnité. (id. p. 258. 1^{re} col. in medio).

Quelles seront les décisions des tribunaux après une telle opinion : nous ne le savons point; mais nous persistons à soutenir, que même ne traduisant pas

l'opinion du législateur notre sentiment sur ce point est encore acceptable. Nous ne demandons point qu'on recherche de nouveau la cause de l'accident, nous disons simplement : lorsque cette cause se trouve être, soit manifestement connue et ne se rattachant en rien à l'industrie, comme une attaque d'apoplexie ou un coup de foudre, soit totalement inconnue, mais du moins certainement en dehors de l'entreprise, elle ne doit point être comprise dans la notion du risque professionnel.

En définitive, nous croyons, avec M. Jossierand, que la clarté aurait beaucoup à gagner si l'on avait adopté dans cette difficile matière les idées de M. Exner. Cet auteur veut distinguer entre le cas fortuit et la force majeure, et pour lui, il existe deux grandes catégories d'accidents qui sont étrangers à l'idée de faute; les uns, ont une cause inhérente à la chose, sont déterminés à l'intérieur même de l'entreprise, c'est l'hypothèse du cas fortuit; les autres, proviennent d'un fait absolument indépendant, ont une origine purement extérieure, c'est l'hypothèse de la force majeure.

En adoptant cette terminologie nous dirons : tout cas fortuit est compris dans le domaine du risque professionnel; toute force majeure n'y est point contenue.

C'est, en d'autres termes, l'opinion que nous avons soutenue au texte. La loi actuelle n'y est point formellement contraire, les débats parlementaires n'enchaînent point l'opinion des juges, nous avons certainement pour nous l'équité, nous espérons que la jurisprudence se ralliera à notre opinion.

V. sur cette question Jossierand, p. 120 21 22 23; cette partie est chez cet auteur remarquablement claire. Citons encore cette phrase de M. Tarbouriech : « ainsi, il convient d'indemniser l'ouvrier, des accidents dus à un cas fortuit ou de force majeure, *pourvu qu'ils se rattachent au travail industriel par un lien de causalité* et non par une simple coïncidence fortuite ».

M. Tarbouriech ne diffère donc d'opi-

179. Ceci dit, examinons l'influence de la faute lourde intentionnelle, et de la faute légère, soit de la part de l'ouvrier, soit de la part du patron.

Quant à la faute légère de la victime, on sait quelle influence elle avait sous l'empire de la théorie classique de l'art. 1382. Le patron soutenait, qu'à raison de la faute partagée de la victime, il y avait lieu à diminution de l'indemnité; et nous avons vu que les tribunaux étaient favorables à cette manière de voir. La théorie de la faute contractuelle admettait aussi un pareil résultat lorsqu'une faute à la charge des deux parties prouvait que le contrat n'avait pas été exécuté de part et d'autre. La théorie du risque professionnel, ou mieux de la responsabilité objective, n'y est par elle-même aucunement contraire. En matière de responsabilité, quel élément distinctif et nouveau apporte en effet cette théorie : elle soutient que tout homme est tenu de réparer les conséquences de son fait simplement objectif. Certes, ce disant, elle agrandit incontestablement le domaine traditionnel de la responsabilité patronale, mais loin de consacrer l'irresponsabilité de l'ouvrier, loin d'affirmer que nulle preuve ne sera désormais susceptible de triompher contre lui, elle semble bien dire au contraire, que l'ouvrier doit être aussi responsable du préjudice qu'il cause par suite d'un fait simplement objectif de son activité externe. Telle était, en effet, la solution que nous avons admise, lorsque nous avons étudié la théorie de M. Saleilles, et telle devrait être la conclusion à laquelle nous devrions aboutir en matière de risque professionnel, s'il n'émanait de l'examen attentif de la nouvelle loi qu'un semblable résultat n'a pas été consacré. Cela résulte clairement du silence significatif que garde l'art. 20 à cet égard (1), et bien plus, nous ajouterons que ce fameux

nion avec nous qu'en ce qui concerne la cause inconnue. (Tarbouriech, p. 127, n° 172, 173, 1896).

(1) Cela résulte non moins clairement des débats parlementaires qui eurent lieu à cette occasion : Nous avons cité plus haut l'opinion du rapporteur rela-

tivement à l'étendue du risque professionnel. (Sénat, séance du 4 mars 1898, p. 258, 1^{re} col. in medio). L'on consultera en outre du même orateur : le discours du 18 mars 1898. Sénat, p. 333, 1^{re} et 2^e col. Il résulte de toutes ces citations que la faute de l'ouvrier fait, dans

article 20, fameux, parce qu'il fut très discuté, introduit dans une loi qui découle cependant tout entière du principe objectif, un élément subjectif extrêmement curieux, et, disons-le sans hésiter, un élément que de beaucoup nous préférierions n'y pas voir (1).

180. « Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident, » tel est le premier alinéa de l'art. 20. Certes, nous ne critiquons point cette disposition, qui, profondément fondée en équité, ne l'est pas moins en droit ; mais nous prétendons qu'elle est mal formulée. Ce n'est point précisément parce que la victime a provoqué intentionnellement l'accident que nulle indemnité ne lui est due, c'est parce que cette faute intentionnelle est exclusive de toute responsabilité patronale, c'est parce qu'elle rompt toute relation entre l'accident survenu et le fait objectif d'entreprise dont le patron doit accepter les risques. L'accident devient totalement étranger au patron. Ce n'est point, en effet, parce qu'il existait une situation, telle qu'elle impliquait la possibilité de certains accidents, que l'ouvrier a été blessé, c'est parce qu'il l'a voulu ; qu'il en supporte donc les conséquences !

On pourrait croire que c'est là une simple dispute de mots, fort peu importante par elle-même, et par suite inutile à soulever ; mais on verra bien le contraire, lorsque nous aurons montré que de ces expressions mêmes découle la distinction, à notre avis insoutenable, contenue dans le paragraphe suivant, et auquel d'ailleurs nous arrivons.

« Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier de diminuer la pension fixée au titre 1^{er} » : tel est le deuxième alinéa de cet article. Il en résulte, par un argument *à contrario* extrêmement

la législation actuelle, certainement partie du risque professionnel. Mais ce qui montre bien qu'une telle conséquence n'était pas d'une nécessité absolue, et que l'opinion soutenue au texte était parfaitement compatible avec le nouveau principe, c'est que le risque professionnel, d'après la première définition qui en a été donnée, s'appliquait, paraît-

il, aux seuls accidents survenus par cas fortuit ou force majeure. (Discours de M. Théodore Girard. Sénat, séance du 18 mars 1898, p. 331, 3^e col. in medio).

(1) C'est là, d'ailleurs, une nouvelle preuve que le principe du forfait est le véritable principe qui dicte la conduite du législateur.

simple, que toute autre faute de l'ouvrier ne laisse point au juge cette latitude. Cette conséquence, nous l'avons montré, n'était point absolument commandée par le principe du risque professionnel (1), nous n'hésitons point cependant à la considérer comme fort juste, et voici pourquoi (2). C'est qu'étant donné l'homme tel qu'il existe, il est impossible que l'ouvrier ne commette certaines fautes. Le patron en réunissant un personnel n'a pu exiger l'impossible, il a dû considérer l'ouvrier tel qu'il est en général avec ses imperfections et ses défaillances, et il en a accepté le risque : donc il est responsable. Il n'en est pas de même de la disposition formellement exprimée au texte. Ici nous sommes en présence d'une faute inexcusable de l'ouvrier, et dans ce cas, la loi se refuse à considérer toute responsabilité patronale comme disparue; et c'est en cela qu'elle a tort. Elle fut en partie (3) conduite à ce résultat choquant, croyons-nous, par l'idée fausse qu'elle avait primitivement adoptée (4). Elle avait posé, comme principe général, dans l'alinéa 1^{er}, que toute faute intentionnelle détruisait seule la responsabilité patronale, et dès lors, il lui sembla que la faute inexcusable, n'étant évidemment pas la faute intentionnelle, ne devait pas non plus entraîner l'irresponsabilité complète; mais, nous l'avons dit, ce raisonnement est erroné, parce que les prémisses en sont fausses.

181. Pour nous, la faute inexcusable est exclusive de

(1) Ou du moins on pouvait le contester : V. note précédente.

(2) Tarbouriech, p. 130. De Mun : Ch., 17 mai 1888, J. off., p. 1425. Tolain, Sénat, 19 mars 1889, J. off., p. 286.

(3) Nous disons en partie, car les débats parlementaires prouvent bien que ce n'est pas là, la seule idée, ni même la principale qui fit adopter cette opinion. La véritable raison est beaucoup plus prosaïque. Les opinions étaient divisées sur cette question en deux camps à peu près égaux; et l'on voulait faire passer la loi. (V. Sénat, séance du 4 mars 1898, p. 258, 1^{re} col. in fine, et 2^e col. Discours de M. Thévenet) Il n'en est pas moins vrai que si le législateur, n'avait point perdu de vue le principe, qui, selon nous, est au fond du risque professionnel :

à savoir que tout dommage fonde le droit à une indemnité, à condition toutefois que ce dommage soit dans un rapport quelconque avec un fait d'activité de l'auteur responsable, il eût évité, ou plutôt n'eût pu accepter cette conséquence. D'ailleurs pour le développement de cette idée, voir plus haut au texte.

(4) La distinction ne sera pas commode. Cependant M. Théodore Girard la trouvait on ne peut plus lumineuse. « Pour trouver la définition de la faute inexcusable, disait-il, nous n'avons qu'à ouvrir le dictionnaire de la langue française, et nous voyons que la faute inexcusable est une faute sans excuse, une faute qui ne peut s'excuser ! » (Sénat, séance du 18 mars 1898, p. 332, 1^{re} col. in princ.)

toute responsabilité, parce qu'elle démontre jusqu'à l'évidence l'absence totale de rapport entre le fait du patron et l'accident survenu ; et qu'à notre avis, dans la théorie objective de la responsabilité, dont celle du risque professionnel n'est qu'une variante, ces deux éléments et leur relation sont toujours nécessaires pour fonder l'action en indemnité. Quoi qu'il en soit, la loi existe, la faute inexcusable ne prive pas son auteur de tout droit, l'article est tel, il faudra donc l'appliquer. Le plus souvent, ce sera chose difficile, et du moins, ce sera toujours l'arbitraire des tribunaux. Il appartiendra d'abord au juge de déclarer s'il y a faute inexcusable ou non, puis la faute inexcusable reconnue, son pouvoir d'appréciation ne sera pas encore épuisé. A lui, de décider s'il doit réduire l'indemnité au chiffre le plus bas possible, ou la laisser subsister telle qu'elle est due au titre premier : la loi nouvelle lui donne formellement ce droit. Il est à croire qu'il en usera, et incitera par là même à des plaidoiries plus coûteuses et plus longues. Pour toutes ces raisons, nous aurions aimé voir le législateur obvier à ces inconvénients. La chose était fort simple. Entré dans la voie de l'illogisme, en refusant de décider que la faute inexcusable était exclusive de toute responsabilité, il n'eût coûté au législateur que d'y pénétrer un peu plus. Il eût dû ratifier l'amendement de M. Aucoin, amendement qui tendait à laisser la faute inexcusable de l'ouvrier à la charge du patron, mais avec une responsabilité strictement limitée (1). « Ce que je veux, disait cet honorable sénateur, c'est que le principe dont on s'est inspiré (le principe du forfait), trouve son application dans le paragraphe 2 de l'art. 20 ; ce que je veux, c'est éviter un procès qui soit trop coûteux, et qui fasse au patron une situation différente, sans améliorer le sort de l'ouvrier (2). » C'est là une remarque fort juste,

(1) Cet auteur voulait que la pension fût toujours du quart. p. 334, 3^e col. in medio. Sénat, 1898. Voir supra.

(2) Sénat : séance du 18 mars 1898, p. 336, 1^{re} col. in medio. V. également

le remarquable discours de M. Théodore Girard sur cette question ; en particulier, p. 331, 2^e col. in fine et 3^e in principio, la critique de cette disposition au point de vue de l'équité. Nous y souscrivons

à laquelle le rapporteur ne répondit que bien insuffisamment, et qui cependant n'aboutit point. Encore une fois, nous le regrettons ; et nous croyons que bientôt, à la multiplicité des procès, l'on s'apercevra des déplorables effets de cette inadvertance, à moins que les tribunaux, comme le prévoyait M. Drouineau (1), n'entourent l'application de cet article, d'exigences telles, qu'il reste à peu près lettre morte. Si le fait se produit, la faute inexcusable rentrera pratiquement dans le domaine du risque professionnel ; nous aurons l'application complète du principe forfaitaire (2).

182. Mais, serait-on peut-être tenté de dire, l'opinion de M. Aucoin à laquelle nous venons de nous rallier, est ainsi différente de celle que nous professons un peu plus haut. Nous avons admis primitivement que la faute inexcusable devait être exclusive de toute responsabilité, nous soutenons maintenant qu'elle ne doit pas l'être complètement. Eh bien, nous n'avons varié qu'en apparence, au point de vue des principes nous soutenons notre allégation première mais nécessité fait loi, et la seconde solution en est une. C'est une exception, une dérogation à la règle générale,

pleinement. A la fin de cette dernière colonne, M. Théodore Girard adjurait le rapporteur d'être au moins conséquent, avec son système, et d'admettre le principe du risque professionnel avec toute son extension, c'est à-dire comme entraînant responsabilité forfaitaire, même au cas de faute inexcusable, de la part de l'ouvrier. D'après l'opinion exprimée au texte, on voit que l'on pouvait faire une telle concession, c'est à-dire admettre le risque professionnel dans toute son extension, sans arriver à de semblables résultats, et qu'exclure la responsabilité patronale dans cette hypothèse, c'était même être très logique. Il est vrai que c'eût été encourager les procès, le patron eût toujours plaidé la faute inexcusable, mais le même inconvénient existe avec la loi telle que nous l'ont donnée les chambres. Au lieu de plaider, pour se dégager entièrement, le patron plaidera pour se dégager en partie : c'est là toute la différence, elle est minime.

D'ailleurs le système que nous préconisons, et qui consiste à refuser à l'ou-

vrier, en cas de faute inexcusable tout droit à une réparation n'est point nouveau ; il avait été consacré par de nombreux projets antérieurs. Sous le nom de faute lourde, M. Ricard le soutenait en 1892 ; et le projet de loi adopté par le Sénat le 24 mai 1896 renfermait aussi cette réforme. (Discours de M. Garreau. Sérat, séance du 4 mars 1898, p. 257, 1^{re} col. in medio). M. Thévenet était également jadis de cet avis. (Même discours, p. 257, 3^e col. in principio).

(1) Drouineau : Commentaire page 71

(2) Sinon nous aurons le spectacle débilisant de constatations répétées de responsabilités très étendues, avec une sanction minime. Décidemment, si l'objectif principal était d'éviter les procès, il fallait appliquer le principe forfaitaire purement et simplement ; si au contraire, la préoccupation dominante était de faire une loi de justice, l'on devait décider que la faute inexcusable rentrerait dans le droit commun. (V. sur ce point : Tarbouriech p. 133 à 149, 1896. V. surtout la conclusion qui d'ailleurs est contre notre opinion p. 100, n° 213.

dérogação qu'il fallait peut-être souffrir, afin d'éviter de plus grands inconvénients. Supposons l'amendement de M. Aucoin accepté, voici ce qui se fût produit. De toute façon, soit qu'il y ait eu de la part de l'ouvrier faute inexcusable, soit qu'il y ait eu faute ordinaire, le patron obligé d'indemniser la victime dans une certaine mesure, eût été par là même moins tenté d'arguer d'une faute inexcusable. Celle-ci dans notre système le laisse complètement indemne, c'est un inconvénient, mais il est logique ; dans le système de la loi elle lui permet d'espérer de la bienveillance des juges une obligation dérisoire, l'inconvénient subsiste, et de plus le système est irrationnel ; enfin dans celui de M. Aucoin, la faute inexcusable diminue l'indemnité, cela est vrai, mais tout au moins elle la laisse subsister à coup sûr ; la logique certes est transgressée, mais l'inconvénient est à peu près supprimé, le patron sera moins tenté d'arguer d'une faute inexcusable.

Nous croyons donc, qu'en se plaçant à un point de vue de nécessité pratique, on pouvait légitimer le système de M. Aucoin ; mais assurément, nul motif déterminant ne militait pour faire énoncer au législateur une disposition telle que nous la donne la nouvelle loi (3),

(3) La séance fut levée sur le rejet de l'amendement de M. Aucoin, et la discussion du dernier alinéa du même article reprit au début de celle du 19 mars 1898. Il s'agissait cette fois de la faute inexcusable du patron, et ce fut le tour de M. Grivart de réclamer des modifications. Il distinguait deux cas bien distincts : celui où il existait une faute inexcusable de la part de préposés, et celui où cette même faute était à la charge du patron. Dans le premier cas, son avis était que l'indemnité devait être majorée, mais sans que la rente viagère où le total des rentes puisse dépasser le montant du salaire annuel ; dans le second cas, le patron devait être tenu de la réparation intégrale du préjudice causé conformément au principe de l'article 1382 du Code civil, (v. toute la discussion. Sénat séance du 14 mars 1898, p. 340 et suivantes). Rappelons incidem-

ment que la dernière partie de cet amendement était conforme à la théorie de M. Saleilles puisque celui-ci voulait que l'imprudence démontrée (et la faute inexcusable en est une) eût pour effet de faire accorder à la victime une indemnité plus considérable (Saleilles p. 90). Le rapporteur répondit que l'adoption d'un tel amendement apporterait une dérogation, à la fois au droit commun et au principe du risque professionnel ; au droit commun, parce que le législateur, dans les articles 1382 et 1384 a placé le préposé absolument sur la même ligne que le patron ; au risque professionnel, parce qu'il écarterait le système du forfait qui dans la loi actuelle est une de ses conséquences. Le patron est censé avoir tenu le langage suivant à son ouvrier : « Je ne tiendrai pas compte de vos négligences, de vos imprudences, je ne tiendrai pas compte de vos fautes qu'elles

CHAPITRE II

LES CONSÉQUENCES DU PRINCIPE

§ 1^{er}. — Fixation de l'indemnité et des personnes qui y ont droit.

183. Nous avons montré comment était déterminée l'indemnité dans le système de la faute délictuelle et contractuelle, nous avons dit qu'elle dépendait strictement de l'étendue du préjudice, que l'appréciation de ce point était laissée aux tribunaux, et qu'ainsi, en matière de dommages et intérêts, le pouvoir des juges était souverain. La même solution était adoptée lorsqu'il s'agissait de décider si telle ou telle personne aurait ou non le droit d'intenter l'action en dommages et intérêts. Nous nous sommes assez longuement étendu sur tous ces points; nous n'y reviendrons pas.

Ces résultats devaient-ils être consacrés par la nouvelle loi? En lui-même le principe du risque professionnel n'y répugnait évidemment point. Nous l'aurons suffisamment démontré, en rappelant que la théorie objective leur avait été

qu'elles soient : Je vous assure une indemnité dans tous les cas » et l'ouvrier est censé avoir répondu au patron : Quant à moi, je vous promets de ne pas me plaindre des défauts de surveillance ou des défauts de direction, qui auraient été la cause d'un accident. Que voit-on d'injuste et souverainement inique dans ce forfait : Thévenet : (Sénat séance du 19 mars 1898. 2^e col. in medio p 341 et 1). Le Sénat sur ce point suivit son rapporteur.

Sur ce point encore, nous conservons la même opinion : La faute inexcusable de l'une et l'autre partie devait rentrer dans le droit commun. Tout au moins, si nous nous étions ralliés au principe du législateur, aurions-nous désiré l'application du système forfaitaire purement et simplement. L'on pourrait également admettre ici le système de M. Aucouin.

Faisons encore quelques remarques sur le texte de l'art. 20.

Ce texte ne parlant que de *pension* il

en résulte que nulle diminution ou augmentation n'est possible lorsqu'il s'agit d'indemnité temporaire : Dans cette hypothèse la faute inexcusable rentre dans le domaine du risque professionnel. Le 3^e alinéa de l'article 20 parle bien d'indemnité qui pourra être majorée, mais c'est là, pen-on-nous avec M. Coulet, une simple inadvertance du législateur. Son intention se dégage de la phrase suivante : « sans que la rente viagère etc. ». On voit donc qu'il ne s'agit pas d'indemnité. C'est encore là une différence avec la faute intentionnelle qui prive la victime du droit de toute indemnité.

Signalons en terminant les termes même de la loi pour désigner les préposés « Ceux que le patron s'est substitué dans la direction ». Ce ne sont donc pas ici tous les préposés, mais seulement quelques uns d'entre eux : c'est là une innovation du Sénat. 24 mars 1890. J. off. p. 334.

favorable. Toutefois, par suite de considérations d'ordre pratique, notre législateur les rejeta, et tant au point de vue de l'évaluation de l'indemnité, qu'à l'égard des personnes qui, y ont droit, il énonça des dispositions si catégoriques, que désormais le pouvoir du juge se verra enfermé en de fort strictes limites. Ce sont celles-ci dont maintenant il nous faut dire quelques mots.

184. Au point de vue de la fixation de l'indemnité, le principe général est un forfait (1). Parfois l'ouvrier ne touche pas la somme entière qu'il eut autrefois recueillie, d'autres fois, à l'inverse, le patron est obligé de payer, alors que jadis il n'y était pas contraint ; mais toujours et dans tous les cas la somme due est une somme fixe (2). Le magistrat doit se conformer à une tarification dont il ne peut rien changer. Il ne doit plus se demander quel est le dommage réel, mais seulement quel est l'article du tarif à appliquer. Le législateur s'est substitué au juge, et la loi est un véritable jugement, rendu par avance, à l'aveugle et sur chaque cas ». (3).

La seconde règle générale que nous voyons appliquée dans la loi est la suivante ; nous la formulerons ainsi : Jamais l'ouvrier blessé ne pourra toucher la totalité de son salaire. C'est là une disposition que de nombreux motifs expliquent suffisamment. Lorsque nous examinerons chaque taux en particulier, nous verrons comment on a pu le faire découler du caractère forfaitaire de la loi, mais dès maintenant, nous pouvons montrer qu'elle est profondément fondée en équité, justifiée par les précédents, et nécessitée par des considérations d'ordre pratique. Elle est fondée en équité, parce que, dit M. Tarbouriech (4), il est inadmissible, qu'après avoir cessé de travailler, un ouvrier reçoive la même somme qu'il gagnait jadis par son travail ; elle est justifiée par les précédents, parce que le chiffre

(1) Sur les critiques qu'à soulevées cette idée du forfait et leur réfutation voir Tarbouriech : p. 133.

(2) Telle n'était point l'économie générale du projet de 1896 le taux de l'indemnité flottait là entre un maximum

et un minimum ; on s'écarta de cette règle dont l'adoption eût eu pour conséquence la multiplicité des procès.

(3) Sénat séance du 28 janvier 1896 discours de M. Béranger.

(4) Tarbouriech : p. 170, n° 226.

des pensions civiles est calculé, au moins d'une façon générale, sur la moitié du traitement moyen des cinq dernières années (1) ; enfin elle est nécessitée par des considérations d'ordre pratique, parce qu'il était indispensable de ne pas entraver par des charges trop lourdes le libre essor de l'industrie.

185. Cette seconde règle générale une fois posée, il est utile d'en examiner les détails, et de montrer que cette portion ainsi restreinte du salaire, portion touchée par l'ouvrier lorsqu'il est blessé, n'est pas la même dans tous les cas. A la suite de notre législateur, il faut à cet égard distinguer, si l'incapacité est absolue et permanente, si elle est partielle et permanente, ou si elle est simplement temporaire. Dans ces trois cas, l'indemnité diffèrera.

1^o Lorsqu'un ouvrier est atteint d'une incapacité absolue et permanente, il touche une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel. Quelles raisons a-t-on pu donner de ce taux, et d'abord, que doit-on entendre par incapacité absolue et permanente ? Sur ce dernier point, le doute ne saurait subsister un seul instant, et M. Boucher, à la tribune du Sénat, s'est chargé de nous donner de cette incapacité, une excellente définition ; seul peut se dire atteint de cette sorte d'incapacité, l'ouvrier qui, par suite de l'accident, est contraint de ne plus travailler, qui est devenu une non valeur industrielle absolue, une sorte d'épave humaine (2). Nous aurions pu chercher quelque autre définition, mais nous avons cru mieux faire en citant simplement cette parole autorisée.

Le même orateur, à la tribune du Sénat, puis le rapporteur même de la loi, à celle de la Chambre, nous donnèrent les raisons qui firent adopter ce taux restreint des deux tiers. « Il s'agit, dit-on, non d'une appréciation au jugé,

(1) Discours de M. Boucher : ministre du Commerce. Sénat, séance du 15 mars 1898.

(2) Séance du Sénat, 15 mars 1898, p. 299. En réalité la détermination exacte du degré de l'incapacité sera difficile : en dehors des simulations toujours à crain-

dre, il faudra tenir compte du milieu dans lequel vit la victime. Dans telles régions un mutilé peut dans certaines industries spéciales trouver un emploi rémunérateur ; dans d'autres au contraire, un homme moins gravement atteint ne trouvera pas à s'employer. Commentaire de la loi : Drouineau, p. 40.

mais d'une évaluation qui est la conséquence de l'application des statistiques ; et voici comment. L'on compte 50 0/0 d'accidents dus à la force majeure ou découlant d'une cause inconnue, accidents, qui, avec le nouveau principe du risque professionnel, doivent être complètement à la charge du patron. L'on évalue à 25 0/0 le chiffre total des accidents qui sont la conséquence d'une faute ou d'une négligence de sa part, et qu'il doit de même supporter. Les 25 autres sont le résultat d'une faute de l'ouvrier, dont à la vérité, celui-ci seul devrait souffrir le dommage. C'est donc 75 0/0 des accidents, dans lesquels le patron doit l'intégralité du salaire, et 25 0/0 où l'ouvrier, au contraire, devrait tout supporter. Mais ici, dit le rapporteur, fonctionne l'indemnité forfaitaire, ici fut faite une transaction ; et l'on a décidé qu'au lieu de supporter 75 0/0 des accidents, le patron les supporterait tous, mais que tous il ne les supporterait que pour les deux tiers. Le calcul est exact, la proportion est gardée ; et nul ne peut nier la sagesse, l'équité et l'opportunité d'une semblable mesure.

186. 2^o Passons maintenant au cas où l'incapacité est partielle et permanente (1) ; nous retrouvons encore les mêmes règles : seules les quotités sont différentes. Elles ne l'étaient point d'ailleurs à l'origine ; mais cet alinéa souffrit quelques vicissitudes. La Chambre des députés refusa, malgré la proposition du ministre du Commerce, de réduire l'indemnité à la moitié. Elle la maintint au chiffre des deux tiers, tel qu'il avait été primitivement fixé. Mais la Commission du Sénat se rallia à la proposition du Ministre et le taux plus réduit qu'avait réclamé M. Boucher, passa définitivement dans la loi. « Pour l'incapacité partielle et permanente, dit le deuxième alinéa de l'art. 3, la rente est égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. » Sauf cette légère divergence entre les deux Cham-

(1) Il est à peine besoin de définir cette incapacité. C'est évidemment celle qui rendant l'ouvrier impropre à son travail, et à certains travaux, permettent

cependant à l'ouvrier de se livrer à quelques occupations lui procurant un salaire inférieur au salaire primitif. (Resp. des accidents : Coulet, p. 32.

bres, l'article ne suscita aucune autre controverse (1). Il était difficile d'ailleurs qu'il y en eût ; la disposition est sage et bien inspirée. Le taux de l'indemnité est plus faible, puisque, s'agissant d'une incapacité partielle, l'ouvrier peut encore, dans une certaine mesure suffire à ses besoins ; et ce taux est proportionnel au préjudice dont il souffre, puisque la rente est calculée sur la portion de salaire dont l'accident vient de le priver. C'est là fort bien légiféré.

3^e Lorsque l'incapacité était temporaire il fut décidé que l'ouvrier avait droit à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident (2). Cette indemnité n'est due que si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour seulement. Ces derniers mots ont été ajoutés dans la discussion de la loi sur une observation de M. Macherez. Cet orateur faisait observer que le texte tel qu'il était conçu, semblait refuser toute indemnité aux ouvriers atteints d'une incapacité moindre de quatre jours, pour accorder au contraire l'intégralité de l'indemnité (c'est-à-dire une indemnité qui courrait à partir du premier jour) à ceux dont l'incapacité les dépasserait. Avec un texte ainsi modifié, une pareille interprétation n'est plus possible (3).

(1) Dans la pratique, cette disposition ne sera pas non plus d'une application facile : « La détermination exacte de la réduction subie par le salaire fera l'objet d'un problème des plus complexes, qui, nous semble-t-il, sera difficilement résolu, même par l'examen des magistrats éclairés par l'avis des médecins. » Drouineau, p. 40.

(2) Cette incapacité, dit M. Coulet, p. 32 in fine, est celle qui, bien que pouvant se prolonger pendant plusieurs semaines, plusieurs mois, plusieurs années même, laisse cependant l'ouvrier revenir à un état valide complet comme avant l'accident.

(3) Quant au point de départ de l'indemnité, il est fixé à la date de l'accident. (Réponse du ministre du commerce, Ch. des députés, séance du 23 octobre 1897, p. 2.221, 1^o col. in principio.)

Ainsi nous venons de voir que dans tous les cas où une blessure a entraîné une

infirmité permanente partielle ou totale l'ouvrier avait droit à une rente, c'est la teneur et le domaine de l'art. 3. L'article 9 permet en outre à l'ouvrier de demander le versement en espèces du quart du capital nécessaire à l'établissement de cette rente. C'est là une disposition très sage et qui permettra bien souvent à la victime d'un accident de fonder un petit commerce ; chose qui lui eût été bien difficile sans cette mesure. (Sénat, séance du 1^{er} mai 1890, J. off., p. 409. Discours de M. Maze. Ce discours est très important et l'idée en est fort juste ; on peut dire que c'est à M. Maze que revient la paternité de cette décision.)

Le deuxième alinéa du même article autorise de même la victime à demander que le capital, ou ce capital réduit du quart au plus, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible par moitié au plus sur la tête de son conjoint. Mais, dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon à ce qu'il ne

187. Tel est en peu de mots le taux des indemnités fixes accordées à l'ouvrier en cas d'accidents. Il nous faut dire maintenant, quelles autres personnes pourront y avoir droit, et dans ces diverses hypothèses, à quel taux la nouvelle loi a fixé ces indemnités. L'on se souvient sans peine à quelles difficultés s'était heurtée la jurisprudence lorsqu'elle avait voulu régler ces divers points ; nous avons montré combien était discuté la question de savoir si le préjudice moral était à lui seul suffisant pour fonder l'action en dommages et intérêts. Nous ne reviendrons point sur tous ces détails, il suffira de s'y reporter ; mais nous ferons remarquer simplement combien était large alors le pouvoir d'appréciation des tribunaux, et combien restreint au contraire, il se trouve être avec la nouvelle loi. Le législateur a en effet prévu tous les cas ; et distinguant le conjoint survivant, les enfants orphelins d'un de leurs parents, ceux qui l'étaient de l'un et l'autre, les autres descendants et finalement les ascendants, il a légiféré ainsi qu'il suit : (1)

188. « Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension « est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du « décès, dans les conditions suivantes :

« 1° Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel « de la victime pour le conjoint survivant, non divorcé ou « séparé de corps, à la condition que le mariage ait été « contracté avant l'accident (2). »

résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef de l'entreprise. C'est dire en d'autres termes que la rente, ayant chance d'être servie plus longtemps puisqu'elle repose sur deux têtes, doit être d'un taux plus faible, de telle sorte que la réduction atténuée la charge pouvant résulter de sa durée. *Sic* Bronineau, p. 50 ; v. aussi au sujet de cet article les discussions qui ont eu lieu relativement à la compétence de la chambre du Conseil : Sénat, séance du 18 mars 1898, 1^{re} et 2^e col., p. 326. (Nous devons cette disposition à M. Félix Martin. Sénat, 2 juillet 1889. *J. off.*, p. 851 ; 6 février 1890. *J. off.*, p. 68).

(1) M. Tarbouriech définit fort heureusement l'idée générale qui plane sur toutes ces dispositions : « Le législateur, écrit-il, considère la rente d'incapacité permanente comme une limite, vers laquelle tendraient sans jamais l'atteindre, les droits reconnus en cas de décès aux différents membres de la famille. »

(2) Le législateur semble avoir considéré ce taux de 20 0/0 comme indispensable à la vie d'une personne isolée, nous le verrons en effet adopter le même taux pour les enfants orphelins de père et de mère.

« Que résulte-t-il de ce paragraphe ? disait M. Maurice Sibille à la Chambre des députés, c'est que le conjoint survivant divorcé ou séparé de corps, n'aura jamais droit à aucune pension, à aucune indemnité ; or, lorsque le divorce ou la séparation de corps a été prononcé contre la victime de l'accident, un tel résultat est manifestement injuste. » Sur ce point, nous ne partageons pas absolument l'avis de M. Sibille. Peu importe, que le divorce ou la séparation de corps ait été prononcé contre ou en faveur de la victime, puisque dans l'un et l'autre cas son conjoint n'a droit à aucune portion du salaire. Dès lors, ne souffrant pas du préjudice qu'entraîne l'accident, de quel droit celui-ci viendrait-il en réclamer la réparation ? Une seule distinction était admissible et logique, et elle ne fut pas faite ; l'on devait simplement considérer, si le conjoint divorcé avait une pension alimentaire ou s'il n'en avait pas. Dans cette dernière hypothèse seulement, tout droit à une indemnité devant lui être refusée.

Quoi qu'il en soit, un point est certain : c'est que ni notre opinion ni celle de M. Sibille ne triompha, l'une et l'autre ne furent même pas discutées. Nul amendement ne proposa de distinguer le conjoint qui avait droit à une pension alimentaire, de celui pour lequel un semblable privilège n'existait pas ; et, quant à l'amendement qui traduisait l'opinion de M. Sibille, repoussé par la Commission et le Gouvernement, il ne fut même pas pris en considération par la Chambre. On ne saurait, il nous semble, indiquer quels furent les mobiles auxquels dans cette circonstance obéirent les députés. Peut-être craignirent-ils en adoptant un tel amendement d'augmenter par une mesure nouvelle les charges déjà si considérables qu'allait supporter l'industrie, mais cette raison est encore bien insuffisante, car il leur était facile d'obvier à de tels inconvénients. Pourquoi n'ont-ils pas adopté l'amendement de M. Laroche-Joubert ? Il eussent rendu d'une main à l'industrie ce qu'ils lui avaient pris de l'autre. Cet honorable député réclamait une disposition additionnelle retirant au conjoint qui avait abandonné le domicile conjugal tout droit à une rente ou à une indem-

nité, peu importe qu'il fût divorcé, séparé de corps ou non (1). De même, il devait être décidé que le conjoint contractant un nouveau mariage cesserait d'avoir droit à cette rente trois ans après la célébration du mariage (2). Ces dispositions étaient évidemment fondées profondément en équité. On ne s'explique point pourquoi la Chambre refusa de les prendre en considération, d'autant plus, nous l'avons déjà dit, qu'il y avait là un moyen fort simple pour elle de compenser les nouvelles charges qu'entraînait inévitablement après lui l'amendement de M. Maurice Sibille. La meilleure raison que nous pouvons donner d'une telle conduite, c'est que ce dernier amendement était déjà rejeté lorsque les amendements de M. Laroche-Joubert furent proposés à l'assentiment de la Chambre, et qu'il était inutile, par conséquent, de remédier à une situation qui n'était nullement compromise. Mais, reste toujours l'argument d'équité. Cet amendement était juste, pourquoi donc ne l'avoir pas consacré ? Aussi, croyons-nous que cette partie de la loi appelle un prompt remaniement, et que dans la nouvelle rédaction, MM. Sibille (3) et Laroche-Joubert obtiendront satisfaction. Elle leur sera donnée d'autant plus facilement, nous le répétons, que ni le Ministre du Commerce, ni le rapporteur de la loi n'ont su repousser ces modifications par un argument de quelque valeur ; et que d'autre part la Commission du Sénat a déjà donné à ces multiples revendications un commencement de satisfaction, créant ainsi un précédent en

(1) Discours de M. Laroche Joubert : Chambre des députés : Séance du 28 octobre 1897. 1. col. *in principio*. Il est vrai que cette disposition eût eu des inconvénients, elle eût forcé à des constatations fort difficiles ; néanmoins on ne peut nier qu'elle était profondément fondée en équité. Outre l'immoralité qui s'attache à toute obtention d'une indemnité de la part d'un conjoint qui a abandonné le domicile conjugal ; on peut faire observer que ne vivant plus sur le salaire de la victime, l'accident ne lui cause aucun préjudice : donc ne peut fonder aucun droit à indemnité. Quoi qu'il en soit la question est complexe ; car

que dire du conjoint qui aurait déserté le domicile conjugal par suite de mauvais traitements ?

(2) Ajoutons que pour le second amendement, il y avait un précédent : la loi du 9 mars 1891, disposant qu'en cas de mariage, l'usufruit du conjoint cesse, s'il existe des descendants du défunt (nouvel art. 767 : l. final). Cette considération a dû frapper le Sénat, qui introduisit dans la nouvelle loi une disposition semblable.

(3) M. Sibille dans la mesure que nous avons indiquée plus haut relativement à la pension alimentaire, p. 195.

leur faveur. Elle décida en effet qu'en cas de nouveau mariage le conjoint cessait d'avoir droit à la rente, et qu'il lui serait alloué dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale. Le texte ainsi modifié passa aisément au Sénat (1).

189. « 2° Pour les enfants légitimes ou naturels, continue « l'article 3, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou « de mère âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur « le salaire annuel de la victime, à raison de 15 0/0 de ce « salaire s'il n'y a qu'un enfant; de 25 0/0 s'il y en a deux; « de 35 0/0 s'il y en a trois, et de 40 0/0 s'il y en a quatre ou « un plus grand nombre (2). »

Cette disposition, certainement fort sage et incontestablement modérée (on pourrait lui reprocher de l'être trop), ne suscita aucun débat à la Chambre, et le texte fut adopté sans encombre; mais l'âge fixé était alors l'âge de dix-huit ans, et c'est le Sénat qui, sur ce point, fit certaines objections. M. Silhol présenta quelques observations à la chambre haute, sur l'inconvénient de reculer l'âge des enfants jusqu'à dix-huit ans. Il prétendait, qu'en adoptant cette limite, on chargeait l'industrie française beaucoup plus que toutes les industries étrangères; ces dernières adoptant, pour la plupart, un âge plus précoce. M. Lacour Grandmaison était de cet avis, tandis que M. Leydet émettait une opinion contraire. Mais le ministre du Commerce ayant accepté à titre transactionnel l'âge de seize ans proposé par M.

(1) Cette idée n'était d'ailleurs pas nouvelle: elle faisait partie du texte voté par le Sénat en 1896, (D. de M. Laroche Joubert, séance du 28 octobre 1897, 1^{re} col. in medio).

(2) C'est par conséquent une rente collective à laquelle les enfants ont droit. Ce qui le montre bien, c'est que cette rente croît avec le nombre d'enfants; d'observation qui serait incompréhensible si chacun avait un droit fixe et particulier. Il faut remarquer aussi que la quotité de la rente, tout en augmentant *in globo*, décroît progressivement pour chaque enfant suivant leur nombre: C'est encore là une disposition équitable et fort heureuse. Souvenons-nous en effet qu'il

s'agit ici d'orphelins de père ou de mère par conséquent vivant toujours avec un de leurs auteurs. De là: 1° nécessité de laisser la rente touchée par chacun d'eux toujours inférieure à celle touchée par un orphelin de père et de mère puisque l'auteur qui subsiste vient à leur secours soit pécuniairement soit matériellement; 2° nécessité de ne point donner à deux enfants le double, à trois enfants le triple de ce qu'aurait eu un seul, car pour des personnes vivant ensemble la dépense tout en croissant ne croît pas dans ces proportions. Il y a là, caché sous ce texte, des observations de fait extrêmement justes, et juridiquement très heureusement traduites.

Silhol, admis d'ailleurs par la commission (1), le Sénat consacra par son vote cet amendement ; et l'âge où cessait tout droit à une indemnité fut définitivement fixé à seize ans. Peut-être, en considération du surcroît de charges que la nouvelle loi allait apporter à l'industrie eût-on raison de consacrer une semblable disposition ; mais au point de vue de la justice absolue et de l'équité pure, il est certain qu'on eut tort. En général, l'âge de seize ans est un âge auquel l'homme ne peut encore se suffire complètement (2). La disparition du chef de famille dans un groupe de personnes dont les enfants dépassent à peine cet âge, amène incontestablement une perturbation pécuniaire, qui, dans une loi sociale, s'imposait à l'attention du législateur.

Nous terminerions l'analyse de cet alinéa par cette appréciation personnelle, s'il n'était important de faire remarquer les premiers mots par lesquels il débute : « les enfants légitimes ou naturels, » dit-il, donnant ainsi aux uns et aux autres des droits identiques ; c'est donc là une dérogation à la règle générale. Les mêmes sentiments, qui dictèrent en 1896, la loi sur les enfants naturels, semblent bien avoir présidé ici à l'élaboration de cette disposition. C'est toujours le même désir d'assimiler complètement la famille naturelle à la famille légitime, assimilation complète dans la loi sur les accidents, incomplète dans la législation du Code civil, mais qui, là aussi, selon d'excellents esprits ne doit point tarder à se produire dans toute son étendue.

3° Les droits des enfants privés seulement de l'un de leurs auteurs étant ainsi fixés, l'on se préoccupa des orphelins de père et de mère. L'alinéa B de l'article 3 les concerne. « A l'égard de ceux-ci, dit-il, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire. »

L'on voit de suite les différences qui séparent cette rente de celles qui précèdent. C'est une rente fixe quel que soit le nombre des enfants ; c'est une rente individuelle ; enfin c'est une rente toujours supérieure à celle qu'obtient l'en-

(1) Sénat : séance du 15 mars 1898, | (2) Sic : M. Grivart : Séance du Sénat
p. 303 : 3^e col. *in principio*, | du 19 mars 1898, p. 340. 2^e col. *in medio*.

fant orphelin d'un de ces auteurs seulement. Le législateur fut sans doute frappé ici par ce fait que l'enfant ne pouvait attendre nul secours de l'extérieur, et que la vie en commun avec ses frères ou sœurs lui serait souvent interdite. La disposition est fort sage, aussi fut-elle adoptée sans opposition de la part du Sénat comme de la Chambre des députés (1).

Nous retrouvons à la fin de cet article la trace persistante de la préoccupation qu'eut le législateur de ne pas trop charger l'industrie. Par une disposition formelle il fixe un maximum aux rentes ainsi allouées. « L'ensemble de ces rentes, dit-il, ne peut, dans le premier cas (enfants légitimes ou naturels orphelins de père *ou* de mère) dépasser 40 0/0 du salaire, ni 60 0/0 dans le second (enfants orphelins de père *et* de mère). » Cette disposition n'appelle point d'autres commentaires, si ce n'est la même remarque que précédemment sur l'inégalité des taux. Sans nul doute, le législateur fut inspiré ici par des motifs analogues (1).

190. A défaut de conjoint survivant et d'enfants, le droit à la pension passe aux autres descendants et aux ascendants. L'alinéa C de l'article 3 fixe leurs droits respectifs. Voici sa teneur : « Si la victime n'a ni conjoint, ni enfants
« dans les termes des paragraphes A et B, chacun des
« ascendants et descendants (2) qui était à sa charge recevra
« une rente; viagère pour les ascendants, et payable jusqu'à
« seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à
« 100/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant
« total des rentes ainsi allouées, puisse dépasser 30 0/0.
« Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le
« cas échéant, réduite proportionnellement. »

Cet article donna lieu aux plus vives controverses tant à

(1) Voir la note 2, page 97.

(2) Il faut remarquer ces mots : « chacun des ascendants et descendants » : donc, ici encore la rente est personnelle et non globale, et ce a est fort juste, car la communauté n'existe pas entre ces diverses personnes, et les besoins sont partant plus grands ; mais l'indemnité est aussi plus faible, parce qu'étant plus éloignée

que le conjoint et les enfants, le préjudice est pour eux moins grand : ils recevaient probablement une quote part assez faible du salaire. D'ailleurs hâtons-nous d'ajouter que ce n'est point précisément cette raison qui dicta le législateur à la modicité du taux : Nous en donnons les véritables motifs au texte, p. 200 et 201.

la Chambre qu'au Sénat. A la Chambre, le texte primitif ne visait que les ascendants d'un ouvrier célibataire. Le texte tel qu'il existe est donc plus compréhensif, puisqu'il concerne aussi l'homme veuf mort sans enfant. Mais d'ailleurs, tel que l'adopta le Sénat, il n'eût pas satisfait M. Laroche-Joubert. Celui-ci désirait que les ascendants reçussent une pension même en présence du conjoint et des enfants. « Si par le fait que l'ouvrier laissera en mourant à la suite d'un accident, disait cet orateur, une femme ou des descendants ayant droit à une pension, vous excluez de la loi les ascendants, vous risquez ainsi de les voir tomber dans la misère noire (1) ». L'amendement que M. Laroche-Joubert proposait en ce sens fut repoussé (2). Mais la même difficulté surgit à la tribune du Sénat (3). Messieurs Leydet et Grivart se firent les éloquents interprètes de ces réclamations. Le premier reprenait purement et simplement l'amendement Laroche-Joubert (4). Le second admettait à la rigueur qu'en face d'enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de seize ans, les ascendants n'eussent rien à prétendre; mais il demandait qu'ils devinssent créanciers d'une pension alimentaire, lorsque ceux-ci seraient arrivés à l'âge légal; c'était le système de la reversibilité. Le rapporteur de la loi combattit ces deux demandes. « A M. Leydet, il répondit que le cercle des indemnités accordées par la nouvelle loi était déjà fort grand, et que, dans le cas où des ascendants se trouvaient en concours avec des descendants, ils n'avaient qu'à demander à ceux-ci une pension alimentaire ». A M. Grivart, il objecta les raisons suivantes : « La loi dont nous nous occupons, dit-il, suppose l'établissement de barèmes pour établir la quotité des pensions. On ne peut dès lors que très difficilement fixer des pensions successives, et s'il fallait entrer dans ces détails, nous nous engagerions dans un inextricable dédale, au point de

(1) Discours de M. Laroche Joubert. Séance du 28 octobre 1897, p. 2219, 1^{re} col. in fine.

(2) Page 2.222 2^e col. in medio.

(3) Sénat séance du 15 mars 1898, p. 305, 2^e col. in medio.

(4) M. Leydet désirait que les ascendants vivant sous le même toit reçurent 15 0/0 du salaire.

vue notamment des assurances et des mutualités. » Cette raison était en effet extrêmement sérieuse (1), et ce fut elle sans doute qui fit rejeter l'amendement de M. Grivart. Quant au second argument que le rapporteur avait mis en avant pour écarter cet amendement, il est bien probable qu'il ne fut d'aucun poids. Nul ne songea sans doute comme le voulait M. Thévenet, que les enfants à seize ans avaient atteint un âge où ils pouvaient dans une certaine mesure, gagner leur vie et supporter une charge, et par conséquent venir en aide à leurs ascendants. A seize ans, nous l'avons déjà dit, un enfant a bien de la peine à se suffire, ce n'est point pour soulager les autres. Une telle considération était donc plus propre à faire voter l'amendement qu'à le faire écarter.

191. Dans le premier argument qu'il donna pour soutenir le rapporteur, le Ministre du Commerce ne fut guère plus heureux. « Admettre la reversion au profit de l'ascendant, dit-il, ce serait introduire dans notre droit une nouveauté singulière, la représentation de l'enfant par l'ascendant, c'est bien la première fois que l'on veut introduire un tel principe dans la loi française. » On eût pu lui répondre que l'argument était loin d'être pertinent, puisque la loi toute entière dont on s'occupait tendait à introduire, elle aussi, un principe tout nouveau dans notre législation. Malgré cette intervention peu justifiée, la modification réclamée par M. Grivart ne passa pas dans la loi ; et la véritable raison de ce fait, (M. Boucher la rappelait à la fin de son discours), c'est qu'un tel amendement eut rendu impossible l'établissement des barèmes. Il se heurtait donc à d'insurmontables difficultés d'ordre pratique (2).

(1) Pour notre part nous n'hésitons pas à lui donner notre assentiment.

(2) Voir sur la question des ascendants. Discours de M. Grivart : Séance du 19 mars 1898, p. 340. Dans ce dernier cas où l'accident est suivi de mort, il est bien entendu que peu importe le temps qui s'écoule entre l'accident et la mort,

pourvu que la mort soit la conséquence directe de l'accident : de même l'appréciation donnée aux blessures, la classification dans telle ou telle catégorie, l'allocation de telle ou telle indemnité n'auront jamais un caractère définitif : Sic. Coulet, p. 31 et 32 : Discours de M. Ricoud, Ch. des députés. Séance du 24 octobre 1897, p. 222, 1^{re} colonne in medio.

Avant d'abandonner cette étude sur l'étendue de l'indemnité que peut devoir le patron, nous désirons transcrire ici, en l'intercalant, l'article 4 de la loi, qui ne donna lieu à aucune difficulté, et qui d'ailleurs est fort clair par lui-même. « Le chef d'entreprise supporte, y est-il dit, les frais « médicaux et pharmaceutiques, et les frais funéraires. Ces « derniers sont évalués à la somme de 100 francs au maximum. Quant aux mêmes frais, si la victime a fait choix « elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut « être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par « le juge de paix du canton, conformément aux tarifs « adoptés dans chaque département pour l'assistance judiciaire gratuite (1). »

L'article 3 se termine par les alinéas suivants qui ne provoquèrent également de la part de l'une ou l'autre Chambre aucune protestation (2).

« Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont « payables par trimestre, elles sont incessibles et insaisissables.

« Les ouvriers étrangers victimes d'accidents qui cessent de résider sur le territoire français, recevront pour

(1) Il nous sera permis de faire observer simplement combien est lourde dans la nouvelle législation la tâche qui incombe au médecin, et combien injuste est sa participation. En définitive, lui, qui ne profite point des avantages que peut procurer une industrie en supporte cependant les risques, puisqu'il doit faire au patron ou à la compagnie d'assurances qui tient son lieu et place le sacrifice de ses honoraires (art. 4), il doit en outre, délivrer des certificats (art. 11) constater la nature des lésions au cours de l'enquête du juge de paix (art. 12), accepter le rôle de médecin expert lorsque le certificat médical ne paraît pas suffisant (art. 13); tout cela sans rétribution ou avec une rétribution dérisoire.

Bien plus, en pratique, on ne voit pas trop comment le juge de paix pourra calculer les honoraires du médecin. L'art. 4 lui enjoint bien de le faire en se conformant aux tarifs de l'assistance judiciaire gratuite, mais ces tarifs n'existent pas dans beaucoup de départements où l'assistance est assurée par des indemnités basées sur le système dit à l'abonne-

ment. Dans les grandes villes, l'assistance donne aux médecins une indemnité fixe.

L'article 4 en outre ne dit pas de quelle façon le patron supportera les frais de traitement lorsque la victime aura été transportée à l'hôpital. V. pour ce dernier point : Coulet p. 35.

(2) Sur cette question de la quotité des indemnités, on consultera avec fruit : Tarbouriech 1896, p. 163 et suivantes, et deux discours de M. Félix Martin, du 15 mars 1889 et du 21 mars 1896. L'honorable sénateur partant, de cette idée, que la mort était la suprême incapacité absolue de travail, voulait en conclure que tout accident qui la déterminait devait donner à l'ouvrier les mêmes droits que cette incapacité absolue. Or cette rente étant son bien et sa propriété l'ouvrier devait la transmettre intégralement à ses ayants droits. Sans en donner la raison, M. Martin faussa ces conséquences dans son projet. On voit que la question revient à celle que nous avons examinée plus haut, en cas de mort instantanée, « l'action est-elle née en la personne de la victime ». (V. Tarbouriech, p. 202, n° 280).

« toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

« Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

L'incessibilité et l'insaisissabilité des rentes n'existaient point dans le texte primitif qui fut soumis à la Chambre ; ces deux caractères y furent ajoutés sur un amendement de M. Laroche-Joubert accepté par la Commission (1). Le Sénat n'y fit bien entendu aucune objection. Quant aux deux autres dispositions, nous n'en avons rien à dire, sinon que depuis le vote de la loi elles défraient les journaux et les chroniques. On prétend qu'elles seront fort nuisibles aux ouvriers français et pères de famille en portant les patrons à rechercher la main d'œuvre étrangère et le concours des ouvriers célibataires. Ce sont-là des prévisions bien divinatoires ; nous ne pouvons dire jusqu'à quel point elles se réaliseront ou se sont déjà réalisées. Mais comme la loi est urgente, indispensable et nécessaire, il est certain que si un pareil fait se produit le législateur saura y pallier par de nouvelles dispositions ; et d'ailleurs une telle étude, essentiellement sociale, dépassant le cadre que nous nous sommes assigné au début de cette thèse nous n'insisterons pas. Notre but est simplement avons-nous dit de faire l'exposé du côté juridique de la question (2).

§ 2. — Influence de la nouvelle loi sur les actions primitivement ouvertes aux victimes d'accident et à leurs représentants.

192. Une des conséquences les plus curieuses de l'élaboration de la nouvelle loi, et des plus logiques en même temps, puisque le principe adopté était celui du forfait, fut l'exclusion de toute autre voie de recours au profit de l'ouvrier.

1. Chambre des députés, séance du 23 octobre 1897, p. 2,220. 1. col. in principio.

2. Toutefois nous reviendrons sur cette idée dans notre conclusion.

« Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent, « énonce l'article 2, ne peuvent se prévaloir, à raison des « accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'au- « cune disposition autre que celle de la présente loi (1). »

D'un côté, les patrons sont donc obligés de toujours indemniser les ouvriers en cas d'accidents, d'un autre, ceux-ci sont obligés de se contenter des indemnités tarifées par elle lorsque le patron est seul responsable de l'accident. L'art. 1382 est donc toujours et définitivement écarté. L'option qui existait au profit de l'ouvrier avant la loi du 10 avril 1898, entre l'action en responsabilité et l'action en indemnité d'assurance n'existe plus : le patron (2) doit être attaqué le premier, la compagnie ensuite ; et tous deux ne doivent payer que d'après le tarif établi par la loi.

193. Mais ce qu'il faut bien remarquer, c'est que non seulement les ouvriers et employés sont visés dans l'article 2, mais que leurs représentants le sont également. Les ascendants et descendants directement lésés se trouvent donc soustraits à l'empire du droit commun, et uniquement régis par les articles de la nouvelle loi. Si le silence du texte à l'égard de ces personnes était susceptible de nous inciter à croire le contraire ; nous n'aurions qu'à songer à la bizarrerie d'une disposition qui laisserait le choix libre aux représentants, tout en l'interdisant aux auteurs. Pour consacrer une semblable anomalie, il faudrait, il nous semble, un texte précis. Dans le silence de la loi, il est impossible de prêter au législateur une opinion à ce point irrationnelle (3).

1. Transcrivons en note l'art. 8 qui ne saurait souffrir aucune difficulté : « Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans, ou à l'apprenti victime d'un accident, ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise. Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire. »

Cet article a été rédigé en faveur des

apprentis dont le salaire est ordinairement moindre que celui des adultes mêmes qui gagnent le moins : mais M. Drouineau trouve étrange que l'on fasse une différence à cet égard entre les apprentis de seize ans et les apprentis de dix huit : pour lui ce dernier âge devrait être maintenue dans l'art. 8. V. Drouineau, p. 48.

(2) Argument des mots « à défaut » art. 24 : v. aussi Coulet, p. 27.

(3) Il est d'ailleurs possible de donner encore d'autres preuves de ce que nous avançons au texte. L'article 7 va nous

Au contraire, lorsqu'il s'agit, non plus de l'industriel, mais d'un tiers, l'ouvrier aura le droit de le poursuivre d'après les règles du droit commun, en vertu des articles du Code civil (art. 7) (1). M. Arthur Groussier en concluait qu'il n'y avait nulle bonne raison pour priver l'ouvrier de ce recours lorsqu'il s'adressait au patron. *Et eadem est ratio*; tel n'est point notre avis. M. Groussier ne s'est-il donc point souvenu, que si l'on retirait le droit d'option aux ouvriers, c'était là une conséquence de la transaction légale imposée à la fois au patron et à ses subordonnés, transaction dont il ne saurait être question lorsque ces derniers sont en présence d'étrangers! A une situation différente, correspondent des effets dissemblables : quoi de plus juste (2)!

Enfin, l'article 3 du Code d'instruction criminelle qui ouvrait jadis à la personne lésée le choix entre la voie civile et la voie criminelle ne s'applique plus à notre matière : cette disposition a été assez habilement critiquée par M. Julien Goujon (3).

L'honorable député faisait valoir la rapidité de procédure en matière pénale. « Dès que le tribunal répressif est saisi, disait-il, l'ouvrier peut se présenter immédiatement à sa barre, et demander sans aucun frais, ou à peu près, les sommes qui lui sont dues, et d'ailleurs, ajoutait-il, ne trouvât-on point cette raison déterminante, nous n'aurions toujours pas le droit dans une loi spéciale de demander à

en fournir une. « Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, nous dit cet article, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer le préjudice causé conformément aux règles du droit commun ». Or, si l'article 2 n'avait point visé les représentants, ceux-ci ayant, en tout état de cause, le droit de choisir entre les deux juridictions, il eût été parfaitement inutile que l'article 7 vînt le leur accorder dans un cas particulier. Plutôt que d'admettre ici une inadvertance du législateur, nous aimons mieux supposer que si cet article 7 octroie un droit d'option aux représentants, c'est qu'il était ab

indispensable qu'il le fit en présence des termes généraux et formels de l'art. 2, qui, lui, le leur refusait.

(1) Voir sur cet article le commentaire de M. Coulet, p. 39 et Drouineau, sur la question de savoir si l'indemnité doit être *payée* ou *allouée* pour exonérer le patron des charges résultant de la loi : Drouineau, p. 47 in principio.

(2) Discours de M. Arthur Groussier p. 2.217, 3^e col. in fine : Ch. des députés, 28 octobre 1897. Réponse de M. Ricard, idem : Discours de M. Julien Goujon, Ch. des députés, 28 oct. 1897, p. 2.218 2^e col. in principio.

(3) Chambre des députés : séance du 28 octobre 1897, 1^{re} col. in fine, p. 2.218

l'ouvrier de renoncer au bénéfice du droit commun, aux avantages de l'article 3 du Code d'instruction criminelle. » Il est certain, que l'on ne peut nier l'exactitude juridique du raisonnement ; et cependant nous pensons que le législateur a fort sagement agi en repoussant l'amendement de M. Julien Goujon. L'option que cet orateur voulait accorder à l'ouvrier eût été un danger pour la paix sociale que cherchait à apporter la nouvelle loi. Les litiges eussent été, comme autrefois, transportés sur le terrain pénal ; les patrons toujours cités directement devant le tribunal de police correctionnelle (1), et c'est ce qu'il fallait éviter à tout prix.

194. La préoccupation constante d'éviter un surcroît de charges dans l'industrie se retrouve dans l'alinéa 2 auquel nous arrivons : « Ceux dont le salaire annuel dépasse deux « mille quatre cents francs, énonce-t-il, ne bénéficieront de « ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. « Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou « indemnités stipulées à l'article 3, à moins de conventions « contraires quant au chiffre de la quotité. »

Ce deuxième alinéa de l'article fut un des plus laborieux à voter. La Chambre fut loin, primitivement, de l'élaborer tel que nous le trouvons dans le texte actuel. Tout d'abord elle se contentait de limiter purement et simplement l'application de la loi aux ouvriers dont le salaire annuel ne dépassait pas 2.400 francs, mais ce faisant, elle lésait gravement les ouvriers qui touchaient un salaire supérieur. M. J. Goujon, à la tribune de la Chambre, indiqua en termes très clairs cette iniquité : « Lorsqu'on se trouve en présence d'un travailleur qui gagne annuellement plus de 2.400 francs, c'est-à-dire plus de 7 francs par jour, n'est-il pas légitime, disait-il, d'indemniser cet ouvrier au prorata du capital travail dont il est épouillé ? » Il demandait, en conséquence, que les ouvriers qui gagnent plus de 7 francs par jour pussent, pour le surplus, agir conformément au droit commun. La Chambre refusa, cependant, de suivre

(1) Sic Tarbouriech, p. 149.

M. Julien Goujon et l'article fut adopté tel quel (1). Mais il était alors on ne peut plus défectueux ; car admettre cette limite de 2.400 francs « c'était dire, selon l'excellente remarque de M. Drouineau, qu'au delà on ne tiendrait plus compte du préjudice subi (2) ». La commission du Sénat refusa de suivre la Chambre des députés dans cette voie, et en première délibération, elle décida que les ouvriers et employés dont le salaire annuel ne dépassait pas 3.000 francs seraient dorénavant les seuls à bénéficier des dispositions de la présente loi et que, pour les autres, le droit commun continuerait à être appliqué. C'était d'un excès retomber dans un autre. Cette disposition suscita fort heureusement une critique très véhémement de M. Félix Martin (3). Elle eut pour résultat de la faire disparaître, et pour notre part, nous avouons que l'intervention de cet orateur nous semble pleinement justifiée.

Si les Chambres eussent décidé que les victimes d'accident touchant un salaire supérieur à 3.000 fr. devaient rester sous l'empire du droit commun, une telle disposition eût bouleversé en partie l'économie de la nouvelle loi. L'assurance eût été rendue plus difficile pour le patron, et les mesures prises pour éviter aux industriels les hypothèques ou les versements de capitaux se fussent évanouies. Les quatre centimes additionnels à la patente ne garantissant plus rien, auraient été versés en pure perte.

Cette dualité de législation créait en outre une singulière situation. L'ouvrier dont le salaire dépassait 3,000 francs était jusqu'à cette somme soumis à la loi nouvelle du risque professionnel. Quelle que fût sa faute, sauf pour la faute intentionnelle, il recevait une indemnité. Puis, au delà de cette limite, restant sous le régime du droit commun, il bénéficiait, en vérité, des fautes commises à son égard, mais à l'inverse il se trouvait, vis-à-vis des patrons, responsable de ses propres fautes. L'on voit, dès lors, la bizarrerie de

(1) Chambre des députés : séance du 28 octobre 1897, 2^e col. in medio.

(2) Drouineau, p. 37.

(3) Sénat : séance du 3 mars 1898 p. 239, 1^{re} col. in medio.

ce régime mixte : « Un ouvrier pouvait être condamné à payer une indemnité pour une faute qui lui était propre, et cependant, grâce à la présente loi, en recevoir une pour la partie du salaire ne dépassant pas 3.000 francs (1) ». Le résultat était déjà étrange. Mais si l'on réfléchit maintenant que les tribunaux jouissent, selon le droit commun, d'un pouvoir discrétionnaire quant à la fixation des indemnités, l'on s'aperçoit que l'indemnité due par l'ouvrier pouvait dépasser celle que lui allouait la loi nouvelle. L'on se trouvait, dès lors, en face d'un ouvrier qui, par le fait seul d'un salaire plus élevé, et partant d'une habileté ou d'une intelligence plus grande, était au point de vue du risque professionnel dans une situation inférieure à celle que lui eussent créée des facultés plus communes. On conviendra qu'il était difficile de consacrer un semblable résultat (2). Aussi M. Félix Martin, à titre d'amendement, reprit-il la rédaction primitive du premier alinéa de l'article adopté par la Chambre des députés. Il réclamait pour les ouvriers l'unité de législation : « Cette loi, disait-il, doit être la charte du risque professionnel; il ne faut pas deux poids et deux mesures; la loi des accidents doit être applicable à tout le personnel des établissements visés à l'article premier. Ce que l'on

(1) Sénat, séance du 3 mars 1898, p. 240. 1^{re} col in medio : Discours de M. Charles Prevost.

(2) Cependant M. Charles Prevost à la fin de son discours (p. 240. 1^{re} col. in fine), tentait de justifier ce système : Il prétendait que les ouvriers gagnant plus de 3,000 fr., ayant une intelligence plus grande, étant presque des « sous-officiers de travail » doivent avoir une plus grande part de responsabilité : Le droit commun, pour eux, lui semblait donc certainement juste. On ne peut méconnaître la force de l'argument, il est indéniable que la nouvelle loi tendra à endormir chez les subalternes le souci et le sentiment de la responsabilité, et que particulièrement, en ce qui concerne l'ouvrier intelligent, un tel résultat n'est pas très équitable; mais le moyen de mieux faire? Si l'article 2 était resté tel que le voulait M. Prevost, nous avons dit plus haut les inconvénients pratiques qui en fussent résultés; il fallait à tout prix y pallier.

Nous avons omis avec intention d'examiner parmi les griefs que soulevait la rédaction primitive du Sénat celui que M. Félix Martin avait cependant mis en première ligne. Cet orateur prétendait que le droit commun serait plus onéreux pour l'industrie que la législation du risque professionnel! Selon lui, les patrons auraient eu moins à souffrir de l'extension in infinitum, et quelque fût le salaire, du régime exceptionnel, que du statu quo. M. Félix Martin se base pour le prétendre sur des statistiques qui lui sont personnelles et qui contredisent d'ailleurs celles de la commission et du ministre. Cet argument, difficile à contrôler et nous semblant d'origine, nous n'avons pas voulu en faire état, mais il nous a semblé curieux à signaler. Le risque professionnel préférable au droit commun! Que deviennent alors les griefs de l'industrie contre la nouvelle loi? V. Sénat : séance du 3 mars 1898, p. 238, 3^e colonne.

peut seulement admettre pour ne pas surcharger l'industrie, c'est qu'à partir d'un certain chiffre de salaires on n'applique point le plein tarif inauguré par la loi ». Cette idée, repoussée par le gouvernement, la commission, et finalement par le Sénat, fut adoptée par la commission dans l'intervalle qui sépara la première délibération de la seconde ; et c'est ainsi que fut ajoutée à la loi la disposition additionnelle que nous y voyons aujourd'hui. « Pour le surplus, dit la commission, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires, quant au chiffre de la quotité » (1).

C'est encore là une transaction, dit M. Drouineau, transaction qui proportionne l'indemnité au préjudice sans trop augmenter les charges du patron et qui laisse à ce dernier, la possibilité de supprimer cette charge, ou de la réduire par des conventions particulières intervenant entre lui et son préposé (2).

§ 3. — Détermination des moyens pratiques permettant au patron d'accomplir les obligations nouvelles mises par la loi à sa charge.

195. Nous arrivons ici à des dispositions ayant un tout autre caractère que celles précédemment étudiées.

Dans l'article 9, nous avons vu l'esprit du législateur

(1) Nous devons faire ici une courte observation, d'ailleurs presque évidente : L'article 2 a une portée absolument générale ; le 2^e alinéa concerne, par conséquent, aussi bien les rentes allouées aux ouvriers que celles allouées à leurs représentants ; à première vue, lorsqu'il s'agit de ces derniers, l'on pourrait croire à quelque difficulté d'application. À notre avis il n'en est rien. Prenons comme exemple un ouvrier gagnant 3.400 fr. et ne laissant à sa mort qu'un conjoint. Sur les 2.400 fr., le conjoint a droit à 20 0/0 = 480 fr. Sur les 1.000 de surplus, il a droit au quart de 20 0/0, soit 200 : 4 = 50 fr. On ferait un calcul

semblable pour tous les autres ayants droits.

(2) Drouineau, p. 38. M. Coulet dans son commentaire, trouve cet article assez inexplicable ; il déroge, selon lui, à l'article 3) qui dispose que « toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit ». Qu'y a-t-il là d'étonnant : *Specialia generalibus derogant*. V. Coulet, p. 10 in medio. Le législateur ayant tracé un principe général, il lui était loisible d'y déroger par des règles particulières. D'ailleurs ce n'est pas là la seule dérogation : De l'avis même du rapporteur, l'art. 5 en est une autre. V. Sénat, 18 mars 1893, 3^e col. in fine.

sans cesse orienté vers un seul but, favoriser autant qu'il était possible l'ouvrier et sa famille. C'est à d'autres motifs qu'il obéira dans les textes qui vont suivre ; il va tenter d'alléger le fardeau que la nouvelle loi impose à l'industrie. Ces deux projets contradictoires, s'ils pouvaient être réalisés, aboutiraient assurément à de très heureux résultats. Malheureusement c'est là une tâche bien difficile, et d'une délicatesse telle, que notre législateur ne l'eût sans doute pas affrontée, si les circonstances d'autre part ne l'y avaient impérieusement obligé.

La loi sur les accidents fut en effet une loi fort ardue. A peine avait-on fait un pas en avant, à peine avait-on obéi, même d'une façon modérée, aux réclamations des ouvriers qu'il fallait revenir en arrière et retirer en partie ce que l'on venait d'accorder : l'industrie s'écriait qu'elle ne pouvait plus vivre. Rejeté ainsi d'un écueil à l'autre, notre législateur tenta d'aiguiller entre les deux. Satisfaire les revendications ouvrières, tout en ne surchargeant pas trop l'industrie, telle devint sa devise : nous allons voir s'il y put être fidèle.

L'article 5 commence l'énumération des moyens propres à favoriser l'exécution de la nouvelle loi. Voici comment il s'exprime :

Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt dix premiers jours à partir de l'accident de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts-type approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation.

2° Que ces Sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la Société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

Cet article passa à la Chambre sans encombre. Mais alors il n'était point tel ; l'approbation du Ministre était spéciale et individuelle. Sur ce point le Sénat fit quelques objections. M. Richard Wadington (1) critiquait les mots « après approbation du Ministre compétent ». Quelle est la nécessité et la raison de cette intervention, disait-il. Le rapporteur répliqua bien : « qu'il était utile que l'administration supérieure fût toujours là, veillant à ce que le patron n'échappe pas à ses obligations en donnant des cotisations qui ne seraient pas à peu près correspondantes aux indemnités qu'il serait tenu de payer » ; M. Le Cour Grandmaison lui fit observer, que, pour arriver à ce résultat, il n'était nul besoin d'une approbation individuelle, et qu'il suffirait de déclarer que toute société devra se conformer au type des statuts approuvés par le ministre compétent. M. Boucher, ministre du commerce, répondit qu'une telle mesure était dangereuse, car elle aurait pour but « d'imposer une règle commune à des organisations qui par leur diversité même, répondent beaucoup mieux à la diversité des services qu'on est en droit d'en attendre ». M. Le Cour Grandmaison ne se tint pas pour battu ; il prétendit que l'idée du ministre était juste et parfaitement fondée, que lui aussi voulait écarter, à tout prix, l'uniformité réglementaire dans les statuts ; toutefois qu'une mesure lui semblait nécessaire ; c'était que ces statuts continssent un certain nombre de dispositions, un minimum obligatoire, mesure à laquelle le devoir du ministre était de veiller. Il persistait aussi à repousser ces simples mots qu'il trouvait dans l'article : « après approbation du ministre compétent ». Il désirait qu'on les remplaçât par cette variante : « en se conformant aux statuts types adoptés par le ministre de l'intérieur. » Le gouvernement et la Commission ayant accepté l'amendement de M. Le Cour Grandmaison et Wadington, l'article ainsi modifié fut voté par le Sénat (2).

(1) Sénat : séance du 18 mars 1898, p. 322, 3^e col. in principio.

(2) Suivant M. Boucher, la façon dont s'exercera l'approbation du ministre

Certes, toutes les critiques avancées sur cet article étaient rationnelles et fondées, mais on omit toutefois de faire la plus importante. C'est que dans la pratique, ce texte sera la plupart du temps parfaitement inutile. L'ouvrier montrerait une naïveté assez extrême, si, sachant que même sans rien payer, il doit recevoir de son patron le traitement médical et une indemnité journalière, il consentait à supporter les deux tiers d'une cotisation quelconque. Dans ce présent benévole qu'il ferait ainsi à l'industrie, il n'y aurait assurément rien que de très honorable; malheureusement, la réalité des faits nous apprend que le cœur humain est généralement peu enclin à de semblables largesses. Il est donc infiniment probable, que le patron, voulant rendre la vie à cette disposition, négligera de s'adresser aux sentiments désintéressés de ses ouvriers; en quoi il aura certainement raison.

Il usera d'un moyen plus humain, et partant plus efficace; et fera de l'engagement de participer à une société quelconque, une condition *sine qua non* du louage d'ouvrage. Les ouvriers céderont; jusqu'au jour où, forts de leurs droits et plus encore de leur entente, ils se sentiront assez puissants pour résister. Nous avons quelques grèves en perspective; et ce n'est point une telle disposition qui fera régner la paix sociale (1).

L'article suivant étant fort clair par lui-même, et n'ayant d'ailleurs suscité aucune controverse, nous nous permettrons simplement de le transcrire. De même que le précédent, il cherche à soulager l'industrie des nouvelles charges qui vont lui incomber; mais comme le moyen préconisé pour ce résultat est un moyen analogue, il suscitera vrai-

compétent, de même que les conditions aux prix desquelles les dispositions exceptionnelles de l'article 5 bénéficieront aux patrons seront fixés par un règlement d'administration publique. Nous souhaitons que ces conditions soient particulièrement rigoureuses afin de réduire cet article à l'impuissance. Discours de M. Boucher. Sénat : séance du 18 mars 1898, p. 323. 2^e col. in medio, p. 324, 3^e col. in medio.

(1) Ces inconvénients se reproduisent presque toujours, dans une loi sociale. On ôte d'une main ce que l'on donne de l'autre. La suite de notre raisonnement prouve que nous avons été bienveillant en taxant cet article d'inutile; selon les conjectures les plus probables, c'est nuisible qu'il eût fallu dire. M. Coulet moins pessimiste, est en partie de notre avis; v. Coulet. Commentaire, p. 37.

semblablement de pareilles difficultés, et pour le moment prête le flanc par conséquent aux mêmes critiques (1).

Voici sa teneur :

Les exploitants des mines, minières et carrières peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent, moyennant une subvention annuelle, versée aux caisses de sociétés de secours, constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 24 juin 1865.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la Société et approuvés par le ministre des Travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières de secours en conformité du titre III de la loi du 24 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le ministre du commerce et de l'industrie.

§ 6. — Détermination du salaire annuel servant de base à la fixation des rentes

197. La quotité des rentes et leurs ayants droits étant fixés, le système ne pouvait encore fonctionner : il fallait établir les bases sur lesquelles seraient calculées les indemnités et les rentes. Voici comment notre législateur y pourvut.

Le salaire servant de base à la fixation des rentes, dit l'article 10 s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ils ont reçue pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois les ouvriers de la même catégorie.

(1) Notre critique se comprend parfaitement si l'on se souvient comment s'alimentent ces sociétés de secours. Disons simplement ici que l'ouvrier y participe, par un prélèvement sur son salaire, dont le montant est fixé par le

Conseil d'administration de la société sans pouvoir dépasser 20/0 de ce salaire. Loi du 24 juin 1894. Décret réglementaire du 25 juillet 1894. V. Georges Bry. Législation industrielle, p. 187 et suivantes.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

M. Félix Martin ne trouvait pas cet article extrêmement clair, et nous avouons partager entièrement cet avis ; aussi proposait-il de lui adjoindre un alinéa ainsi conçu : « Si par suite de causes accidentelles, l'ouvrier a chômé plus de quinze jours au cours de ces douze mois, le gain habituel dont il a été privé pendant ces chômages sera ajouté à cette rémunération effective pour constituer son salaire annuel. » Le premier paragraphe, disait cet auteur, vise les usines et les ateliers qui travaillent toute l'année, le second vise simplement des cas individuels, par exemple le cas d'un ouvrier embauché depuis un mois ou deux seulement, le troisième, les entreprises qui ne travaillent qu'une partie de l'année ; aucune de ces dispositions ne concerne donc le cas d'un ouvrier engagé à l'année, et ayant chômé par suite de maladie pendant un temps plus ou moins long dans les douze mois qui ont précédé l'accident. En vain a-t-on voulu voir ce cas régi par le 3^e paragraphe : on arrive en appliquant cette disposition à des résultats simplement absurdes. Cet alinéa dit en effet que le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'action que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année ; mais, faisait remarquer M. Martin, si nous supposons un chômage pour cause de maladie le gain a été absolument nul pendant le reste de l'année, la rente se calcule donc uniquement sur ce que l'ouvrier a effectivement touché : est-ce là ce qu'a voulu la Commission ? Si cela est, disait l'honorable député, devant l'absurdité d'un pareil résultat je ne me sens pas le courage d'insister, ce serait inhumain (1). Le rapporteur prétendit que la critique de M. Félix Martin portait à faux. « Si l'ouvrier est malade, disait M. Thévenet, on remplacera le salaire qui a manqué pendant la durée de l'interruption du travail par une appréciation qui aura pour base le salaire

(1) Sénat : séance du 18 mars 1898, p. 327, 2^e col. in fine.

gagné pendant le reste de l'année (1) ». Devant cette opinion du rapporteur les tribunaux n'hésiteront probablement pas mais il est juste de dire, qu'un tel résultat ne découle nullement du texte de la loi. Selon nous, il eût fallu y insérer l'amendement que proposait M. Félix Martin.

Une question de M. Léonce de Sal précisa également un point qui avait aussi son importance. Il s'agissait de savoir s'il fallait comprendre dans le salaire de l'ouvrier les heures supplémentaires qu'il est d'usage dans certaines corporations de consacrer au travail. Le rapporteur répondit affirmativement ; sur ce point encore, la controverse est donc à peu près improbable. Bien entendu, au cas où le travail ne serait pas continu, ce serait à l'ouvrier à fournir la preuve de la quotité de son gain extérieur (2).

CHAPITRE III

L'APPLICATION DU PRINCIPE

§ 1^{er}. — **Déclaration des accidents et enquête.**

198. Tout accident, dit l'article 11 (3), ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures par le chef d'entreprise ou ses pré-

(1) Sénat id. : p. 327, 3^e col. in medio. V. particulièrement sur la portée du mot gain, la discussion parlementaire.

(2) V. G. Drouineau : p. 51.

(3) Il nous semble utile de définir certains termes de ce texte qui pourraient prêter à quelques controverses. Ces mots : « tout accident » par lequel il débute, sont à notre avis excessivement comprehensifs, ils vi ent tout si.istre survenu, soit au cours du travail, soit à l'occasion du travail, soit dans l'usine, soit au dehors, soit par la faute du patron, d'un ouvrier, d'un tiers ou du blessé lui-même; quant aux

mots « ayant occasionné une incapacité de travail », ils donnent assez à entendre, que seuls, les accidents dont on est tenu de faire la déclaration, sont ceux qui ont entraîné une incapacité de travail de plus de quatre jours : ces Jerniers étant seuls régis par la loi. Cette opinion est aussi celle de M. Coulet, mais nous avouons qu'elle n'est pas absolument certaine. Il serait donc bon dans le doute de déclarer tout accident si insignifiant soit-il ; et c'est vraisemblablement, pour mettre leur responsabilité à couvert, ce que feront les chefs d'industrie. On voit des lors les complications.

posés, au Maire de la commune qui en dresse procès-verbal.

Cette disposition eut de nombreuses vicissitudes, elle émane véritablement de l'initiative de la Chambre des députés ; c'est elle, qui, rétablissant le texte qu'elle avait voté en 1893, confia au maire le soin de cette constatation. Le Sénat en 1896 en avait voulu faire une charge ou une prérogative du juge de paix. Au point de vue de la compétence, de l'impartialité de l'enquête, il est certain que ce choix était plutôt préférable, mais les difficultés d'ordre pratique étaient fort grandes, et comme toujours elles l'emportèrent. D'une part, il eût été bien difficile aux intéressés de faire la déclaration que réclamait d'eux le législateur ailleurs que dans le lieu de leur résidence ; et d'autre part une constatation exigeant un transport sur les lieux, il sembla plus logique d'en charger le Maire qui, habitant à proximité, était, et plus apte à se porter à l'endroit du sinistre, et plus instruit des causes et des personnes qui pourraient l'avoir produit. Observons qu'à toutes ces raisons s'ajoutait la force des précédents : grâce en effet aux articles 15 de la loi du 2 novembre 1892 et 11 de la loi du 12 juin 1893, les maires étaient déjà chargés de recevoir les déclarations (2). Le nouveau texte n'eut donc qu'à substituer ses dispositions à celles des textes déjà existants ; et ceux-ci, désormais inutiles, furent supprimés purement et simplement par le dernier alinéa de l'article 11.

198 *bis*. Quant à ce qui concerne la forme extérieure de la déclaration, et sur ce qu'elle doit contenir la nouvelle loi est moins explicite : il est cependant facile de la compléter sur ce point.

Le procès-verbal doit être rédigé sans frais ni timbre, on ne verrait trop l'utilité d'une semblable mesure ; et les énumérations qu'il doit contenir, sont celles qui sont communes à tous les procès-verbaux. La nouvelle loi, il est vrai, énonce simplement les noms et adresses des témoins de l'accident, mais c'est parce que le cas pouvait faire doute,

(2). En vertu de ces deux textes la déclaration était obligatoire, mais seulement dans le cas d'accident survenu dans les

établissements limitativement désignés dans les lois sus-indiquées : il en est de même avec la nouvelle loi.

et cependant, qu'une telle spécification était ici très importante. L'exiguité même de ses décisions sur ce point prouve qu'elle a voulu s'en référer au droit commun. Que serait, en effet, un procès-verbal contenant simplement l'énoncé de l'accident et l'unique nom des témoins. Nous n'insistons pas tant la chose est évidente. Le procès-verbal contiendra donc : la date, l'heure, le lieu de l'accident, les nom, prénoms, adresse, âge, profession de la victime, sa situation au point de vue de la nationalité et de la famille, français ou étranger, célibataire, marié ou veuf avec ou sans enfants, légitimes ou naturels reconnus, enfin les circonstances sommaires de l'accident, et les noms et adresses des témoins. Bien entendu c'est là, si nous pouvons nous exprimer ainsi, un procès-verbal idéal. Dans la plupart des cas il sera certainement moins complet. Nous verrons un peu plus loin comment l'enquête du juge de paix pourra suppléer à son insuffisance.

« A ce procès-verbal, nous dit le second alinéa de l'art. 11, doit être joint un certificat de médecin, indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. »

Nous nous contentons, pour le moment, d'énoncer purement et simplement cette formalité : l'article suivant nous apprendra suffisamment sa raison d'être et sa destination.

Les personnes auxquelles incombe le soin de faire cette déclaration, se divisent d'après la loi nouvelle en deux grandes classes : celles qui sont tenues de la faire, et celles au contraire qui peuvent la faire ou bien l'omettre. Les premiers sont le chef d'entreprise et ses préposés ; les seconds, la victime ou ses représentants. Cette formalité est donc une obligation pour celles-là, une simple latitude pour celles-ci. Observons que la déclaration faite par le chef d'industrie ou ses préposés, laisse le droit d'option de la victime absolument intact ; pour décider le contraire, il eût fallu un texte formel. A défaut d'une telle disposition, l'opinion la plus favorable à l'ouvrier doit être suivie, et celui-ci, pouvant avoir un intérêt évident à compléter ou modifier les dires de son patron tant au point des

circonstances de l'accident que de la liste de témoins (1), il importe en tout état de cause, de lui conserver son recours. « Le maire qui reçoit cette déclaration, poursuit l'article 11, doit en délivrer récépissé (2) au déclarant, et donner immédiatement avis de l'accident, soit à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail, soit à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise. » Il ne faut point confondre cet avis de l'accident qui doit être donné aux personnes que nous venons de nommer, avec la transmission du procès-verbal fait par le maire au juge de paix du canton. Cette formalité qui n'est en rien semblable, et quant aux pièces transmises et quant aux personnes auxquelles elle s'adresse, est, en ce qui concerne tout au moins la forme avec laquelle elle s'accomplit, une innovation de la loi du 10 mars 1898. Nous y arrivons à l'instant même.

199. « Lorsque d'après le certificat médical, dit l'art. 12, la blessure paraît devoir entraîner la mort, ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration, et le

(1) M. Coulet adopte aussi les mêmes conclusions que nous, mais il les légitime, à notre avis, par une raison bien contestable. Cet auteur prétend, que par ces mots, *la même déclaration*, le législateur a voulu exprimer que la déclaration *même complète* du patron, n'élève pas à la victime le droit de faire ou de faire faire une déclaration. Si c'est là ce qu'a voulu exprimer le législateur, il faut avouer qu'il l'a fort mal exprimé, mais tel n'est pas notre avis. La conclusion de M. Coulet est juste, elle se légitime par les raisons que nous donnons au texte ; et par ces mots, « la même déclaration » le législateur a voulu simplement exprimer qu'une déclaration semblable pourrait être faite (V. Coulet p. 48).

(2) Selon nous, M. Coulet commet encore ici une autre erreur. Il prétend que la remise par le maire du récépissé de la déclaration ne doit pas avoir lieu quand la victime fait ou fait faire la déclaration. Il en donne comme raison, que dans cette hypothèse, la déclaration est facultative. Aucune poursuite, pense-

t-il sans doute ne pouvant avoir lieu contre la victime parcequ'elle n'a pas fait cette déclaration, elle n'a pas besoin de s'en réserver la preuve.

M. Coulet oublie, que le maire, dès que la déclaration est faite, est soumis à certaines formalités ; s'il ne les fait pas, et si par suite l'affaire n'est pas poursuivie, la victime peut en souffrir, et le maire en est en tout cas responsable. Mais, pour se disculper, celui-ci peut prétendre que nulle déclaration ne lui a été faite. Comment, dès lors, la victime pourra-t-elle prouver le contraire, si la loi ne lui a point donné le droit d'exiger un récépissé. C'est là une raison déterminante qui nous fait combattre le système de M. Coulet.

Nous ajouterons en outre que le texte est parfaitement favorable à notre manière de voir, en effet c'est après avoir énoncé pour les patrons la nécessité ; et pour la victime la faculté d'une déclaration, qu'il édicte la formalité du récépissé ; donnant bien à entendre par là même qu'une telle formalité concerne l'une et l'autre hypothèse (V. Coulet p. 48).

certificat médical, au juge paix du canton où l'accident s'est produit. « Ainsi, ce n'est pas dans tous les cas où la blessure se trouve avoir occasionné une incapacité de travail, que la transmission de la copie est exigée, mais seulement lorsqu'elle semble devoir entraîner la mort, ou une incapacité permanente (1). L'incapacité temporaire ne donne pas lieu à une telle mesure. « La loi laisse ainsi, dit M. Drouineau, à l'appréciation communé du maire et du médecin, ou mieux à l'appréciation du maire seul, sur l'avis du docteur (2), le soin de décider si la nature des lésions motive l'envoi de la déclaration au juge de paix. » Or une pareille appréciation, comme le remarque le même auteur, est fort délicate; « car il pourra arriver souvent qu'un blessé, qui d'après les pronostics devait rester infirme, guérira, et que, par contre, celui pour lequel le médecin aura pronostiqué une incapacité temporaire reste infirme ». Cette critique est fort juste, malheureusement nous ne voyons pas trop comment le législateur eût pu y obvier.

« Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet avis, poursuit l'article 12, le juge de paix procède à une enquête à l'effet de rechercher :

« 1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident.

« 2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent.

« 3° La nature des lésions.

« 4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité.

« 5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes. »

Conformément au droit commun, le juge de paix peut, évidemment, se faire assister d'un expert pour cette enquête, mais il sera presque toujours obligé de se transporter sur les lieux et c'est un grand inconvénient ; peut-être eût-il mieux valu consacrer les dispositions de certains projets antérieurs qui voulaient confier les enquêtes « à des agents spéciaux, inspecteurs du travail, créés pour les besoins de la loi. » Il suffira pour terminer ce chapitre de renvoyer

(1) Et bien évidemment aussi lorsque la victime est morte sur le coup.

(2) En fait l'avis du médecin sera prépondérant.

aux articles 13 et 14 dont le sens assez clair ne nécessite que peu de commentaires. Ces articles, d'ailleurs, n'ayant soulevé aucune protestation dans l'une ou l'autre Chambre (1), nous nous contenterons des quelques observations qui vont suivre.

La première partie de l'article n'est que la reproduction des dispositions adoptées par la Chambre des députés à la suite du rapport de M. Ricard. Le but du législateur, en réglant expressément la procédure de l'enquête, fut d'assurer la découverte rapide des véritables causes de l'accident.

« L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes « prescrites par les art. 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettres recommandées. »

Il est inutile d'insister sur les textes énumérés dans cet alinéa. Les dispositions du Code de procédure sont assez connues, et la nouvelle loi s'en réfère explicitement au droit commun. L'article 39, toutefois, mérite une mention particulière. Ce texte dispose que dans toute cause sujette à appel, le procès-verbal de l'audition des témoins est exigé ; il en résulte que les décisions sur les incapacités permanentes du travail (2) étant susceptibles d'appel (3), donneront toujours lieu à la rédaction d'un nouveau procès verbal. Cette solution, incontestablement logique, est encore fortifiée par les termes de l'article 13. Le juge de paix, nous dit cet article, avertit par lettre recommandée les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront pendant un délai de cinq jours en prendre connaissance, et s'en faire délivrer une expédition. L'on ne peut dire d'une façon plus explicite que l'enquête doit toujours être consignée par écrit.

199 bis. Le texte de l'article 13 offre malheureusement quelques autres lacunes qui sont plus difficiles à combler.

(1) Cependant les mots : « et en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des mineurs » furent ajoutés par voie d'amendement : v. Ch.

des députés, séance du 28 octobre 1897 p. 2.233, 3^e col. in fine.

(2) Il ne s'agit ici que de celles-là, l'art. 12 en est une preuve.

(3) Voir art. 15 et 17.

M. Coulet pensait en découvrir une dans le premier alinéa, qui ne dit, ni par qui, ni comment, seront convoqués les témoins. Nous ne partageons point cette manière de voir. Il était inutile de charger le juge de paix de ce soin ; il est évident que de droit il lui incombe : c'est à celui qui fait un acte d'en réunir les éléments. En ce qui concerne le mode d'avertissement qui doit être suivi à l'égard des témoins, M. Coulet nous semble également dans l'erreur. Il s'autorise du silence gardé par le législateur à cet égard, pour invoquer un argument analogique. Se basant sur la disposition du § 1^{er} de l'art. 13, il décide que les témoins devront être convoqués par lettre recommandée. L'analogie entre la victime et le témoin, pourrait être tout d'abord contestée ; mais l'admit-on, ce que d'ailleurs nous n'hésitons point à faire, les conséquences qu'en veut déduire M. Coulet n'en sont pas moins fausses. Remarquons, tout d'abord, que l'intention du législateur dans la finale de notre alinéa, n'a certainement pas été d'édicter les règles précises que devrait suivre la formalité de la convocation. S'il a atteint ce but, il ne l'a atteint qu'incidemment. Son intention très nette était de fixer les conditions requises, pour que l'on pût valablement poursuivre l'enquête hors de la présence des parties intéressées. Cette remarque, lorsqu'il s'agit d'un argument analogique a déjà son importance ; on ne transforme pas une réglementation incidente, en une disposition principale. Bien plus, eût-il décidé qu'une lettre recommandée était nécessaire, de prime abord et sans autre avertissement, pour appeler les parties en cause ; il ne s'ensuivrait nullement qu'une telle conduite fût logique à l'égard des témoins. Ceux-ci beaucoup plus nombreux généralement, peuvent être remplacés les uns par les autres, la victime n'a pas un intérêt capital à ce qu'ils témoignent tous ; il est au contraire d'une importance très grande qu'elle-même soit touchée par un avertissement formel qui va lui permettre de formuler ses dires, ou de combattre ceux de son adversaire ; car quelle autre personne pourrait ici la suppléer ?

Ce n'est pas tout ; au point de vue des frais qu'entraîne ce mode de convocation, on conçoit très bien une diffé-

rence entre ces deux catégories de personnes. Convoquer de suite tous les témoins par lettres recommandées, ce serait là de véritables frais frustratoires ; il n'en est pas de même pour les parties intéressées, généralement beaucoup moins nombreuses.

Pour toutes ces raisons, nos conclusions sur ce point seraient diamétralement opposées à celles de M. Coulet, et nous pensons que le juge, pour faire entendre le témoin, ne devra user de la lettre recommandée, que dans des cas rares et urgents, et en tous cas à la dernière extrémité.

Mais où nous partageons l'avis de M. Coulet, c'est lorsqu'il regrette que la loi fût muette sur la sanction de non comparution des témoins. Voilà une véritable lacune, d'autant plus grave que les règlements d'administration publique qui vont intervenir n'ont point qualité pour la combler.

Le reste de l'article est véritablement clair et nous renvoyons à sa rédaction. Il est impossible, selon nous, d'y trouver matière à controverse. Le certificat médical ne paraissant pas suffisant, le juge de paix peut désigner un médecin ; rien de plus simple. Si l'enquête est difficile, il peut se faire assister d'un expert, c'est en tout point le droit commun. Tout le 5^e alinéa s'explique de même très facilement ; il était inutile de procéder à la nomination d'un expert dans les entreprises où le magistrat trouve à sa disposition des fonctionnaires compétents et susceptibles de l'éclairer.

Enfin, à moins de circonstances exceptionnelles, le procès-verbal ayant été clos dans les dix jours qui suivent l'accident, doit être transmis au greffe, où les parties, dûment averties, ont cinq jours pour en prendre connaissance.

L'article 14 ne souffre non plus aucune difficulté ; il édicte des sanctions contre les personnes qui, tenues de faire la déclaration, s'en sont cependant abstenues. On s'y référera (1).

(1) V. Coulet, p. 14 sur cet article.

§ 2. — La Compétence

200. En matière d'accidents de travail, la compétence varie, suivant qu'il s'agit des frais funéraires, des frais de maladie, des indemnités temporaires; ou des autres indemnités. Les premières sont de la compétence du juge de paix qui statue en dernier ressort; les secondes, de la compétence du président ou du tribunal suivant des distinctions que nous aurons à indiquer.

Voici comment à ce sujet s'exprime tout d'abord l'article 10 :

Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise, relatives aux frais funéraires, aux frais de maladies ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort, par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit à quel que chiffre que la demande puisse s'élever.

L'initiative de cette mesure appartient au Sénat. C'est lui, qui, le premier, en 1896, décida que la juridiction des juges de paix serait compétente pour régler les indemnités dues en cas d'accident, et à la séance du 21 oct. 1897 cette disposition fut maintenue par la Chambre des députés; non sans que quelque opposition s'y produisit cependant. A peine, en effet, le président avait-il lu cet article, que M. de Mun demanda la parole. L'éminent orateur désirait écarter l'innovation sénatoriale, il voulait ramener l'opinion et les sympathies de la Chambre au système de la juridiction arbitrale dont le principe était contenu dans l'article 18 de la loi de 1896. Le rapporteur repoussa l'amendement proposé en ce sens par M. de Mun pour une raison d'opportunité. « Il ne s'agit pas seulement de faire une loi, il s'agit de la faire voter par les deux assemblées. » Or, jamais, disait-il, on n'arriverait à vaincre sur ce point les résistances intraitables du Sénat. La Chambre se rangea à cet avis, et tout en approuvant l'idée de M. de Mun, adopta l'article 15, tel que le proposait la commission (1).

(1) Chambre des députés : séance du 28 octobre 1897, p. 2.224, 1^{re} col. in fine.

Certes, ce fut là une très heureuse solution, mais le rapporteur sans grand inconvénient aurait pu prendre la peine d'en donner quelques raisons meilleures. Nous reprocherait-on de nous laisser entraîner par le côté social de la question, si, avec M. Thévenet (1), nous faisons observer qu'une bonne législation doit tendre sans cesse à maintenir l'unité de juridiction. Ce serait vraiment un inextricable dédale, si chaque loi spéciale se créait des tribunaux particuliers. Les abus qui sévissaient avant la révolution auraient alors de beaux jours.

Toutefois l'on n'évitait une exception que pour retomber dans une autre. On conservait bien le juge de droit commun, mais on lui donnait des pouvoirs anormaux. Alors, qu'en règle générale, le juge de paix ne peut statuer en dernier ressort que sur une demande ne dépassant pas 100 fr., la nouvelle loi accordait à ce magistrat, dans un cercle restreint il est vrai, une compétence absolue. Cette proposition fut en première délibération vivement critiquée au Sénat.

200 *bis*. Était-ce avec juste raison, ou n'était-ce là au contraire qu'une querelle inconsiderée ? il est difficile de le dire aujourd'hui. Il est certain que le juge de paix offre au point de vue du recrutement, et partant de la compétence professionnelle, de moindres garanties que les magistrats des tribunaux civils ; mais pour statuer sur des indemnités temporaires cette compétence est-elle bien nécessaire ? Le juge de paix fut avant tout créé pour exercer, simplement et à peu de frais, les attributions qui conviennent à un magistrat facile à aborder, prompt à juger, rapproché des plaideurs et personnellement connu d'eux. Ce sont là des caractères qui conviennent parfaitement lorsqu'il s'agit de régler entre un patron et la victime le quantum des indemnités temporaires : sur ce point nulle difficulté ; mais où l'on commence à hésiter, c'est lorsqu'il s'agit de savoir si la loi a sagement agi en attachant aux arrêts d'un tel juge, et pour de telles sentences, le caractère

(1) Sénat : séance du 3 mars 1898, p.231, 1^o col. in medio.

du dernier ressort. Tout dépendra des circonstances. Si les indemnités temporaires ne montent pas à un taux trop élevé, si surtout elles ne se multiplient pas dans une proportion trop grande, notre législateur en supprimant un degré de juridiction se trouvera avoir fort heureusement agi ; il aura pu de cette sorte éviter de nombreux procès. Mais si le contraire se produit, nous craignons alors que l'on ne soit obligé de modifier la loi (1). Juridiquement, un grand intérêt ne peut être compatible avec une infime juridiction lorsqu'elle est sans appel.

En dernière délibération, le même article suscita encore une critique, puis un amendement de la part de M. Félix Martin. « Si l'accident se produit en dehors du canton où est situé l'atelier ou le dépôt auquel l'ouvrier est attaché, disait l'honorable sénateur, l'action doit pouvoir être portée devant le juge de paix du domicile de l'ouvrier. » Le rapporteur repoussa cet amendement avec juste raison et voici quelle était l'économie de son raisonnement. Tout accident entraîne, disait-il, une enquête, afin de savoir dans quelles conditions l'accident s'est produit, et cette enquête doit être faite forcément par le juge de paix du lieu du sinistre. Si celui qui est appelé à juger est un juge de paix différent, il se produira des complications incessantes dans le cours de la justice, et ce sera là assurément de bien mauvaises conditions pour obtenir une décision équitable. Le Sénat consulté suivit son rapporteur (2) ; et le texte fut définitivement consacré tel que nous le voyons aujourd'hui.

Ce n'est point à dire que cet article soit encore parfait, et qu'il ne soulèvera pas, lors de l'exécution de la loi, des difficultés immédiates. Déjà les commentateurs ont cru découvrir dans sa rédaction certaines omissions. M. Drouineau pensait qu'il eût été prudent de déterminer ses

(1) Il est vrai que l'on pourr'ait nous demander d'être plus affirmatif. Le vis-que professionnel a déjà fonctionné à l'étranger ; il pourrait y avoir là matière à décision certaine. Malheureusement, il faut être très exercé pour dénombrer les statistiques ; sinon l'on se trompe doublement, puisque l'on a la certitude d'être

dans le vrai : V. séance du Sénat du 4 mars 1898 : Discours de M. Wadington et Thévenet : tous deux étaient d'un avis contraire, et tous deux invoquaient les statistiques, p. 253 et suivantes :

(2) Sénat : séance du 18 mars 1898, p. 330, 2^e col. in medio.

conditions d'application (1). « A partir du cinquième jour de l'accident, le patron devra-t-il verser journallement à l'ouvrier son demi-salaire, ou pourra-t-il ne le lui verser qu'aux époques ordinaires du paiement des salaires ? Pendant combien de temps pourra-t-il être tenu de servir cette indemnité ? Le patron sera-t-il exposé à être cité par son ouvrier dès le cinquième jour de l'accident, ou pourra-t-il en prenant les devants, c'est-à-dire en assurant le paiement régulier de l'indemnité, se prémunir contre toute poursuite. » A toutes ces questions M. Drouineau donne une réponse affirmative. A partir du cinquième jour, écrit-il, le patron est débiteur d'une allocation journalière proportionnelle au salaire de la victime, il peut donc lui en assurer le service; et il ajoute : l'ouvrier serait malvenu « à prétendre toucher son indemnité plus tôt qu'il n'eût touché le salaire s'il fût resté valide; il devra se contenter de recevoir la prime alimentaire aux dates où il la recevait d'ordinaire. Quant à la question que suscite, dans l'esprit de M. Paul Coulet la lecture de l'article 15, et qui consiste à se demander de quelle façon sera désigné l'huissier chargé d'instrumenter gratis ; elle nous paraît sinon moins importante, du moins d'un intérêt plus mince. Nous renvoyons à la discussion qu'en a faite cet auteur (2). Nous n'en dirons pas autant de celle qui préoccupait le même juriste à la fin de son commentaire : il s'agissait de savoir si les sentences du juge de paix, assurément en dernier ressort puisque la loi le dit formellement, seraient aussi non susceptibles d'un pourvoi en cassation. M. Coulet admet qu'elles peuvent être déferées à la juridiction de cette haute cour, puisque nul texte ne s'y oppose ; c'est le droit commun, et nous souscrivons à cette opinion.

Nous en avons ainsi terminé avec les hypothèses où s'agit une question de frais funéraires, de frais de maladie et d'indemnités temporaires, mais ce ne sont là, avons-nous dit, que des hypothèses particulières; et il nous faut main-

(1) L'rouineau. Commentaire, p. 59 in fine. | (2) Paul Coulet, p. 56.

tenant examiner toutes les autres : l'article 16 les régit :

En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement convoque, dans les cinq jours à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui statue, comme en matière sommaire, conformément au titre 24 du livre XI du code de procédure civile.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal surseoit à statuer, et l'indemnité temporaire continue à être servie jusqu'à la décision définitive.

Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision. Sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel.

Disons de suite, que cet article ne donna lieu à aucune difficulté devant les Chambres : la commission du Sénat apporta simplement, lors de la délibération publique, une légère modification à sa rédaction, et passa de suite à l'examen des règles qu'il édicte.

Voici, tout d'abord, comment l'on peut résumer les dispositions qui régissent l'ensemble de la procédure (1) :

1° L'accident est déclaré dans les 48 heures au maire de la commune (art. 11.) avec certificat médical.

2° Lorsque la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle du travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et du certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

Celui-ci procède à une enquête dans les 24 heures de la réception (art. 12.)

3° L'enquête doit être close dans les dix jours à partir de l'accident (art. 13.)

4° Les parties ont un délai de cinq jours pour prendre connaissance de l'enquête au greffe ; à l'expiration de ce délai, le dossier est transmis au président du tribunal civil (art. 13.)

5° Lorsque l'accident a occasionné la mort, ou déterminé une

(1) Nous cumblons ici les dispositions | particulièrement de l'art. 13. afin de
de l'art. 16, avec celles d'autres articles, | présenter un tableau d'ensemble.

incapacité de travail permanente, absolue ou partielle, le président convoque les parties dans les cinq jours de la transmission du dossier : c'est-à-dire dans les vingt jours de l'accident (art. 12 et 13.)

Le président fait acte ici non de juridiction contentieuse, mais de juridiction gracieuse : il joue, comme on l'a fort bien dit, le rôle de conciliateur. S'il parvient à établir un accord il doit en dresser acte et, dit le second alinéa de l'article 16, il fixe définitivement l'indemnité à laquelle ont droit les parties. M. Coulet fait observer finement qu'en rédigeant cet alinéa, nos législateurs ont été un peu vite en besogne, et nous avouons nous rallier absolument à l'ensemble de cette critique. Elle est juste, lorsqu'il prétend que la fixation faite par le président n'est jamais définitive ; l'art. 19 de la loi se charge de nous le prouver, en nous annonçant, qu'en cas d'atténuation ou d'aggravation de l'indemnité, la demande en revision de l'infirmité est ouverte pendant trois ans aux parties ; elle est également fondée, lorsque le même auteur nous dit, qu'il ne sera pas possible d'être fixé, quinze jours après un accident, sur les conséquences des blessures qui peuvent en résulter. Ce délai de quinze jours, on s'en souvient, est celui dans lequel l'enquête doit être close et le dossier consulté (art. 136).

Il est juste d'ajouter, cependant, qu'en ne fixant pas un délai fatal dans lequel le président doive à son tour statuer, le texte semble avoir répondu par avance à une partie de cette critique. Peut-être, en s'appuyant sur le silence de la loi à cet égard, et pour acquérir de plus amples informations, serait-il loisible au président de rendre son ordonnance quelques heures ou quelques jours plus tard (1).

203. Nous venons d'examiner ainsi l'hypothèse où l'accord existe entre les parties intéressées, dans le cas contraire, dit le 3^e alinéa, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui statue comme en matière sommaire. Mais la loi nouvelle, n'ayant pas dispensé expressément ces sortes de demandes du préliminaire de conciliation tel qu'il est

(1) Voir sur cette question Coulet, p. 61.

réglé par le Code de procédure civile, on pourrait se demander si cette formalité est nécessaire. M. Coulet, que préoccupait cette question, conclut fort justement pour l'affirmative; mais il fait observer que la comparution devant le président du tribunal, telle qu'elle est réglée au 1^{er} alinéa de l'article 16, suffira, dans la plupart des cas, à remplacer cette formalité. Il n'en est pas moins fort utile de faire remarquer que, sur ce point, le droit commun régit l'introduction de la demande; car si l'on suppose qu'aucune des deux parties n'a comparu sur la convocation du président, la victime, pour avoir le droit de poursuivre l'auteur de l'accident « devra satisfaire au préliminaire de conciliation (1). » Le 4^e alinéa de l'article offre une petite difficulté; il décide que si la cause n'est pas en état, le tribunal surseoit à statuer pour provoquer une enquête complémentaire : pendant ce temps, est-il dit, l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive. Cette disposition est justement critiquée par les commentateurs. L'art. 16, dit-on, vise simplement les cas d'infirmité *permanente* partielle ou totale, et dans ce cas, jamais une indemnité temporaire ne sera due; comment donc un simple sursis pourra-t-il avoir pour effet de décider qu'elle *continuera* à être versée? On serait peut-être tenté de soutenir que le mot seul est impropre, et que le législateur, en édictant une telle disposition, a eu justement en vue dans notre alinéa, d'établir le droit à une indemnité temporaire en cas de sursis; mais cette explication est encore insuffisante. Elle se heurte au dernier paragraphe de l'article 16 qui suit immédiatement celui dont nous nous occupons : « le tribunal *pourra* condamner le chef d'entreprise à payer une provision » y est-il dit. Cette expression indiquant une indemnité purement facultative, dont la délivrance est soumise au bon plaisir du magistrat, ne peut laisser sup-

(1) Sic Drouineau, p. 63. Quant à savoir quel est le caractère de l'ordonnance, il ne faut pas oublier que nous sommes ici en matière de juridiction gracieuse, par conséquent que cette ordonnance n'a que le caractère d'un con-

trat judiciaire, et n'emporte pas force exécutoire. La remarque a de l'intérêt quand il s'agit de savoir quelle juridiction doit être saisie, en cas de contestation de l'ordonnance.

poser, que deux lignes auparavant, le législateur avait dans l'esprit l'intention d'accorder un droit ferme à la victime. A l'encontre des deux commentateurs qui se sont déjà occupés de la question, nous pensons que ce dernier alinéa doit être seul suivi, et que c'est bien lui qui reflète l'intention du législateur. Nous expliquons le trouble qui règne dans tout cet article par une simple interversion d'alinéa; à notre avis, le quatrième devrait être le dernier, et le dernier le quatrième. Le texte est alors beaucoup plus clair; et son sens est celui-ci : Le tribunal peut condamner le chef d'entreprise à fournir une provision, et dans le cas où il l'a fait et où il surseoit à statuer parce que la cause n'est pas en état, l'indemnité temporaire continue à être servie jusqu'à la décision définitive. Que voit-on là d'anormal et de tellement irrationnel ? Nous le répétons, la solution de cette question que certains voient si difficile est, pour nous, dans une simple transposition d'alinéas (3).

La dernière innovation de cet article, dont nous ayons à parler, concerne l'exécution provisoire du jugement allouant la provision. La décision du tribunal, est-il dit, est sur ce point exécutoire nonobstant appel. L'art. 135 du Code de procédure qui accorde l'exécution provisoire de certains jugements ayant un caractère alimentaire avait permis à quelques arrêts de la jurisprudence de consacrer cette solution ; mais beaucoup pensaient qu'un tel article, essentiellement limitatif, ne pouvait être généralisé. La controverse était donc vive sur ce point, il est heureux que par une disposition expresse, la loi nouvelle ait tranché la difficulté.

§ 3. — De l'Appel.

204. Pour l'une et l'autre partie la possibilité d'en appeler

(3) Cette opinion est singulièrement confirmée par les travaux parlementaires. Cet alinéa en effet était primitivement le dernier : il fut changé de place sur une observation de M. Félix Martin, qui prétendait qu'avec une telle disposition, n'était pas permis aux ayants droit de la victime d'obtenir une provision. Si la question faisait doute, elle

est aujourd'hui tranchée, puisque cette interversion d'alinéas a été faite dans le but unique d'accorder une provision aux ayants droit ; mais nous devons faire remarquer, que si le débat n'avait point porté sur ce point particulier, le texte, même ainsi rédigé, serait peu clair à cet égard. (V. Sénat : séance du 4 mars 1898, 1^{re} et 2^e col.

à une juridiction supérieure, est une innovation du Sénat ; la Chambre l'avait niée formellement : « Les jugements rendus en vertu de la présente loi ne sont pas susceptibles d'appel, proclamait-elle, ils sont exécutoires de plein droit ». C'était ainsi que le 28 octobre 1897 le texte avait passé à la Chambre, et qui plus est, avait passé sans encombre. Mais le Sénat refusa de suivre une voie parallèle, et consacra au contraire, au profit des parties, le droit absolu à l'appel. Le rapporteur en donnait lors de la première délibération les raisons suivantes : « Les litiges, disait-il, ont souvent dans notre loi une réelle importance. En cas d'incapacité absolue et permanente, il ne s'agit de rien moins que de 1.000 fr. par an ; parfois des questions délicates doivent être appréciées : le caractère de la faute, la réduction qu'a subie le salaire annuel ; il serait dangereux que sur toutes ces questions la première juridiction appelée à les examiner fût une juridiction souveraine » ; et suivant la décision intervenue, faisait-il remarquer, tous ces points peuvent présenter alternativement autant d'intérêt pour l'ouvrier que pour le chef d'entreprise. Ces raisons étaient extrêmement sérieuses ; et la seule qu'on pût leur opposer, c'est-à-dire la lenteur d'une décision définitive, conséquence d'un degré de juridiction supplémentaire, disparaissait devant la suite de l'article, n'accordant qu'un délai de quinzaine à partir de la prononciation du jugement pour interjeter appel. Ajoutons que malgré le silence du Code, nous pensons avec M. Coulet, que le bénéfice de l'assistance judiciaire, accordée formellement à l'ouvrier par la nouvelle loi en première instance, ne saurait lui être refusé devant la Cour : *et eadem est ratio* (1).

205. Si le jugement est par défaut, le point de départ pour interjeter appel n'est plus le même. On sait que, suivant le droit commun, la voie de l'appel n'est ouverte à

(1) Il y a dans cet article des difficultés de procédure dans lesquelles nous ne voulons pas entrer : Comment, entre autres, en cas de jugement contradictoire, les parties seront-elles prévenues du prononcé du jugement afin de pouvoir

interjeter appel : v. sur cette question : Coulet, p. 67 et suivantes. A l'encontre de cet auteur nous trouvons que dans le silence de la loi, le droit commun doit être suivi sur ce point.

l'égard de tels jugements que lorsque l'opposition n'est plus recevable; et les règles, régissant la non recevabilité elle-même de l'opposition, ne sont pas les mêmes, suivant qu'il s'agit d'un jugement par défaut faute de comparaître, ou d'un jugement par défaut faute de conclure. Lorsque le jugement est par défaut faute de conclure, l'opposition est recevable pendant la huitaine qui suit la signification à avoué, l'expiration de ce délai est donc le point de départ du délai de quinzaine que fixe pour l'appel la nouvelle loi. Lorsque le jugement est par défaut faute de comparaître, l'opposition devrait être recevable tant que le jugement n'a pas reçu un commencement d'exécution : « Il suit de là, dit M. Garsonnet, qu'il n'existe pas en cette matière un véritable délai d'opposition, c'est-à-dire un laps de temps après lequel l'opposition n'est plus recevable (1) ». Il n'en est pas de même avec la nouvelle loi : « En cas de jugement par défaut contre partie, nous y est-il dit, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification, l'opposition n'est plus recevable (2). C'est donc là le point de départ du délai de quinzaine d'appel. Ainsi, pour nous résumer, dans le délai de trois semaines parfois, d'un mois toujours (3), toute sentence basée sur la nouvelle loi est irrévocablement définitive. Le législateur, en édictant ces règles, a fait preuve d'une grande sagesse, il a montré un souci éclairé de la situation précaire, dans laquelle eût été laissé l'ouvrier, par suite d'une indemnité indéfiniment retardée ou longtemps contestée (4). La même idée s'imposait au législateur lorsqu'il décidait dans le dernier alinéa, que la Cour statuerait d'urgence, dans le mois de l'acte d'appel. L'article se termine en réservant formellement aux parties le droit de se pourvoir en cassation; l'on n'a pas envisagé ici la

(1) Garsonnet, p. 451. Traité de procédure civile.

(2) C'est en 1^{re} d libération, une observation de M. Théodore Girard, qui amena la commission à remanier cette disposition. Voir sur cette question le très intéressant discours de cet orateur : Séance

du Sénat du 4 mars 1898. p. 255, 3^e col. in principio.

(3) Pour les jugements par défaut bien entendu, et à partir de la signification, soit à avoué soit à partie.

(4) Voir pour la question de délai et de procédure. Coulet p. 70.

question des délais; aussi bien, la chose était assez inutile, le pourvoi en cassation n'étant jamais suspensif de l'exécution d'un jugement; peu importe donc la durée dans laquelle cette voie de recours reste ouverte, puisque durant tout ce temps, le droit à l'indemnité est né, et reste ferme au profit de l'ouvrier. Le droit commun s'appliquera donc ici, et le délai sera de deux mois avec les augmentations de distance.

206. Une dernière remarque nous reste à faire; elle émane de M. Coulet et elle est très juste : c'est qu'il n'est pas dérogé aux règles générales régissant les voies de recours, en ce qui concerne les jugements rendus contre l'auteur de l'accident autre que le patron ou ses préposés. Pour l'affirmer, le commentateur fait remarquer la précision des termes par lesquels commence l'article : « *Les jugements rendus en vertu de la présente loi.* » Or, dit-il, lorsqu'une victime intente une action contre l'auteur responsable qui n'est ni le patron ni son préposé, elle agit en vertu de l'art. 1382, et de l'article 1382 seulement, elle doit donc être soumise au droit commun; et par suite, ni les délais d'appel ne sont abrégés, ni l'admission à l'assistance judiciaire ne sera de droit pour elle. Outre cette raison purement de texte, M. Coulet donne de cette solution une raison plus profonde; c'est que chaque fois qu'un accident de travail rentrant dans les termes de l'article 1^{er} engagera la responsabilité d'un tiers, celle du patron le sera également. La victime, recevant par conséquent l'indemnité légale, « et se trouvant dès lors en état de subvenir à ses besoins, il lui est possible d'attendre les délais ordinaires pour faire juger son action supplémentaire contre les tiers. »

§ 4. — De la Prescription

207. « L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an, à dater du jour de l'accident », telle est la teneur de l'article 18, consacrant une dérogation aux règles générales de la prescription trentenaire ou de trois ans. Quelle est la raison de cette anomalie? M. Ricard nous

la révèle (1) : « Il y a un grand intérêt pour les patrons à ce qu'on n'attende pas, parce qu'il est nécessaire que toutes les difficultés naissant à l'occasion du risque professionnel soient réglées le plus rapidement possible ». Ainsi s'exprima l'honorable député, et cette phrase fut énoncée en réponse à une observation de M. Albert Cliché qui, lui, trouvait la prescription de trois ans beaucoup trop courte. En cas de maladie, disait-il, si la victime est à l'hôpital, elle pourra voir son action prescrite avant d'avoir eu la possibilité matérielle d'agir, ce qui est souverainement inique. M. Ricard lui répondit fort justement qu'une telle éventualité n'était guère à craindre, parce que, par le jeu même de la loi, dès qu'un accident se serait produit, le juge de paix tenu de procéder à une enquête devrait se rendre auprès de la victime; soit à son domicile, soit à l'hôpital, et que celle-ci ainsi avertie de l'étendue de son droit pourrait incontestablement agir (2). Une autre difficulté qu'aurait pu faire surgir le texte un peu trop concret de l'article 19, fut écartée grâce à l'intervention de M. Marc Sauzet, et cette partie de la loi ainsi commentée devint fort claire. Il s'agissait de savoir, si la prescription d'un an s'appliquait à l'action réservée par l'article 7 contre les auteurs de l'accident autres que le patron et ses ouvriers, ou si au contraire elle ne concernait que l'action en indemnité prévue par l'article 3. M. Louis Ricard répondit que seule l'action du risque professionnel était éteinte au bout d'un an, et qu'en ce qui concernait les autres actions exercées en vertu des principes généraux du droit, elles n'étaient pas réglementées par l'article de la nouvelle loi. Le texte d'ailleurs était assez

(1) Chambre des députés : Séance du 28 octobre 1897, p. 2225, 3^e col. in medio.

(2) Peut-être eût-on mieux pallié à cet inconvénient en déclarant que la prescription ne commencerait à courir qu'à partir de la déclaration; cette mesure aurait eu de grands avantages, entre autres celui de forcer le patron à faire cette déclaration.

Avec le texte, tel qu'il est rédigé, M. Coulet fait observer que dans certaines

hypothèses la prescription n'aura pas lieu de s'exercer, puisque « dans les cas de blessures entraînant une incapacité partielle ou totale, le président du tribunal civil devait d'office convoquer les parties et agir en quelque sorte comme *negotiorum gestor* de la victime », mais la prescription retrouve sa raison d'être :

1^o Dans le cas d'incapacité temporaire où la victime doit mettre elle-même la procédure en action.

clair et M. Coulet l'a montré. L'article 18, dit cet auteur, soumet à la prescription d'un an l'action en indemnité, et ces mots désignent dans la loi l'action prévue par l'article 3. Quand le législateur veut indiquer l'action prévue par l'article 7, il emploie toujours les expressions d'action en réparation du préjudice. Cette dernière action suivra en tout point les règles générales, elle se prescrira donc tantôt par trente ans, tantôt par trois ans, suivant que l'infraction dont elle est issue revêt un caractère civil ou pénal (1).

§ 5. — De la Revision.

208. Si l'on peut s'exprimer ainsi, la possibilité d'intenter une action en revision est la contre partie de la rapidité avec laquelle la nouvelle loi permet à l'ouvrier d'obtenir une indemnité.

Après une décision rendue en quelques jours, et basée bien plus sur des probabilités que sur des données exactes, il était nécessaire, pensons-nous, de prévoir l'hypothèse où la situation de la victime viendrait à s'aggraver ou à s'améliorer; l'article 19 le fit :

« La demande en revision de l'indemnité, fondée sur une
« aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime,
« ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est
« ouverte pendant trois ans à dater de l'accord inter-
« venu entre les parties, ou de la décision définitive. »

M. Coulet, fidèle à sa distinction entre l'action en indemnité et l'action en réparation du préjudice, fait encore remarquer qu'ici le texte est très formel; il s'agit de revision de l'indemnité, par conséquent d'une sentence basée sur

2° Dans le cas d'incapacité permanente, lorsque l'accord devant le président du tribunal n'a pu avoir lieu. La victime doit alors se pourvoir devant le tribunal.

3° Dans le cas d'incapacité permanente lorsque la déclaration n'a pas été faite. (Coulet, p. 73.)

1) Nous pensons avec M. Coulet, que cette prescription ne court pas contre les mineurs; la nouvelle loi n'en dit rien,

mais c'est là le droit commun; pour soutenir le contraire, on pourrait être tenté d'arguer de l'article 2278 du Code civil, cet article déclarant que les petites prescriptions courent contre les mineurs. Mais cet article est une disposition exceptionnelle et partant n'est pas susceptible d'extension. Dans le silence de la loi, l'article 2252 du Code civil qui forme la règle générale doit être appliqué.

l'article 3, l'article 7 est en dehors de ses dispositions. Dans cette dernière hypothèse, la victime ou le patron ont trente ans ou trois ans pour faire réviser la sentence, suivant les distinctions admises lorsqu'il s'agit de la prescription d'un délit ou quasi délit, et conformément au droit commun.

Quant au délai de trois ans, il a été critiqué. Le même commentateur pensait que l'on aurait pu sans inconvénient ne pas fixer de délai absolu et rester dans le droit commun. Tel n'est pas notre avis ; il nous paraît parfaitement modéré et approprié à l'espèce, et nous souscrivons pleinement à ce qu'en disait M. Poirrier en 1896 : « Une période plus courte aurait pu ne pas être suffisante, et une période plus longue aurait eu l'inconvénient de laisser une situation provisoire se prolonger trop longtemps. »

Le dernier alinéa de l'article s'opposant à ce que le titre de pension soit remis à la victime avant l'expiration de trois ans, fut édicté par suite de considérations d'ordre pratique. Il faut observer en effet que l'action en révision est ouverte à l'ouvrier comme au patron (1). La disposition dont nous nous occupons en ce moment, ayant pour effet d'obliger la victime à se présenter elle-même pour toucher les arrérages de sa rente, le patron lui demandera évidemment de justifier de son état, et par là même, la surveillance en sera facilitée (2).

§ 6. — De la Transaction.

209. Bien que nul article ne parle positivement de la transaction, nous croyons utile d'en dire quelques mots ici. Nous avons vu, avec l'article 1382, sous l'empire du système de la jurisprudence, quel était le rôle d'un sem-

(1) En cas d'aggravation de son état, l'ouvrier demandera simplement un supplément d'indemnité, jusqu'à concurrence de celle à laquelle il a droit ; en cas d'atténuation de l'infirmité, le patron réclamera une indemnité proportionnelle à ce nouvel état ; dans les deux cas, l'une et l'autre demande porteront atteinte au

principe de la chose jugée.

(2) Voir Coulet, p. 82. Cet auteur prétend, avec juste raison, qu'il pourrait y avoir de graves inconvénients à laisser entre les mains des patrons le titre de pension ; il souhaite qu'un règlement d'administration publique vienne sur ce point compléter la loi.

blable contrat. Valable après l'accident, il était dénué de toute efficacité, avons-nous dit, lorsqu'il intervenait auparavant. A vrai dire, dans ce dernier cas, il affectait plutôt le caractère d'une clause d'irresponsabilité; nous ne revenons pas sur tous ces points. Il est plus utile de rappeler ici que la transaction était fort employée jadis par les Compagnies d'assurances. Lorsque celles-ci indemnisaient une victime, elles avaient toujours soin de stipuler que la somme versée était bien définitive, et que nul recours ne pourrait les forcer à en déboursier une nouvelle. Devant les tribunaux, un tel contrat avait subi, il est vrai, quelques vicissitudes, mais la jurisprudence cependant avait fini par le valider, et les conséquences en étaient funestes pour le sort de l'ouvrier. L'article 30 de la nouvelle loi rendra à jamais impossible l'élaboration de telles clauses. Cet article décidant que toute convention contraire à la présente loi est nulle, « il est bien certain, dit M. Coulet, qu'une convention ayant pour effet de priver la victime du droit à la revision doit être considérée comme une convention contraire à la loi, et que par conséquent elle est non avenue (1) ».

210. Toutefois, cette prohibition n'est pas absolue, et la transaction n'est pas complètement écartée du domaine de la nouvelle législation; mais ce qu'il est bon de faire observer, c'est qu'elle n'est jamais définitive. « Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, *tant que l'accord subsistera*, par tout autre mode de réparation ». Tels sont les termes mêmes de l'article 21.

Il résulte de cette disposition une double limitation au droit de transiger accordé aux parties :

1° La transaction ne peut intervenir qu'après l'accord intervenu devant le président, ou après la fixation de la pension par la justice.

2° Elle ne peut naître et subsister, que par l'accord per-

(1) Coulet, p. 78 et 79.

sistant des deux parties. Dès qu'une de ces conditions n'existe plus elle disparaît.

Le texte, ne parlant ici que de suspension *de la pension*, il en faut conclure qu'il n'a pas eu en vue *l'indemnité* temporaire, accordée en certains cas à l'ouvrier. On ne pourra donc jamais transiger sur cette dernière, puisque la non-validité d'une transaction est de droit commun (article 30), que l'article 22 y apporte une exception, et que les exceptions sont toujours de stricte interprétation. Mais, même en ce qui concerne les indemnités perpétuelles, la volonté des parties n'est pas souveraine. En règle générale, il ne sera jamais permis, en effet, de remplacer la rente par le paiement d'un capital, sauf dans deux cas que le dernier alinéa de l'article 21 nous indique expressément :

1^o Lorsque la rente ne dépasse pas 100 francs.

2^o Lorsqu'il s'agit du cas prévu à l'article 3, paragraphe A (2^o paragraphe). L'hypothèse concerne une pension servie au conjoint survivant qui se remarie ; cette pension est rachetable moyennant trois annuités.

L'article 22 qui termine toute cette matière accorde le bénéfice de l'assistance judiciaire, à la victime, à ses ayants droit, et en règle la procédure. L'article étant fort clair par lui-même, on s'y reportera.

CHAPITRE IV

DES GARANTIES

211. Des deux systèmes élaborés primitivement pour sauvegarder les intérêts de l'ouvrier, la nouvelle loi nous a conservé l'un et l'autre. Le privilège et l'assurance ont tous deux trouvé place dans la récente législation. Le premier, garantit les créances relatives aux frais médicaux, pharmaceutiques, funéraires, et les indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail ; la seconde, les

actions nées d'une incapacité permanente ou d'un accident suivi de mort.

§ 1^{er}. — **Le Privilège**

212. L'introduction dans la loi du privilège est l'œuvre du Sénat. C'est dans le projet présenté par MM. Girard et Martin Nadaud en 1884 qu'on en trouve les premiers vestiges. Dans les projets successifs qui se succédèrent depuis cette date, jusqu'à la promulgation de la nouvelle loi, il subsista invariablement (1). De légères modifications l'affectèrent seulement. Nous ne pouvons entrer dans tous ces détails, et nous prendrons le privilège tel qu'il existe aujourd'hui dans notre texte.

Ce privilège, y est-il dit, est un privilège résultant de l'article 2.201. Or, les privilèges généraux de l'article 2.201 frappent les meubles et les immeubles, et quant aux immeubles, ils priment les hypothèques et les privilèges spéciaux. Tel sera donc le caractère de celui qui nous occupe. Quant au rang qu'occupe le privilège nouveau dans l'article 2.201, la loi nouvelle l'a fixé au n° 6, c'est-à-dire, que la créance de l'ouvrier passera après toutes les créances énumérées par le Code civil. On voit, par conséquent, combien illusoire peut être pour l'ouvrier la garantie dont nous nous occupons, car il importera fort peu à celui-ci de primer les autres créanciers, si l'actif du débiteur est nul ou infime. Aussi, est-ce une disposition fort sage d'avoir restreint cette garantie insuffisante à des indemnités relativement peu considérables, et d'avoir adopté au contraire pour les autres, le principe de l'assurance obligatoire.

§ 2. — **L'assurance obligatoire**

213. L'assurance obligatoire, nous l'avons déjà dit, et c'est le dernier alinéa de l'article 23 qui nous l'annonce, garantit

(1) Toutefois il n'existait pas dans le projet voté par la Chambre en 1897. Il fut introduit par la commission du Sénat avant la première délibération : v. discours de M. Thévenet : séance du 3 mars 1898, p. 231, 3^e col. in fine.

les indemnités provenant d'une incapacité permanente de travail, ou d'accidents suivis de mort. Elle est donc relative, et qui plus est, c'est l'art. 24 qui nous le dit, essentiellement subsidiaire (1). Voici comment ce dernier texte s'exprime :

A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les Sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fond spécial de garantie constitué comme il va être dit ; et dont la gestion sera confiée à ladite caisse.

Alinéa 1^{er} : Principe de l'assurance par l'Etat.

Cas où elle fonctionne.

Mesures qui servent à l'alimenter.

213 bis. Cet article résout ainsi une des difficultés les plus graves à laquelle s'est heurtée l'élaboration de la nouvelle loi, j'entends celle qui consistait à savoir si l'assurance serait obligatoire ou si elle serait facultative. Si l'intérêt du patron avait été seul en jeu la solution n'était pas douteuse, l'assurance devait être facultative. L'intervention de l'Etat devrait être complètement écartée, parce qu'en principe elle endort, ou supprime même l'initiative des particuliers. Que les patrons s'assurent ou qu'ils ne s'assurent pas, à nul n'importe : « Le premier sinistre grave survenu dans leur usine, dit M. Tarbouriech, rappellera les insoucians à la prudence (2) ». S'ils négligent cet avertissement, ils n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes ; ils sont libres.

Bien différentes étaient les conclusions auxquelles on se voyait forcé d'aboutir, si l'on envisageait la question du côté des intérêts de l'ouvrier. L'assurance confirme, maintient la solvabilité du patron ; un patron assuré, c'est un patron solvable ; un patron non assuré c'est un patron

(1) M. Boucher a fort bien rendu cette idée en disant : « que cette institution

était la protection, et non la garantie obligée des intérêts engagés. »

(2) Tarbouriech, p. 285.

sur lequel plane la possibilité de ne pas l'être, et si le fait se produit, l'ouvrier créancier en subira les conséquences (1). La question était donc complexe, il s'agissait de sauvegarder la liberté du patron, tout en garantissant l'indemnité de l'ouvrier. Les législateurs de la nouvelle loi eurent l'habileté de se conformer à cette dernière exigence, et de savoir presque entièrement satisfaire la première.

214. L'ouvrier est certain d'être indemnisé, parce qu'il est sûr de se trouver toujours en présence d'un assuré; le patron jouit d'un certain cercle de liberté, car l'assurance monopolisée de l'Etat est essentiellement subsidiaire; elle n'existe, à son égard, que dans une mesure absolument infime, pour garantir simplement son insolvabilité possible; et elle ne fonctionne, qu'à défaut pour lui d'avoir satisfait à tout autre ordre de garanties (énumérées par la loi). L'article 24 nous montre en effet le patron libre de s'assurer à telle ou telle entreprise privée, et la victime et ses ayants droit, sûrs de ne jamais souffrir, soit de la mauvaise volonté, soit de l'insolvabilité du chef d'industrie, puisque la Caisse nationale des retraites est chargée d'acquitter toutes les indemnités en souffrance.

Une double condition, on le comprend, est cependant nécessaire pour que la victime ait droit à cette assistance de l'Etat. Il faudra d'abord, la chose est évidente, « que le droit à l'indemnité ait été consacré, soit par un accord constaté par le Président du Tribunal, soit par un jugement; il faudra ensuite que la victime justifie d'une dette non payée par le chef d'entreprise ou ses représentants (2).

Les commentateurs ont fait sur cette disposition une remarque très juste; c'est qu'elle était peu claire, et certainement incomplète. Analysons en effet les termes dont elle se sert. Dès les premiers mots le sens est ambigu : « A

(1) C'était bien là, en effet, le point important : « La vraie, la seule préoccupation dominante, la voici. Il s'agit avant tout de garantir les victimes d'accidents contre les risques d'insolvabilité des patrons responsables ». Discours de M. Boucher, p. 2.228, 3^e col, in principio. Chambre des députés, séance du 28

octobre 1897. Même idée dans le discours de M. Bourgeois, séance du 28 octobre 1897, p. 2.230 3^e col. in fine; et encore de M. Thevenet, séance du 3 mars 1898, p. 232 3^e col. in medio; idem, Sénat 7 mars 1898, M. Poirier, p. 261, 3^e col. in medio, 263 1^e col. in medio.

(2) Drouineau, commentaire p. 83.

défaut de paiement par les chefs d'entreprise débiteurs », lisons-nous. Que veut dire exactement ce mot à défaut ? Il est certain qu'il annonce bien la nécessité pour la victime de s'adresser d'abord au patron, avant de se tourner du côté de la Caisse nationale ; mais quelle démarche l'ouvrier devra-t-il avoir faite auprès du maître, de quels actes, et de quelle diligence sera-t-il tenu de justifier : voilà ce que la loi ne nous dit pas. « Un simple commandement non suivi de paiement sera-t-il suffisant, ou faudra-t-il que la victime épuise tous les moyens légaux, exécute les meubles, les immeubles du débiteur et provoque la faillite ? (1) ». Notre opinion, et c'est aussi celle de M. Coulet, est que dans le doute, on doit prêter au législateur une opinion vraisemblable. Or la loi nouvelle tout entière, étant conçue dans un ordre d'idées favorable à l'ouvrier, il est infiniment probable, que le législateur n'a point voulu déroger ici à cette ligne de conduite générale. Tout au moins, s'il l'eût voulu, il eût pris le soin de s'en exprimer d'une façon catégorique ; il eût formellement énoncé, « que la victime pour s'adresser à la Caisse nationale devait attendre l'issue incertaine de procédures toujours longues ». Son silence doit faire présumer qu'il n'abandonna pas l'idée maîtresse et directrice qu'il avait primitivement adoptée, qu'il voulut ici comme ailleurs être favorable aux petits et aux humbles, et que dans son esprit, c'est bien après un seul commandement auquel nulle réponse n'a été donnée, que la victime est libre de s'adresser à la Caisse nationale et d'en réclamer le paiement. C'est évidemment la solution la plus favorable à l'ouvrier, et c'est par conséquent celle qui doit être admise.

215. M. Coulet fait observer justement que par les mots « ayant entraîné une incapacité permanente de travail », le texte de la loi vise non seulement l'incapacité absolue permanente, mais aussi l'incapacité partielle (2). Quant à la Caisse des retraites pour la vieillesse, qui se trouve appelée ici à jouer un nouveau rôle, on sait que cet organe, fondé par la loi du 10 juin 1850, est normalement destiné à assurer,

(1) Coulet, p. 92.

| (2) Coulet, p. 98 in fine.

sous la garantie de l'Etat, une rente viagère aux chefs de famille vivant de leurs salaires; et l'on voit, par conséquent, que le service auquel elle est maintenant destinée est certainement exceptionnel (1).

Ainsi, pour nous résumer, la loi nouvelle n'établit pour les patrons qu'une assurance obligatoire absolument insignifiante. Dès que ceux-ci ont satisfait aux prestations légères que la loi met à leur charge pour garantir le risque d'insolvabilité, ils recouvrent la liberté d'user ou non des garanties prises ordinairement en cas d'accidents(2); mais s'ils ne l'ont point fait, ou si les garanties se trouvent insuffisantes, l'ouvrier peut s'adresser à l'Etat pour se faire indemniser. Ce dernier a recours contre les débiteurs principaux pour les sommes qu'il a été obligé de verser.

Mais, comme il était bien évident que ce recours serait souvent illusoire, grâce à l'insolvabilité probable des principaux intéressés; comme d'autre part il eût été inique que l'Etat, c'est-à-dire la généralité des citoyens, supportât définitivement ces charges, dont, somme toute, l'ensemble des industriels était surtout responsable, on tenta de mettre à la charge des industriels seuls, le risque de l'insolvabilité de quelques-uns d'entre eux; en un mot, on voulut s'efforcer de faire de l'Etat, le simple répartiteur de leur insolvabilité réciproque. L'article 25 va nous dire comment on pensa y parvenir :

« Pour la constitution du fonds spécial de garantie, déclare

(1) M. Drouineau eût désiré voir consacrer l'amendement de M. Girault, il eût voulu que l'Etat fût le débiteur direct et unique de tout ouvrier blessé, sauf son recours contre le chef d'entreprise. On eût ainsi, pense-t-il, simplifié la procédure et évité les retards résultant de l'obligation pour la caisse nationale, de vérifier le bien fondé des créances (v. Comm. p. 83 in fine). Cet amendement n'ayant pas été pris en considération nous n'avons pas à le discuter, di-ons simplement, qu'avec ce système, le fonds de garantie, dont parle l'article suivant, eût dû être beaucoup plus considérable, puisqu'il avait à garantir et les patrons solvables, et ceux qui ne l'eussent pas

été. En ce qui concerne le chapitre des garanties, c'était toute l'économie du projet de loi qui croulait.

(2) L'on est parvenu ainsi à éviter le socialisme d'Etat. Ce sont les chefs d'industrie, comme le disait excellemment M. Boucher, qui rachètent eux-mêmes leur liberté par une prestation aussi proportionnelle que possible : Chambre des députés, séance du 28 octobre 1897, p. 2.229, 2^e col. in principio. M. Poirrier di-ait que le versement de cette contribution lui semblait une sorte de rançon nécessaire de la liberté complète qu'il était possible, grâce à ce moyen, d'assurer aux chefs d'entreprise.

« ce texte, il sera ajouté au principal de la contribution des
« patentes des industriels visés par l'article 1^{er}, quatre cen-
« times additionnels. Il sera perçu sur les usines une taxe
« de cinq centimes par hectare concédé.

« Ces taxes pourront suivant les besoins être majorées
« ou réduites par la loi de finances. »

Cet article curieux, et dont les dispositions étaient, en tout point, absolument originales, donna lieu, tant à la Chambre qu'au Sénat, à de vives et passionnantes discussions. Nous allons nous efforcer de les retracer brièvement.

M. de Mun s'étonnait du principe nouveau établi dans la loi. Il parla à peu près en ces termes : « Auparavant, nous étions en présence de trois systèmes. D'abord, le système de la liberté de l'assurance, avec la constitution d'un cautionnement ; puis celui de l'assurance par une caisse d'Etat ; enfin, celui de l'assurance par des caisses coopératives. Nous voici maintenant en présence de l'assurance par l'impôt (1). » En face de cette innovation sans précédent, M. de Mun réclamait du gouvernement quelques explications : M. Boucher ne s'y refusa pas.

216. Nous n'avons pas admis le système de la liberté d'assurance avec la constitution d'un cautionnement (2), dit-il, parce que nous avons vite reconnu que l'organisation efficace d'un cautionnement était impossible (3) ; la nature du cautionnement se refuse « à garantir des risques accidentels, dont on ne peut calculer la portée qu'en envisageant des ensembles ou des collectivités étendues ». Nous avons rejeté l'assurance obligatoire, parce qu'elle compromettrait l'existence des compagnies privées, et qu'outre l'injustice

(1) Cette assurance par l'impôt qui effrayait ainsi M. de Mun, M. Le Cour Grandmaison la trouvait parfaitement justifiée : « C'est un principe excellent introduit dans notre code que celui consistant à établir un impôt spécial pour un objet déterminé, on fait ainsi payer les charges par ceux qui ont les bénéfices ». (Sénat séance du 3 mars 1898, 2^e col. in principio, p. 235.

(2) En outre, M. Boucher conteste que le système fût, comme on l'avait dit, sans précédent, on le trouvait, selon lui,

dans l'organisation des fonds de non valeur, des secours à l'agriculture. (séance du 28 octobre 1897, p. 2.224, 2^e col. in medio). En cette matière non plus, disait-il, n'existe pas une exacte proportion dans les charges imposées aux contribuables ; le propriétaire notoirement solvable paie pour le propriétaire insolvable. Séance du 7 mars 1898, p. 268, 1^{er} col in fine.

(3) Ch. des députés, séance du 28 octobre 1897, p. 2.218.

d'un pareil résultat, nous aurions, ce faisant, heurté de si grands et si multiples intérêts, « qu'une opposition ardente aurait été provoquée contre la loi, en dehors et au dedans du parlement ; c'était là, en outre, de trop vastes systèmes, et trop compliqués pour la simplicité du but à atteindre, car en définitive il ne s'agissait que de garantir à l'ouvrier le risque d'insolvabilité du patron responsable, et nous avons pensé qu'on pouvait atteindre ce résultat par des moyens plus efficaces et plus simples(1). Pour cela, nous avons tenté d'estimer tout d'abord le risque d'insolvabilité, et l'opération fut d'une simplicité élémentaire. L'on rechercha le nombre des faillites et des liquidations judiciaires, puis on compara le nombre obtenu au nombre total des patentes. Nous avons obtenu le nombre de 5 p. 1000 : encore, ce chiffre est-il manifestement exagéré, puisque nous avons fait entrer dans le calcul tous les petits négociants, tous les petits marchands de vin et que le coefficient d'insolvabilité est plus considérable pour ceux-ci, que pour les industries dont s'occupe la nouvelle loi. De plus faut-il oublier que les faillites et les liquidations judiciaires, laissent un actif qui dans la plupart des cas est susceptible de couvrir les indemnités d'accident. Aussi, pour toutes ces raisons, sommes-nous autorisés à dire que les chances d'insolvabilité dans le commerce et dans l'industrie française ne dépassent certainement pas 4 pour 100. Dès lors l'idée suivante s'imposait : substituer à l'obligation de l'assurance en matière d'accident, l'obligation de l'assurance en matière d'insolvabilité. C'était ainsi réduire dans une proportion de cent à un ce qu'il y avait d'obligatoire dans la loi, on laissait par conséquent une liberté plus grande au patron, tout en sauvegardant complètement les intérêts de l'ouvrier (2). Quant à la prestation destinée à garantir le risque d'insolvabilité, le texte dit assez qu'elle est récupérée par l'impôt et la manière dont

(1) Ce système que nous allons exposer est dû, paraît-il, à la commission sénatoriale du Sénat qui l'élabora en 1895. Sénat, 7 mars 1898, discours de M. Poirier, p. 262, 1^e col in medio.

(2) Nous n'avons pas mis ce passage entre guillemets, parce qu'il est surtout une paraphrase du discours de M. Boncher.

elle l'est. Telle était la justification lumineuse qu'apportait à son système le ministre du commerce; nous pensons qu'alors on n'y pouvait rien reprendre, et qu'on n'y peut aujourd'hui rien ajouter (1).

M. Bourgeois succéda à la tribune à M. de Mun. Il avouait que le nouveau système n'allait pas sans de graves inconvénients, tant au point de vue économique que social, il l'admettait cependant, n'en pouvant découvrir de préférable. Tout son discours se résume en définitive dans la paraphrase de cet adage : nécessité fait loi. Le système était défectueux, mais il fallait l'admettre si l'on voulait aboutir (2). On passa aux voix, et le vote de la Chambre fut favorable aux idées élaborées par la Commission et défendues par le ministre : l'article fut adopté.

217. Il ne fut point voté au Sénat sans de nombreuses difficultés ; en première comme en deuxième délibération quelques orateurs tentèrent même de l'éliminer. Parmi eux, le plus net et le plus incisif fut M. Félix Martin. Le système que proposait ce sénateur était d'ailleurs curieux ; il mérite que nous nous y arrêtions.

Il faut avouer que les griefs soulevés par M. Félix Martin contre le système de la Commission étaient judicieux et bien choisis.

L'impôt complémentaire à la patente, pour garantir le risque d'insolvabilité, disait cet orateur, est un moyen très ingénieux, fort simple, et d'une application facile ; malheu-

(1) En tant que justification bien entendu, car le système lui-même fut l'objet de critiques assez vives et en partie fondées : v. *supra*.

D'ailleurs consultez sur tous ces points : Discours de M. Boucher ; Ch. des députés : séance du 28 octobre 1897 et critique de M. de Mun reprochant au gouvernement d'introduire dans la loi le socialisme d'Etat (p. 2.230). V. également sur le cas des personnes non patentées soumises cependant à la loi et ne contribuant pas toutefois à la patente, l'interpellation de M. Balsan et la réponse du ministre du commerce, p. 2.231. Séance du 28 octobre 1897 (2^e col. in medio). Voir encore réponse de M. Boucher à M. Félix Martin : Séance du Sénat 19 mars 1898, p. 339. 2^e et 3^e col.

(2) M. Bourgeois, cependant, se plaît à reconnaître qu'il y a dans ce projet une moindre intervention de l'Etat ; ce qui paraît être à ses yeux un progrès très appréciable. La remarque a d'autant plus de poids, qu'elle a été faite après un discours de M. de Mun qui accusait le projet de socialisme d'Etat. Voici les paroles mêmes de M. Bourgeois : « Nous croyons qu'il y a, peut-être, dans le fait de garantir purement et simplement l'insolvabilité des patrons dans un certain nombre de cas très limités, une intervention moins étendue de l'Etat, que dans le système de l'assurance obligatoire ; qu'il y a par conséquent restriction de l'intervention de l'Etat, quoique cette intervention ait la même efficacité dans l'un comme dans l'autre système. »

reusement il ne va pas sans de graves inconvénients. Il est tout d'abord injuste, puis ensuite il est dangereux. Il est injuste, parce que d'une part sa base est fausse, car il n'existe aucune relation entre le montant de la patente et le coefficient des risques de l'industrie et d'autre part parce qu'il fait profiter du fonds de garantie certaines exploitations visées par l'article 1^{er}, qui n'étant point soumises à l'impôt des patentes, ne contribueront point à sa constitution. Il est dangereux, parce que, admettre aujourd'hui le principe de cet impôt pour une catégorie d'ouvriers, c'est se mettre dans la nécessité demain de le reconnaître pour tous.

Ayant si justement critiqué le système de la Commission, quel était donc celui que M. Félix Martin lui trouvait préférable ? Il en toucha quelques mots en 1^{re} délibération, et l'exposa complètement dans la seconde. Pour protéger complètement les ouvriers il suffit, disait-il, d'une taxe, d'une cotisation plutôt, de 1 pour 100 du capital représentatif des rentes pour accidents, cotisation qui sera versée par tout industriel au moment où il sera reconnu débiteur de ces rentes (1).

Ce système, prétendait M. Martin, offre sur celui de M. Boucher de nombreux avantages. Il ne crée point de précédent fâcheux, puisqu'il ne fait pas intervenir le budget de l'Etat ; il est proportionnel au coefficient de risques de chaque industrie, partant parfaitement juste (2) ; il est complet, en ce sens que toutes les industries, même celles qui ne sont pas soumises à la patente, contribueront pour leur juste part à la constitution du fonds de garantie (3), enfin il exposera moins que le système des quatre centimes à une majoration possible sinon probable (4).

(1) M. Félix Martin, en première délibération, était moins radical, il proposait de faire appel aux deux systèmes à la fois : 7 mars 1898. Sénat, p. 269, 1^{re} col. in fine. Il abandonna cette idée ensuite, sans doute en considération des complications qu'elle entraînait.

(2) Sénat : séance du 19 mars 1898, p. 344, 3^e colonne in principio.

(3) Sénat : séance du 7 mars 1898, p. 269, 1^{re} col. in medio. Rappelons ici une observation d'ordre général, c'est qu'il appartiendra à la jurisprudence de décider au fur et à mesure que les questions se produiront, quelles sont les industries que vise l'article premier de la loi.

(4) Sénat : séance du 19 mars 1898, p. 344, 3^e col. in principio.

218. A ce système, quelques objections en vérité pouvaient être faites; mais M. Félix Martin devançant l'attaque, y répondait par avance. L'on pourrait nous reprocher, disait-il, de mal choisir le moment pour demander à l'industriel la cotisation de garantie, puisque nous la lui réclamons précisément à l'instant où il vient d'être éprouvé par un sinistre. Mais l'objection ne porte pas, parce que c'est une objection d'ordre purement sentimental; elle n'a rien à voir avec les faits. En effet, ou le patron est assuré, ou il ne l'est pas; s'il l'est, cette majoration de 1 p. 100 payée par l'assureur moyennant une minime élévation de la prime est pour lui insignifiante; s'il ne l'est pas, c'est sans doute un riche industriel, il a dû prendre ses précautions, et prévoyant qu'il aurait à verser 1 p. 100 du capital représentatif des pensions, il est à croire qu'il a constitué des réserves(1).

Le délai de revision pouvait aussi fournir un argument aux partisans du système gouvernemental. M. Félix Martin le pressentait, mais ne s'y arrêta point. Qu'importait, en effet que, les rentes étant susceptibles de majoration ou de diminution pendant un délai de trois ans, le chef d'industrie payât trop ou trop peu au moment de la perception de la taxe; ce trop ou ce moins perçu serait à coup sûr des plus minimes. « Il s'agira simplement de quelques francs à restituer ou à réclamer au chef d'entreprise dans les conditions que devra déterminer un règlement d'administration publique (2).

219. M. Boucher ne laissa point à d'autres le soin de défendre un système, dont il pouvait revendiquer la paternité avec quelque fierté et non moins de raisons.

Il s'efforça de légitimer dans son système, le rôle qu'il faisait jouer à l'Etat. Il montra combien était logique l'in-

(1) Sénat : séance du 19 mars 1898, p. 344, 3^e col. in fine. Si l'on a en face de soi un petit patron non assuré, disait M. Félix Martin, le système n'est pas encore grave; car l'importance de la somme qu'on lui demande est bien minime: M. Félix Martin l'établissait formellement. Voir: Sénat, séance du 19 mars 1898, 1^{re} col. in principio, p. 345.

Remarquez bien, disait-il, qu'avec votre système des 4 centimes, vous n'exonérez point le patron de cette contribution; seulement au lieu de la lui demander d'un seul coup, vous la lui faites payer en plusieurs années.

(2) Sénat : séance du 19 mars 1898, p. 345, 2^e col. in principio.

tervention du pouvoir central, depuis que le versement d'un capital avait été transformé en un paiement en annuités (1). L'Etat qui avait modifié les rapports entre créanciers et débiteurs, l'Etat qui avait obligé les ouvriers à se contenter d'un paiement partiel ne devait-il pas tout au moins le leur garantir (2). Pour arriver à ce but, disait M. Boucher, l'idée première qui surgissait tout d'abord à l'esprit était celle de l'assurance obligatoire. Mais c'était l'honneur et le mérite de la commission, d'avoir su pour l'atteindre, découvrir le système mitigé, suffisant encore, et éminemment sage de la garantie d'insolvabilité. Pour établir cette garantie, nous avons établi un système, critiquable assurément au point de vue de la justice absolue, mais dont l'efficacité pratique, comme la simplicité de fonctionnement, est certainement indéniable. J'accorde, disait le ministre, que la base de notre mutualité n'est pas absolument juste, mais tout ce qui est moyenne, tout ce qui est assurance, est la négation même de la justice idéale et absolue. Cette disproportion, entre la charge imposée aux contribuables, comparée à l'importance des risques qu'ils subissent, ne deviendrait véritablement inquiétante que s'il était question de sommes importantes. Or, il s'agit ici de chiffres que l'on peut dire infinitésimaux. L'exiguïté de la charge ne pouvant être contestée, il faut avoir souci aussi du moindre effort. Or la solution que nous vous proposons est simple ; elle ne comporte pas d'investigations ; la charge qu'elle impose est légère et sera recouvrée sans frais supplémentaires par les soins d'une administration dont le personnel ne sera pas augmenté (3). Quant aux industries non patentées, et qui profitent cependant des dispositions de la nouvelle loi, le nombre en est tellement infime qu'il est à peu près négligeable. « Nous sommes

(1) Pour bien saisir la portée de cet argument, il faut savoir qu'il y avait dans le projet voté par la Chambre un vestige de l'ancienne assurance obligatoire : l'obligation imposée aux chefs d'entreprise de verser le capital constitutif des pensions. (Art. 23, Chambre des députés, séance du 28 octobre 1897,

p. 2227, 3^e col. in medio ; Sénat, séance du 3 mars 1898, 2^e col. in principio, discours de M. Thévenet ; Sénat, séance du 7 mars 1898, 2^e col. in fine, discours de M. Poirrier.)

(2, 3) Sénat, séance du 19 mars 1898 : Discours de M. Boucher, p. 345, 2^e et 3^e col. in medio.

dans le domaine des infiniment petits. Dans ces conditions, nous n'avons pas cru devoir créer un article de loi spécial pour ces cas absolument isolés ; mais si leur nombre s'augmentait dans des proportions telles que le risque d'insolvabilité couvert par la masse fût de nature à augmenter la charge des patentés, la loi interviendrait » (1).

Restait la dernière objection, celle qui consistait à dire que le système de la commission exposerait les patentés à des majorations probables. M. Boucher ne la réfuta pas. Il pensa sans doute qu'il l'avait suffisamment fait au cours des discussions précédentes. Mainte et mainte fois, en effet (2), il avait démontré aux Chambres à l'aide des statistiques, combien les contributions, telles qu'il les avait fixées, dépassaient le coefficient d'insolvabilité de l'industrie française.

220. Telle était l'argumentation serrée qu'apportait à la défense de son système, le ministre du Commerce ; il fut moins heureux en critiquant celui de son adversaire.

Il commença par dégager toutefois fort justement l'idée qui l'avait inspiré. « Je reconnais sans peine, disait-il à M. Martin, la proposition que vous nous faites ; elle ne m'a étonné en rien, car je ne ferai point mystère de dire, que c'est la première, que mes services et moi, avons examinée. Elle traduit bien l'idée simpliste, celle qui vient tout d'abord à l'esprit. »

« Dire en effet, que l'industriel qui encourra une responsabilité devra payer le rachat de son insolvabilité possible, et gagner ainsi la faculté de se libérer en annuités au lieu de verser le principal », c'était là, au premier abord, une idée assez séduisante, mais cette conception si simple est

(1) Chambre des députés, séance du 28 octobre 1897, p. 2.231, 3^e col. in principio. Réponse à M. Balsan.

(2) On lira avec fruit le discours de M. de Marcère. Sénat 7 mars 1898, p. 263, 2^e col. L'honorable sénateur posait plusieurs questions au gouvernement :

1^o La caisse des retraites pour la vieillesse devra-t-elle fournir les indemnités

en dehors et au d-là des fonds versés par les industriels.

2^o Les sommes qui proviennent de ces versements qui constituent le fonds de cette caisse nouvelle à qui appartiennent-ils ?

3^o La loi de finances pourra-t-elle, non seulement majorer ou diminuer la contribution, mais la suspendre quand les fonds de garantie seront suffisants.

malheureusement injuste. Il est facile en posant diverses hypothèses de s'en convaincre.

Examinons d'abord le cas où l'industriel reconnu débiteur s'est libéré en versant un capital; il prouve évidemment qu'il n'est plus insolvable, et non moins évidemment il ne fait encourir aucun risque à la collectivité. De quel droit et pour quelles raisons dans cette hypothèse exigeriez-vous la taxe? Ce serait une véritable pénalité : donc vous ne l'exigerez pas ; mais votre disposition dès lors ne tient plus debout au point de vue financier : l'Etat ne reçoit plus l'intégralité des sommes qui doivent lui être versées pour assurer la garantie effective des responsabilités (1).

Supposons maintenant le cas, où par suite des dispositions de l'article 21, un accord est intervenu contrairement aux dispositions de la loi entre l'industriel et la victime de l'accident. Sur quelles bases fixera-t-on la somme qui sera payée par le chef d'entreprise ? Bien plus, comment calculerez-vous ce coefficient, dans le cas prévu par l'article 9, lorsque le quart du capital nécessaire à l'établissement de la rente aura été versé entre les mains de l'ouvrier; dans le cas de l'article 21, lorsque la réparation aura lieu non pas en argent mais en nature (2).

Cette incertitude des bases du calcul, cette complication de l'opération n'est pas l'inconvénient le plus considérable que l'on puisse trouver au système des auteurs de l'amendement, pensait M. Boucher ; le nombreux personnel qui était nécessaire pour assurer son exécution devait décider les Chambres à le rejeter. L'impossibilité de déterminer dans un budget annuel la taxe proposée, disait le rapporteur, doit inviter le Sénat à la même conduite (3).

Simplifier les formalités, en élaborant un système basé non seulement sur le risque professionnel et sur le forfait, mais encore sur la mutualité des chefs d'entreprise, en créant une taxe uniforme et minime : tel avait été le but

(1) Sénat, séance du 19 mars 1898, p. 346, in principio et medio.

(2) Sénat, séance du 19 mars 1898. Discours du ministre, p. 346 2^e c. in principio.

(3) Sénat, séance du 19 mars 1898. Discours du rapporteur, p. 347, 1^{re} col. in fine.

constant, disaient le ministre et le rapporteur, du gouvernement comme de la commission.

221. Si l'on nous demandait maintenant notre opinion sur cette question qui fut discutée avec tant d'ardeur et de compétence, nous serions fort embarrassé. Il est tout d'abord un argument dont la valeur nous est difficile à contrôler, mais qui, s'il est réel, nous semble déterminant. S'il est vrai, comme le disait M. Boucher, que le fonctionnement du système de M. Martin nécessitât un nombreux personnel, il est évident que c'est un système inférieur. A notre avis, pour compenser une telle infériorité, il eût fallu qu'il apportât d'autres avantages considérables; nous ne croyons pas que cela soit; les Chambres agissent donc avec sagesse en l'écartant.

Mais, bien que nous soyons assez incompetent en la matière, l'allégation du ministre ne nous semble pas prouvée. Si les Chambres eussent accepté le système de M. Martin, et si, pour son exécution, l'on eût créé un nombreux personnel, peut-être nous trompons-nous, mais nous nous demandons quelle tâche il eût pu faire. Il est malheureusement vrai que, pour entraver la création de nouveaux fonctionnaires, ce n'est point là, généralement, une raison déterminante; mais, lorsque la nécessité de cette création a été invoquée pour rejeter un système, il peut être alors plus utile de la faire. Sur ce point, M. Martin avait répondu par avance, et cette réponse nous semble très juste : « Aucune de ces critiques ne porte, disait-il. Le greffe transmettra au ministère des finances le nombre et le montant des rentes allouées avec la qualité et l'âge des titulaires, et alors le ministre, avec deux ou trois multiplications, donnera le montant de la taxe et la fera recouvrer comme en matière de contributions directes; c'est d'une extrême simplicité (1).

222. Abstraction faite de cette critique, nous pensons que les objections opposées par M. Boucher au système de M. Félix Martin, ne sont point déterminantes.

(1) Sénat, séance du 19 mars 1898, 1^{re} col. in fine, p. 345.

Au début de son argumentation, il plaide d'abord simplement les circonstances atténuantes. M. Martin avait dit que l'intervention de l'État créait un précédent dangereux. M. Boucher répond que, dans l'état actuel de la loi, cette intervention est tout au moins légitime. M. Martin prétendait que le système du gouvernement n'était ni juste ni complet. Cela est vrai, convenait le ministre, mais en matière d'assurances l'on ne peut exiger une stricte justice et, si notre projet est incomplet, il l'est d'une manière infinitésimale.

M. Félix Martin aurait pu lui répondre qu'il ne méconnaissait point la valeur de ces palliatifs, mais qu'il les prenait pour tels; et que son projet, écartant l'intervention de l'État, étant strictement juste et parfaitement complet, devait être par suite le meilleur.

Le ministre n'est guère plus heureux lorsqu'il s'évertue à la critique. L'on se souvient, qu'il faisait au système de M. Martin un grief d'être irrationnel, lorsque le versement de l'indemnité avait lieu en capital; mais l'argument se retournait contre son propre système. S'il est illogique, dans cette hypothèse, que le patron paye le 1 0/0 avec le système de M. Martin, il est non moins illogique qu'il le paye dans celui des centimes additionnels; de sorte, qu'à ce point de vue, un système n'étant pas équitable, l'autre n'en valait guère mieux.

La difficulté de fixer la base de la contribution, lorsqu'il y avait accord des parties, était également plus apparente que réelle, disait au ministre M. Félix Martin. Pour constater cet accord, la loi prévoit toujours une ordonnance du président; ce magistrat statuera sur la somme que devra verser le chef d'entreprise (1).

223. On voit donc que les critiques soulevées par le gouvernement se réduisent en définitive à fort peu de chose; est-ce à dire que le système élaboré par la commission fût défectueux? Certes, nous ne le prétendons point; nous pensons même qu'il est excellent et fort ingénieux; mais

(1) Séance du 19 mars 1898, p. 346, 3^e col. in principio.

nous avons voulu simplement prouver qu'il pouvait en exister un autre qui, réalisant les mêmes avantages, ne lui cédait en rien. Il ne faut point regretter outre mesure que celui-ci n'ait pas été accepté. C'est là une garantie pour l'avenir. Si l'usage révèle de graves défauts dans le système gouvernemental, on pourra tenter celui de M. Martin.

D'ailleurs, M. Boucher ne nous semble pas absolument convaincu de l'infériorité de ce dernier; ce qui le montre, c'est qu'il trancha la discussion avec humeur : « Le système est décidément trop compliqué pour que le gouvernement puisse l'accepter, s'écria-t-il ».

C'est que la véritable raison pour le rejeter n'était point celle-là ! Il se faisait tard, l'on était en fin de législature, et en deuxième délibération, la loi était pour ainsi dire votée. Elaborer un autre système à cette heure, c'était tout remettre en question; peut-être n'aboutirait-on pas, or, les élections étaient proches, et il fallait aboutir.

C'est ainsi que bien souvent, dans les Chambres comme ailleurs, les raisons déterminantes ne sont point celles qu'on invoque.

*Alinéa 2 : Recours de l'Etat qui a payé
contre qui de droit.*

224. Il ne fallait point, qu'une fois la dette payée par la Caisse nationale des retraites, cette obligation restât définitivement à sa charge. Si le patron était solvable, s'il était assuré contre tous risques, c'était à lui, c'était à la compagnie d'assurances à supporter le montant de la somme que l'Etat avait été simplement obligé d'avancer. En définitive la Caisse nationale des retraites ne devait que payer provisoirement, dans l'intérêt de l'ouvrier, sauf à se faire rembourser par les débiteurs principaux et principaux intéressés. Le payement définitif ne devait rester à sa charge, que lorsque tout recours lui était interdit par suite de l'insolvabilité, soit du patron, soit de la compagnie d'assurances. C'est en d'autres termes ce que nous dit l'art. 26.

« La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'art. 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise. »

Ainsi, le texte nous l'indique ; il nous faut distinguer deux cas : d'abord, celui où la Caisse nationale des retraites a recours contre le chef d'entreprise, puis celui où elle a recours contre la compagnie d'assurances ; la première hypothèse est visée par le 1^{er} alinéa de l'article, la 2^e l'est par le second.

225. Lorsque l'action est exercée contre le chef d'entreprise, nous n'avons ici qu'une application très stricte et très légitime du droit commun. Aux termes du paragraphe 3 de l'article 1251 du Code civil, « la subrogation légale existe de plein droit au profit de celui qui étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette avait intérêt à l'acquitter. L'article 24, nous l'avons vu, a obligé la Caisse nationale à payer au nom du chef d'entreprise les indemnités fixées par la loi. Nous sommes donc bien ici dans le domaine de l'article 1251, et l'Etat avait, sans disposition expresse et particulière, le droit incontestable d'exercer les actions des ayants droit qu'il avait indemnisés.

Mais la plupart du temps, ou du moins très souvent, le patron se trouvera être insolvable ; il est infiniment probable, en effet, que s'il a refusé de s'acquitter, ou négligé de se défendre, c'est que, reconnaissant le bien fondé de la demande, il s'est vu dans l'impossibilité d'y satisfaire ; dès lors, s'il n'est pas assuré, la Caisse des retraites, nous l'avons déjà dit, supporte définitivement le débours de l'indemnité ; s'il est assuré, au contraire, l'Etat se trouve avoir une action contre la compagnie d'assurances. C'était encore là un droit qui découlait incontestablement du droit commun. L'art. 1166 autorise en effet la victime à exercer

les droits et actions de son débiteur, par conséquent l'action résultant de la police d'assurance, et le paragraphe 3 de l'art. 1251, subroge dans ce droit, la Caisse nationale des retraites qui indemnise l'ouvrier.

226. Mais, à ce droit, qu'eût exercé ainsi la victime, en vertu de l'article 1166, il n'est attaché aucun privilège, aucun droit de préférence spéciale, et l'ouvrier blessé pouvait se trouver en présence d'autres créanciers préférables, ou du moins égaux à lui-même, créanciers auxquels il eût fallu céder le pas, ou avec lesquels il eût été nécessaire de concourir au marc le franc. Telle était aussi la situation, qui se trouvait être celle de l'Etat de par le fait seul du droit commun, car le subrogé ne peut avoir plus de droits que le subrogeant. On voit donc (1) que l'effet de cette subrogation eût été bien souvent illusoire, si la loi nouvelle n'y eût attaché un caractère qui la rendit efficace. C'est ce qu'elle fit, en décidant que le privilège de l'art. 2102 du Code civil garantirait le recours de l'Etat contre l'assureur, et porterait sur l'indemnité que ce dernier pourrait devoir au chef d'entreprise. Lorsque ce recours est exercé, le patron se verrait entièrement affranchi de toute autre obligation.

227 C'est tout au moins là le sens que l'on est malheureusement forcé de donner au dernier membre de phrase qui termine le second alinéa de l'article 26... « et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise. » Nous disons, malheureusement, parce qu'à notre avis, rien ne peut justifier cette exception au droit commun. Nous ne voyons pas les raisons qui ont pu conduire le législateur à restreindre ainsi l'étendue de la subrogation. La victime avait incontestablement le droit de s'adresser, et au patron et à la compagnie d'assurances : pourquoi donc la Caisse des retraites su-

(1) Il faut se garder de dire par exemple, comme le fait M. Drouineau, p. 90, in medio : que la caisse nationale jouit sur les biens de l'employeur, du privilège de l'art. 2161 du Code civil. Ce privilège

garantit en effet une créance que jamais la caisse nationale n'est tenue d'acquitter (art. 23). Nous ne sommes donc plus ici dans le cas d'une subrogation légale.

brogée dans les droits de l'ouvrier n'a-t-elle plus qu'un seul de ses deux recours ?

Bien plus, cette disposition peut avoir de très graves inconvénients ; et M. Poirrier les signalait à la tribune du Sénat en 1^{re} délibération.

« Le projet de loi, disait cet orateur, organise une mutualité de garantie entre les chefs d'industrie soumis aux obligations de la loi, contre l'insolvabilité de quelques-uns d'entre eux ; mais en substituant la Compagnie d'assurances au chef d'entreprise, il rend la mutualité de garanties responsable, non plus seulement de l'insolvabilité des chefs d'industrie, mais encore de l'insolvabilité des Compagnies d'assurances, et c'est là un véritable danger. »

« Quelques chefs d'industrie peuvent tomber en déconfiture, on peut en prévoir assez exactement le nombre. Mais supposez qu'une Compagnie d'assurances ne puisse plus remplir ses engagements. Le fonds de garantie aura ainsi à faire face à une insolvabilité qui n'est pas entrée dans les prévisions au moment des calculs qui ont permis de déterminer la prime contre l'insolvabilité : il ne s'agit plus alors de l'insolvabilité de quelques patrons, mais c'est comme si tous les patrons assurés à cette compagnie devenue insolvable l'étaient devenus eux-mêmes. »

De sorte, concluait M. Poirrier, que cette disposition en apparence favorable aux industriels, si on les prend isolément, leur est au contraire néfaste lorsqu'on les considère dans leur ensemble.

C'est là une remarque fort juste, à laquelle nous ne pouvons que souscrire, mais il en est une autre que nul n'a faite, et qui nous semble toutefois fort importante : c'est, qu'une telle disposition va favoriser la fraude et compliquer singulièrement l'élaboration du règlement d'administration publique que prépare le Conseil d'Etat.

L'hypothèse est simple. Nous avons dit que le règlement d'administration publique qui devait intervenir et fixer la procédure à suivre pour constater le non-paiement à

(1) Discours de M. Poirrier : Séance du Sénat du 7 mars 1898, p. 269, 3^e col. in medio

l'époque d'exigibilité, devrait s'inspirer de l'esprit de la loi éminemment favorable à l'ouvrier. Pour se conformer à cette exigence, avons-nous dit, il est probable que le Conseil d'Etat décidera qu'un simple commandement non suivi de paiement sera suffisant pour légitimer le recours à la caisse de l'Etat. Maintenant, après avoir lu et commenté l'art. 26, nous ne sommes plus aussi certain d'une semblable solution. Quels seraient les résultats d'une telle conduite, en effet, si ce n'est de favoriser les agissements d'un patron frauduleux. Rien ne serait plus simple, que de s'assurer contre tous risques, et moyennant une prime très minime, à une Compagnie insolvable. Un accident se produirait-il; le patron et la Compagnie opposant le plus complet silence au commandement qui viendrait les toucher, l'ouvrier se retournerait immédiatement vers la caisse d'Etat qui payerait. Au recours de celle-ci le patron opposerait la police d'assurance, la Compagnie, son insolvabilité; et la caisse commune se trouverait ainsi avoir, non pas garanti le risque d'insolvabilité d'un industriel, mais sa fraude!

De toute nécessité, il va donc falloir que la victime discute le débiteur principal, et justifie ainsi de son insolvabilité manifeste avant de recourir contre la caisse des retraites : mais alors quelles difficultés, quels retards, quelles complications ! Nous ne savons comment le Conseil d'Etat sortira de cette impasse (1).

228. Nous venons de voir que l'article 26 avait, au cas d'assurance du patron, transporté contre l'assureur le recours que la caisse des retraites a simplement contre le maître lorsque ce dernier n'est pas assuré. Est-ce à dire que la simple production d'une police d'assurance, comme l'indique le 3^e alinéa de l'article, aura pour effet de décharger le patron dans toutes les hypothèses : nous ne le croyons pas (2).

(1) Rappelons que cette substitution de la Cie d'assurances au chef d'entreprise, n'existe qu'à l'égard de la Caisse de l'Etat. La victime, elle, a le droit incontesté de poursuivre son débiteur (v. interruption de M. Félix Martin, séance du 7 mars 1898, p. 269, 3^e col. in medio.

(2) Les deux hypothèses qui vont suivre ont été empruntées aux commentaires de M. Coulet. Cet auteur y ajoute cependant un cas, celui où il y a contestation de la part de la Cie d'assurance (v. Coulet p. 104).

Si le patron est assuré contre tous risques une telle solution est évidente ; elle ne s'impose point avec la même force si le patron n'est assuré que jusqu'à concurrence d'une certaine somme. Pour cette somme, par le fait même de l'assurance, le patron sera libéré ; mais pour l'excédent, il est resté son propre assureur et tombe ainsi sous le coup du paragraphe 1^{er} de l'art. 26, il devra payer. Il en sera de même au cas de majoration de l'indemnité prévue par l'art. 20 § 3 ; les Compagnies d'assurances n'assurant point ces majorations, le recours de la caisse des retraites contre le patron, sera parfaitement valable pour la quotité dont l'indemnité aura été majorée.

Peut-être existe-t-il encore d'autres hypothèses où le double recours contre le chef d'industrie et la Compagnie d'assurances sera encore permis : nous nous en tenons à celles que nous venons de présenter. Il nous suffit pour l'instant d'avoir montré, que malgré les termes formels de la loi, le cumul des deux actions n'était pas absolument impossible. (1).

Quant aux alinéas 3 et 4 de l'article ils sont assez clairs par eux-mêmes pour ne point exiger de bien longs commentaires ; le 3^e alinéa annonce qu'un règlement d'administration publique viendra fixer quelques points de détails obscurs dans la nouvelle loi et le dernier alinéa consacre une anomalie restrictive : l'hypothèque judiciaire que, suivant le droit commun, tout jugement emporte, se voit réduite à ne sanctionner que les décisions judiciaires rendues au profit de la caisse des retraites, il est permis de dire qu'en édictant une telle disposition notre législateur obéit à deux ordres de considérations.

N'ayant laissé en face de l'Etat qu'un seul des débiteurs primitifs, il pensa sans doute qu'il fallait accumuler autour d'un recours aussi restreint de nombreuses garanties, afin que cette action gagnât en force ce qu'elle perdait en étendue,

(1) C'était du moins l'idée qui dictait l'amendement de M. Poirrier, amendement à la suite duquel est intervenue la

disposition dont nous nous occupons. Sénat, séance du 7 mars 1898, p. 263, 1^e col. in principio.

de là, le privilège et l'hypothèque; mais il considéra de même, qu'ayant organisé au profit de la victime une série de garanties efficaces et spéciales, comme l'assurance et le privilège, il avait assez fait pour celle-ci. (1).

*Alinéa 3 : Mesures édictées par la nouvelle loi
relativement aux Compagnies d'assurances.*

Nous venons de voir les recours divers qu'accordait à la Caisse nationale des retraites, le texte de la nouvelle loi; nous avons vu qu'en définitive, la charge de l'indemnité n'incombait à celle-ci que dans le cas seul d'insolvabilité soit du chef d'entreprise soit de la Compagnie d'assurances (2). Pour éviter qu'un pareil résultat déjà fort improbable se produisît, l'article 27 vint décider que les Compagnies d'assurances seraient soumises à une réglementation et surveillance spéciales propres à leur conserver des capitaux suffisants, pour garantir l'Etat des avances qu'il aurait faites. C'est là l'économie tout entière de l'art. 27. Voici ce texte :

Les Compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'Etat, et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance, et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

Les frais de toute nature, résultant de la surveillance du con-

(1) Rappelons que l'abolition totale de l'hypothèque judiciaire est réclamée par une fraction très importante de la doctrine, (v. Baudry, Lacautinerie, p. 788); mais il ne paraît pas que cet ordre de considérations générales ait ici pesé sur notre législateur. Les véritables raisons sont celles données au texte, comme le prouve la discussion qui eut lieu au Sénat le 9 mars 1898, p. 272, 2^e col. in

fine et 3^e col.

(2) Sic le rapporteur. Séance du 7 mars 1898, p. 271, in principio.

V. sur la question de savoir s'il fallait soumettre au contrôle de l'Etat les assurances sur la vie. Séance du Sénat, 7 mars 1898, discours de M. Poirrier, p. 270 1^e col. in medio. — Séance du 14 mars 1898, discours de M. Lesouëf, p. 348, 2^e col. in fine.

trôle seront couverts au moyen des contributions proportionnelles au montant des réserves de cautionnements et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du ministre du commerce.

230. Cet article n'existait pas dans le projet qui fut voté par la Chambre des députés en 1897; nous le devons à l'initiative de la commission du Sénat; il fut d'ailleurs modifié entre la première et la deuxième délibération (1).

Nous voyons que deux ordres de dispositions sont prises pour assurer la solvabilité des Compagnies d'assurances : d'abord la surveillance et le contrôle de l'Etat, ensuite l'obligation pour les Compagnies de constituer des réserves et des cautionnements; le tout doit être déterminé par un règlement d'administration publique.

L'on pourrait tout d'abord se demander quelle fut la raison qui dicta à la nouvelle loi cette double mesure, de la constitution d'une réserve ou d'un cautionnement. L'une ou l'autre de ces deux formalités n'était-elle pas suffisante, et leur cumul dans notre législation n'est-il pas une complication inutile? Nullement, et la raison de leur présence simultanée nous est donnée par le rapporteur : « La constitution d'un fonds de réserve sera réclamée des compagnies françaises, disait-il, la justification d'un cautionnement exigée pour les étrangères »; et voici comment M. Thévenet justifiait cette distinction : « Ne pouvant pas aller à l'étranger vérifier l'existence réelle des réserves, nous disons aux Compagnies étrangères, si vous voulez fonc-

(1) Faisons remarquer, entre le texte adopté en 1^{re} et 2^e délibérations une modification très importante. Le 1^{er} alinéa de l'article 27, ne visait en 1^{re} délibération, que les compagnies d'assurances à primes fixes, le 3^e alinéa du même article parlait au contraire des sociétés mutuelles d'assurances et des syndicats de garantie. Or, cette disposition est très importante, car le 1^{er} alinéa détermine, et l'obligation d'une surveillance et la constitution d'une réserve. Le 3^e alinéa, au contraire, ne réclame que l'obligation de la surveillance. La raison d'une telle différence nous est donnée par le rapporteur, (Sénat, séance du 7 mars 1898, p. 271, 2^e col. in principio). « Les mutuelles

et les syndicats de garantie, ayant pour base la solidarité de tous les associés, cette solidarité représente au créancier victime de l'accident la solidarité de tous, à la place de la solidarité d'un seul, et se trouve par là même, largement suffisante à le garantir. Il était inutile d'obliger de semblables sociétés à constituer un fonds de réserve. » Mais le texte tel que nous l'offre la loi, n'est plus le même : les mutuelles, du 3^e alinéa sont passées dans le 1^{er}, et les conditions énoncées dans cet alinéa n'ont pas changé, ces sociétés s'y trouvent donc soumises. Nul ne demanda à la commission la raison d'un tel changement. A notre avis c'est une modification malheureuse.

tionner en France, assurez-nous de réserves en titres ou en argent qui seront consignées dans nos mains à titre de cautionnement. Quant aux Compagnies françaises, il nous suffira de leur tenir le langage suivant : Vous voulez constituer un portefeuille d'assurances, vous devrez toujours avoir dans votre caisse des réserves en argent ou en titres garantissant le service de vos pensions. Ces précautions forment ainsi un ensemble de garanties précieuses et suffisamment rassurantes. » Ajoutons que pour affermir la stabilité de ces garanties, l'Etat se réserve la surveillance des compagnies.

L'article 27 continue en soumettant simplement à cette surveillance les syndicats de garantie ; il n'est donc plus question ici ni de réserves ni de cautionnements. Aussi bien ces mesures eussent été inutiles, les syndicats de garantie ont, en effet, pour base, la solidarité de tous les associés, et cette solidarité substituant ainsi à la solvabilité d'un seul, la solvabilité de tous, offre une garantie largement suffisante à la victime comme à l'État.

230 *bis*. Tel est donc l'ingénieux système adopté par la loi pour s'assurer de la solvabilité des Compagnies. Ce sont là, il est vrai, des dispositions restrictives de leur indépendance mais elles étaient la contre-partie nécessaire de la liberté, de l'assurance. Les Compagnies privées n'auront point à se plaindre ; au prix de quelque ingérence, il est vrai, elles viennent d'obtenir définitivement le droit de vivre. De nombreux projets antérieurs le leur avaient refusé.

Si les mesures adoptées sont efficaces, la portée de l'article 27 dans l'économie tout entière de la loi est certainement fort grande. L'insolvabilité des Compagnies d'assurances devenant presque impossible, la caisse des retraites n'aura plus en réalité qu'à supporter celle du chef d'entreprise non assuré, et la double critique que nous avons faite un peu plus haut de l'article 26 tombe ainsi d'elle-même. Mais l'efficacité de ces dispositions n'est pas un dogme universellement admis ; à la tribune du Sénat, M. Poirrier la contestait vivement. Il appuyait ses allégations sur ce fait, que le décret de 1868 avait astreint les

assurances sur la vie à une surveillance très stricte ; et que celle-ci cependant n'avait jamais pu, réellement, avoir lieu. Ce qui s'était passé à l'égard des assurances sur la vie se reproduirait infailliblement, pensait M. Poirrier, en ce qui concerne les assurances-accidents ; « car les dispositions proposées n'ajoutant rien à celles qui sont en vigueur, ne pouvaient avoir que le même résultat (1). »

Ces raisons sont-elles sérieuses, et de telles prévisions sont-elles susceptibles de se réaliser. Bien que nous ne soyons pas très compétent en la matière, nous ne le pensons point. La loi ayant formellement prévu la surveillance de l'Etat et la constitution des réserves pour les assurances-accidents, nous ne voyons pas quelle force étrangère pourrait s'opposer à la mise en œuvre de ces dispositions (2). C'était là, en définitive, l'opinion qu'émettait M. Lesouëf en deuxième délibération (3). De ces deux sentiments contradictoires, l'avenir distinguera celui qui était raisonnable de celui qui se trouvait être erroné. Souvenons-nous toutefois que de la prééminence de l'un ou de l'autre, dépend la raison d'être ou l'inutilité du 2^e paragraphe de l'art. 26.

231. Nous avons donc ainsi trois ordres de garanties auxquelles le patron peut recourir : Les assurances à primes fixes, les assurances mutuelles et les syndicats de garantie. Quelques mots succincts sur les caractères les plus saillants qui distinguent chacune de ces variétés, ne seront pas inutiles, croyons-nous, pour bien saisir l'harmonie des dispositions qui précèdent.

L'assurance à prime fixe, qui, selon M. Tarbouriech (4), est le mode d'assurance le plus ancien, le plus important, celui qui a rendu à l'industrie les plus signalés services, consiste à verser une prime fixe à une société commerciale opérant à l'aide d'un capital social, prime moyennant laquelle l'ouvrier se trouvera garanti des sinistres prévus. Les assurances mutuelles, au contraire, sont

(1) Discours de M. Poirrier, séance du Sénat, du 7 mars 1898, p. 270.

(2) Sic Tarbouriech, 1896, p. 232.

(3) Discours de M. Lesouëf, séance du

Sénat du 29 mars 1898, p. 349.

(4) Voir pour tous ces points, Tarbouriech 1896, p. 318 et suivantes.

des sociétés civiles composées de personnes qui mettent en commun leurs risques, chacun des sociétaires étant à la fois assureur et assuré. Les mutuelles se divisent en deux catégories bien distinctes. Il y a d'abord de grandes sociétés embrassant des assurés appartenant aux industries les plus diverses, et réparties sur toute la France. Au point de vue de leur fonctionnement, ces sociétés ne se distinguent pas des compagnies à prime : ce sont les mutuelles proprement dites. Il y a ensuite des sociétés ayant un caractère plus spécial, car elles ne comprennent que des patrons exerçant la même industrie ou tout au moins des métiers similaires, et cela dans une circonscription assez restreinte : ce sont les syndicats de garantie.

Tels sont les trois grands systèmes dont le fonctionnement est prévu dans la nouvelle loi.

Quant au dernier alinéa de l'article 27, il nous apprend comment seront couverts les frais de toute nature résultant de la surveillance. D'ailleurs, cet alinéa est très clair par lui-même et nous passons outre.

231 *bis*. Pour bien saisir la portée de l'article 28 qui termine le chapitre des garanties, il nous est nécessaire de faire un court exposé historique.

Le principe formel que cet article énonce dans son premier alinéa, ne fut pas toujours admis. Bien loin que le versement du capital représentatif des pensions allouées ne pût être exigé des débiteurs, il était au contraire obligatoire. Ce fut entre le vote de la Chambre et la première discussion du Sénat, que cette modification s'effectua.

Rappelons en quelques mots le système qu'avait admis la Chambre. Celle-ci reconnaissait deux grands systèmes principaux d'assurance. Les chefs d'entreprise pouvaient, individuellement ou réunis en associations, rester leurs propres assureurs, ou bien ils pouvaient adhérer à une assurance mutuelle dont la loi fixait l'organisation et le fonctionnement. Mais la mesure commune qui réunissait ces deux systèmes et en faisait en quelque sorte une assurance obligatoire, c'est que les chefs d'entreprises devaient

verser soit intégralement, soit pour la quote-part qui leur incombait dans la mutualité, les sommes ci-après désignées :

1^o Les capitaux nécessaires à la constitution des rentes et pensions allouées dans l'année précédente ;

2^o Les sommes mandatées pour frais de perception et à tout autre titre ;

3^o Les sommes provenant de la majoration de l'indemnité dans les conditions de l'article 20.

C'était à la Caisse nationale des accidents que devaient être effectués tous ces versements, et le capital représentatif des pensions était fixé d'après des tables de mortalité établies spécialement à cet effet ; car, le faisait remarquer le rapporteur, avec un peu d'ingénuité peut-être, la mortalité en matière d'accidents n'est pas la même que pour la vie normale. Nous étions donc ici en présence d'un forfait puisque moyennant le versement de ce capital, l'Etat était chargé de servir la pension pendant toute la vie de l'employé et de ses ayants droit.

232. Ce système n'allait pas sans de nombreux inconvénients ; l'Etat, aussi bien que le chef d'industrie, semblaient devoir en souffrir, et ses conséquences sociales pouvaient être également dangereuses.

La fluctuation du taux de l'intérêt à venir, l'imprévu qu'entraîne à sa suite tout versement effectué d'après une table de mortalité, en un mot les aléas de cette assurance à fonds perdu, pouvaient tourner au détriment de la Caisse nationale, et l'Etat, c'est-à-dire la généralité des citoyens, en eût été lésé.

Quant aux industriels, ils ne souffraient pas moins d'un pareil système. On les privait de capitaux considérables qui se trouvaient ainsi à jamais stérilisés ; on entravait ensuite gravement leur liberté, en les obligeant à effectuer un mode de paiement inflexible, quelles que fussent les garanties qu'ils pussent offrir d'autre part : l'injustice était criante.

Les conséquences sociales pouvaient être non moins funestes ; M. Thévenet, dans son discours au Sénat le 9 mars 1898, les exposait clairement. On arrivera, disait-

il, au bout d'une vingtaine d'années, à déposer plus d'un milliard de capitaux dans les caisses de l'Etat. La gestion de capitaux d'une telle importance entrainera certainement dans de nouveaux frais et de nouvelles dépenses, nécessitant par conséquent une augmentation des sommes déboursées par les chefs d'entreprise. L'accumulation de tels capitaux dans les caisses de l'Etat pourrait être en outre un danger social; en tout cas, il faudrait les employer, on ne pouvait guère le faire qu'en achetant des titres de rente sur l'Etat, et ces achats multiples auraient pour conséquence de faire baisser le taux de la rente d'une manière anormale.

Pour toutes ces raisons, disait M. Thévenet, nous avons pensé qu'il fallait écarter le système de la Chambre, éviter le versement intégral des capitaux, et chercher dans la réglementation des Compagnies d'assurances, la sécurité du versement des pensions.

232 *bis*. Ces motifs déterminèrent le Sénat, il suivit la commission, et c'est ainsi que furent introduites dans nos lois les dispositions de l'article 27 d'abord, puis celles de l'article 28 dont nous nous occupons actuellement.

Voici ce dernier texte :

Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties, qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique.

Il résulte ainsi de la teneur de cet article combiné avec

les articles 9 et 16, que ni l'Etat ni la victime n'ont le droit d'exiger le versement du capital de la part du débiteur. Mais on voit que celle-ci, si elle le préfère, peut toujours en opérer le versement à la Caisse nationale des retraites.

Terminons cet article en rappelant les trois cas, où cependant le patron peut être obligé de verser une fraction ou la totalité du capital :

1° Si l'ouvrier blessé demande à toucher le capital représentatif du quart de sa pension ;

2° Si le conjoint bénéficiaire d'une rente se remarie, il touche alors un capital égal à trois annuités de sa pension ;

3° Si le chef d'industrie cesse son industrie soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit encore par cession et qu'il n'ait point demandé, ou n'ait pu obtenir d'être exonéré du versement du capital (1). Ce capital devient alors exigible de plein droit et doit être versé à la Caisse nationale des retraites (art. 28 al. 3 et 4).

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

233. L'article le plus important de ce chapitre est incontestablement l'art. 30 ; aussi prions-nous simplement de s'en référer à l'annexe pour le sens et la teneur de l'article 29, et nous arrivons de suite à la disposition qui nous intéresse : « Toute convention, dit l'art. 30, contraire à la présente loi est nulle de plein droit. » Si la nature même d'une loi sur les accidents pouvait laisser subsister quelque doute sur son caractère d'ordre public, une telle disposition serait suffisante pour nous la confirmer : c'était d'ailleurs l'avis de M. Grivart au Sénat (2).

(1) Cette mesure a été ajoutée entre la première et la deuxième délibérations ; elle faisait partie d'un amendement que proposait M. Poirrier ; idem Félix Mar-

tin. (Séance du 7 mars 1898, p. 272, 2° et 3° col. in medio).

(2) Séance du Sénat : 19 mars 1898, p. 350, 1^{re} col.

Il est certain qu'une telle disposition était indispensable dans la nouvelle législation, sinon la loi qu'eussent votée les Chambres fût demeurée lettre morte ; mais si d'un côté, la nécessité de l'art. 30 doit être considérée comme en dehors de toute discussion, d'un autre, la rédaction qu'en a faite le législateur peut être regardée comme une rédaction fort incomplète. Voici jusqu'à ce jour les deux observations qu'elle a déjà soulevées :

234. La première émane de M. Grivart et fut présentée à la tribune du Sénat le 19 mars 1898. L'honorable sénateur pensait avec juste raison que ni le sentiment dont le législateur s'était inspiré, ni le système admis par la commission ne permettaient de supposer qu'il fût interdit à un patron de consentir à ses ouvriers des conditions plus favorables que celles résultant de la loi. Mais remarquant, d'autre part, que le texte de l'article 30 édictait une disposition générale et formelle, il proposait d'y joindre une disposition additionnelle ainsi conçue :

« Toutefois il sera permis de majorer les indemnités
« fixées par la loi en vertu d'un accord constaté par écrit,
« mais pour le supplément accordé, les ayants droit ne
« pourront prétendre à des garanties autres que celles du
« droit commun. »

La disposition finale, disait M. Grivart, est utile afin d'empêcher que les fonds de garantie créés par la loi ne subissent une surcharge excessive par l'effet des conventions particulières intervenues entre les patrons et leurs ouvriers.

Cet amendement accepté par la commission et dont la justesse était d'ailleurs évidente, ne fut pas toutefois adopté : on n'en peut guère deviner les raisons. Toutefois, grâce aux débats qui eurent lieu dans l'enceinte législative, et aussi à l'esprit général de la nouvelle loi indiscutablement favorable à la classe ouvrière, il est permis de supposer qu'il revivra dans les décisions particulières des tribunaux.

235. La seconde observation que nous ayons à faire sur l'art. 30 émane de M. Drouineau. Cet auteur fait juste-

ment remarquer qu'en vertu de la généralité des termes de l'article, toute convention tendant à atténuer ou à modifier les effets de la loi, alors même qu'elle porterait sur des droits acquis, est certainement interdite. M. Drouineau trouve cette disposition contraire au droit commun d'abord, ce qui est certain, ensuite absolument injustifiable, ce qui peut être contesté.

Notre opinion est, en effet, que le législateur voulant édicter une loi efficace devait aller jusque-là. Que fût-il arrivé, en effet, si une transaction avait été permise à dater du jour où l'accident s'était produit. La chose n'est pas douteuse, le patron eût usé de tout l'ascendant que lui donne sa situation privilégiée, pour obtenir de l'ouvrier une diminution de ses droits. Celui-ci, menacé dans son embauchage futur ou dans celui de ses enfants, eût certainement consenti, et tous les inconvénients que l'on voulait éviter se fussent produits de nouveau et comme auparavant ; on eût transigé après au lieu de transiger avant, c'eût été la seule différence. Il fallait donc à tout prix proscrire toute convention contraire, et c'est, avec beaucoup de prévoyance et de sagesse, ce que fit le législateur.

On n'a guère affaibli notre raisonnement, on l'a plutôt fortifié, en faisant remarquer comme M. Drouineau qu'admettre une telle solution, c'est accuser le législateur d'inconséquence.

236. « Pour être logiques et d'accord avec eux-mêmes, dit M. Drouineau, les législateurs auraient dû supprimer la prescription édictée par l'article 18. En effet, que l'ouvrier n'agisse pas et ne se présente pas sur la convocation du président du tribunal civil, magistrat conciliateur ; qu'il n'assigne pas après que le Président aura dressé le procès-verbal de non conciliation, la prescription sera acquise, l'action résultant de la loi, éteinte, et rien n'empêchera les parties de faire à côté des réglementations législatives et sur les droits conférés par elles, la transaction qui leur plaira. »

Cette convention, ainsi contraire à la présente loi,

M. Drouineau la nommait un peu plus haut la convention du silence.

Que cette convention puisse subsister, malgré les termes positifs de l'art 30, la chose n'est pas douteuse, qu'elle soit une dérogation à la règle générale édictée par cet article, nul ne songera à le contester; mais que le législateur, pour mettre en harmonie deux dispositions contraires, dût l'interdire, voilà ce que soutient M. Drouineau et ce que nous ne pouvons admettre.

A notre avis, les Chambres ont fort bien légiféré. En règle générale, elles ont refusé la validité à toute espèce de transaction : nous connaissons les raisons fortes et déterminantes de cette disposition. Elles devaient donc l'admettre et elles l'admirent. Mais d'un autre côté, l'on devait éviter, autant que faire se pouvait, la multiplicité des procès, et pour cela, il fallait se garder de protéger l'ouvrier malgré lui. L'ouvrier voulait-il ne pas agir, il devait en rester libre; désirait-il au contraire intenter son action, il fallait qu'il pût le faire en toute liberté. Ce résultat fut très heureusement atteint par les dispositions respectives des articles 18 et 30. Ce dernier prohibe toute convention formelle tendant à une transaction; le premier au contraire décide que si l'ouvrier reste un an sans agir, il a laissé prescrire ses droits. Mais cette transaction détournée, cette convention du silence, comme l'appelle M. Drouineau, est bien moins dangereuse que l'autre. Le patron pourra difficilement user de pression pour l'obtenir; en brusquant le contrat il ne pourra l'arracher, car l'ouvrier, maître de ses droits durant une année entière, ayant la possibilité par conséquent de toujours réfléchir, reste libre pendant ce laps de temps de revenir sur les résolutions successives qu'il a été susceptible de prendre.

On voit donc, qu'à l'encontre de ce que pense M. Drouineau, le législateur a parfaitement prévu ce cas, qu'il a sagement légiféré, et que la dérogation qu'apporte à l'article 30 la prescription de l'article 18, est une dérogation en tout point conforme et à l'équité, et à l'esprit général de la loi nouvelle.

Les articles suivants ne souffrent guère de difficultés, ils passèrent d'ailleurs sans encombre aux deux Chambres. Seul le premier de ces textes suscita un amendement de M. Félix Martin. Le dernier alinéa de l'article 31 est la reproduction textuelle de cet amendement.

La loi ainsi modifiée revint à la Chambre : acceptée telle quelle, elle fut promulguée le 10 avril 1898.

CONCLUSION

237. Si l'on a bien suivi jusqu'ici la suite de nos raisonnements, l'on a vu de quelles nécessités est sortie l'élaboration de la nouvelle loi, et quelle force inéluctable l'imposait. Arrivé au terme de cette étude, nous désirons maintenant résumer simplement et d'une façon succincte les progrès qu'elle fit faire et les avantages qu'elle apporta aux rapports respectifs des ouvriers et des patrons.

La loi du 10 mars 1898 facilite d'abord singulièrement la preuve mise à la charge de l'ouvrier. Pour obtenir le droit à une indemnité, celui-ci n'a simplement qu'à établir le fait matériel de l'accident survenu au cours ou à l'occasion du travail. C'est là un progrès sensible et fort important : nous avons vu que la jurisprudence comme la doctrine avaient cherché à le réaliser. De ce fait donc, la loi n'est pas critiquable.

Les diverses hypothèses où l'on voyait la responsabilité disparaître, (cas fortuit, force majeure ou cause inconnue), soit dans le système délictuel de l'art. 1382, soit dans le système contractuel, ont été singulièrement restreintes. Bien que la loi ne s'en explique point for-

mellement, nous avons dit et nous n'y reviendrons pas, que seuls, le cas fortuit, la force majeure, ou la cause inconnue, ne laissant subsister aucun lien entre l'entreprise et l'accident survenu sont destructifs de toute responsabilité (1). Il n'en était pas de même autrefois. Quant à ce qui concerne la faute légère, la faute inexcusable, et la faute intentionnelle, on se reportera à ce que nous en avons dit plus haut; et là encore, on se convaincra que la situation de l'ouvrier est fort loin d'être empirée.

La nouvelle loi sut encore écarter l'arbitraire des tribunaux qui était un si grand inconvénient dans la législation précédente. Le principe du forfait qu'elle adopta réalisa ce but. Tant, au point de vue du quantum de l'indemnité que des personnes qui y ont droit, le pouvoir du juge se trouve aujourd'hui restreint à de fort strictes limites. Le législateur vient ainsi d'atteindre un résultat que chacun réclamait depuis longtemps, il a entravé la multiplicité des procès (2). C'est également au même ordre d'idées que se rattache, à la satisfaction du même besoin, que concourt cette disposition, par laquelle il est interdit aux victimes de se prévaloir d'une autre action que celle résultant de la loi récente.

Enfin, l'argument principal qu'aujourd'hui encore suscitent les nouvelles dispositions, n'est pas selon nous sans réplique. On prétend, qu'en allouant une rente

(1) Nous rappelons ici que c'est là une opinion personnelle, et qu'au contraire, la majorité des auteurs sera probablement d'avis que ces divers événements laissent subsister la responsabilité du patron.

(2) Rappelons également que nous avons fait nos réserves sur le moyen employé pour atteindre ce but. En règle générale, avons-nous dit, l'indépendance et la liberté d'appréciation du juge, doit être un axiome.

ferme aux ouvriers français et à leur famille, la loi de 1898 va inciter les patrons à préférer la main-d'œuvre étrangère ou celle des célibataires. Cette critique, à notre avis, est bien exagérée. Si un tel résultat devait s'attacher fatalement aux dispositions de la nouvelle loi, il nous semble qu'il n'eût pas attendu ce moment pour se produire : le droit commun sur lequel, avant la loi de 1898, vivaient patrons et ouvriers était largement suffisant pour y conduire. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la nouvelle loi ne bouleverse pas absolument l'ordre habituel des choses ; il ne faut pas oublier, qu'avant le 10 mars 1898, la mort d'un ouvrier ne laissait point nécessairement sa famille sans ressources. Bien au contraire, avons-nous dit, les Tribunaux montraient une grande sollicitude pour une telle situation. Il est vrai que les sommes allouées étaient peut-être alors moins considérables qu'aujourd'hui, encore n'en sommes-nous pas bien sûr, mais tout au moins, faisons observer qu'elles pouvaient jadis être versées en capital, tandis que maintenant l'ouvrier a simplement droit à l'obtention de rentes déterminées (1). C'est là un grand avantage pour le patron.

(1) Tarbouriech : p. 197, n° 273 et suivante :

« Les ayants cause désignés dans la loi sont ceux à qui en fait les tribunaux attribuent des indemnités fondées sur l'article 1382 du Code civil. Les patrons n'ont donc pas dû attendre le vote de la loi pour composer leur personnel uniquement de célibataires. Ils y ont aujourd'hui un intérêt au moins égal à celui qu'ils auront demain ; les tribunaux tenant compte aujourd'hui en cas de mort de la situation de famille du défunt. En somme, nous prétendons maintenir dans le risque professionnel ce qui existe avec le régime de la responsabilité délictuelle. » Il est vrai que la critique reste entière à l'égard des ouvriers étrangers : si cette situation se montre intolérable le législateur avisera.

Grâce au mécanisme de l'assurance, la charge résultant de ces rentes elles-mêmes sera d'ailleurs considérablement allégée. Un écueil se présentait ici ; l'assurance obligatoire, qui paralysait la liberté des patrons, en ruinant les compagnies privées. Le législateur sut l'éviter. Le patron s'assurera à qui, et comment il voudra : il pourra même ne point le faire. Le seul cas du risque d'insolvabilité doit être couvert obligatoirement par une prime. Ainsi restreint, le principe de l'assurance obligatoire, en répartissant sur tous les industriels la charge qu'un fort petit nombre d'entre eux aurait dû seul supporter, rend la contribution de chacun absolument infime.

Quant au fond spécial de garantie, et la façon dont il est formé, nous en avons assez parlé pour qu'il soit inutile d'y revenir. La modicité de la somme perçue sur chaque patente ou sur chaque hectare de mines concédé, jointe à la rareté d'une insolvabilité totale dans l'industrie française et au recours de l'Etat qui a payé contre qui de droit, font de cette disposition, nous l'avons montré, une disposition humainement irréprochable. Il y aurait aujourd'hui mauvaise grâce à ne pas en convenir.

Enfin, pour terminer, est-il nécessaire de rappeler que le nouveau texte a consacré le principe de la non-validité des clauses d'irresponsabilité : disposition si nécessaire qu'elle était réclamée par les trois systèmes que nous avons précédemment étudiés.

238. Ainsi, à tous égards, il nous semble que cette loi si longtemps attendue est loin d'être aussi mal rédigée

qu'on a bien voulu le dire. Certes, le législateur, et il s'en est expliqué formellement, n'a pas eu l'intention de faire une loi immuable, et stéréotypée en quelque sorte. Il est certain, d'une part, que certains besoins se feront jour qui devront être satisfaits, et que d'autre part, la pratique du texte doit nous y révéler, comme toujours, quelques imperfections. Mais, nous croyons pouvoir l'affirmer, toutes ces modifications seront certainement d'ordre secondaire ; les grandes lignes demeureront, et les Chambres ont cette fois doté notre législation d'une loi véritablement viable.

D'ailleurs, si l'apparition de ce texte a fait de nombreux mécontents, il est juste de dire, qu'à notre connaissance du moins, il n'a soulevé nulle part de ces critiques spéciales, nettement définies, véritablement fondées, susceptibles en un mot d'infirmier une loi tout entière. Les ennemis étaient assez nombreux dans le camp adverse pour que, si une telle arme eût existé, on ne négligeât point de s'en servir. Si quelques-uns ont montré certains inconvénients de rédaction, et certes la chose était facile, nul n'a proposé un moyen de mieux faire. Force est donc bien, pour le moment, de s'en tenir au point où nous en sommes.

239. Aussi bien, le principal grief que l'on fait à cette loi est d'être une loi électorale. Journaux politiques, publications juridiques, conférences d'avocats ou conversations de magistrats et jurisconsultes, partout on entend résonner le même reproche, et voilà vraiment le dernier argument dont on prétend accabler ses rédacteurs. La réponse est facile. Il est tout au moins étrange

de voir les mêmes hommes glorifier les révolutions successives, qui dans notre pays contribuèrent à l'établissement du régime parlementaire, puis s'étonner des conséquences que ce même régime comporte, jusqu'à prétendre y contredire. Par quel étrange oubli pensent-ils donc, en critiquant les effets, ne pas ébranler la cause. Si l'on arrivait à démontrer que cette loi, électorale assurément, se trouve être, pour des raisons particulières, une mauvaise loi, ce que d'ailleurs nous ne pensons pas, si pour d'autres lois rendues dans des circonstances analogues, le même raisonnement était susceptible de triompher, il en faudrait simplement conclure que le régime parlementaire est incompatible avec l'élaboration d'une sage et sérieuse législation. L'assertion, d'ailleurs, ne serait pas encore convaincante, l'histoire serait toujours là pour donner un démenti, et l'harmonie comme le sens pratique des lois anglaises viendraient témoigner du contraire.

Mais une semblable question ne saurait convenir au cadre de cette étude ; et d'ailleurs elle n'est point telle. Il ne s'agit point ici comme ailleurs de discuter la perfection ou les inconvénients du système parlementaire ; il est, et l'on se convainc assez de sa légitimité en considérant l'impossibilité d'en élaborer un autre. Dès lors, si un parti, pour régulièrement arriver au pouvoir, ou bien un autre pour s'y maintenir est obligé de consacrer un ensemble de dispositions, nous disons que ces dispositions étant une émanation directe de la souveraineté populaire, sont assurément justes et équitables.

En un mot, étant donné, d'un côté le droit de vote,

d'un autre le système représentatif, nous ne croyons point soutenir un paradoxe en affirmant cet axiome : une loi légitime, c'est une loi électorale.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

GRÉARD.

Vu, le Président de la thèse :

LÉON MICHEL.

Vu par le doyen :

GARSONNET.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION : Division du sujet et justification du plan adopté. 1

PREMIÈRE PARTIE

LA JURISPRUDENCE

Exposé général du système adopté (1) 3-4

TITRE PREMIER

Conditions de naissance de l'action en responsabilité.

Paragraphe I^{er}. — LA FAUTE.

1^o Cas où la responsabilité est entière :

Faute personnelle au patron : Variétés de ces fautes et divisions adoptées (4).

1^o Emploi fautif de telle ou telle partie du personnel (5).

2^o Installation vicieuse du matériel (6).

3^o Exécution du travail dans des conditions dangereuses (7)

Causes de la rigueur d'appréciation de la jurisprudence (8)

Faute du préposé du patron.

Explication de ce fait, à première vue anormal, de la responsabilité du fait d'autrui (9). Application que fit la jurisprudence de ce principe en matière d'accidents de travail; et raison d'être de cette application (10). Discussion et distinction relatives au fondement de la responsabilité d'autrui. La présomption d'un manque de surveillance universellement admise pour les pères et mères, institu-

teurs ou artisans est contestée pour les maîtres et com-mettants (11). Sentiments variés à ce sujet de M. Lau-rent (12), Labbé, Demolombe, Colmet de Santerre (13), Saintelette et Sourdat (14). Détermination des personnes qui peuvent engager la responsabilité du patron; contro-verse (15). Conséquence de l'une ou l'autre opinion (16). Détermination des actes susceptibles de donner naissance à l'action en responsabilité (17). Quid de la responsabilité du patron lorsque le fait dommageable s'est produit simple-ment à l'occasion du service confié au préposé? (18). Dans un service permanent? (19). Quid du recours du patron contre le préposé? Quelle était l'action la plus avan-tageuse pour la victime, l'action directe ou celle de l'art. 1384? (20).

Domage causé par la propre chose du patron.

Fondement de cette responsabilité: controverse, renvoi (21).

2^e *Cas où la responsabilité est mitigée :*

1^o Faute imputable au patron et à l'ouvrier : Justification du partage de la responsabilité dans cette hypo-thèse (22).

2^o Faute imputable au commettant et à la personne civilement responsable : opinion de M. Larombière et Sourdat (23).

3^e *Cas où la responsabilité n'existe plus :*

1^o Le dommage résulte d'une faute imputable à l'ouvrier seulement. Raison d'être de l'inexistence de la respon-sabilité en cette hypothèse : l'adage cité par Laurent, l'opinion de Larombière. De quelques cas particu-liers (24).

2^o Le dommage résulte d'un cas fortuit, de la force majeure ou d'une cause inconnue. Ces événements sont destruc-tifs de toute imputabilité. Silence du législateur à ce sujet en ce qui regarde l'obligation délictuelle : expli-cation de cette lacune. Cas où l'événement fortuit se trouve être la conséquence directe ou indirecte d'une faute du patron, la responsabilité naît dans cette hypo-thèse. Opinion de Sourdat (25) 26 à

29

Paragraphe II. — LE PRÉJUDICE.

1^o Quels caractères devait présenter le dommage pour donner naissance à l'action en responsabilité. L'intérêt doit être direct, le droit actuel est certain. Merlin cité par Sourdat (26).

2° De quelle nature le préjudice souffert devait-il être ? moral ou physique. Controverse, et distinction entre la victime elle-même et ses représentants. Le préjudice moral ne donne jamais une action à la victime (27). Lorsque la victime est morte sur le coup, les personnes auxquelles cette mort préjudicie ont l'action en indemnité (28). Celles qui n'ont qu'un intérêt moral l'ont-ils ? Controverse (29). Opinion qui nous semble devoir être admise (30). Solutions contraires à la nôtre (31). Lorsque la victime avait survécu la solution est évidente, s'il s'agit de la victime elle-même ou des personnes directement lésées par la mort de l'ouvrier (32); elle est douteuse, lorsqu'on se trouve en présence de personnes qui n'éprouvent pas cette sorte de préjudice. Distinction : l'ouvrier a exercé son droit avant de succomber ou ne l'a point fait ; les ayants-cause sont héritiers ou non (33). L'action en dommages et intérêts peut-elle être exercée par les créanciers, tout dépend du sens et de la portée de ces mots : « Droits attachés exclusivement à la personne ; opinions contradictoires à ce sujet de Sourdat et Labbé (34) ». Distinctions : Si la victime est morte sans avoir intenté d'action ; si la demande en dommages et intérêts a été formée ; si l'indemnité a été touchée (35). Contre qui l'action en dommages et intérêts était-elle susceptible d'être intentée ? (36) 29 à

40

Paragraphe III. — DÉVOLUTION DE LA PREUVE.

En quoi consiste cette preuve : Infériorité de la situation du demandeur (37).

1° Le dommage est le résultat d'une faute personnelle du patron : La responsabilité est fondée sur l'article 1382 ; conséquences qui en résultent ; l'ouvrier doit prouver l'existence de la faute ; justification de cette règle en équité et en droit ; des moyens usés pour faire cette preuve (38). L'ouvrier doit établir le préjudice et la relation entre le préjudice et la faute (39).

2° Le dommage est causé par le préposé du patron : La faute du commettant étant présumée, la preuve en est inutile ; preuves qui restent nécessaires (40). L'action contre le commettant est une action principale (41). Des moyens de défense dont il était loisible aux commettants de faire usage (42).

3° Le dommage est causé par la propre chose du patron : Énoncé des trois opinions sur la question (43). 1° Les articles 1382 et 1383 régissent la matière ; motifs de

cette opinion (44). 2° L'article 1384 doit être seul appliqué : motifs de cette opinion (45). 3° L'article 1386 est le seul auquel on doit recourir ; questions préalables ; l'article 1386 est-il susceptible d'extension, est-il une disposition indépendante et principale, ou dérogatoire (45). Trois opinions : 1° L'article 1386 dérive des articles 1382 et 1383 ; raisons invoquées (47). 2° L'article 1386 est une application de l'article 1384 ; opinion de M. Laurent, motif qu'il fit valoir (48). L'article 1386 est une disposition complètement indépendante (49), et par suite susceptible d'extension (50). 40 à

49

TITRE DEUXIEME

Condition d'extinction de l'action en responsabilité.

Paragraphe I^{er}. — DE LA CLAUSE D'IRRESPONSABILITÉ.

Raison pour lesquelles nous plaçons ici l'étude de cette clause (51). Motifs d'ordre pratique et d'ordre juridique qui firent rejeter à la jurisprudence la validité de cette clause (52). Distinction maintenue entre le cas fortuit, la faute ou le dol (59). En ce qui concerne la faute légère la clause d'irresponsabilité était-elle valable ? Distinction entre les dommages causés aux choses et ceux causés aux personnes (53). Controverse lorsqu'il s'agit de dommages causés aux choses. L'ordre public invoqué pour déclarer nulle la clause d'irresponsabilité. Critique de M. Lyon-Caen. Considérations sur la similitude de l'assurance avec la clause d'irresponsabilité (54). Même controverse lorsqu'il s'agit de dommages causés aux personnes. La sécurité des personnes étant d'ordre public on n'y peut déroger par des conventions expresses. Opinion de M. Planiol, sentiment de M. Labbé ; critique de cette opinion ; la sécurité des personnes est-elle bien véritablement d'ordre public ? Simple possibilité d'émettre sur cette idée une opinion purement subjective (55). Selon nous, les clauses d'irresponsabilité étaient nulles mais pour d'autres motifs. Remarquable arrêt du 1^{er} juillet 1885, et raisons qu'il invoque. Justification de notre opinion développée et soutenue par M. Sauzet (56) 49 à

50

Paragraphe II. — DE LA PRESCRIPTION.

Etendue et domaine des articles 319 et 320 du Code pénal (57). Caractère réciproque des actions civile et pénale, et principe général qui domine leur exercice. Conséquences (58).

L'indépendance des deux actions est une règle simplement générale mais non absolue ; quelques exemples à l'appui : en particulier, de la prescription. L'action civile se prescrit par le même laps de temps que l'action pénale : origine historique de cette règle, sa raison d'être et sa justification (59). Ses conséquences, principalement au point de vue des causes d'interruption de la prescription ; différentes opinions ; sentiment de M. Laborde à ce sujet (60), au point de vue des causes de suspension. De la maxime <i>contra non valentem agere</i> , et de sa fausse application par la jurisprudence. Sentiment de la doctrine à cet égard ; distinction entre les obstacles de fait et ceux de droit (61). Portée générale de la règle établissant l'unité de la prescription (62).	Pages 61
---	-------------

Paragraphe III. — DE LA TRANSACTION.

Règle générale. Influence différente de la transaction suivant qu'elle s'appliquait à l'action civile ou pénale. Quid du cas où la blessure venait à s'aggraver ? (63).

CONCLUSION

Résumé succinct des efforts faits par la jurisprudence, exposé des motifs généraux de leur échec. Solutions meilleures proposées par le législateur et la doctrine, en tout point conformes à leurs caractères respectifs (64). Causes différentes qui appelaient une réforme législative. Existence d'une faute et nécessité d'une preuve pour fonder l'action en indemnité. Difficultés qu'au point de vue pratique soulevait l'existence de ces deux éléments. De la toute puissance du témoignage oral et de son inefficacité. Complication de la situation lorsque l'accident se trouvait avoir occasionné la mort (65). Cas où la responsabilité n'était jamais engagée. L'ouvrier est porté à des transactions dérisoires (66). Causes différentes qui appelaient une réforme législative (suite). Sentiments des patrons eux-mêmes à l'égard de la législation existante (67). Aléa dans l'appréciation des indemnités nuisible aux deux parties (68). Défectuosités de l'assurance. Double disposition restrictive contenue dans les polices. Multiplicité des procès (69). Motifs que faisait valoir la doctrine contre le système jurisprudentiel. 1° Contestation du principe admis. Fausse application et extension irrationnelle des article 1382 et 1383 (70). 2° Critique des conséquences que la jurisprudence voulait tirer d'un tel principe : une

dette de sécurité ne pouvait résulter des articles 1382 et 1383. Ces textes ne peuvent mettre à la charge du patron qu'une obligation stricte et rigide. Conclusion qui doit être tirée de tous ces illogismes (71)	61 à 69	Pages
---	---------	-------

SECONDE PARTIE

LA DOCTRINE

TITRE PREMIER

SYSTÈME DE L'OBLIGATION CONTRACTUELLE

Les décisions des tribunaux contenaient virtuellement la théorie de l'obligation contractuelle dans le dernier état de la jurisprudence. M. Sauzet la formule explicitement pour la première fois en 1883. Principe fondamental de ce système (72)	73 à 74
--	---------

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE

Paragraphe 1^{er}. — FONDEMENT CONTRACTUEL DE LA RESPONSABILITÉ DU PATRON

Diverses raisons mises en avant pour établir sur ce fondement le principe de la responsabilité patronale (71). Raisons contraires et réponse que l'on y fit (72). Les décisions de la jurisprudence militent elles-mêmes en faveur de la réforme (73). On peut également faire valoir des raisons proprement juridiques. Les articles 1134, 1135, 1137 en sont une preuve. Opinion de M. Marc Gérard (74). Autres raisons de texte et d'équité mises en avant pour soutenir cette opinion : l'art. 1456. Résumé des motifs d'ordre moral par M. Sainctelette (75). Sentiment contraire de M. Desjardins et réfutation de M. Sauzet (76). Argument plus sérieux de M. Desjardins. Renvoi. Réponse insuffisante de M. Marc Gérard. Raison que nous trouvons plus déterminante. L'analogie avec le mandat et le transport (77). En adoptant la thèse contractuelle, l'on aboutit à des conclusions parfaitement légitimes : sentiment de M. Sauzet à cet égard, de M. Sainctelette et des autres adhérents (78)	74 à 82
--	---------

Paragraphe II. — ÉTENDUE DE L'OBLIGATION DU PATRON

Les quatre théories divergentes de MM. Sauzet, Labbé Chavegrin et Esmein sur cette question (79). Exposé de la théorie de MM. Sainctelette et Sauzet. Le patron est garant de sûreté (89). Système plus modéré de M. Labbé, critique de l'opinion précédente (81). Le vide que laisse le législateur au contrat de louage doit être comblé en s'inspirant des principes qui régissent les obligations conventionnelles en général. Sentiment de MM. Lyon-Caen, Glasson, Planiol et Cotelle. Formule de M. Labbé, traduisant les obligations réciproques (82). Universalité du système de M. Labbé ; théorie de M. Chavegrin en matière de contrat de transport ; le désir de son auteur de la restreindre à ce chef, quelques auteurs y veulent voir cependant une théorie générale (83). Exposé de la théorie : L'art. 1784 ne concerne que le transport des choses. Raison que l'auteur en donne ; l'inertie des choses prouve d'une façon certaine qu'elles sont étrangères à l'accident qui les frappe. La responsabilité de la victime peut, au contraire, être engagée dans un accident de personnes ; le voiturier n'a donc pu contracter une obligation de sécurité absolue (84) ; mais si les faits prouvent que le voyageur n'a joué dans l'accident qu'un rôle purement passif, il est alors placé sous la protection du contrat de transport (85). Cette théorie n'est séduisante que pour le contrat de transport ; l'ouvrier n'est jamais un engrenage inerte ou une machine obéissante. Sentiment de M. Chavegrin lui-même à cet égard (86). Raison supposée pour laquelle M. Josserand a étendu la thèse de M. Chavegrin en dehors de son domaine et malgré son auteur. En admettant même le principe d'où partait M. Josserand, la thèse de M. Chavegrin est inférieure à celle de M. Labbé en ce qui concerne du moins les accidents de travail (87). Raison que l'on en donne : l'article 1382 que l'on voulait à tout prix écarter, devient dans ce système d'une application presque générale (88). Le système de M. Esmein : le patron ne garantit que les vices de la chose. L'ouvrier victime d'un accident n'a pas d'autres preuves à faire que celle résultant du vice de construction ou du vice de la chose (89). Ingéniosité, mais insuffisance de cette doctrine ; elle ne surpassait ni au point de vue juridique ni au point de vue pratique, celle de M. Labbé. La théorie de M. Esmein laissait la question stationnaire (90). Cause profonde de la suprématie du système de M. Labbé

et de l'insuffisance des deux autres : son parfait équi-		
libre (91)	82 à	96

CHAPITRE DEUXIÈME

LES CONSÉQUENCES DU PRINCIPE

Paragraphe I^{er}. — DÉVOLUTION DE LA PREUVE

Importance de cette question en général, et particulièrement en matière d'accidents du travail (92). Différence du système contractuel et du système délictuel au point de vue de la dévolution de la preuve : citation de M. Sauzet. L'ouvrier n'a plus à prouver la faute du patron (93). Sentiment contraire de quelques auteurs (94). Exposé du système de MM. Sainctelette et Sauzet au point de vue de la dévolution de la preuve ; il est conforme au principe qu'ils ont adopté sur le fondement de la responsabilité patronale. Le patron créancier de sécurité doit prouver l'exécution du contrat (95). Suivant M. Labbé l'ouvrier doit prouver, outre l'existence du contrat, le rapport entre le dommage survenu et la substance ou la machine procurée par le maître ; énumération des preuves que doit fournir à son tour le patron pour sa libération (96). Comparaison du système de M. Labbé avec celui de MM. Sainctelette et Sauzet en ce qui concerne la dévolution de la preuve. Caractère toujours modéré des décisions de M. Labbé (97). Théorie de MM. Chavegrin et Esmein (98) Règle générale adoptée par les quatre systèmes (99). Opinion de quelques auteurs qui soutiennent que malgré la nature contractuelle de l'obligation c'est à l'ouvrier à rapporter la preuve de la faute de son maître ; raisonnement que l'on fit pour aboutir à ce résultat : M. Glasson distingue entre les obligations de donner et celles de faire (100). M. Labbé combat cette opinion : La distinction entre les obligations de donner et celles de faire n'a jamais existé à ce point de vue dans notre législation (101). Opinion que nous eussions admise à ce sujet. L'opinion de M. Labbé eût été incontestable s'il eût admis le système de MM. Sainctelette et Sauzet ; elle est fragile avec son propre principe (102). Développements qu'apportent au raisonnement de M. Glasson, MM. Planiol et Chesney (103). Nouvel argument de M. Delecroix sur les obligations réciproques des parties ; il se réduit en définitive à

	Pages
celui de M. Glasson (104). Réfutation particulière de M. Labbé aux raisons invoquées par M. Planiol : insuffisance de cette réfutation. Pétition de principe de M. Labbé. Selon nous, l'opinion de M. Glasson conserve toute sa valeur (105)	96 à 109

Paragraphe II. — LA FAUTE

Point de départ commun aux deux théories contractuelle et délictuelle : la responsabilité patronale n'est jamais engagée sans faute, elle ne l'est point toujours dès que celle-ci est démontrée (106). Conséquences du système de la responsabilité contractuelle lorsque le dommage est le résultat du fait personnel du patron. Exposé succinct et renvoi (107). Lorsque le dommage est causé par le préposé du patron. Il faut distinguer si le patron a traité directement avec les ouvriers ou non (108). Lorsque l'accident résulte d'une faute imputable aux deux parties contractantes (110). Lorsque la faute de l'ouvrier est exclusive de celle du patron : Du cas fortuit, de la force majeure et de la cause inconnue (111).	110 à 115
--	-----------

Paragraphe III. — LA PRESCRIPTION

L'influence exercée par l'élément pénal sur l'élément civil n'existe plus pour la majorité des auteurs lorsqu'il s'agit de la faute contractuelle (112). Quelques auteurs ne partagent point cet avis : Critique de cette opinion (113). Conclusion qu'il faut admettre et raisons pour lesquelles nous y souscrivons (114). Opinions des criminalistes à ce sujet et en particulier de M. Laborde (115).	115 à 118
---	-----------

Paragraphe IV. — DE LA CLAUSE D'IRRESPONSABILITÉ

Gravité et importance de la question : Controverse qu'elle suscite (116). M. Sauzet n'admet point la validité d'une telle clause : le raisonnement qu'il invoque. M. Saintelette raisonnant différemment aboutit toutefois aux mêmes conclusions (117). Système de M. Labbé : il se prononce en faveur de la liberté des conventions. MM. Glasson et Lyon Caen partagent cet avis (118). Opinion de quelques auteurs français qui se prononcent en faveur de M. Saintelette, raisons données à l'appui (119). Notre sentiment à cet égard. Justification de cette opinion (120). Véritable raison qui dictait à M. Saintelette sa conduite à l'égard de la non validité des clauses d'exonération (121). Cette raison n'est point déterminante, et d'ailleurs ne peut être admise (122). Examen et réfutation d'un autre argument invoqué	
---	--

par MM. Sainctelette et Demangeat. Justification de notre opinion. La clause d'irresponsabilité devait être admise (123). Raison tirée de la similitude de l'assurance et de la clause d'exonération pour le soutenir (124). Réserves que nous apportons toutefois à cette opinion. La similitude n'est pas totale à l'égard de la victime (125). Malgré tout la partie juridique de l'argument est considérable et reste entière (126). Réfutation de la raison qu'invoque M. Planiol (127). Quelle est la validité de la clause d'irresponsabilité lorsqu'il s'agit du fait d'un préposé. Elle est valable : Résumé général des opinions que nous admettons (128).

118 à 133

CONCLUSION

Exposé rapide de l'insuffisance pratique de la nouvelle théorie (129). Conséquence de cette insuffisance (130). Causes de cette insuffisance : la division d'opinions de ceux qui la soutenaient (131). Cette division provoque à la négation du principe même de la théorie : Intervention dans ce sens de M. Chesney (132). Raisons invoquées par cet auteur contre le système contractuel : 1° L'article 1382 n'est pas écarté par cela seul qu'il y a eu contrat (133). L'article 1135 n'est pas applicable à la matière (134). Interprétation contestable que donne M. Labbé du silence du législateur à l'égard du louage de services (135). L'argument tiré de l'art. 1137 n'est guère meilleur (136). L'opinion qui prétend que le système contractuel est conforme à la commune intention des parties est également une opinion simplement subjective, que nulle raison de droit ne légitime (137). Principal mérite des raisons invoquées par M. Chesney : leur opportunité. Le fait même de la possibilité d'une telle intervention prouvait la fragilité de l'édifice (138).

133 à 141

TITRE SECOND

THÉORIE OBJECTIVE DE LA RESPONSABILITÉ

La paternité de cette théorie appartient à M. Saleilles (139). 141 à 142

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE

Les motifs généraux et historiques qui inspirèrent à M. Saleilles cette théorie (140). Les motifs de raison qui la lui dictèrent (141). Ce système n'est d'ailleurs pas nouveau, il était implicitement contenu dans les décisions de la jurisprudence, et c'était celui du Code (142).

142 à 145

Il faut éliminer toute idée de faute du chapitre entier intitulé « des délits et des quasi-délits », et expliquer le sens du mot faute formellement exprimé dans l'article 1382 (143). C'est une erreur de prétendre que l'article 1382 ne concerne que le délit fait intentionnel : un tel article édicte en matière de responsabilité une disposition générale ; motif qu'en donne M. Saleilles : le mot faute est simplement indicatif de la personne qui devra la réparation. Démonstration (144). Suite de la démonstration par un argument à fortiori. Conclusion de la discussion : Le délit et le quasi-délict sont tous deux prévus par l'art. 1382 (145). Reste à expliquer par conséquent la présence et l'utilité de l'art. 1383 : l'article 1383 viserait l'abstention fautive, l'article 1382 au contraire le fait positif, mais cette explication a été ruinée jadis par la dialectique de M. Planiol (146). M. Saleilles en conclut que le code civil dans les articles 1382 et 1383 n'ayant pas défini le délit et quasi-délict, le champ est ouvert aux interprétations juridiques (147). 145 à

149

Paragraphe II. — ÉTABLISSEMENT DU NOUVEAU PRINCIPE

1^o ARTICLE 1382. — Le fait dont parle l'article 1382 est un fait positif par lequel l'agent s'est trouvé en contact avec la chose endommagée (148). Cette conception était la conception originale, l'on ne s'en est écarté que pour le droit pénal : Conséquences (149).

2^o ARTICLE 1383. — Nécessité de l'explication de cet article qui vise évidemment un fait négatif d'abstention (150). L'article 1383 vise simplement l'abstention de celui qui aurait pu intervenir et ne l'a point fait : Exemples donnés par M. Saleilles à l'appui de cette opinion (151). La négligence visée par l'article 1382 est de plus une négligence purement objective ; ce qu'il faut entendre par ce terme : Conclusion (152).

ARTICLE 1384. — L'article 1384 ne consacre ni présomption, ni fiction, il n'est que l'application pure et simple de l'article 1382 tel qu'il est compris dans le nouveau système : critique et mal fondé des deux grandes théories émises sur le fondement de la responsabilité du fait d'autrui (153). L'obligation n'est ni contractuelle, ni délictuelle mais légale : Interprétation de la pensée de M. Saleilles (154).

ARTICLE 1386. — L'article 1386 est une dépendance de l'article 1382 : il est d'une explication facile avec la nouvelle théorie. Difficulté que soulève cependant cet article. Distinc-

tion : s'il s'agit du défaut d'entretien il y a là évidemment une faute intentionnelle, mais elle ne fait que majorer les dommages et intérêts, et ne fonde pas le droit à les exiger : la contradiction n'est donc qu'apparente (155). S'il s'agit du vice de construction, l'application du nouveau principe est ici formelle : opinion de MM. Josserand et Saleilles à ce sujet (156). 149 à 158

CHAPITRE II

LES CONSÉQUENCES DU PRINCIPE

Paragraphe 1^{er}. — DÉVOLUTION DE LA PREUVE

Le principe est le même; mais les effets en sont changés par la nouvelle théorie. Distinction de M. Saleilles et division du sujet : 1° Le dommage résulte directement du fait de son auteur; 2° il n'en est qu'une suite plus ou moins indirecte (157). Le premier cas visé par l'article 1382 est résolu facilement en recourant au principe. L'ouvrier doit prouver le fait matériel, et le rapport de ce fait avec la personne qui en est la cause (158). Il faut de même recourir au principe pour résoudre le second cas : l'ouvrier doit prouver : le dommage, le fait matériel cause de ce dommage, le fait d'imprudence occasionnel lui-même du fait premier et du dommage qui en résulte. Raison pour laquelle il faut prouver ici le fait d'imprudence. Citation de M. Saleilles. Quelle sorte de négligence devait prouver la victime (159). Examen de l'art. 1384. Distinction : 1° Le dommage est arrivé par le fait d'un domestique et préposé; solution que l'on doit admettre si l'on agit contre l'auteur du dommage, celle que l'on doit adopter si l'on agit contre la personne civilement responsable : La victime doit prouver le préjudice et la relation de ce préjudice avec le fait du préposé (160). 2° Le dommage résulte du fait des choses : La victime n'a qu'à prouver le rapport de causalité, entre le dommage, la chose, son propriétaire ou son gardien (161). Examen de l'article 1386 et preuves qu'il suppose; quelle est l'utilité de cet article? Au point de vue de la nouvelle théorie il est mal rédigé (162). 158 à 163

Paragraphe II. — LA PREUVE CONTRAIRE. LE CAS FORTUIT. LA FORCE MAJEURE ET LA CAUSE INCONNUE

Le cas fortuit et la force majeure sont exclusifs de toute responsabilité, citation de M. Tarde (163). M. Saleilles ne s'occupe

point des accidents arrivés par cause inconnue, à notre avis celle-ci doit être considérée comme exclusive de toute responsabilité (164). Les mêmes solutions doivent être admises en ce qui concerne la responsabilité fondée sur l'art. 1383. M. Saleilles ne s'en explique pas formellement, mais nulle autre décision ne peut être donnée à ce sujet (165). En ce qui concerne l'art. 1384, la preuve contraire est admise pour les père, mère, instituteurs et artisans ; à notre avis elle devrait l'être également pour les maîtres et commettants : M. Saleilles le nie. Renvoi. Le cas fortuit ou la force majeure pourrait également décharger la personne civilement responsable : nécessité de s'entendre sur les conditions particulières de cette exemption. La cause inconnue est de même exclusive de toute responsabilité (166). Pour la responsabilité résultant du fait des choses, la preuve contraire n'est pas admise : raisons que l'on en donne. Les décisions concernant la force majeure et le cas fortuit sont les mêmes que pour l'article 1384 (167) 163 à 167

Paragraphe III. — DE LA CLAUSE D'IRRESPONSABILITÉ

La clause d'irresponsabilité est non valable, l'obligation étant légale (168). 167 à 168

Paragraphe IV. — DE L'APPRÉCIATION DE LA RÉPARATION

La théorie subjective doit être appliquée quand la mesure de la réparation est seule en question. Distinction que M. Saleilles admet dans la faute à ce point de vue (169). 168 à 169

CONCLUSION

Résumé succinct des avantages apportés à la situation respective de l'ouvrier et du patron par la nouvelle théorie (170). Précédents et idées principales qui frayèrent le chemin à la nouvelle interprétation. Laurent cité par Josserand : Système de M. Labbé (171). Ce jurisconsulte varie de sentiment à l'égard de la nouvelle interprétation : opinion de M. Josserand sur cette variation (172). M. Saleilles formule pour la première fois la théorie dans toute son ampleur (173). De quelques textes favorables à la théorie objective dans la législation elle-même d'après MM. Saleilles et Josserand (174). Insuffisance partielle du nouveau système, principalement sur la question de l'assurance : M. Saleilles l'avoue (175). Conduite de la Doctrine dans toute cette question en tout point conforme à son rôle et à son caractère (176) 169 à 178

TROISIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION

LE RISQUE PROFESSIONNEL

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE

Paragraphe 1^{er}. — DÉFINITION DU PRINCIPE

Pages

Définition de M. Tarbouriech : Le risque professionnel n'est, à notre avis, que l'application à un cas particulier de la théorie générale élaborée par M. Saleilles : Renvoi (177).

Paragraphe II. — ÉTENDUE DU PRINCIPE

Les cas de force majeure absolue restent complètement en dehors du principe : preuve tirée de l'article premier de la loi du 10 avril 1898. Le cas fortuit se rattachant intimement à l'exécution du travail demeure à la charge du patron : Sentiment de M. Trarieux. La même distinction doit être faite à notre avis pour la cause inconnue (178). Influence de la faute légère de la victime dans la théorie classique de l'art. 1382, dans celle de la faute contractuelle : théoriquement l'influence est la même dans celle du risque professionnel, mais l'esprit général de la nouvelle loi semble bien ne point vouloir décharger le patron d'une part de sa responsabilité par cela seul qu'il y a eu faute légère de l'ouvrier (179). La faute intentionnelle décharge le patron de toute responsabilité. Justesse de cette décision; mais critique du motif qui l'a dictée : Influence de ce motif sur la faute inexcusable : Le législateur aurait dû considérer dans cette hypothèse toute responsabilité comme disparue : Raison d'être de cette anomalie (180). Véritable terrain sur lequel le législateur aurait dû se placer. Difficultés pratiques que va soulever cette disposition législative ; tout au moins l'amendement de M. Aucoin aurait dû être admis (181). Cet amendement n'est d'ailleurs à nos yeux qu'un pis aller, il aurait mieux valu consacrer la non responsabilité totale en cas de faute inexcusable (782).

178 à 189

CHAPITRE II

LES CONSÉQUENCES DU PRINCIPE

Paragraphe 1^{er}. — FIXATION DE L'INDEMNITÉ ET DES PERSONNES QUI Y ONT DROIT

Pages

Par suite de considérations d'ordre pratique, le législateur rejette les solutions adoptées sur ce point par les théories délictuelles subjective et objective, et par la théorie contractuelle. Il fixe l'étendue de l'indemnité, et énumère les personnes qui y ont droit (183). Au point de vue de la fixation de l'indemnité, le principe général est un forfait. L'ouvrier blessé a droit à une somme fixe, et ne peut jamais toucher l'intégrité de son salaire. Raisons d'être de cette disposition. Citation de M. Tarbouriech (184). Le salaire de l'ouvrier blessé n'est pas le même dans tous les cas. Trois hypothèses : 1^o taux lorsque l'ouvrier est atteint d'une incapacité absolue et permanente. Définition de cette sorte d'incapacité ; citation d'une phrase de M. Boucher. Raison d'être de l'adoption du taux des deux tiers (185). 2^o Même règle lorsque l'incapacité est partielle et permanente, mais les quotités sont différentes. Histoire parlementaire de cette disposition. 3^o Taux de l'indemnité lorsque l'incapacité est temporaire. Rédaction de cet alinéa (186). En ce qui concerne les personnes qui ont droit à l'indemnité, comparaison générale de la nouvelle législation avec l'ancienne (187). 1^o Rente viagère servie au conjoint survivant ; critique que cette disposition souleva au sein du parlement. Critique de la disposition du législateur à l'égard du conjoint au profit duquel le divorce ou la séparation de corps a été prononcée qui n'a droit à aucune indemnité. Distinction que nous proposons. L'amendement de M. Sibille. On eût pu l'adopter sans augmenter les charges de l'industrie, en consacrant l'amendement de M. Laroche-Joubert. Raison d'être de cette double lacune. Disposition ajoutée par le Sénat en cas de nouveau mariage (188). Rente pour les enfants légitimes ou naturels. Variations à propos de l'âge. Opinion de MM. Leydet, Silhol et Grandmaison. L'âge est fixé à seize ans. Accroissement de l'indemnité pour les enfants orphelins de père et de mère (189). Fixation des droits respectifs des ascendants et autres descendants. Modification apportée par le Sénat à cet alinéa. Propositions identiques de MM. Laroche-Joubert, Leydet, et Grivart. Ce dernier orateur propose en outre au Sénat

le système dit système de la reversibilité. Raison que donne le rapporteur pour écarter ce système (190). Arguments fournis par le ministre pour soutenir le rapporteur. L'incessibilité et l'insaisissabilité des rentes, décrétée par le Sénat. Jugements généraux portés sur toutes ces dispositions (191) 189 à 203

Paragraphe II. — INFLUENCE DE LA NOUVELLE LOI SUR LES ACTIONS PRIMITIVEMENT OUVERTES AUX VICTIMES D'ACCIDENTS ET A LEURS REPRÉSENTANTS.

L'exclusion de toute autre voie de recours au profit de l'ouvrier est la conséquence logique de la nouvelle loi. Conséquence de cette disposition (192). Non seulement les ouvriers et employés sont visés par l'article 2, il en est encore de même de leurs représentants. Opinion de M. Grousier : L'action de l'art. 1382 s'exerce lorsque l'ouvrier ne poursuit pas l'industriel, mais un tiers. Le choix entre la voie civile et la voie criminelle n'existe plus également (193). Fixation des rentes pour ceux dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs. Rôle de M. J. Gouyon dans cette détermination. La Chambre ne le suit point. La commission du Sénat entre la première et la deuxième délibérations adopte une transaction qui est la disposition actuelle (194) 203 à 209

Paragraphe III. — DÉTERMINATION DES MOYENS PRATIQUES PERMETTANT AU PATRON D'ACCOMPLIR LES OBLIGATIONS NOUVELLES MISES PAR LA LOI A SA CHARGE.

Enumération de ces moyens par l'article 5. Historique de cet article. Critique de M. Richard Wadington. Réponse du rapporteur. Riposte de M. Le Cour Grandmaison. Réponse du ministre. Nouvelle intervention de M. Le Cour Grandmaison. Remarque de M. Coulet sur cet article (195). Dispositions concernant les exploitants de mines minières et carrières (196) 209 à 213

Paragraphe IV. — DÉTERMINATION DU SALAIRE ANNUEL SERVANT DE BASE A LA FIXATION DES RENTES

Obscurité de l'article 10. — Question posée par M. Félix Martin. Discussion de l'article par le même orateur. Réponse de M. Thévenet ; au point de vue de la pratique elle élucide la question, au point de vue de la rédaction de la loi elle est absolument insuffisante. La question de M. Léonce de Sal relativement aux heures supplémentaires. Réponse du rapporteur (197). 213 à 215

CHAPITRE III

L'APPLICATION DU PRINCIPE

Paragraphe 1^{er}. — DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET ENQUÊTE

L'article 11 fixe le délai dans lequel doit être faite la déclaration, les personnes qui doivent la faire et celles qui sont tenues de la recevoir. Historique rapide de cette disposition, ses vicissitudes (198). Teneur exacte de la déclaration. Clarté de la loi à cet égard. Personnes tenues de la faire, et personnes qui le peuvent également. Conduite du maire en recevant déclaration d'un accident (199). Formalités à remplir par celui-ci lorsque d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité absolue ou partielle permanente. Transmission de la déclaration au juge de paix et du certificat médical. Enquête ouverte par ce dernier. Sur quoi elle porte. 215 à 222

Paragraphe II. — COMPÉTENCE

Les frais funéraires, de maladie, les indemnités temporaires sont de la compétence du juge de paix qui statue en dernier ressort. Toutes les autres indemnités de la compétence du président ou du tribunal. Historique rapide de l'article 15. Intervention de M. de Mun en faveur de la juridiction arbitrale. L'amendement fut repoussé pour raison d'opportunité. Il en fut de même au Sénat de celui de M. Félix Martin. Dans certains cas, cet orateur voulait donner compétence au juge de paix du domicile de l'ouvrier (200). Quelques difficultés soulevées par les commentateurs au sujet de la rédaction de cet article. Solutions qu'ils adoptèrent (201). L'article 16 régit toutes les autres indemnités. Teneur de cet article. Tableau de l'ensemble des dispositions, régissant la marche de la procédure. En cas d'accord, l'indemnité fixée par le président n'est jamais définitive. Le président peut-il surseoir quelque temps à la délivrance de son ordonnance ? (202). Quid du préliminaire de conciliation lorsque l'accord n'a pas lieu ? Difficultés au point de vue de l'indemnité temporaire. La solution de la question est à notre avis dans une simple transposition d'alinéas (203) 223 à 230

Paragraphe III. — DE L'APPEL

La Chambre n'avait pas admis l'appel. Innovation du Sénat. Raisons données par le rapporteur en 1^{re} délibération

pour admettre cette voie de recours. Le délai pour l'interjeter est cependant réduit (204). Différents points de départ du délai de quinzaine. Jugement contradictoire : à partir du prononcé du jugement. Jugement par défaut faute de conclure : à partir de l'expiration du délai de huitaine qui suit la signification à avoué. Jugement par défaut faute de comparaître : à partir du délai de quinzaine qui suit la signification à personne. Raison d'être de ces dispositions (205). Délai accordé pour se pourvoir en cassation (205). Quid des jugements rendus contre l'auteur de l'accident autre que le patron et ses préposés ? il n'est en rien dérogé aux règles ordinaires. Motif de ce retour au droit commun (206) 230 à 233

Paragraphe IV. — DE LA PRESCRIPTION

La prescription est ici d'un an. M. Ricard, à la Chambre des députés, nous donne les raisons de cette anomalie. Réponse du même orateur à une observation de M. Albert Cliché. Intervention de M. Marc Sauzet. La prescription d'un an ne vise que l'action du risque professionnel. Toute autre action est régie par le droit commun (207) 233 à 235

Paragraphe V. — DE LA REVISION

Délai pendant lequel la voie de la revision reste ouverte. Justification du délai de trois ans (208). 235 à 236

Paragraphe VI. — DE LA TRANSACTION

Elat du droit antérieur sur cette question. L'article 30 rendra vaine désormais toute transaction (209). Elle est cependant autorisée, mais avec des caractères particuliers par l'article 21 (210). 236 à 238

CHAPITRE IV

LES GARANTIES

Deux sortes de garanties : le privilège et l'assurance. Le privilège garantit les créances relatives aux frais médicaux, pharmaceutiques, funéraires et les indemnités de l'incapacité temporaire. L'assurance garantit toutes les autres indemnités (211) 238 à 239

Paragraphe 1^{er} — LE PRIVILÈGE

Historique rapide de la question : Rang et étendue de ce privilège (212). 239

Paragraphe II. — L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

Double caractère de l'assurance obligatoire : elle est relative et essentiellement subsidiaire (213) 239 à 240

Alinéa 1^{er}. — PRINCIPE DE L'ASSURANCE DE L'ÉTAT. CAS OU ELLE FONCTIONNE. MESURES QUI SERVENT A L'ALIMENTER

Difficultés de la question. L'assurance devait-elle être obligatoire ou bien facultative ? Au point de vue de l'intérêt simplement du patron, l'assurance doit être facultative ; au point de vue de l'intérêt de l'ouvrier, l'assurance doit être obligatoire. Cette question complexe a été merveilleusement résolue par la loi (213 *bis*). D'un côté l'ouvrier est toujours sûr d'être indemnisé, d'un autre le patron jouit d'un certain cercle de liberté. Double condition pour que la victime ait droit à l'assistance de l'État. Sens ambigu de l'article 24 et critique de sa rédaction (214). Rôle nouveau de la caisse des retraites et résumé général de la loi nouvelle. Constitution spéciale du fonds de garantie : Raison d'être de cette anomalie. Protestation de M. de Mun (215). Réponse de M. Boucher. Intervention de M. Bourgeois. Adoption de l'article à la Chambre des députés (216). M. F. Martin reprend la question au Sénat. Il propose un autre système pour constituer le fonds spécial de garantie. Résumé succinct des diverses raisons mises en avant par cet auteur (217). Critique anticipée des objections que l'on pourrait faire au système (218). Réplique de M. Boucher. Le ministre montre tout d'abord la nécessité de l'assurance obligatoire, puis le fonctionnement suffisant pour y satisfaire de la garantie d'insolvabilité (219). Critique du système de M. Félix Martin. Le Sénat se range à l'avis du ministre (220). Notre opinion sur la question (221). Insuffisance selon nous des critiques de M. Boucher (222) 240 à 254

Alinéa 2. — RECOURS DE L'ÉTAT QUI A PAYÉ CONTRE QUI DE DROIT

L'État peut avoir deux recours : 1^o Contre le chef d'entreprise débiteur ; 2^o contre la Compagnie d'assurances (224). Lorsque l'action est dirigée contre le chef d'entreprise ; il n'y a ici qu'une simple application du droit commun. Il en est de même lorsqu'on agit contre la Compagnie d'assurances (225). Nouveauté au contraire et importance de la disposition qui attache la garantie du privilège de l'art. 2102 à l'un ou à l'autre recours (226). Sens qu'il faut donner à un membre de phrase ambigu. L'État ne peut recourir contre le patron lorsque celui-ci est assuré. Inconvénients de cette disposition. critique de M. Poirrier et la nôtre (227). Développement de quelques points de détail (228) 254 à 260

Alinéa 3. — MESURES ÉDICTÉES PAR LA NOUVELLE LOI RELATIVEMENT
AUX COMPAGNIES D'ASSURANCES

La nouvelle loi soumet les Compagnies d'assurances à une surveillance spéciale propre à garantir leur solvabilité (224). Double mesure en vue d'obtenir ce résultat. Rôle respectif de cette double mesure (230). L'efficacité de ces dispositions n'est pas un dogme universellement admis. Discours de M. Poirrier : notre opinion sur cette question (230 *bis*). Définition-succincte des assurances à primes fixes, des assurances mutuelles, et des syndicats de garantie (231). Etude rapide des précédents historiques de l'article 28. Système de la Chambre des députés (231 *bis*). Inconvénients de ce système. Discours de M. Thévenet (232). Sens, portée et importance de l'article 28 (232 *bis*).
260 à 267

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Nullité d'une clause contraire à la présente loi (236). Il est cependant permis au patron de consentir à l'ouvrier des conditions plus favorables (234). La transaction est par le fait même interdite, même sur des droits acquis : nécessité de cette mesure (235). Critique fautive de M. Drouineau relativement à la prescription (236) 267 à 271

CONCLUSION

Résumé des avantages respectifs qu'apportent, à la situation respective des ouvriers et des patrons, les dispositions de la nouvelle loi (237). La loi actuelle est une loi relativement bien faite (238). La loi nouvelle est une loi électorale il est vrai, mais avec le système parlementaire, toute loi électorale ne peut être qu'une loi juste 273 à 279

APPENDICE

Loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

DU 9 AVRIL 1898

(Promulguée au « Journal Officiel » du 10 avril 1898)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur
suit :

TITRE I. — INDEMNITÉS EN CAS D'ACCIDENTS

ARTICLE PREMIER. — Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières carrières et. en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

Art. 2. — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité.

Art. 3. — Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime a raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a deux, de 35 0/0 s'il y en a trois, et de 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut dans le premier cas dépasser 40 0/0 du salaire, ni 60 0/0 dans le second.

C. Si la victime n'a ni conjoint, ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants qui était à sa charge recevra une rente, viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 0/0.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre ; elles sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune

indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Art. 4. — Le chef d'entreprise supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de 100 francs au maximum.

Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

Art. 5. — Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1^o Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts-types approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

2^o Que ces sociétés assurent à leurs membres en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière, servie par la société, est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

Art. 6. — Les exploitants de mines, minières et carrières peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnées à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la société et approuvés par le Ministre des Travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé, en faveur de leurs ouvriers, des caisses particulières de secours en conformité du titre 31 de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Art. 7. — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et

préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Art. 8. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

Art. 9. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la Caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise.

Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

Art. 10. — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter le douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

TITRE II. — DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET ENQUÊTE

Art. 11. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré, dans les quarante-huit heures par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal.

Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en faire connaître le résultat définitif.

La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants.

Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire au déclarant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

Art. 12. — Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet avis, le juge de paix procède à une enquête à l'effet de rechercher :

- 1^o La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;
- 2^o Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent ;
- 3^o La nature des lésions ;
- 4^o Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité ;
- 5^o Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes.

Art. 13. — L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de Procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident, qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni dans les établissements nationaux, où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets.

Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance et du contrôle de ces établissements ou entreprises, et, en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle, dûment constatés dans le procès-verbal, l'enquête doit être faite dans le plus bref délai, et, au plus tard, dans les dix jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit, par lettre recommandée, les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal de l'arrondissement.

Art. 14. — Sont punis d'une amende de 1 à 15 francs, les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de 16 à 300 francs.

L'article 163 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

TITRE III. — COMPÉTENCE. — JURIDICTION. — PROCÉDURE REVISION

Art. 15. — Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise, relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

Art. 16. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement convoque dans les cinq jours, à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre 24 du livre II du Code de Procédure civile.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal surseoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive.

Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision, sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel.

Art 17. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois l'appel devra être interjeté dans les quinze jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La Cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel.

Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Art. 18. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident.

Art. 19. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu ou de la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.

Art. 20. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre I.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente viagère ou le total des rentes viagères allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

Art. 21. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

Sauf dans le cas prévu à l'article 3, paragraphe A, la pension

ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs.

Art. 22. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou ses ayants droit, devant le tribunal.

A cet effet, le président du tribunal adresse au procureur de la République, dans les trois jours de la comparution des parties prévue par l'article 16, un extrait de son procès-verbal de non-conciliation ; il y joint les pièces de l'affaire.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (paragraphes 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1851.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

TITRE IV. — GARANTIES

Art. 23. — La créance de la victime de l'accident ou ses ayants droit, relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

Le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

Art. 24. — A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les Sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les Syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge, à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite Caisse.

Art. 25. — Pour la constitution du fonds spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la contribution des patentes des industriels visés par l'article 1^{er}, 4 centimes additionnels. Il sera perçu sur les mines une taxe de 5 centimes par hectare concédé.

Ces taxes pourront, selon les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances.

Art. 26. — La Caisse nationale de retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquels

des sommes auront été payées par elles conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2.102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale des retraites et notamment les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la Caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les Compagnies d'assurances.

Art. 27. — Les Compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et leur fonctionnement.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements, et fixés annuellement, pour chaque Compagnie ou association, par arrêté du Ministre du Commerce.

Art. 28. — Le versement du capital représentant des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation ou faillite, soit par cession

d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites.

Ce capital sera déterminé au jour de son exigibilité d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique.

TITRE V. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 29. — Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a la formalité de l'enregistrement.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

Art. 30. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

Art. 31. — Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de 1 à 15 francs de faire afficher dans chaque atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de 16 à 100 francs.

Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

Art. 32. — Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la Marine, et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du Ministère de la Guerre.

Art. 33. — La présente loi ne sera applicable que trois mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution.

Art. 34. — Un règlement d'administration publique détermi-

nera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 avril 1898.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Henry BOUCHER.

Le ministre de l'intérieur,

Louis BARTHOU.

Le ministre des travaux publics,

A. TURREL.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,*

V. MILLIARD.

OBSERVATION

En relisant notre étude, nous avons remarqué une opinion prêtée à M. Glasson que nul texte en note ne venait confirmer. N'ayant pu, au dernier moment, retrouver l'origine de cette citation, et ne voulant point toutefois prêter à un de nos maîtres une opinion qui ne soit point la sienne, nous faisons à ce sujet les plus expresses réserves.

V. p. 115, § 113.

La marche de notre raisonnement n'est d'ailleurs pas interrompue, car l'opinion prêtée à M. Glasson a certainement été soutenue par la Cour de cassation belge.

S., P., 1895, IV, 30, 31, 32.

ERRATA

Pages

14	3 ^e ligne	<i>utatur</i>	au lieu de	utuntur.
15	note 1; 8 ^e ligne. . .	<i>garantie</i>	—	garantit.
34	n. 2, 2 ^e c., dern. lig.	<i>mesure</i>	—	source.
36	note 1, 6 ^e ligne. . .	<i>puis, qu'il</i>	—	puisque'il.
43	§ 43, 6 ^e ligne. . . .	<i>accessoirement</i>	—	accessivement.
46	§ 47, 5 ^e ligne. . . .	<i>qu'il</i>	—	qu'elle.
47	§ 48, 12 ligne	<i>irréfragabilité</i>	—	irréfregabilité.
48	note 2.	<i>auteurs</i>	—	autres.
67	15 ligne.	<i>prémises</i>	—	prémices.
75	1 ^{re} ligne	<i>contrat</i>	—	contact.
81	12 ^e ligne.	<i>Les mots en italiques ont été omis. « C'est bien là, disait-on, l'application du principe général qui résout les questions connexes à l'exécution d'un contrat selon les règles mêmes du contrat ; ce principe doit donc s'appliquer, avec plus de raison encore, au contrat de louage de services. »</i>		
104	§ 102, 19 ^e ligne . . .	<i>de prouver</i>	—	à prouver.
107	§ 105, 9 ^e ligne . . .	<i>prémises</i>	—	prémices.
113	note 2 ^e col., 4 ^e lig.	<i>est substituée</i>	—	n'est pas substituée.
	21 ^e lig.	<i>personnes</i>	—	promesses.
125	21 ^e ligne.	<i>existait-il</i>	—	exista-t-il.
130	§ 126, 3 ^e ligne . . .	<i>Qu'important</i>	—	Qu'importe.
131	10 ligne.	<i>proportionnelles</i>	—	proportionnelle.
141	note 2 ^e col. in fine. }	<i>Ihering</i>	—	Theriny.
142	note 1 ^{re} col., 5 ^e lig. }			
164	§ 165, 16 ^e ligne. . .	<i>prouvât-elle</i>	—	prouva-t-elle.
168	§ 169, 5 ^e ligne . . .	<i>qu'exigeaient</i>	—	qu'exigeait.
168	— 19 ligne	<i>d'un dommage</i>	—	de dommages.
197	— in fine.	<i>Le Cour Grandmaison</i>	—	Lacour Grandmaison.
203	§ 191 in fine. . . .	<i>obcier</i>	—	pallier.
208	note 2. 1 ^{re} col. in fine	—	—	—
215	§ 197, av.-d. lig. du §	<i>de fournir</i>	—	à fournir.
209	note 2, 7 ^e ligne. . .	<i>specialia</i>	—	speciala.
230	note 3, 7 ^e ligne . . .	<i>il n'était pas</i>	—	n'était pas.
234	6 ^e ligne	<i>Chiché</i>	—	Cliché.
	note 2, 1 ^{re} ligne . .	<i>obvié</i>	—	pallié.
265	§ 232, 2 ^e ligne . . .	<i>semblait</i>	—	semblaient.

